

# LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



**LE FIGARO LITTÉRAIRE**  
IL Y A SOIXANTE-DIX ANS,  
LA RÉVÉLATION FRANÇOISE SAGAN  
NOTRE SUPPLÉMENT

**RUSSIE-CORÉE DU NORD**  
POUTINE ET KIM SE PROMETTENT  
ASSISTANCE MUTUELLE  
PAGE 7



## LÉGISLATIVES

• Gabriel Attal en première ligne d'une campagne « démacronisée »  
PAGE 2  
• Éric Ciotti à la droite : « Revenez à la raison et à la maison »  
PAGE 4  
• Qui sont les 4011 candidats ?  
PAGE 5

## RELIGION

Pourquoi les ordinations sacerdotales connaissent-elles un sursaut en France en 2024 ?  
PAGE 8

## AÉRONAUTIQUE

Entier Air France et KLM, vingt ans de mariage émaillés de chamailleries  
PAGE 22

## TECH

La désinformation russe a infiltré ChatGPT et les assistants IA  
PAGE 25

## CHAMPS LIBRES

• L'urbex, cette aventure qui ne tient pas compte des propriétés privées  
• Un grand entretien avec Henri Guaino  
• La chronique de Luc Ferry  
• L'analyse d'Eugénie Bastié  
PAGES 13 À 15

## FIGARO OUI FIGARO NON

**Réponses à la question de mercredi :**  
Jordan Bardella a-t-il raison de dire qu'il n'ira pas à Matignon s'il n'a pas la majorité absolue ?

**NON 20% OUI 80%**  
VOTANTS : 108 540

**Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr**  
Irez-vous voter aux élections législatives ?

KRISTINA KORMILITSYNA VIA REUTERS, PAUL DELORT/LE FIGARO

## Michel Platini : « Il n'y a plus de romantisme dans le football »



Vainqueur de l'Euro il y a quarante ans, le mytique numéro 10 fait le tour de la « planète foot » dans un entretien sans concession accordé au Figaro. Il analyse la mondialisation du ballon rond, raconte ses démêlés judiciaires, salue le talent des Zidane, Griezmann et Mbappé, évoque ses rencontres avec des dirigeants étrangers (Poutine, Zelensky...), ses rapports avec les présidents français, de Giscard à Macron, et parle de ses projets. PAGES 10 ET 11

## ÉDITORIAL par Gaëtan de Capèle

### Danse sur un volcan

Pendant le spectacle, la vie continue : la déflagration politique de la dissolution a beau occuper tous les esprits, elle n'a pas interrompu le flot souterrain des déficits ni le gonflement de la dette. Cela a conduit Bruxelles à admonester une nouvelle fois la France pour la mauvaise tenue de ses comptes publics, sur le ton d'une grande lassitude. On comprend ce découragement : pour la quatorzième fois en quinze ans, nous ne respectons aucun de nos engagements. Il y a six semaines, constatant les mêmes carences, l'agence Standard and Poor's a fini par dégrader la notation française, sans provoquer davantage de conséquences qu'une polémique de quelques heures. Les circonstances du moment invitent à regarder ces sujets arides et peu populaires avec davantage de gravité. Au vu du concours de dinguerie économique auquel se livrent le RN et le Nouveau Front populaire, possiblement aux manettes dans quelques jours, la France danse sur un volcan. Pendant que le gouvernement met sur la table des promesses coûteuses en faisant mine de chercher des économies, eux proposent sans vergogne un catalogue de dépenses

publiques sans limites. Des programmes totalement déconnectés des réalités - avec, il faut le dire, une prime dans l'horreur pour celui de l'extrême gauche, qui effraie jusqu'à ses propres alliés -, dans un pays où l'on paie déjà une partie des charges courantes à crédit. Deux visions de l'économie entre socialisme bon teint d'un côté et collectivisme marxiste de l'autre, qui partent de la même fable selon laquelle on peut distribuer plus en travaillant moins.

### Concours de dinguerie économique

Tous les miroirs aux alouettes qu'ils brandissent - retraite, temps de travail, distribution de pouvoir d'achat, taxation des « riches » et des entreprises... - ont déjà été expérimentés sans retenue sous les gouvernements de gauche. Avec le succès que l'on sait : perte de compétitivité, désindustrialisation, chômage massif, déficits publics sans fond, impôts records. Nous en sommes là, et des prétendants au pouvoir, ne reculant devant aucune démagogie, nous proposent d'accélérer. Sous le regard effaré de nos créanciers, que tant d'irresponsabilité va finir par passer. ■

## Dettes, déficit : l'Europe s'inquiète de la dérive française

Alors que Bruxelles a lancé une procédure pour déficit excessif contre la France, le désordre politique et les programmes économiques dispendieux du RN et du Nouveau Front populaire préoccupent les marchés.

La Commission européenne a ouvert la voie à une procédure pour déficit excessif à l'encontre de sept pays de l'Union, dont la France, où celui-ci a dérapé à 5,5 % du PIB, contre les 3 % maximum. Au rythme où la situation se dégrade, les experts de Bruxelles estiment que la dette pourrait s'envoler à 139 % du PIB dans les dix ans,

faisant peser « des risques élevés » sur sa viabilité. La grande instabilité politique créée par la dissolution et la perspective de voir appliqué le programme économique du RN, ou plus encore celui de l'extrême gauche, génèrent de l'inquiétude en Europe. Ce désordre fragilise le crédit de la France auprès des marchés financiers.

→ DANS L'ATTENTE DU RÉSULTAT DES LÉGISLATIVES, BERCY SE RETROUVE INCAPABLE DE PRÉPARER LE PROCHAIN BUDGET  
→ LA BCE VIGILANTE SUR LE RISQUE DE CRISE DE LA DETTE EN EUROPE → PATRICK MARTIN : « LE RN ET LE NOUVEAU FRONT POPULAIRE SONT DANGEREUX POUR L'ÉCONOMIE » PAGES 18 À 20 ET L'ÉDITORIAL



## Antisémitisme : émotion nationale après le viol d'une enfant par des mineurs

Samedi, à Courbevoie, une jeune fille de 13 ans a été victime d'une agression d'une violence inouïe de la part de trois garçons de 12 et 13 ans, dont deux ont été placés en détention provisoire. Cible d'insultes antisémites, elle

a été traînée dans un local avant d'être menacée de mort et violée. L'affaire a suscité un émoi national. Mercredi, à Paris, une manifestation était organisée devant l'Hôtel de Ville en soutien à l'adolescente. PAGE 8

dinh van  
PARIS  
Collection Menottes dinh van



# Législatives : Gabriel Attal en première ligne d'une campagne « démacronisée »

Tristan Quinault-Maupoil

En froid avec le chef de l'État depuis la décision solitaire de la dissolution, le premier ministre multiplie les déplacements.

**T**ous ne pourront pas y prêter une oreille. Le temps de cette courte campagne est précieux. En convoquant mercredi soir une visioconférence avec les candidats de la majorité sortante, Gabriel Attal veut convaincre qu'il ne faut pas prêter le flanc au défaitisme. Quelques instants auparavant, le premier ministre a fustigé le coût des programmes du RN et du Nouveau Front populaire depuis le journal télévisé de TF1. Puisque Jordan Bardella a pris ses distances avec la baisse promise de la TVA sur les produits de première nécessité et l'annulation de la dernière réforme des retraites, Gabriel Attal a pointé du doigt un « programme qui se pèle » comme un « oignon » où « il ne reste à la fin que les yeux pour pleurer ». Ce jeudi, il tiendra une conférence de presse du même acabit avant de filer dans la Sarthe et l'Orne pour arperter le terrain.

D'abord sidéré par la dissolution et gagné par le doute, Gabriel Attal remonte sur son cheval. Poussé par les députés sortants à se placer en première ligne pour sauver ce qu'il reste à sauver, le premier ministre est entré de plain-pied dans la campagne. Après s'être assuré que le chef de l'État se ferait le plus discret possible. Pas seulement pour des raisons tactiques mais aussi parce que les relations entre les deux têtes de l'exécutif sont devenues... polaires, à en

croire un interlocuteur récent de Gabriel Attal. Bien qu'ils restent « constamment en contact, tous les jours », jure l'entourage du chef du gouvernement. L'annonce surprise de la dissolution, apprise sur le tard par le premier ministre, a terminé d'installer un fossé entre les deux hommes. L'agacement de Matignon devenait déjà perceptible bien en amont, quand le trentenaire constatait que l'Élysée freinait de plus en plus ses initiatives. Gabriel Attal, qui a vu le sol se dérober sous ses pieds au moment de l'allocation d'Emmanuel Macron, comprend maintenant qu'elle lui offre l'opportunité de se démarquer de la tutelle encombrante du chef de l'État sans apparaître déloyal. « Pour la première fois depuis 25 ans les Français vont choisir leur premier ministre. Celui qui en sortira (vainqueur) aura une légitimité forte », a-t-il dit sur TF1, en réinterprétant la Constitution au détriment du président.

## « Un rôle à jouer »

Quand bien même il risque d'être un très éphémère premier ministre en cas de défaite de son camp le 7 juillet, il quittera Matignon affranchi. Le « petit frère », ainsi que l'a surnommé Emmanuel Macron mardi devant des enfants au Mont-Valérien, pourrait-il tirer son épingle du jeu ? « Vous vous démenez. Notre salut est chez vous », lui a lancé, le même jour dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris, une

femme qui a « la trouille » des conséquences de la dissolution. À plusieurs reprises cette semaine, des témoignages similaires lui ont été adressés. « Il faut dire au président qu'il ferme sa gueule », a-t-il entendu dans le Val-de-Marne lundi d'un homme bienveillant à son égard. « Qu'il existe des colères dans le pays, j'en suis conscient » mais « ce n'est pas une élection présidentielle », répète le premier ministre à la presse pour sortir Emmanuel Macron de l'équation qui l'oppose à Jordan Bardella et à la gauche.

Les macronistes d'hier sont devenus les attalistes d'aujourd'hui, à l'instar des Jeunes avec Macron (IAM) qui ont édité cette semaine une affiche de campagne avec le seul visage du locataire de Matignon. Des louanges qui tranchent avec les tombereaux de critiques qui s'abattent sur Emmanuel Macron. Bien qu'un ministre en campagne raconte avoir « défoncé » Gabriel Attal quand elle l'a entendu annoncer le maintien de la réforme de l'assurance-chômage, par la publication d'un décret avant le se-

cond tour des législatives anticipées. Même en cas de défaite nationale, il aura « un rôle à jouer », imagine une huile de la majorité. Alors qu'il est en bonne place pour conserver son siège de député des Hauts-de-Seine, « je pense qu'il voudra être président de groupe à l'Assemblée nationale. Il y aura aussi le congrès de Renaissance », pour en prendre la tête à l'automne. Rampe de lancement idéale pour 2027. Mener la bataille impossible de la dissolution vaut bien un parti. ■



Emmanuel Macron et Gabriel Attal, au Mont-Valérien, le 18 juin à Suresnes (92).

WITT JACQUES/POOLADJACA

## À l'Élysée, « BRP » dans la tourmente post-dissolution

Louis Hausalter

**S**on absence a été remarquée. Mardi, sur l'île de Sein, ce bout de terre bretonne où Emmanuel Macron a rendu hommage aux résistants ayant répondu, il y a 84 ans, à l'Appel du 18 Juin du général de Gaulle, Bruno Roger-Petit manquait à l'appel. Le « conseiller mémoire » du président, dixième dans la hiérarchie de l'abondant cabinet élyséen, est pourtant un habitué de la délégation présidentielle lors de ces commémorations, et pour cause : leur organisation est au cœur de ses attributions. Disgrâce ? Volonté de ne pas se montrer ? Autour de lui, l'intéressé a assuré qu'il n'était jamais question qu'il s'y rende, car son fils passait le bac ce jour-là.

Reste que les oreilles de ce sexagénaire à l'humour grinçant, ancien journaliste et grand admirateur de François Mitterrand, sifflent beaucoup parmi les troupes macronistes, ces temps-ci. Un article du Monde expliquant dès le lendemain de la dissolution qu'« une petite cellule », notamment emmenée par « BRP », aurait ourdi l'opération depuis plusieurs mois a abasourdi la majorité. Circonstance aggravante : l'animateur vedette Pascal Praud, dont Bruno Roger-Petit partageait hier les plateaux sportifs sur iTélé, et dont il est aujourd'hui l'un des fidèles téléspectateurs sur CNews, s'est vanté d'avoir appris la dissolution bien avant l'allocation présidentielle. De quoi mettre en fureur Emmanuel Macron, qui a tonné publiquement la semaine dernière contre des « narrations des plus farfelues » et « des gens qui se poussent du col ». Une sortie inhabituelle de la part d'un président généralement enclin à soutenir mordicus ses fidèles, qu'il s'agisse de ministres ayant des démêlés judiciaires ou de collaborateurs livrés « à la vindicte », comme il l'a dit cet hiver quand ses conseillers agricoles ont été accusés d'avoir pris des libertés auprès de la presse.

Reste que, dans cette affaire, Bruno Roger-Petit n'est pas seul dans la tourmente. L'ex-sénateur sarkozyste Pierre Charon, qui poussait l'idée de la dissolution auprès du chef de l'État, est lui aussi criblé de critiques dans la majorité. « Les génies qui se sont vantés de lui avoir conseillé ça, on ne les entend plus, et on les

entendra plus pendant longtemps », grondait encore mercredi un élu proche d'Édouard Philippe. « BRP » est-il pour autant menacé à son poste ? L'homme compte des ennemis à l'Élysée : il est notamment en froid avec le très puissant secrétaire général, Alexis Kohler. Quant à ses compères Jonathan Guémas et Clément Léonarduzzi, l'actuel et l'ancien patron de la communication présidentielle, ils ont peu goûté de se voir associer malgré eux au roman de la « cellule » dissolution. Mais chacun sait au Palais que « le chef » n'a pas l'habitude de montrer la porte du doigt, lui qui, de toute façon, sait rarement dire les choses en face à ses collaborateurs. Emmanuel Macron « a fait savoir ce qu'il en pensait, il ne veut pas alimenter ces histoires de couloirs », évalue-t-on dans son entourage.

## « Les génies qui se sont vantés de lui avoir conseillé ça, on ne les entend plus, et on les entendra plus pendant longtemps »

Un élu proche d'Édouard Philippe

Bruno Roger-Petit avait gagné en influence ces dernières années. Présent à l'Élysée depuis 2017, il est l'un des rares à avoir survécu à sept ans dans la lessiveuse. Ses débuts ont pourtant été laborieux. Nommé porte-parole de la présidence au début du premier quinquennat, il est ridiculisé un an plus tard par une pitoyable intervention télévisée en pleine affaire Benalla, sur fond de rivalité avec les communicants du Château. Depuis, « je suis mthridatisé », a-t-il l'habitude de dire pour signifier qu'il a surmonté nombre de coups bas. Mais voilà sa cote de nouveau amoindrie à la Bourse des valeurs élyséennes, où les fluctuations sont fréquentes. « C'est dur pour lui », commentait - ou fait mine de compatir - l'un de ses anciens collègues.

En fin connaisseur du monde des médias, le conseiller, qui a reçu des menaces, sait qu'il vaut mieux se faire discret en pareille occasion. Quand Emmanuel Macron trouve que quelqu'un qu'il apprécie est allé trop loin, il a souvent cette expression : « Lui, il déborde au coloriage ! » « BRP » a compris qu'il lui valait mieux ranger ses crayons, au moins pour quelque temps. ■

John Timsit

**A**ucune rue ne doit être oubliée. En campagne ce début de semaine pour que les législatives dans la commune d'Houilles (Yvelines), située à quelques kilomètres de Paris, la députée Renaissance Marie Lebec se lance, plan de la ville en main, dans une opération de porte-à-porte. Candidate à sa réélection dans la 4<sup>e</sup> circonscription du département, - l'une des rares terres où la majorité est arrivée devant le RN aux européennes -, la trentenaire est repartie au combat dès l'annonce de la dissolution. « Ça ne se passe pas trop mal, on est clairement sur un territoire qui est en soutien du président », fait-elle valoir.

Manches de chemise retroussées et baskets aux pieds, Marie Lebec s'arrête toutes les quinze secondes. On en oublierait presque qu'elle est encore ministre chargée des Relations avec le Parlement, jusqu'au verdict des urnes. Aidée par une poignée de militants, elle sonne à l'interphone de tous les pavillons longeant sa route. Lorsque les résidents répondent, l'accueil est bienveillant. À l'instar de cette dame perchée au premier étage de sa maison, qui lui demande de pas laisser de profession de foi après avoir pris connaissance de l'étiquette politique de son interlocutrice. « Pas besoin, je voterai pour vous », rétorque-t-elle. Éluë depuis 2017 sur un territoire bien ancré à droite, Marie Lebec sent les « gens concernés » par le scrutin. Alors beaucoup de sympa-

thisants « de centre droit sont agacés par le ralliement d'Éric Ciotti au RN », elle mise plus que jamais sur le choix « rationnel » des électeurs contre les extrêmes. De gauche comme de droite.

À son image, plusieurs députés macronistes installés dans l'Ouest parisien retrouvent le terrain avec confiance. Cet optimisme, qui tranche avec la morosité du camp présidentiel depuis le cuisant échec de Valérie Hayer, est d'autant plus galvanisé que le RN a réalisé de plus faibles scores dans leur circonscription qu'à l'échelle nationale. Plus on se rapproche géographiquement de la capitale, plus la majorité est en position de force. Et inversement. Le scrutin européen en a été l'illustration : la liste Renaissance s'est hissée en première position dans neuf circonscriptions sur les treize que comptent les Hauts-de-Seine. Et dans une petite partie des Yvelines. De quoi sauver les meubles les 30 juin et 7 juillet prochains ? « On a un tout petit peu plus de chance que les autres, mais les votes ne nous appartiennent pas », relativise Bruno Millienne, élu MoDem de la 9<sup>e</sup> circonscription des Yvelines.

## « Derniers gardiens du temple »

Positionnée au « centre droit » de l'échiquier politique, la députée Maud Bregéon, candidate dans la 13<sup>e</sup> circonscription des Hauts-de-Seine, a choisi, elle, de conclure un accord local avec LR. « Ça permet de rassembler et d'avancer avec plus de souffle », relate celle qui était porte-parole du groupe Renaissance à l'Assemblée. Dans ces territoires, il y a une majorité de gens raisonnables qui sont très inquiets, parfois

plus de Mélenchon que de Bardella. « Mon message est clair : ni l'un ni l'autre à Matignon, ajoute-t-elle. L'intérêt de notre territoire et des gens, c'est la stabilité. »

Pour maximiser leurs chances, certains candidats confient, hors micro, avoir retiré l'image d'Emmanuel Macron de leur kit électoral par crainte qu'il soit devenu en deux ans un repoussoir. S'il n'y a pas « de rejet du président, mais une incompréhension de sa décision », la députée Céline Calvez, en course dans sa 5<sup>e</sup> circonscription des Hauts-de-Seine, perçoit tout de même « la différence dans les opérations militantes lorsque son visage est là ou pas ».

« Mes électeurs, eux, font la distinction entre mon bilan de député, et le chef de l'État qui cristallise toutes les colères », veut se persuader une de ses collègues yvelinoise. Reste une inconnue d'ici à trois semaines : ces députés seront-ils les héritiers d'un macronisme recroquevillé sur l'île-de-France ? Si cette hypothèse était confirmée dans les urnes, une élue alto-séquanaise espère ne pas être « isolée » sur les bancs du Palais Bourbon. « Comme depuis 2022, il faudra rester ouvert et travailler avec une droite républicaine et des sociaux-démocrates », suggère cette dernière. Une sombre perspective que d'aucuns n'osent même pas envisager. « Je ne veux pas croire au scénario des derniers gardiens du temple, ça voudrait dire qu'il y aurait une fatalité alors qu'il y a encore beaucoup de travail », s'enflamme l'élue de la 7<sup>e</sup> circonscription des Yvelines Nadia Hai. Une de ses collègues use même de la méthode Coué : « On n'est pas le dernier village d'Astérix ! » ■



Propos recueillis par  
**Emmanuel Gallero**

## Le président des Républicains vise la constitution d'un groupe « puissant » à l'Assemblée le 8 juillet.

**D**éputé sortant des Alpes-Maritimes et candidat à sa réélection, le président contesté des Républicains, Éric Ciotti, est menacé d'exclusion de LR depuis son « alliance » avec le RN.

**LE FIGARO. - Vous annoncez la structuration du « Rassemblement des droites » mercredi. Quel est le message ?**  
**ÉRIC CIOTTI.** - Nous voulons porter notre coalition vers la victoire. La France en a besoin pour se redresser et pour éviter le succès crépusculaire d'une majorité Front populaire.

**Donc vous ne regrettez pas votre « alliance avec le Rassemblement national » ?**  
L'union des droites est le seul rempart contre une victoire de l'extrême gauche et un maintien du macronisme au pouvoir. Chaque jour, l'évolution de la situation électorale confirme que ce choix était le seul possible pour éviter cette double catastrophe. Le Front populaire porte des dangers mortels compte tenu de sa complaisance avec la violence, l'antisémitisme, le terrorisme islamiste, la haine des forces de l'ordre. Nos libertés fondamentales et notre pacte républicains sont menacés de disparition. Pour y faire face, il n'y a qu'un seul vote possible, c'est celui de l'union des droites.

**N'êtes-vous pas tombé dans un piège tendu par Emmanuel Macron ?**

Le piège aurait été de laisser le président Macron obtenir une nouvelle majorité pour enfoncer le dernier clou dans le cercueil de la France ! Il a joué au poker le destin de la France. Ce sont ses propres amis qui le disent, sans se cacher. En voulant s'acharner de façon nihiliste à détruire le clivage gauche-droite depuis 2017, il est l'artisan de ce chaos. Le piège aurait été de disparaître avec Macron. Cette alliance que j'ai bâtie avec Jordan Bardella est éthique sur le fond et compatible avec mes valeurs, qui sont celles du gaullisme. J'ai la conviction de donner une nouvelle chance à la droite, d'avoir un groupe parlementaire puissant et de jeter les bases de la reconstruction d'un vrai parti de droite, enfin débarrassé de ses vultures oripeaux, immobiles et impuissants, dont la seule vertu revendiquée était de ne jamais agir.

**De quels oripeaux parlez-vous ?**

Depuis 1981, à l'exception de la période 2007-2012, le cordon sanitaire a imposé pendant quarante ans une politique socialiste ou sociale-démocrate. J'ai percé la citadelle du politiquement correct et abattu ce mur idéologique mortifère. Quand je fais cela, je suis fidèle à tous ces électeurs et militants qui me demandent, depuis des années, pourquoi la gauche peut s'unir et pourquoi la droite ne le peut pas.

**Que vous disent-ils, ces sympathisants dans la rue ?**

Je sens chez eux une forme de libération. Le mot le plus fréquent dans leur bouche est celui de « *courage* ». Alors, oui, bien sûr, cela a pu heurter le confort de ceux qui ont amené notre famille politique au



Éric Ciotti à Nice, le 9 juin.  
BRUNO BEBERT/BESTIMAGE

# Éric Ciotti à la droite : « Revenez à la raison et à la maison »

seuil de la mort à coups de querelles, de reniements idéologiques, de compétitions inappropriées et de primaires récurrentes, les mêmes qui ont provoqué le désastreux 4,78 % de Mme Péresse à la présidentielle. Ceux-là sont toujours à la manœuvre et nouent un accord national avec la macronie. Ils ne se rendent pas compte qu'ils font déjà partie d'un passé qui sera très vite oublié. Moi, ce qui m'importe, c'est d'ouvrir un nouveau livre, d'écrire de nouvelles pages de la droite et de participer à cette période qui sera enthousiasmante, celle du redressement. La France est à terre. Tout s'effondre. Nous sommes en 1958. C'est le moment pour que des patriotes se lèvent et s'unissent en disant : « *Nous pensons d'abord à la France, pas aux petits calculs partisans.* » J'appelle tous mes amis à nous rejoindre dans cette démarche d'espérance. C'est une démarche tellement plus gaullienne que le statu quo et le confort de rentes électorales réduites à néant !

**Craignez-vous des troubles dans le pays en cas de victoire du « bloc national » ?**  
J'ai reçu personnellement par courrier des menaces de mort. J'ai vu un appel extrêmement préoccupant des Soulèvements de la Terre, appelant à une opposition physique. Le ministre de la Justice doit poursuivre ces appels à la haine des

aujourd'hui et le ministre de l'Intérieur doit réactiver la dissolution de ces mouvements qui prônent la violence. Avec notre nouvelle majorité, la peur changera enfin de camp.

**Gérald Darmanin vous a accusé d'avoir commis un crime contre l'honneur...**  
Je ne suis pas sûr sur qu'il sache ce que veut dire le mot « honneur ».

**Tout indique que le résultat de ces législatives ne permettra pas de dégrader une majorité absolue à l'Assemblée. N'est-ce pas un problème pour vous ?**  
Je ne le crois absolument pas. Je suis convaincu que notre coalition obtiendra une majorité absolue.

**En cas de majorité introuvable, demanderez-vous la démission du chef de l'État ?**  
Emmanuel Macron a provoqué une crise institutionnelle. C'est à lui de trouver le moyen de l'arrêter.

**Jordan Bardella n'ira pas à Matignon s'il n'a pas cette majorité. A-t-il raison ?**  
Oui, je le crois. Nous devons poser les vrais enjeux : gouverner avec une majorité pour la France en sortant des vieilles combinaisons politiciennes, stériles et dégradantes.

**Croyez-vous à l'hypothèse d'une cohabitation avec une figure de la droite LR à Matignon ?**

Depuis quelques jours, les masques tombent. Pour ma part, j'ai proposé une alliance claire aux Français, les yeux dans les yeux et en vérité. D'un autre côté, certains poursuivaient leur alliance secrète avec la macronie en me stigmatisant avec violence. Je dénonce publiquement la grande dissolution de la droite dans le macronisme à l'œuvre. Plus de la moitié des députés LR sortants opposés à ma stratégie n'auront pas de candidat macroniste contre eux. Cette majorité relative serait une véritable trahison pour nos électeurs et justifierait ma position, s'il en était encore besoin. Imaginez-vous un gouvernement dirigé par M. Larcher, en ayant pour ministres M. Roussel, M. Wauquiez et Mme Rousseau ? Tout cela confinerait au grotesque.

**On vous dira que vous avez trahi les instances de votre famille politique...**

Non, je n'ai trahi personne et surtout pas les militants et les électeurs. Depuis longtemps. Ce qui m'importe, c'est le fond. Et je note avec intérêt les prises de position de Nicolas Sarkozy et François Fillon (*lire nos éditions du 19 juin*), qui n'ont pas condamné le fond de l'union des droites, bien au contraire. Sur la for-

me, je connaissais trop nos modes de fonctionnement archaïque pour savoir qu'il ne sortirait rien de ces énièmes palabres où personnes n'étaient d'accord. Un chef doit savoir prendre ses responsabilités.

**Ne craignez-vous pas d'être absorbé par le RN ?**

Non, c'est au contraire la constitution d'un pôle puissant, indépendant, solide et loyal dans la majorité. D'autres, en revanche, œuvrent pour l'absorption totale dans le macronisme ! Nous sommes dans une coalition qui a pour ambition de gouverner la France. Donc, naturellement, je souhaite que ma famille politique, deuxième parti de cette coalition, puisse se mobiliser pour redresser la France. Ce qui nous rassemble est infiniment plus fort que ce qui pourrait encore nous distinguer. Les fossyeurs de l'économie s'appellent Macron et Le Maire, pas Le Pen et Bardella.

**« Cette alliance que j'ai bâtie avec Jordan Bardella est éthique sur le fond et compatible avec mes valeurs, qui sont celles du gaullisme. J'ai la conviction de donner une nouvelle chance à la droite »**

**Sous quelle étiquette avez-vous enregistré vos candidats en préfecture ?**

Sous celle des « Républicains à droite », qui sera le nom de notre groupe à l'Assemblée. Nous comptons 62 candidats (*l'un d'entre eux, en Meurthe-et-Moselle, a perdu le soutien d'Éric Ciotti mercredi pour des « propos antisémites, homophobes et orduriers » sur les réseaux, NDLR*). Si certains s'obstinent à empêcher cet élan inéluctable, nous en tirerons les conséquences. Je lance un appel : revenez à la raison et à la maison, ne vous trompez pas d'adversaire. Ensemble, osons la droite.

**Que répondez-vous à Bruno Retailleau, qui dénonce votre logique des blocs « mortifère » empêchant toute majorité ?**  
Malgré lui, Bruno Retailleau est engagé dans une logique de blocs puisque ses amis ont négocié avec la macronie un accord national, et notamment le premier d'entre eux, le président du Sénat, Gérard Larcher. Bruno est un patriote sincère, je le sais, il refuse cette perspective mais ne peut pas le dire parce qu'il est prisonnier des arcanes du Sénat qui fleurissent bon la IV<sup>e</sup> République. J'espère qu'il osera s'affranchir le moment venu.

**À la présidence des LR, avez-vous le sentiment d'être assis sur un siège éjectable ?**  
Certains s'épuisent dans de nouvelles procédures. Ils ont déjà perdu. Est-ce sérieux, à une semaine d'un scrutin dans lequel se joue le destin de la France ?

**Une partie des militants applaudit votre démarche, mais ne craignent-vous pas des conséquences sur vos projets locaux dans le département des Alpes-Maritimes et à Nice ?**  
J'ai vu que l'on avait osé envoyer un pseudo-candidat LR contre moi (*lire ci-dessous*). Je souligne qu'il était encore adhérent Horizons il y a quelques jours et qu'il a été choisi par le cabinet du maire de Nice, M. Estrosi. Cela démontre le ridicule de ceux qui conduisent ces petites opérations. Le département est derrière moi. Et je n'ai jamais ressenti un soutien aussi fort dans ma ville et dans les Alpes-Maritimes. ■

## Virgile Vanier-Guérin, le novice LR envoyé au feu à Nice

**Lucas Hélin**

**P**ersonne ne sera dupe du symbole, voire de la petite provocation : c'est à quelques encablures de la permanence d'Éric Ciotti, sur le port de Nice (Alpes-Maritimes), que le candidat Les Républicains « canal historique » a choisi d'organiser sa première conférence de presse pour se présenter au grand public et justifier sa folle envie d'affronter le président contesté des Républicains. Dans un restaurant au bord du quai appartenant à sa suppléante, Virgile Vanier-Guérin, 43 ans, a lancé sa campagne, mercredi en début d'après-midi, même si une quasi-mission impossible l'attend face

au député sortant. Dans cette première circonscription phare, Éric Ciotti y est ancré depuis 2007.

Mais dans le contexte de l'implosion de la droite après l'alliance LR-RN, cette candidature spontanée de celui qui était un simple sympathisant de droite se révèle avant tout symbolique et contestataire. « *On s'oppose à lui amicalement pour lui faire prendre conscience de ce qu'il a fait, a-t-il expliqué, en assumant viser le deuxième tour. Il a pris en otage le parti pour préserver ses avantages en nature, c'est indigne d'un homme politique.* » Un LR va bien affronter un LR le 30 juin, même si Éric Ciotti use aussi de l'étiquette de son micro-parti, à droite !, et que sa renommée suffit aux électeurs niçois. Avant ce rendez-vous, peu d'éle-

ments avaient fuité sur la personnalité de Virgile Vanier-Guérin, inconnu du microcosme politique azuréen. Entrepreneur, cadre commercial, ancien président des sommeliers de Nice, le quadragénaire divorcé et père de trois enfants semble davantage avoir acquis une notoriété dans le milieu économique local. Sur son profil LinkedIn, le réseau social dédié au monde professionnel, il se présente comme « *autodidacte et ambitieux* » : « *J'ai prouvé mes capacités à diriger et à bâtir des équipes* », ajoute-t-il.

Devant une dizaine de journalistes, il s'est de nouveau affirmé comme quelqu'un qui « *refuse la facilité* » et qui « *aime sortir de sa zone de confort* ». Un novice envoyé au feu, mais qui le veut bien. « *Il était impensable de laisser la*

*première circonscription aux mains des extrêmes* », a-t-il insisté. Les tractations pour trouver des profils LR « canal historiques » dans les neuf circonscriptions des Alpes-Maritimes ont été difficiles. Les candidats ont manqué, et, pour certains, se sont désistés en dernière minute face à l'ampleur de la tâche, reconnaissant-on chez les recruteurs LR.

**Conscient de la planche savonneuse**

La motivation soudaine de Virgile Vanier-Guérin, qui a repris sa carte aux Républicains la semaine dernière, a étonné. « *Il est sorti du bois et ça nous a réglé un problème*, reconnaît un élu qui n'avait jamais entendu parler de lui. *Il faut lui reconnaître un certain courage !* »

C'est tout simplement en envoyant un courriel à la fédération des Républicains que Virgile Vanier-Guérin a pu être investi sous cette étiquette, a-t-il raconté. « *Ils m'ont répondu, puis j'ai reçu un accord favorable*, a détaillé le néo-politique. *Et ils m'ont dit "Bon courage !"* », a-t-il plaisanté, conscient de la planche savonneuse. Mais dans le camp Ciotti, on y voit davantage une candidature montée par la mairie de Nice et l'ennemi Christian Estrosi... Virgile Vanier-Guérin a, lui, confié n'avoir, à ce stade, échangé avec aucun cadre du parti, et il a avoué ne même pas avoir déjà croisé en personne Éric Ciotti. Il en aura bientôt l'occasion au milieu d'un match retour avec Graig Monetti (Horizons), le protégé de l'édile niçois. ■

# Qui sont les 4 011 candidats aux élections législatives ?

L'effet surprise de la dissolution a provoqué une forte diminution du nombre de candidats par rapport aux législatives précédentes.



PAR  
**Guillaume Tabard**

Il sont 4 011 sur les rangs. 4 011 candidats à brüger un siège de député dans l'une des 577 circonscriptions françaises. Parmi eux, un ancien président de la République. Neuf sortants sur dix ont choisi de retourner à la bataille.

## 7 candidats par circonscription

Le nombre de candidats peut paraître spectaculaire. Il n'a en fait jamais été aussi faible aux législatives. En 2002, après la réélection de Jacques Chirac 8 444 prétendants étaient sur la ligne de départ. 4 011 aujourd'hui, c'est donc moins de la moitié. De ce fait, le nombre de candidats par circonscription est passé de 15 il y a vingt-deux ans, à à peine 7.

Un fort recul s'était déjà produit il y a deux ans, le nombre de candidats passant de 7 881 en 2017 à 6 293 en 2022. L'explication était alors politique. Après la première élection d'Emmanuel Macron, les formations de gauche étaient parties chacune sous ses propres couleurs alors qu'après sa réélection, elles avaient fait le choix de candidatures uniques au sein de la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (Nupes). Le Nouveau Front populaire a remplacé la Nupes mais la logique de candidature unique à gauche reste la même. Le spectaculaire recul du nombre de candidats en 2024 (36,3 % en moins !) n'a donc pas, cette fois, d'explication politique. Ce rressac est le fruit de dissolution. Prises par surprise par la décision du chef de l'État, les formations politiques autres que celles déjà représentées au Parlement n'ont pas eu le temps de trouver des candidats. La brève durée de la campagne – la plus courte dans l'histoire de la Ve, plus encore qu'après les cinq autres dissolutions – et la logistique pour déposer des candidatures en préfecture ont conduit à ce resserrement de l'offre.

Le nombre de candidats par circonscription est donc historiquement bas, avec une moyenne inférieure à sept. Dans 40 batailles, il n'y aura que quatre concurrents. C'est le cas dans quatre

circonscriptions du Nord (3<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>) ou deux de la Marne, dont celle du Liot Charles de Courson, dont le nom est évoqué pour Matignon dans l'hypothèse où aucune alliance ne disposerait de majorité claire. Comme en 2022, un record de 19 candidatures est enregistré, dans la 9<sup>e</sup> circonscription des Français établis hors de France (Maghreb, Afrique de l'Ouest). Comme toujours aussi, l'offre est abondante à Paris (entre 10 et 14 postulants).

## 2 362 hommes, 1 649 femmes

La parité recule. Elle n'est pas obligatoire aux scrutins uninominaux mais les partis sont frappés de pénalités financières, délaquées de leur financement public, s'ils ne présentent pas autant de femmes que d'hommes. Ce mécanisme a favorisé l'équilibre. On est ainsi passé de 40 % de femmes en 2012, à 42 % en 2017 et 44 % en 2022 (sachant que l'ensemble de la population compte 52 % de femmes). Cette fois, l'offre se remasculinise avec 2 362 hommes et 1 649 femmes sur la ligne de départ, soit un ratio de 58 % contre 42 %. On notera que l'offre est exclusivement masculine dans 31 circonscriptions, dont celle du ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, et entièrement féminine dans la seule 11<sup>e</sup> circonscription de la Gironde, détenue par la RN Edwige Diaz.

## 25 retraits, dont 17 dans la majorité

C'est un autre effet de la dissolution, les sortants repartent en bloc au combat. Et c'est un autre changement par rapport aux législatives précédentes. En effet, sur 577 députés sortants, 553 sont à nouveau candidats. Dans cette liste, nous avons fait le choix de compter 23 ministres, dont Gabriel Attal, qui, en rigueur de terme, ne sont pas sortants puisqu'en entrant au gouvernement, ils avaient laissé leur siège à leurs suppléants. Mais ils avaient été élus sous leur nom en 2022 et repartent sous leur nom en 2024. Seuls deux ministres se lancent dans la bataille législative pour la première fois : Stéphane Séjourné (Affaires étrangères), en lice dans la 9<sup>e</sup> des Hauts-de-Seine (Boulogne-Billancourt), et Agnès Pannier-Bunacher (Agriculture), dans la 2<sup>e</sup> du Pas-de-Calais.

Il y a donc 25 véritables départs, ce qui n'est rien comparé aux 136 députés

de 2017 qui n'étaient pas repartis en 2022. Parmi ceux-ci, les trois quarts appartiennent à la majorité macroniste sortante, tels les anciens ministres Olivier Dussopt et Joël Giraud, ce dernier ayant exprimé sa colère au lendemain de la dissolution, ou le président sortant de la commission des affaires étrangères, le MoDem Jean-Louis Bourlanges. À LR, c'est un des plus anciens du groupe qui s'arrête, Marc Le Fur, élu pour la première fois dans les Côtes-d'Armor en 1993. Trois sortants de gauche seulement n'y retournent pas, dont l'insoumis Adrien Quenennens et l'écologiste Julien Bayou.

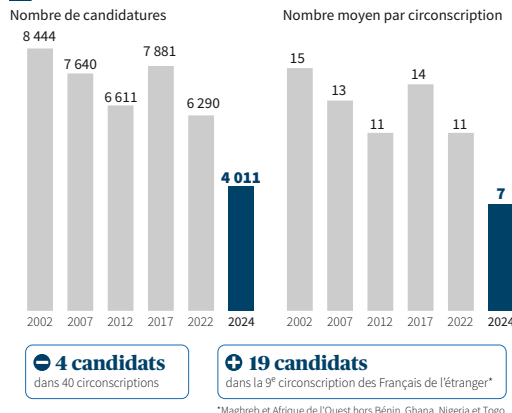
## Le retour de Hollande et Wauquiez

Près d'une centaine d'anciens députés qui avaient quitté l'Assemblée tentent d'y revenir. C'est le cas de l'ancien président de la République François Hollande qui brigue à nouveau la 1<sup>re</sup> circonscription de la Corrèze dont il fut l'élu de 1997 à son entrée à l'Élysée en 2012, ou du président de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

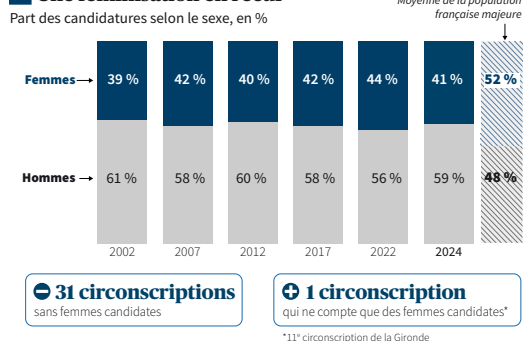
Laurent Wauquiez, qui entend reprendre la 1<sup>re</sup> de la Haute-Loire où il avait été élu la première fois en 2004. Signalons aussi le désir de retour de Jean Lassalle dans les Pyrénées-Atlantiques, de l'ancienne ministre écologiste Dominique Voynet, de Lionel Jospin, dans le Doubs, de l'ancien ministre du Budget de François Hollande Jérôme Cahuzac, dans le Lot-et-Garonne, de l'ancienne ministre Valérie Létard qui, après avoir été sénatrice du Nord tente d'en devenir députée. Plusieurs députés de la majorité macroniste battus en 2017 par des candidats de gauche tentent de prendre leur revanche, tel Pierre-Yves Bournazel (Horizons), face au LFI Aymeric Caron dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Parmi les situations insolites, Typhanie Degois, élue sous l'étiquette LREM dans la 1<sup>re</sup> circonscription de la Savoie en 2017, tentera d'y battre la ministre Marina Ferrari sous l'étiquette RN cette fois. À noter aussi quelques changements. En Nouvelle-Calédonie, Nicolas Metzdorf, sortant dans la 2<sup>e</sup> circonscription, sera cette fois candidat dans la première. Sortante dans la 3<sup>e</sup> de Paris, Caroline Yadan rend sa place au ministre Stanislas Guerini ; elle sera cette fois candidate dans la 8<sup>e</sup> circonscription des Français de l'étranger. ■

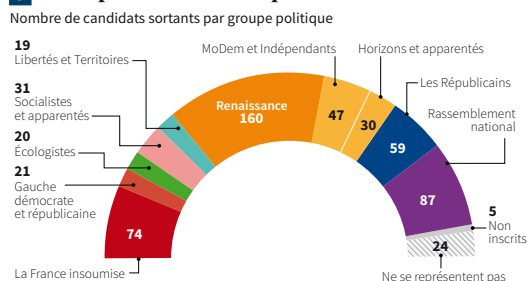
## 1 Des candidatures en très forte baisse



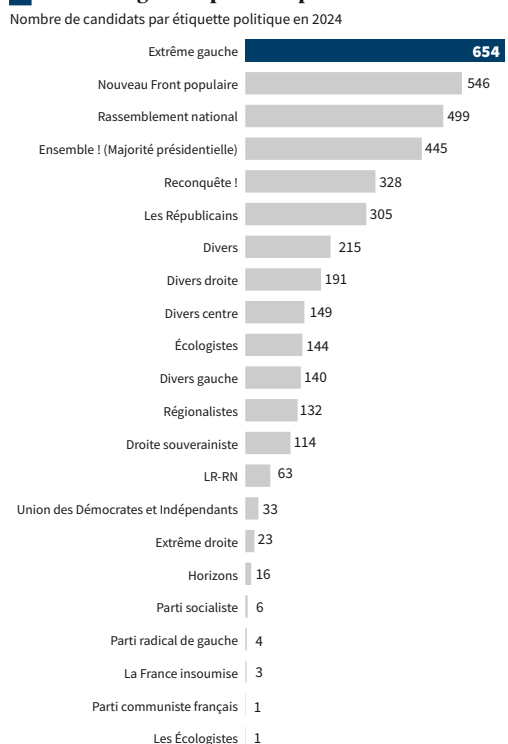
## 2 Une féminisation en recul



## 3 543 députés sur 577 se représentent



## 4 L'extrême gauche présente plus de 650 candidats



Source : ministère de l'Intérieur, sous réserve de recours administratifs et d'éventuelles rectifications.

## À qui peut profiter la campagne éclair

Elisabeth Pierson

Branle-bas chez les Français en amont des législatives. Pris de court par ce scrutin annoncé à trois semaines du premier tour, les électeurs tentent de s'organiser. Depuis le 10 juin, déjà 717 000 procurations ont été établies. C'est six fois plus qu'aux dernières législatives de 2022. Une participation record est attendue, estimée par l'Ifop à 63 % (contre 48 % en 2022). « Preuve que ce n'est pas un scrutin comme les autres pour les Français, qui y voient un effet direct sur leur vie », note Frédéric Dabi, directeur général de l'institut de sondage Ifop.

Ces mobilisés sont-ils décidés pour « faire barrage » au RN, encouragés par l'alliance du Nouveau Front populaire, ou galvanisés par la vague RN qui a déferlé aux européennes ? Sur ce point, Frédéric Dabi reste prudent. « Un tel niveau de précision est complexe à estimer dans un contexte où l'on avance à la hache », indique le sondeur. D'autant que la situation est inédite, puisqu'il s'agit de « la première élection organisée en juillet sous la Ve République ».

Un scrutin en plein été n'est pas sans conséquence. Sur les réseaux sociaux ou à travers les médias, de nombreux Français témoignent des petites difficultés auxquelles ils font face pour glisser, deux dimanches consécutifs, un

bulletin dans leur commune d'attache. Catherine, en vacances en Vendée, explique par exemple avoir échoué par trois fois à enregistrer sa démarche de procuration à la brigade de gendarmerie. Les agents lui ont expliqué être en sous-effectifs, et finissent par lui recommander de se rendre dans une commune à 30 kilomètres de là. « Je n'étais pas la seule dans ce cas et les autres personnes étaient excédées de la situation », témoigne-t-elle.

## Grand nombre de procurations

Autre signe de branle-bas général, les communes ont reçu de nombreuses demandes d'inscription sur les listes électorales dans la foulée de l'annonce du scrutin anticipé. M<sup>e</sup> Alexandra Aderno, avocate en droit électoral, indique qu'une de ses communes clientes a reçu « plus de 10 000 demandes ». Tentatives vaines, puisque le délai d'inscription minimum est de six semaines avant le vote. « Les communes sont effrayées du nombre de refus qu'elles vont être contraintes d'envoyer », indique l'avocate, qui craint aussi un engorgement des tribunaux judiciaires par les recours potentiels.

Cette précipitation pourrait-elle ainsi favoriser un électoral plutôt qu'un autre ? Les sondeurs interrogés par Le Figaro sont circonspects. Certes, les classes plus aisées et en milieu urbain

sont celles qui se déplacent et s'adaptent plus facilement. Mais ce sont aussi celles qui partent en vacances. De ce point de vue, « une analyse sociologique sur le vote n'est pas forcément pertinente », estime un sondeur.

D'autant que l'idée selon laquelle les électeurs les plus précaires voteront davantage RN est « de moins en moins vraie », souligne pour sa part Frédéric Dabi. En témoignent les résultats du 9 juin, où le parti de Marine Le Pen a atteint des niveaux historiques dans toutes les classes d'âge et toutes les catégories socio-professionnelles. Même les cadres, auparavant hostiles, ont voté à 20 % pour le RN, soit 7 points de plus qu'au scrutin de 2019.

En tout état de cause, les derniers sondages ne permettent pas d'observer une baisse du RN par rapport à son score aux européennes. La forte mobilisation et le grand nombre de procurations pourraient donc s'inscrire dans la continuité de la dynamique des européennes, à l'avantage du parti à la flamme. « Le RN a réclamé une dissolution et l'a eue. Quand une force exige quelque chose et l'obtient, cela provoque mathématiquement une accélération du mouvement », relève le sondeur interrogé par Le Figaro. C'est un signal encourageant pour des électeurs potentiels. ■

➔ Lire aussi PAGES 14 ET 15



# La France, selon trois agriculteurs candidats aux législatives

Éric de La Chesnais

Pesticides, mégabassines, main-d'œuvre étrangère saisonnière, revenus... Ils expliquent leur vision de l'agriculture et détaillent les mesures qu'ils prendraient si leur parti était majoritaire à l'issue du scrutin, le 7 juillet.

Trois agriculteurs concourent pour les trois grands blocs politiques de ces élections législatives : Nouveau Front populaire (NFP), Rassemblement national (RN) et Renaissance. Ils expliquent leur vision de l'agriculture et détaillent les premières mesures que leur parti prendrait dans ce domaine s'il obtenait la majorité à l'Assemblée nationale, le 7 juillet prochain.

Il s'agit de Benoît Biteau, éleveur, candidat du NFP dans la 2<sup>e</sup> circonscription de Rochefort-Aunis, en Charente-Maritime, de Grégoire de Fournas, viticulteur dans le Médoc, député sortant du RN de la 5<sup>e</sup> circonscription de Gironde, et de Jean-Baptiste Moreau qui vient de céder sa ferme, porte-étendard de Renaissance dans l'unique circonscription de la Creuse.

Ce dernier assume sa proximité avec Emmanuel Macron qui, dès le dimanche soir des résultats des européennes, l'a appelé pour qu'il se représente à la députation. Malgré sa défaite en 2022 face à LFI, l'agriculteur a décidé de repartir au combat. Il a reçu le soutien de Rachida Dati, la ministre de la Culture, samedi dernier, lors de son déplacement à Guéret. « Le président de la République, avec lequel je suis toujours resté très proche malgré des divergences de vues, notamment sur l'accord de libre-échange du Mercosur, m'a demandé d'être candidat dans la Creuse, rapporte Jean-Baptiste Moreau. Par fidélité à celui qui représente le rempart de la démocratie face aux montées des extrémistes, je ne pouvais me résoudre à faire comme si de rien n'était. »

Désormais, le paysan a plus de temps pour faire campagne : il vient de céder son exploitation de vaches limousines à un jeune et a repris un think-tank rural, Agriculture Stratégies. « Lorsque j'étais député En Marche, entre 2017 et 2022, je me suis rendu compte qu'il était très difficile de mener de front la conduite d'une ex-

**« Sans eau, il n'y a pas de vie. Dans mon département, nous n'avons qu'une seule nappe phréatique, dans le secteur de Gouzou. La loi devrait favoriser au contraire la création de retenues collinaires pour stocker les précipitations excédentaires et les réutiliser quand il fait sec »**

**Jean-Baptiste Moreau**  
Ancien éleveur et candidat Renaissance dans la Creuse

ploitation bovine, la gestion d'une circonscription et le vote de la loi dans l'Hémicycle, se souvient celui qui a été rapporteur de la loi EGAlim sur le revenu des agriculteurs, lors de la mandature précédente. Si je n'ai pas été réélu en 2022, c'est parce que je n'étais pas assez présent sur le terrain. Cela appartient au passé. »

Le candidat Renaissance connaît bien les difficultés du monde rural. Il était présent sur les barrages des tracteurs et sur les plateaux de télévision pour défendre la cause paysanne lors de la crise agricole de ce début d'année. Il s'efforce également contre les idées défendues par ses six concurrents dans la Creuse, dont celles de la députée (LFI) sortante, Catherine Couturier. « Contrairement à elle, je suis pragmatique et non dogmatique. La transition écologique se fait en accompagnant les agriculteurs et non pas en prononçant la sortie des pesticides comme le prône son parti. C'est une

ànerie finie, on va affaiblir l'agriculture française en diminuant le rendement des cultures et le revenu des fermiers avec, à terme, des risques de pénurie de certaines denrées. Quant au moratoire sur les réserves d'eau défendu par Jean-Luc Mélenchon, ce n'est pas mieux. Sans eau, il n'y a pas de vie. Dans mon département, nous n'avons qu'une seule nappe phréatique, dans le secteur de Gouzou. La loi devrait favoriser au contraire la création de retenues collinaires pour stocker les précipitations excédentaires et les réutiliser quand il fait sec. »

Jean-Baptiste Moreau est tout aussi critique vis-à-vis du député LR-RN Bartolomé Lenoir. « Il est incapable d'apporter des solutions pérennes à l'agriculture. Favoriser le localisme, alors qu'il y a plus de vaches que d'habitants dans la Creuse, n'assurera pas de débouchés à tous les éleveurs. La nationalisation de la PAC va renfermer l'agriculture tricolore sur elle-même. Enfin, nous avons besoin de la main-d'œuvre étrangère saisonnière dans les exploitations car on ne trouve pas de travailleurs sur place. Globalement, les promesses du RN sont plus trotskistes que celles de La France insoumise. Ces deux partis constituent les deux faces d'une même pièce. »

Plus à l'ouest, dans le Médoc, Grégoire de Fournas, élu dans la 5<sup>e</sup> circonscription en 2022, brigue à nouveau les suffrages des électeurs ce 30 juin. Il aura face à lui 5 candidats dont l'ancienne députée socialiste, de 2007 à 2017, Pascale Got. Edwige Diaz, vice-présidente du RN, élue comme lui en juin 2022 en Gironde, dans la 11<sup>e</sup> circonscription, estime que Grégoire de Fournas est « un homme de la terre et du terroir, un excellent camarade ».

Sur le terrain, ce fils de viticulteur produit des bordeaux issus des cépages traditionnels locaux, cabernet sauvignon ou petit verdot, sous appellation d'origine contrôlée (AOC). À Paris, dans l'Hémicycle, il a été rapporteur de la commission d'enquête sur la souveraineté alimentaire, mise en place par la conférence des présidents le 5 mars dernier. Le but de ce groupe de travail était « d'analyser en profondeur les causes ayant progressivement désagrégé les filières agricoles françaises depuis vingt ans », peut-on lire sur le site du Palais Bourbon. Des travaux qui ont été stoppés par la dissolution de l'Assemblée nationale, alors qu'ils étaient proches du but.

Presque tous les acteurs concernés avaient été interviewés. « Nous avons auditionné les représentants des filières agricoles, des associations, des ministères, des industriels de l'agroalimentaire..., énumère Grégoire de Fournas. Deux principales conclusions ont été tirées. La première porte sur l'absence totale d'études d'impact économique et social sur les filières agricoles quand des politiques publiques affectent les agriculteurs, comme le « pacte vert ». De la ferme à la fourchette ou la réduction des intrants. La seconde est relative à l'inapplication des lois EGAlim sur le revenu des agriculteurs. Il faudrait déjà appliquer EGAlim I avant de parler d'EGAlim 4. Par ailleurs, le code du commerce, notamment l'article 442-7 sur les prix abusivement bas, n'est pas respecté. »

Plutôt qu'une sortie des pesticides voulue par LFI, le candidat RN prône un moratoire sur le plan Ecolphyto, qui prévoit une baisse de 50% des traitements phytosanitaires d'ici à 2030. « Il faut arrêter la transposition de la France sur les interdictions de molécules en Europe, explique Grégoire de Fournas. Elle met en état de distortion de concurrence les agriculteurs français par rapport à leurs homologues européens. C'est par exemple le cas de l'acétamipri-



**De haut en bas, Jean-Baptiste Moreau (2<sup>e</sup> à partir de la droite), ancien agriculteur et candidat Renaissance dans la Creuse, soutenu par Rachida Dati, samedi à Guéret ; Benoît Biteau, éleveur et candidat Nouveau Front populaire en Charente-Maritime, ici lors de la visite d'un marché, en avril dernier ; Grégoire de Fournas, viticulteur, député sortant et candidat Rassemblement National en Gironde.**

de, cet insecticide toujours autorisé dans l'Union mais interdit dans l'Hexagone. Nous reviendrons également sur les restrictions d'usage du glyphosate et sur le rôle accru de l'Anses, décidé le 13 octobre 2014 dans le cadre de la loi d'avenir agricole, à qui il revient la gestion des autorisations de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques. Il faut que son rôle soit révisé pour que le dernier mot revienne au pouvoir politique, naturellement avec un avis préalable de l'Anses. »

Sur le moratoire des mégabassines, également mis en avant par le NFP, le candidat du RN indique au contraire qu'il faut construire de nouvelles réserves d'eau. « Nous sommes confrontés à un réchauffement climatique, nous sommes favorables au stockage de l'eau car elle est nécessaire au développement de l'agriculture, dit le viticulteur du Médoc. Nous n'appelons pas à la décroissance mais nous voulons continuer à cultiver en France, sinon on devient dépendant des autres pays. On a vu ce que cela a donné avec les masques Covid... En outre, l'alimentation est devenue une arme géopolitique, autant avoir une agriculture forte ! Face aux difficultés de recrutement, il faut améliorer la rémunération des agriculteurs pour qu'ils soient en mesure eux-mêmes de mieux rémunérer des métiers saisonniers mal payés et diffi-

ciles. Je reste favorable au recours à la main-d'œuvre européenne en priorité. Beaucoup d'Espagnols, de Roumains et de Portugais sont candidats pour venir travailler dans les exploitations françaises. Enfin, concernant l'abattage rituel, nous sommes favorables à un étourdissement préalable, comme nous l'avons décidé dans l'abattoir de Bègles en accord avec l'imam local. »

Un peu plus au nord, à Sablonceaux, en Charente-Maritime, Benoît Biteau, éleveur de bovins, caprins, chevaux de trait, baudets du Poitou et poules pondeuses, est le porte-drapeau du NFP. Il est candidat dans la 2<sup>e</sup> circonscription du département (Rochefort-Aunis) face à 4 concurrents, dont la sortante Anne-Laure Babault (MoDem). Non réélu aux élections européennes sur la liste Europe Écologie-Les Verts (EELV), il pensait faire une pause politique après une campagne mouvementée. « Je ne m'attendais pas, après avoir été sorti du Parlement européen, que Macron dissolve l'Assemblée nationale, avoue l'ancien directeur adjoint du parc régional du Marais poitevin, de 1999 à 2006. Mais je ne pouvais pas rester immobile face à la montée du RN. »

Bien identifié dans l'opinion publique, au niveau national et local, par les décisions politiques de son camp, il a été choisi par les responsables nationaux d'EELV, Marine Tondelier et Yannick Jadot, pour combattre le RN et défendre les couleurs du NFP. Un programme agricole qui s'inscrit dans la rupture avec les pratiques existantes. « Nous proposons un moratoire sur les bassines, admet le candidat du NFP. Nous n'avons pas dit qu'il n'en fallait pas mais nous considérons qu'il faut revoir la manière dont on déploie le stockage de l'eau. Nous avons besoin d'éclairages scientifiques suffisamment pertinents pour déterminer le fonctionnement du grand cycle de l'eau. Il faut recharger les nappes phréatiques profondes et éviter que certains s'approprient les ressources en eau. »

Dans le domaine des traitements phytosanitaires, « nous misons sur la sortie des pesticides car cela correspond aux attentes sociétales, poursuit l'ex-élu européen EELV. Des études scientifiques montrent que le monde agricole peut s'en affranchir, quand il répond à des logiques agronomiques basées sur la sortie des pesticides. Par ailleurs, pour éviter les distorsions de concurrence, il faut appliquer les clauses miroirs, autrement dit, il faut que les pays d'où nous importons des denrées agricoles appliquent les mêmes restrictions phytosanitaires que nous. »

Par ailleurs, le candidat de l'union des gauches prône la fin des aides directes dans la PAC. Il est favorable au retour des outils de régulation des productions agricoles. « Sur fond de libéralisme, l'Europe a détruit progressivement tous les outils de régulation depuis 1992. Cela a abouti à la fin des quotas et fragilisé l'agriculture française, notamment dans le lait et les betteraves sucrières. Le marché ne peut pas tout résoudre, précise-t-il. Ces outils de régulation aideront en outre à tenir des prix planchers de vente pour les paysans. Nous sommes également pour la taxation des superprofits, notamment des usines de production d'engrais qui ont profité de la guerre en Ukraine pour s'enrichir tout en bénéficiant de subventions européennes pour faire baisser les prix de vente de leurs produits aux agriculteurs. Leur but est de rémunérer leurs actionnaires, ils se moquent des difficultés de revenus du monde agricole. »

Concernant la main-d'œuvre étrangère, l'éleveur charentais estime qu'« elle participe à la croissance du PIB et repousse cette position manichéenne qui consiste à croire qu'elle serait la source de tous nos problèmes. Il faut qu'il y ait une harmonisation vers le haut des rémunérations et conditions de travail en Europe pour éviter que le prix de la main-d'œuvre ne soit un motif de concurrence déloyale », exhorte-t-il. ■

XOSIE EDUZAS / HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT, ALAIN ROBERTS/SPA, GUZARDO ALAN/ALBA



L'éclaircie aura été de courte durée. Lundi 3 juin, un peu plus de deux mois après la percée record de l'opposition anti-Erdogan aux élections municipales, les habitants de Hakkari se réveillent sous le choc : Mehmet Siddik Akis, le nouveau maire prokurde de cette ville du Sud-Est turc, a été arrêté chez lui, au petit matin, et remplacé au pied levé par un « kayyum », administrateur d'État mandaté par Ankara. Trois jours plus tard, la sentence tombe : l'édile, bien que démocratiquement élu, est condamné à dix-neuf ans et six mois de prison pour « appartenance à une organisation armée terroriste », autrement dit à la guérilla du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), à laquelle il est accusé d'être lié. « Triste impression de déjà-vu ! », peste l'avocat kurde Mehdi Ozdemir, en dénonçant un processus récurrent de « criminalisation » des élus kurdes. Contacté à Diyarbakir, où il réside et travaille, il garde un souvenir amer de la vaste purge menée contre les élus kurdes à l'issue des précédents scrutins municipaux de 2015 et 2019. Ces dernières années, 143 des 167 maires du HDP (mouvement prokurde, aujourd'hui renommée DEM) ont été destitués au profit de fonctionnaires propulsés par le pouvoir central.

### « On craint la répétition du scénario de 2019 et l'arrestation d'autres maires kurdes »

Mehdi Ozdemir Juriste à Diyarbakir

Cette fois-ci, l'espoir était pourtant de mise. Quand les premiers résultats tombent, le soir du 31 mars 2024, c'est l'euphorie à travers le pays : la formation du président Erdogan, le Parti de la justice et du développement (AKP) enregistre son revers le plus cuisant depuis son arrivée au pouvoir il y a vingt-deux ans. Tandis que le principal parti d'opposition CHP remporte la plupart des grandes villes du pays (Istanbul, Ankara, ou encore Bursa), la mouvance kurde s'impose sans grande difficulté dans le Sud-Est (à majorité kurde). Fait inédit : à Batman, ville kurde conservatrice de 650 000 habitants, c'est une femme (sur sept autres élus à travers le pays) qui l'emporte haut la main, avec 64,5 % des voix, contre son adversaire du Hüda Par, un parti islamiste radical. Du haut de ses 31 ans, Gülistan Sönül symbolise la possibilité d'un changement et incarne une nouvelle génération, vent debout contre toute forme d'injonction. Pour preuve, cette vaine tentative d'Ankara d'invalidier la victoire du maire élu de Van (un membre du DEM), au lendemain du scrutin du 31 mars. Face à la colère de la rue, et aux

# Les Kurdes de nouveau dans le collimateur de Recep Tayyip Erdogan

Delphine Minoui

Après la victoire de l'opposition aux municipales turques, le pouvoir s'en prend aux membres de cette minorité.



Des policiers antiémeutes contiennent des manifestants lors d'une marche non autorisée, à Istanbul, le 3 juin, pour protester contre l'arrestation du maire prokurde de Hakkari, Mehmet Siddik Akis.

manifestations spontanées de milliers d'électeurs, le pouvoir finit par rétro-pédaler début avril, en renouant à imposer son candidat de l'AKP.

Pourtant, la récente condamnation de Mehmet Siddik Akis n'augure rien de bon. « On craint la répétition du scénario de 2019 et l'arrestation d'autres maires kurdes », s'inquiète Mehdi Ozdemir, le juriste de Diyarbakir, en dénonçant une pratique « antidémocratique ». « C'est une violation du droit de vote des électeurs turcs », insiste-t-il.

« Si le maire arrêté est coupable, alors pourquoi l'avoir autorisé à participer à l'élection ? », s'insurge pour sa part Ahmet Davutoglu, ex-premier ministre AKP passé dans l'opposition. La destitution du maire de Hakkari est d'autant plus troublante qu'elle s'inscrit dans un nouveau virage répressif : le 16 mai dernier, plusieurs cadres du parti DEM ont été condamnés à des peines de prison pour leur rôle présumé dans des émeutes ayant eu lieu dans le sud-est du pays en 2014, lorsque des habitants

avaient manifesté leur soutien aux Kurdes de Kobané (Syrie), alors assiégés par l'État islamique. L'ex-leader du HDP (actuel DEM), Selahattin Demirtaş, détenu depuis plus de sept ans, a ainsi écoupé d'une nouvelle peine de quarante ans de prison. L'ancienne co-présidente du parti Figen Yüksekdağ, elle, est condamnée à 30 ans derrière les barreaux, tandis qu'Ahmet Türk, élu maire du Mardin dans le sud de la Turquie le 31 mars, a aussi été condamné à dix ans d'emprisonnement. La semaine

passée, six autres personnalités kurdes de la province de Diyarbakir, dont Ahmet Kaya et Ramzan Kartalimis, ont à leur tour été interpellées.

« La situation est devenue tellement arbitraire que personne n'est à l'abri d'une interpellation », observe Mehdi Ozdemir. Pour lui, cette nouvelle vague d'arrestations n'est rien d'autre qu'une « revanche du pouvoir » face à une accumulation de revers politiques dans les zones kurdes où son parti est en net recul depuis les législatives de 2015.

Fin la main tendue aux Kurdes au début des années Erdogan. Fini le processus de paix, entamé en 2012, puis interrompu trois ans plus tard, par un pouvoir qui veut désormais voir en chaque citoyen kurde un dangereux « terroriste ». « Le pouvoir central cherche à nous coloniser. Il utilise l'argument sécuritaire pour renforcer la présence des forces de l'ordre dans les villes kurdes et mieux nous contrôler », se désole l'acteur kurde Omer Sahin. Lui qui habite Diyarbakir, la « capitale » des Kurdes de Turquie, n'a cessé de voir l'état se resserrer au fil des dernières années : réduction des dépenses allouées à la culture, annulation de festivals, criminalisation de certains artistes... « Ce qui est désolant, c'est cette illusion démocratique : on nous laisse exercer notre droit de vote, mais nos choix électoraux ne sont pas respectés », poursuit-il, « épuisé » par cette dérive autoritaire, teintée de clientélisme et de corruption.

**« Ce qui est désolant, c'est cette illusion démocratique : on nous laisse exercer notre droit de vote, mais nos choix électoraux ne sont pas respectés »**

Omer Sahin Comédien kurde

Selon un journaliste kurde, qui préfère taire son nom, les « kayyums » (administrateurs) auraient, ces dernières années, abusé de leur mandat en imposant des coupes budgétaires, tout en vidant les caisses de plusieurs municipalités. « Certains administrateurs ont littéralement pillé les municipalités. Des terrains appartenant aux mairies ont été vendus. Des bâtiments ont été cédés », affirme-t-il. Raison de plus pour empêcher une nouvelle vague d'« occupation » des mairies kurdes par le pouvoir central : depuis l'arrestation du maire de Hakkari, des centaines de citoyens se relaient tous les soirs devant le siège de plusieurs municipalités kurdes en guise de solidarité envers l'élu embastillé. « On danse, on chante, on se serre les coudes. Ces veillées sont notre ultime recours pour protéger nos municipalités ! », confie Omer Sahin, qui ne rate aucun meeting. ■

## Première rencontre entre Macron et son homologue sénégalais

Tanguy Berthemet

Lors de sa visite à Paris, le nouveau président africain, un souverainiste de gauche, entend refonder les relations entre les deux pays.

La première visite du président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, à Paris devait être décisive. Tout avait été calibré pour qu'elle le soit. Ainsi l'arrivée du président, investi le 2 avril, se fait dans un délai ni trop court, pour que rien n'ait l'air forcé, ni trop long, ce qui aurait pu laisser croire à un froid. Si ce déplacement chez ce partenaire historique est son premier hors d'Afrique, il se fait dans le cadre multilatéral du Forum mondial pour la souveraineté et l'innovation vaccinales et à l'invitation de l'Union africaine.

Si la première rencontre entre Emmanuel Macron et Bassirou Diomaye Faye est très scénarisée, c'est que ce souverainiste de gauche a fait une partie de sa campagne triomphale sur une re-

mise à plat et une profonde transformation des relations entre la France et le Sénégal. Son parti, les Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), a fait de la dénonciation du néocolonialisme français - dont l'ancien président Macky Sall était vu comme le défenseur - et de sa volonté de rupture avec le passé des axes majeurs de sa conquête du pouvoir.

À Paris on assure que l'arrivée du nouveau chef de l'État ne change rien et on salue « une alternance démocratique ». On souligne aussi le caractère « constructif » du premier échange téléphonique entre les deux présidents, peu après l'élection sénégalaise. « Tous les sujets seront sur la table », assure-t-on à l'Élysée, lors du déjeuner qui doit réunir les deux hommes jeudi.

La France affiche une volonté d'apaiser le gouvernement sénégalais. « Nous sommes prêts à mettre en adéquation notre politique et les priorités du nouveau gouvernement sénégalais », résume-t-on. Cette bonne volonté n'est pas surprenante. Pour Paris, s'entendre avec un président issu du Pastef représente une opportunité de redorer son image en Afrique très oxydée par la vague de panafricanisme fortement

**« La rhétorique antifranaïse n'a eu qu'une petite place dans la marche victorieuse de Faye et elle recule d'une manière générale en Afrique, alors que les juntes sont confrontées à des problèmes sérieux »**

Elgas Écrivain et sociologue

teintée de rhétorique antifranaïse qui submerge le continent. Portée par les juntes sahéliennes, elle est devenue une antienne incontournable dans tout l'ex-pré carré français. Lors de la campagne cependant, le candidat Faye a tempéré le ton vis-à-vis de Paris, passant de la

rupture à l'évolution. « Cette rhétorique antifranaïse n'a eu qu'une petite place dans la marche victorieuse de Faye et elle recule d'une manière générale en Afrique alors que les juntes sont confrontées à des problèmes sérieux », analyse l'écrivain et sociologue Elgas.

« Sur la table » donc, les sujets de la réforme du franc CFA et le sort de la base française au Sénégal seront évoqués. La fermeture de cette dernière, perçue comme un anachronisme colonial, est demandée par les partisans du Pastef. Paris a enfin engagé une réflexion sur leur avenir, au moment où, selon les mots du général Thierry Burkhard, le chef d'état-major français, « les emprises et leur visibilité sont devenues difficiles à gérer ». Mais, la France ne cache pas son désir de conserver ces bases, quitte à en modifier la finalité. Le thème de l'union monétaire que Dakar voulait quitter avant de finalement demander une réforme devrait être moins abstrait. Le gouvernement français tente de promouvoir une réforme du franc CFA depuis 2019, sans totalement arriver à ses fins.

Mais une question ne sera pas abordée tout en étant dans tous les esprits : ces discussions ont-elles un avenir ? Depuis la décision d'Emmanuel Ma-

cron de dissoudre l'Assemblée nationale, nul ne sait qui sera aux commandes du gouvernement français dans trois semaines. L'hypothèse de l'émergence d'une nouvelle majorité, notamment RN, rendrait caduques les pistes évoquées.

Cette inconnue se double d'une autre, sénégalaise cette fois. Si Bassirou Diomaye Faye préside aux destinées du Sénégal, c'est essentiellement car son ami, le leader charismatique du Pastef, Ousmane Sonko, s'est vu barrer la route de la présidence par une décision de justice très contestée. Or, désormais omniprésent premier ministre, Ousmane Sonko est aussi tranché et vindicatif que Faye est posé et calme.

Mi-mai, il s'est ainsi longuement affiché à l'université de Dakar aux côtés de Jean-Luc Mélenchon pour critiquer Emmanuel Macron. La séquence a étonné même si les relations amicales entre LFI et le Pastef sont connues depuis longtemps. « Ce n'est pas si étonnant, et il ne faut pas s'étonner. Sonko et Faye sont amis mais très différents. Ils représentent deux faces d'une même pièce », souligne Elgas. Reste que cette différence d'approche entre les deux leaders rend également très complexe l'établissement d'une feuille de route franco-sénégalaise. ■



**Europe 1**

**7H-9H**  
**EUROPE 1 MATIN**  
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro



# Poutine et Kim scellent une « alliance » militaire face à l'Occident

Sébastien Falletti Correspondant en Asie

Le président russe a signé un traité de défense mutuelle avec le leader nord-coréen lors d'une rare visite à Pyongyang.

Vladimir Poutine s'est laissé désirer, jusqu'au cœur de la nuit. L'avion du président russe a finalement atterri vers 3 heures du matin mercredi, sur le tarmac de l'aéroport de Pyongyang, où il était attendu la veille. Au bas de la passerelle, Kim Jong-un en personne, engoncé dans un costume sombre, l'attend tout sourire, sur un tapis rouge, à la lumière des projecteurs. Le Leader suprême enlace « le plus honnête ami et allié » de la Corée du Nord d'une accolade fraternelle. Une pierre dans le jardin du grand frère chinois tout proche et un acte de crâne défiance envers les États-Unis.

Le maître du Kremlin peut tout se permettre, pour sa première visite depuis près d'un quart de siècle dans la capitale reculée, qui n'a pas reçu d'hôte de marque depuis le président chinois Xi Jinping, en 2019. « Kim est en position de demandeur. Cette visite lui permet de sortir de son isolement international », juge Go Myung Hyun, chercheur au Institute for National Security Strategy (INSS), à Séoul. Le dictateur nord-coréen a réservé tous les honneurs à son homologue de trente ans son aîné, pour cette visite d'État mettant en scène leur rapprochement spectaculaire depuis la guerre en Ukraine, et qui ravive un parfum de guerre froide. Des foules agitant des drapeaux russes et nord-coréens ou des roses étaient massées le long des avenues stalinienne pour saluer la limousine noire du président russe, qui a eu droit à une parade militaire sur l'imposante place Kim-Il-sung, sous un soleil de plomb.

Le « Tsar » a salué le « soutien systématique et permanent » de son acolyte, « y compris sur le dossier ukrainien » à l'orée du sommet qui s'est déroulé sous les ors massifs du Kumsusan, mausolée du fondateur du régime, et grand père de l'actuel dirigeant. Une allusion à peine voilée à l'appui militaire offert par le régime paria, à l'armée russe, sous forme de transfert de munitions à travers l'Eurasie. La Corée du Nord a livré plus de 11 000 conteneurs de munitions à l'armée russe, dont 5 millions d'obus, ainsi que des missiles balistiques depuis le début du conflit, selon les services de renseignements américains. En contrepartie, Moscou a offert une aide alimentaire et énergétique à son voisin d'Asie du Nord-Est, mais aussi un possible soutien technologique à des programmes militaires, s'inquiètent Washington et ses alliés.

Les deux hommes forts ont décidé d'aller plus loin encore mercredi en scellant une rare « alliance » militaire en



Le président russe, Vladimir Poutine, et son homologue nord-coréen, Kim Jong-un, célèbrent leur accord, mercredi, à Pyongyang.

propre. Dans la foulée de leur rencontre en Sibérie, en septembre dernier, le sommet de Pyongyang a accouché d'un « traité de défense mutuelle », présenté comme une « percée » par Poutine. Les relations bilatérales sont « élevées au niveau d'alliance », a confirmé l'héritier de la seule dynastie « communiste » de la planète, traditionnellement adepte d'une farouche autarcie. Et qui avait conclu un accord similaire avec la Chine à l'époque maoïste.

## Un pas en avant spectaculaire

Moscou et Pyongyang se promettent « assistance » en cas « d'agression », selon ce pacte qualifié de « défensif et pacifique » par nature. Un pas en avant spectaculaire pour les deux régimes parias, dont les relations s'étaient distendues depuis la chute de l'URSS. « La Russie est désormais la priorité numéro un de la politique étrangère nord-coréenne », juge

Jenny Town, chercheuse au Stimson Center, un think-tank américain.

Cette clause s'inscrit dans un « partenariat stratégique global » signé le même jour, tirant les leçons de la nouvelle donne géopolitique, et défiant ouvertement l'ordre occidental. L'accord vise à mettre les voisins à l'abri des sanctions internationales « illégitimes » par un renforcement des échanges hors de la zone dollar et inclut la construction d'un pont routier, et d'une coopération dans le domaine scientifique et médical notamment. Cette nouvelle alliance sera une « force motrice » en vue de l'avènement d'un « monde multipolaire » a déclaré Kim.

Cette annonce confirme l'alignement croissant de Pyongyang et de Moscou, et entérine une réorientation de la stratégie nord-coréenne, s'offrant un bouclier face à l'adversaire américain et des marges de manœuvre face au grand frère chinois. Kim s'était replié sur son « royaume er-

mite » durant la pandémie, dans la foulée de l'échec de son offensive diplomatique en direction de Donald Trump, lors du sommet d'Hanoï, en 2019. Il reprend l'initiative en surfant sur la croisade anti-occidentale du Kremlin, qui le protège de toute nouvelle sanction à l'ONU.

Ce pacte ignore les mises en garde répétées de Washington, qui redoute une extension du conflit ukrainien vers le front asiatique. Avec, à la clé, un soutien technologique russe aux programmes sensibles nord-coréens en matière balistique, voire nucléaire. « Nous ferons tout ce que nous pourrions pour couper le soutien offert à la Russie par certains pays comme la Corée du Nord ou l'Iran », a déclaré Antony Blinken, le secrétaire d'État Américain, à la veille du sommet.

Les ingénieurs russes ont déjà permis à Pyongyang de mettre sur orbite un « satellite espion », en novembre dernier, accuse Séoul. En mars, la directrice du

renseignement national américain, Avril Haines, a fait part de ses craintes que le Kremlin ne remette en question sa posture non proliférante au profit de ses alliés tribulés. Kim a promis une croissance « exponentielle » de son arsenal atomique en 2023 et tente de se doter d'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE).

Pour autant, aucune preuve tangible de tels transferts n'a encore été identifiée à l'indiqué John Kirby, du conseil pour la sécurité nationale à la Maison-Blanche, aux aguets. De nombreux experts doutent que Moscou transfère des savoirs militaires significatifs à un turbulent allié en quête de statut nucléaire, sous le regard anxieux de la Chine voisine. « Pékin possède des moyens de pression sur ses deux partenaires », pointe Go Myung Hyun. Et pour Poutine, le « partenariat sans limite » conclu avec Xi Jinping devient plus crucial que jamais, comme l'a confirmé sa visite à Pékin, le mois dernier. ■

## Frappes dans la profondeur : la France cherche à se réarmer

Nicolas Barotte

Plusieurs industriels de la défense travaillent sur des projets de capacités de frappes à longue portée.

Ce ne sont encore que des maquettes, des projets, évoqués au salon d'armement Eurostat. Mais ils font partie des priorités de modernisation de l'armée de terre, une nécessité dans le contexte de réarmement imposé par la guerre en Ukraine. Les capacités de l'Europe et de la France en matière de frappes dans la grande profondeur et d'artillerie dans la profondeur sont trop limitées pour pouvoir dissuader une menace contre le continent. Elles ne sont pas non plus souveraines. Le chef de l'État, Emmanuel Macron, en a fait un aspect clé de la défense européenne, au même titre que la défense aérienne ou la discussion qu'il a ouverte sur la dimension européenne de la dissuasion nucléaire française. « Mettons tout sur la table et regardons ce qui nous protège véritablement de manière crédible », avait-il confié aux journaux du groupe Ebra en avril.

« La France dispose du Scalp et du MDCN, mais les Européens s'étaient retenus de développer des capacités sol-

sol », explique un diplomate au fait des réflexions élyséennes. Les deux sont similaires dans leur conception et produits par MBDA : le Scalp est un missile air-sol, le MDCN, un missile de croisière naval tiré depuis une frégate ou un sous-marin. Du temps des opérations « expéditionnaires » loin du continent européen, les armées européennes n'avaient pas besoin de disposer de capacités terrestres. La fin du traité FNI sur les armes nucléaires à portée intermédiaire, dont sont sortis Moscou et Washington, et la guerre en Ukraine ont rebattu les cartes stratégiques.

« Avoir une capacité (de frappe dans la profondeur) peut donner du poids à l'Europe dans d'hypothétiques discussions sur la stabilité stratégique », explique le diplomate. Emmanuel Macron souhaiterait une approche européenne. Certains pays européens pourraient être tentés par une version terrestre du missile américain Tomahawk.

Les Occidentaux ont réalisé leur vulnérabilité face à des compétiteurs com-

me la Chine et la Russie qui ont investi dans la capacité de frappes à longue distance. Les missiles russes 9M729 sont susceptibles de frapper tout le continent européen, à l'exception du Portugal. Et les moyens américains risquent d'être sollicités dans l'Indo-Pacifique à l'avenir. « Les alliés européens de l'Otan doivent compléter leurs systèmes défensifs par des systèmes offensifs, qui peuvent priver la Russie de son avantage local et influencer sa perception des risques », écrit Rafael Loss et Angela Mehrer dans une note pour l'ECFR sur les capacités européennes en matière de missiles. Dans ses nouveaux plans de défense, l'Otan a ainsi relevé le seuil de compétence requis pour les armées chargées d'assurer les frappes à longue portée pour l'Alliance de 150 km de distance à un minimum de 300 km.

« Aujourd'hui, nous pouvons avoir besoin de vecteurs différents », explique-t-on chez MBDA. Le missile produit déjà le Scalp et le MDCN. Il pourrait développer une version sol-sol portée sur ca-

mion, un véhicule pouvant emporter quatre missiles. « Cela permet de créer une menace permanente sur l'adversaire », ajoute-t-on. Le missile est guidé par GPS et par imagerie infrarouge en phase terminale si besoin. Les missiles de frappe dans la très grande profondeur font partie des capacités rares et de pointe. « C'est l'objet que l'on tire le premier jour pour frapper les esprits », explique un autre responsable de MBDA.

## Objectif 2028-2030

Le missileier travaille aussi sur les autres programmes de frappe dans la profondeur qui doivent moderniser l'armée de terre pour atteindre une cible jusqu'à 500 km voire au-delà. Ces systèmes, exposés sous forme de maquette sur le stand de l'industriel, devront remplacer les lance-roquettes unitaires que détient l'armée de terre à échelle échafaudage : 13 systèmes seulement d'une portée de 70 km. L'hypothèse d'acquiescer des Himars américains avait été envisagée avant la guerre en Ukrai-

ne. Désormais, le ministère privilégie une solution souveraine.

Plusieurs propositions industrielles sont sur la table. Dans le cadre du projet FLPT (frappes de longue portée terrestre), MBDA et Safran proposent un système de « frappe de précision terrestre » (LPS) qui serait capable d'atteindre une cible mobile à 150 km. MBDA travaille aussi à un missile JFSM (Joint Fire Support Missile) d'une portée d'environ 500 km qui se comporterait comme un missile de croisière. Le LPS et le JFSM pourraient être transportés sur un même camion. Face à MBDA, une autre proposition réunit Thales et Ariane-Group. Pour guider le missile, le duo peut miser sur ses compétences en matière de guidage par satellites. Quoi qu'il en soit, les nouvelles capacités de frappe dans la profondeur devront être opérationnelles d'ici à 2028-2030, lorsque les LRU seront retirés du service. Elles équiperont la nouvelle brigade d'artillerie qui doit être mise en place cette année. ■

Ambre Lepoivre

Trois garçons de 12 à 13 ans l'ont traînée de force dans un local désaffecté où ils l'ont également menacée de mort. Deux d'entre eux ont été placés en détention provisoire.

La brutalité des faits et le très jeune âge des mis en cause donnent à cette affaire une dimension vertigineuse. Mardi soir, deux adolescents de 13 ans ont été mis en examen pour le viol d'une adolescente de 12 ans commis en réunion avec «violences, menaces de mort et injures antisémites». Un troisième garçon de 12 ans a quant à lui été placé sous le statut de témoin assisté pour le viol et mis en examen pour les autres infractions visées par l'enquête.

Le juge des libertés et de la détention a prononcé le placement en détention provisoire des deux adolescents de 13 ans : l'un a été écroué à la maison d'arrêt de Nanterre, l'autre à celle de Porcheville, dans les Yvelines. Le troisième mis en cause, âgé de 12 ans, a fait l'objet d'une mesure éducative judiciaire provisoire prévoyant son placement dans un foyer de la protection judiciaire de la jeunesse.

Les faits qui leur sont reprochés, d'une extrême violence, se sont déroulés samedi dernier à Courbevoie, dans les Hauts-de-Seine. Ce jour-là, Axelle\*, 12 ans, passe l'après-midi avec un ami dans un parc du faubourg de l'Arche, à moins de dix minutes de chez ses parents. Aux alentours de 17 heures, elle est rattrapée par ce garçon en bas de la haute tour Gambetta, où elle vit.

#### Frappée, poussée au sol, insultée

C'est alors qu'elle croise F., une connaissance - et J., qui l'invectivent immédiatement. «Ils lui barrent le passage, lui demandent de rester avec eux et lui disent que sa mère va s'inquiéter car elle ne va pas rentrer tout de suite», rapporte la police dans sa note de synthèse que *Le Figaro* a pu consulter. Selon le récit de la jeune fille aux enquêteurs, les garçons l'entraînent de force, «en la bousculant et la traînant par le bras», vers le parking Coupole-Regnault. Tout en lui intimant de se taire, ils s'enfoncent dans un local désaffecté d'environ 1000 m<sup>2</sup> qui servait autrefois de crèche.

Là, W., un troisième garçon vêtu d'une veste noire et d'un pantalon de jogging gris, les rejoint. «Sale juive», lance F. à Axelle. Toujours selon les déclarations de la victime, il lui «pose des questions concernant Israël et sa religion



En soutien à la jeune fille, une manifestation contre l'antisémitisme s'est tenue, mercredi soir, devant l'hôtel de ville de Paris. PAUL DELORT/LE FIGARO

## À Courbevoie, le calvaire d'une adolescente victime d'un viol antijuifs

juive» et lui demande pourquoi elle n'en parle pas. La jeune fille explique «vouloir se protéger afin d'éviter toute agression». L'un des adolescents la frappe, lui tire les cheveux et la pousse au sol. Un autre l'insulte, la prend en photo, lui touche les seins puis allume un briquet au niveau de sa joue et menace de la brûler. Pour finir de la terri-

fier, il met le feu à un sac-poubelle contenant des papiers.

Le calvaire de l'adolescente se poursuit avec, selon le récit qu'elle a déroulé à la police, des pénétrations vaginales, anales et des fellations imposées sans préservatif par J. et W. Après le viol commis en réunion, ils menacent de tuer leur victime si elle parle à la police. Ils lui ordon-

nent également d'apporter 200 euros le lendemain, à 16 heures, dans ce même local désaffecté, avec une menace non dissimulée : si la jeune fille ne s'y plie pas, il lui «arrivera malheur» ainsi qu'à sa famille : «ils savent où ils habitent».

Abandonnée dans cette ancienne crèche, l'adolescente rentre chez elle et lit l'horreur qu'elle vient de subir à ses

parents, qui alertent la police. Après leur avoir déroulé son récit, Axelle conduit les enquêteurs sur le lieu du crime où ils découvrent «un monticule de papiers brûlés et un crachant qu'elle désigne comme étant le sien», utile à l'analyse génétique. Par ailleurs, l'ami d'Axelle, qui a vu F. et J. l'emmener de force avec eux mais n'a pas assisté aux agressions, leur fournit une description détaillée des suspects. Un portrait affiné par les images de vidéosurveillance sur lesquelles les trois garçons apparaissent.

Lundi, les mis en cause ont été interpellés par la brigade territoriale de protection de la famille des Hauts-de-Seine. «Lors de leur interrogatoire de première comparution, ils ont fait de brèves déclarations spontanées, exprimant des regrets vis-à-vis de la victime sans aborder leur implication dans les faits», souligne le parquet de Nanterre. Mercredi soir, en soutien à la jeune fille, une manifestation contre l'antisémitisme était organisée devant l'hôtel de ville de Paris. ■

\*Le prénom a été modifié.

### Un « temps d'échanges » sur l'antisémitisme dans les écoles

L'annonce a pris de court le ministère de l'Éducation nationale. Face à l'émotion suscitée par le drame de Courbevoie, où deux adolescents sont accusés d'avoir violé une jeune fille juive, le chef de l'État a demandé à Nicole Belloubet, mercredi en Conseil des ministres, qu'un « temps d'échanges » sur le racisme et l'antisémitisme soit organisé « dans les prochains jours » dans les écoles. L'entourage de la ministre a dans un premier temps

indiqué que ce temps, qui « s'appuiera sur les contenus existants en matière de lutte contre les discriminations », concernerait les écoles, collèges et lycées. Avant de se reprendre pour en exclure les lycées. Et pour cause : les élèves de terminale passent les épreuves du bac et beaucoup d'établissements sont aussi des centres d'examen... En cette campagne législative précipitée, la sortie présidentielle laisse un goût amer chez

les personnels de l'éducation. « En tant que fonctionnaire, j'appliquerai bien sûr les consignes, mais pourquoi demander à l'école de réagir par un gadget en faisant fi de tout ce qui est fait ? interroge Julien Giovacchini, principal de collège et représentant du syndicat des personnels de direction ID-FO. Cette annonce donne l'impression que nous sommes déconnectés de la société. Si on était sourcilieux, on finirait par être vexés... »

C.B.

## Pourquoi les ordinations sacerdotales connaissent un sursaut ?

Jean-Marie Guénois

Plus d'une centaine de jeunes hommes seront ordonnés prêtres cette année en France, une augmentation de 20 % par rapport à 2023.

L'embellie sera de courte durée, mais elle est remarquable : 105 prêtres catholiques seront ordonnés en France en 2024. Ils étaient seulement 88 l'an passé, soit une augmentation de 20 %. En 2022, il y en avait eu 114 ; en 2021, 99 ; et 81 en 2020. Depuis une dizaine d'années, le nombre de nouveaux prêtres oscille entre 80 et 100 ordinations annuelles.

M<sup>re</sup> Bertrand Lacombe, archevêque d'Auch, ancien évêque auxiliaire de Bordeaux, en charge de ce dossier pour l'épiscopat, commentait mercredi cette hausse en se gardant de tout triomphalisme : « Nous sommes heureux de passer la barre des 100 ordinations, mais ce n'est pas le plus important. Le plus important est que les jeunes s'engagent. »

Ce qui n'a rien d'évident. Le nombre de jeunes qui choisissent d'entrer au séminaire, étape indispensable d'une formation qui dure sept années, est en baisse structurelle et constante. Au point que l'épiscopat, mercredi, n'a pas dévoilé les chiffres de 2023,

jugés « très inquiétants » selon plusieurs évêques. Le nombre de séminaristes est ainsi passé de 815 en 2020, à 709 en 2022. L'épiscopat reconnaît que l'embellie des ordinations cette année correspond à une hausse des entrées au séminaire, observée en 2017 et 2018.

Une hausse qui n'a pas duré. Avenue de Breteuil, siège de l'Église de France, on sait que les ordinations de prêtres diocésains ne sont pas près de se relever. Depuis deux décennies, les ordinations ont baissé de 50 %. En 2019, deux séminaires importants, Lille et Bordeaux, ont même dû fermer.

Même le diocèse de Paris, qui a longtemps été cité en exemple pour ses vocations grâce au cardinal Lustiger, verra l'actuel archevêque, M<sup>re</sup> Laurent Ulrich, arrivé en 2022, n'ordonner que 6 prêtres, le 29 juin prochain. Parmi eux, deux appartiennent à des communautés extérieures au diocèse, l'Emmanuel et le Chemin néocatéchuménal.

Le petit diocèse de Meaux (Seine-et-Marne), lui, sous la houlette de

M<sup>re</sup> Jean-Yves Nahmias, célébrera trois ordinations de prêtres. L'un d'eux, un jeune Français d'origine africaine, Jason Nioka, ancien champion de judo, sport qu'il a pratiqué au plus haut niveau national et qui aurait pu devenir son métier, parle de cette ordination, le 23 juin, comme un « événement que l'on n'a pas vu dans ce diocèse depuis cinquante ans ». Tout à son enthousiasme, il précise pourtant qu'il « n'y a pas de recette magique pour avoir des prêtres, sinon la prière des fidèles ».

#### « Il n'y a pas de recette magique pour avoir des prêtres, sinon la prière des fidèles »

Jason Nioka

Ancien champion de judo

À ce titre, Jason Nioka rend un hommage particulier à sa mère. Elle avait glissé une bible dans le bagage du jeune athlète qui, dès 14 ans, était parti en sport études. Une lecture qui

l'a toujours aidé dans ses compétitions. D'évoquer aussi « la paix intérieure profonde » qu'il avait ressentie lors d'un pèlerinage familial à Lourdes, un sentiment que les joies sportives n'ont jamais pu surpasser. Puis il y a eu cette phrase décisive de sa mère, un soir amer de combat perdu : « Jason, le judo ne va pas t'emmener au Ciel ! » Lentement, intensément, il a mûri sa décision : « Dieu aurait la première place dans ma vie », se souvient Jason. Une histoire qui n'aurait jamais abouti à une ordination sacerdotale s'il n'avait pas eu « l'exemple de prêtres » sur son chemin : « Merci à l'engagement des prêtres ! Sans eux, je n'aurais pas pu me projeter dans cette voie presbytérale. »

M<sup>re</sup> Lacombe renchérit : « Le monde a besoin de prêtres », et quelles que soient « les évolutions marquantes de l'Église, elle ne peut pas s'envisager sans prêtres. Nous avons besoin de prêtres ! Ce qui est rare est cher ; ces ordinations donnent beaucoup de prix à l'Église. » Le prélat, formé à la direction des ressources humaines, dont il

aurait pu faire son métier avant de s'engager au séminaire, est à la tête d'un diocèse rural où la moitié de la quarantaine de prêtres a plus de 75 ans. Il l'assure : « La question de fond est celle du nombre de chrétiens et de familles chrétiennes, car le nombre de vocations est directement lié au nombre de chrétiens. C'est une proportion, et son ratio chrétiens-vocations n'a pas évolué d'un iota. Sans chrétiens, pas de prêtres. »

Il reconnaît en outre la difficulté que rencontrent les évêques à appeler des jeunes au sacerdoce. « Nous osons vraiment appeler des hommes mariés au diaconat permanent en allant les voir, mais nous sommes plus réticents pour des jeunes (...) parce que nous ressentons, peut-être de manière timorée, une certaine fragilité de la jeunesse. » Reste une énigme : alors que le diocèse de Fréjus-Toulon varie cette année pas moins de neuf ordinations de prêtres et autant dans la communauté Saint-Martin, pourquoi certaines communautés attirent des vocations et d'autres, non ? ■



Vincent Bordenave

Les abeilles sont capables de compter jusqu'à 5, de s'entraider ou encore de différencier des visages humains. Des capacités cognitives qui interrogent les scientifiques sur les frontières de la conscience animale.

Laure est assise devant un drôle d'instrument. Une sorte de roulette sur laquelle sont suspendues plusieurs miniplateformes. Sur chacune d'entre elles, un bout de pâte adhésive permet d'accrocher une image. Avec une seringue, elle dépose une gouttelette d'eau sucrée. Une abeille, jusque-là cachée derrière une petite planche, surgit et vient se délecter du mélange. Laure récupère la plateforme sur laquelle s'est posée l'abeille, la remet derrière la petite planche. Puis elle remet de l'eau sucrée sur une des plateformes suspendues à la roue. L'abeille refait le chemin qui la sépare du nectar. Les gestes sont ainsi répétés inlassablement. « Nous ne sommes même pas encore dans la partie scientifique de l'exercice », raconte Laure Tosatto, chercheuse en postdoctorat à l'Université de Monash, en Australie, qui travaille au Centre de recherches sur la cognition animale (CRCA), à Toulouse, pendant l'hiver austral. « Là, on apprend juste à l'abeille quelles sont les "règles du jeu". Quand elle les aura bien assimilées, on pourra ensuite passer à la seconde étape et tester notre modèle. »

Dans le cas présent, les scientifiques cherchent à comprendre si les abeilles sont capables d'effectuer les associations statistiques des structures liées. Ce terme décrit « un procédé intellectuel indispensable chez les vertébrés », précise Aurore Avarguès-Weber, chercheuse en neurosciences cognitives au CRCA. C'est elle qui supervise ces travaux. « Chez les humains, les bébés apprennent pendant de longs mois à faire ces associations et comprennent ainsi l'organisation spatiale du monde qui nous entoure. Par exemple, une chaise

**« Il faut faire attention à ne pas construire des expériences trop longues, car en une nuit les abeilles ont le temps de se faire manger par un prédateur, ou bien, tout simplement, elles peuvent ne pas revenir sur la table d'expérience. »**

Laure Tosatto

Chercheuse en postdoc à l'université de Monash en Australie

est composée de ses pieds, d'un dossier et d'un siège pour s'asseoir. L'un ne va pas sans les autres, sinon ce n'est pas une chaise, mais il n'y a pas besoin de les identifier différemment. Le cerveau fait naturellement cette association. Les abeilles ont un temps de vie très court, surtout quand on les compare à leur stade de larvaire. On se demande donc si elles ont le temps d'avoir cet apprentissage statistique de leur environnement ou bien si elles ont une vision du monde totalement différente du nôtre. »

Pour le tester, les scientifiques vont associer des images complexes, mélangeant plusieurs symboles à une récompense sucrée pour les insectes. Si les abeilles parviennent à faire la différence entre les images et privilégient celle qui représente une association statistique, l'expérience sera concluante. Mais, d'ici là, elle sera longue... Un des principes fondamentaux de la démarche scientifique est la répétabilité. Pour que l'exercice soit concluant, chaque abeille doit le répéter 300 fois ! Et pour avoir un résultat significatif, l'expérience doit être soumise sur une dizaine d'animaux. En général, il faut compter une journée de travail pour une abeille, détaille Laure Tosatto. Il faut faire attention à ne pas construire des expériences trop longues, car en une nuit les abeilles ont le temps de se faire manger



Une abeille se délecte d'une gouttelette d'eau sucrée déposée sur une miniplateforme, lors d'une expérience au CRCA de Toulouse. CENTRE DE RECHERCHES SUR LA COGNITION ANIMALE

## À Toulouse, les scientifiques tentent de décrypter l'intelligence des insectes

par un prédateur ou bien, tout simplement, elles peuvent ne pas revenir sur la table d'expérience... Et c'est tout un travail d'apprentissage qui est à recommencer. »

Si l'intérêt des scientifiques pour les abeilles est très ancien (les premiers textes sur le sujet datent de l'Antiquité, avec des écrits d'Aristote), la compréhension de leur modèle cognitif a fait un bond ces dernières années. La danse des abeilles, ce moyen de communication mobile qui permet aux ouvrières d'indiquer l'emplacement des fleurs à butiner, a été découverte au milieu du XX<sup>e</sup> siècle par l'éthologue autrichien Karl von Frisch. Depuis, les scientifiques ont également compris qu'elle savait compter jusqu'à cinq, qu'elles avaient conscience du zéro, qu'elles reconnaissaient des visages humains, qu'elles pouvaient apprendre les unes des autres, qu'elles s'entraidaient souvent, et même que, tout simplement, elles aiment jouer. « D'un point de vue mathématique et arithmétique, les abeilles ont les mêmes capacités qu'un enfant avant qu'il n'aille à l'école, commente Aurore Avarguès-Weber. C'est assez fascinant de se dire que deux espèces aussi éloignées d'un point de vue évo-

lutf sont aussi proches dans certaines capacités. D'autant plus que le cerveau d'une abeille ne compte que 1 million de neurones, quand le nôtre en a plus de 100 milliards ! »

Dans le même laboratoire, Guillaume Isabel, travaille sur les drosophiles. Elles sont des milliers à vivre dans des tubes à essai à attendre leur tour pour subir des expériences diverses. En 2018, son équipe a notamment démontré que les préférences sexuelles des drosophiles, en plus d'être innées, peuvent être issues d'une transmission culturelle. Plus tard, son équipe a montré que le CO<sub>2</sub> favorisait l'expression de la mémoire chez l'insecte. « On a des intuitions dans notre travail, ensuite on doit construire l'expérience scientifique qui permet de le démontrer, explique-t-il. C'est souvent long et fastidieux, il faut construire des mini-infrastructures pour les insectes. En 2018, notre expérience se basait sur une sorte de "peep-show inversé". Une drosophile au centre regardait les ébats de six couples. » « C'est peut-être une des parties que j'aime le plus, ajoute Aurore Avarguès-Weber. On doit construire l'expérimentation en éliminant tous les biais possibles. Il faut s'assurer que, si un animal répond de tel-

le manière, ce n'est pas parce que notre modèle expérimental l'y contraint. À mesure que l'expérience se monte, on doit souvent faire des expériences préliminaires pour constater un comportement naturel, ne serait-ce que dans la façon dont les insectes interprètent la récompense qui accompagne chaque manipulation. On doit s'assurer qu'il s'agit d'une association des abeilles, et non d'une manipulation de notre part. »

Ces expériences ont permis des progrès dans notre compréhension du monde animal et ne sont pas sans questionner la communauté scientifique. En avril dernier, 287 chercheurs du monde entier signaient la Déclaration de New York sur la conscience animale, appelant à prendre en compte l'accumulation des résultats scientifiques récents dans la façon dont nous traitons les animaux, que ce soit dans un contexte de recherche expérimentale ou d'élevage. Ce nouveau texte va au-delà de la Déclaration de Cambridge (2012), selon laquelle on pouvait déjà affirmer « sans équivoque » que « les humains ne sont pas les seuls à posséder les substrats neurologiques qui génèrent la conscience ». Selon les signataires, il semble acquis que les mammifères et les oiseaux

font preuve de conscience, et que des « preuves empiriques » indiquent que cela est aussi probable pour tous les autres vertébrés, et même certains invertébrés (les mollusques céphalopodes, des crustacés et les insectes).

À Toulouse, dans les locaux de CRCA, les abeilles vivent dans un état semi-sauvage dans le rucher de l'université, mais les bourdons (comme les drosophiles) ne voient jamais le jour et proviennent en grande partie du commerce initialement à destination des agriculteurs pour polliniser les serres, et la question alimente le débat. « Philosophiquement, je trouve le sujet passionnant, juge Aurore Avarguès-Weber. Mais, d'un point de vue scientifique, j'ai du mal à définir la conscience... Ce que nous mettons au jour, ce sont des capacités cognitives, mais de là à dire que les insectes ont conscience d'eux-mêmes et de ce qui les entoure, il y a un monde. »

**« Ce que nous mettons au jour, ce sont des capacités cognitives, mais de là à dire que les insectes ont conscience d'eux-mêmes et de ce qui les entoure, il y a un monde »**

Aurora Avarguès-Weber

Chercheuse en neurosciences cognitives au CRCA de Toulouse

Dans son travail, elle est amenée à « sacrifier » beaucoup d'abeilles, que ce soit dans le cadre d'expériences pratiques ou pour des analyses poussées de leur structure neuronale ou génétique. Je ne sais pas si ces animaux ressentent la douleur, mais, dans le doute, nous avons décidé qu'en cas de nécessité scientifique nous les euthanasions par le froid, qui les endort progressivement sans choc », explique-t-elle. « La question de la douleur est compliquée, juge de son côté Mathieu Lihoreau, spécialiste de l'intelligence des insectes au CRCA. On sait que les abeilles fuient les zones trop chaudes, au-delà de 50 °C. Mais, quand elles sont contraintes de s'y rendre pour aller chercher de la nourriture, elles y vont. Pour moi, c'est la démonstration qu'elles ne fuient pas mécaniquement ces températures nocives, mais qu'elles peuvent parfois décider de les affronter. »

Pour le moment, aucun règlement n'encadre les expériences sur les insectes. Pourtant, leur exploitation dans les années à venir va devenir exponentielle, ne serait-ce que pour produire des farines, comme l'autorise désormais la Commission européenne. « Ces travaux nous amènent à repenser notre rapport aux insectes, qu'il s'agisse de l'expérimentation scientifique ou de la production alimentaire », estime le chercheur.

Il y a en tout cas une chose dont les scientifiques du CRCA sont persuadés : mieux comprendre les insectes nous donne des outils pour affronter les défis futurs. Les populations d'insectes sont parmi les plus touchées dans l'effondrement que connaît la biodiversité. Un phénomène qui n'est pas sans conséquence pour toute la chaîne trophique, mais également pour les productions agricoles. L'étude des insectes est un excellent indicateur des états des écosystèmes. Dans les environnements fortement pollués, leur comportement est totalement chamboulé, et ils ont plus de mal à se reproduire. « Le moindre neurone est essentiel dans ces cerveaux miniatures et peut être dégradé par des facteurs environnementaux, précise Mathieu Lihoreau. Nous sommes en train de mener des analyses à Fukushima. Les premiers tests menés sur des pollinisateurs sauvages indiquent qu'ils ont plus de mal à réduire des problèmes complexes quand on s'approche des zones les plus contaminées par les radiations. » Au-delà de leur rôle de vigie, les insectes peuvent également nous aider à augmenter le rendement agricole. « En étudiant les déplacements des insectes pollinisateurs et la manière dont ils choisissent les ressources, on espère aider les agriculteurs à se passer de pesticide, juge Mathieu Lihoreau. En plaçant des ruches aux bons endroits sur les exploitations, avec un type d'abeille particulier, on devrait pouvoir compenser les pertes liées à certains ravageurs grâce à une meilleure pollinisation, par exemple. »

Une raison supplémentaire pour Laure Tosatto, et tous les autres scientifiques spécialistes de la cognition, de continuer à répéter des centaines de fois par jour les mêmes gestes pour apprendre à une nouvelle abeille les règles d'un jeu éphémère. De petites pièces d'un grand puzzle où les insectes auront peut-être un rôle à jouer, pour nous aider à les sauver de nous-mêmes. ■

« Je ne suis pas obligé de répondre à tout ? » D'entrée de jeu, Michel Platini, teint hâlé, chemise bleue estivale, imprime le tempo. Sans se départir de son sourire et d'un charisme qui transpire dès la poignée de main, la légende du football français teste, chambre et prend le pouls dès les premières minutes de notre rencontre. L'artiste n'a rien perdu de sa virtuosité. À chaque instant, il faut rester solide sur ses appuis devant les arabesques du mythique capitaine de l'équipe de France. Le 10 avril dernier, sur le port de Cassis, le triple Ballon d'Or (1983, 1984, 1985), âgé de 68 ans (il fêtera ses 69 ans vendredi), a reçu *Le Figaro* dans son restaurant Le bistrot de Nino, où il passe chaque jour, lui qui vit à côté avec son épouse dans une maison « achetée il y a quarante ans ». Pendant plus de deux heures, autour d'un saumon gravlax, de moules gratinées et d'un filet de loup lardé grillé avec crème d'ail, « Platoche » n'a érudé aucun sujet. Sa vie, ses projets, ses affaires, ses anecdotes, sa vision de la société, de la politique, du football, des Bleus, les 40 ans de 1984, l'Euro, Deschamps, Mbappé et Griezmann... Un entretien sans concession avec un personnage aux mille vies (footballeur, sélectionneur, organisateur de la Coupe du monde 1998, président de l'UEFA, candidat à la Fifa...) qui a marqué l'histoire de son pays.

LE FIGARO. - Comment allez-vous ?

Michel PLATINI. - Je vais très bien, est-ce que j'ai l'air malade ? J'ai toujours été quelqu'un qui vivait bien, qui voit le verre plus à moitié plein qu'à moitié vide. C'est mon éducation. Je prends le temps de prendre le temps.

Que faites-vous de vos journées ?

Je suis à la retraite. Je fais mes affaires le matin, je vais au restaurant, je regarde le football, le rugby et le golf à la télévision. Parfois je joue au golf, c'est une balade. Mais je ne suis pas complètement à la retraite, car j'ai pas mal d'idées et des projets. Il faut un peu de temps pour les réaliser. Je devance votre question car je connais un peu les journalistes (sourire), je ne peux rien vous dire.

Quels sont ces projets ?

Vous voyez ? (rires) Ils peuvent se réaliser bientôt. Vous considérez le football par le prisme d'un poste dans un club, une institution, l'UEFA, la Fifa. Ça, c'est terminé. C'est comme le médical et le paramédical. Vous avez le football et le para-football. J'ai des projets qui peuvent être utiles. Et cela entretient le besoin que j'ai de servir quelque chose qui m'a tout donné et pour lequel je suis passionné. Je suis né dans le football, je mourrai dans le football. Mais comme on m'a exclu de toutes mes fonctions, et que je ne veux pas y retourner, il y a des choses importantes qui ne sont pas faites ou mises en place dans le football, j'y pense.

Serez-vous acteur ?

Je ne vous en dirai pas plus, sinon je vais vous dire des généralités, et ce n'est pas mon genre. Je vous en parlerai peut-être un jour, car cela peut être quelque chose d'important pour le football.

C'est normal de vous poser des questions...

Bien sûr. Et je donne les réponses que je veux (sourire). À une époque, j'avais peur des journalistes, je répondais aux questions. Mais c'était à l'époque...

Cela nécessite-t-il que vous vous investissiez personnellement ?

C'est ça, le problème. Je n'ai plus trop envie de m'investir. Ce n'est pas forcément financièrement, mais il faut que je convainque des gens de participer à ce projet avec moi, je vais avoir 70 ans l'année prochaine.

C'est une idée à vous ?

Oui, oui ! Il y a des choses, du fond, des éléments. Qu'est-ce qui est bien pour le sport, par exemple ? En gros, le football va exploser avec la décision de la Cour européenne de justice, au terme de laquelle la Fifa et l'UEFA n'ont plus le monopole des compétitions. Plein de choses vont se passer. La Super Ligue va se faire, bien sûr. Pas mal de gens qui sont intéressés par des choses me contactent. Beaucoup de gens qui n'aiment pas la Fifa et l'UEFA, qui savent que je ne les aime pas non plus, m'appellent.

Est-ce une bonne chose à vos yeux que le football « explose » ?

Je ne sais pas, mais c'est un fait. Il faut vivre avec son temps. C'est bien *L'Équipe* qui gère le Tour de France

avec le groupe Amaury, pourquoi *Le Figaro* ne générerait pas la Ligue des champions avec le groupe Dassault ?

La mise en route de la Super Ligue est inéluctable à vos yeux ?

Oui ! Tant que j'étais président de l'UEFA, c'était impossible que cela se passe, parce que j'aurais tenu les clubs. Le rôle d'un homme à ce poste, c'est de tenir les clubs européens avec toi. Le G14 (organisation de lobbying avec les clubs les plus puissants) voulait tuer le football et moi, je les ai tués. Michel Platini président a plus de poids et de pouvoir que les autres qui viennent après. Tu saisis leur parler, les convaincre et ils ont confiance en toi. Aleksander Čeferin (actuel président de l'UEFA), tout le monde s'en fout. Les clubs lui disent : « Combien tu nous donnes ? » Čeferin a fait un mauvais calcul, car il a changé la Ligue des champions pour donner plus de matchs et d'argent, mais les clubs lui ont dit : « OK, mais c'est nous qui allons gérer, donc on va faire notre compétition. » Tous les clubs étaient pour la Super Ligue et après ils ont vu l'accueil de l'opinion publique et ils sont revenus en arrière.

Le football est-il pourri par l'argent ?

C'est compliqué. L'argent dans le football a beaucoup évolué au fil des temps. Sans paraître vieux combattant, à Nancy, quand je suis transféré à Saint-Étienne, je gagne 6 000 francs par mois et je suis meilleur joueur français (rires). Je gagnais 12 000 francs, mais ils ont baissé de moitié, car je n'avais pas voulu être transféré à Valence deux ans avant. Ils m'avaient mis à la charte. Après, c'était toujours plus que les copains. Il faut relativiser.

Et aujourd'hui ?

Au départ, qui étaient les plus riches ? Les pays de football qui avaient des grands stades et faisaient des recettes. Après, les droits TV ont fait évoluer les choses et ceux qui en avaient le plus ont gagné de l'argent. Aujourd'hui, ce sont les pays qui ont plein de fric et qui veulent investir. Le Qatar, l'Arabie saoudite ou d'autres pays comme les Émirats arabes unis. Le PSG avec son propriétaire n'est plus dans le même monde que Nancy. L'argent a fait évoluer les choses et le fera encore. Le fair-play financier avait été une bonne chose, dans la mesure où il fallait jouer avec l'argent que vous pouviez générer entre vos recettes et votre déficit. C'était la mentalité. Maintenant, c'est différent.

Comment voyez-vous le football dans dix ans ?

Un peu compliqué. La Super Ligue va débarquer, il n'y aura peut-être plus de Fifa ni d'UEFA, même si je pense qu'elles perdureront, car elles gèrent les associations nationales. En revanche, je ne vois plus la gestion des clubs dans ces institutions.

**« Je ne me vois plus à un poste dans une institution, ni dans un club. J'ai fait le tour, j'ai tout fait. Je suis contacté par des gens de tous horizons. Du football et d'ailleurs, des médias, j'ai tout refusé »**

Le romantisme existe-t-il encore ?

Non, il n'y en a plus. Depuis que j'ai quitté le football (rires). Il ne faut pas confondre romantisme et chiffre d'affaires. Aujourd'hui, c'est du business. Les joueurs sont des petites entreprises et les clubs sont des marques.

Reprendrez-vous un poste un jour ?

Non, non, non. Je ne me vois plus à un poste dans une institution, ni dans un club. J'ai fait le tour, j'ai tout fait. Je suis contacté par des gens de tous horizons. Du football et d'ailleurs, des médias, j'ai tout refusé.

Qu'est-ce qui vous anime aujourd'hui ?

La convivialité. Voir ses copains, jouer au golf - je perds un peu de distance sur les coups avec les années -, visiter un pays, passer un moment entre amis, partir en vacances. J'aime bien prendre la voiture et me rendre en Italie, discrètement, avec mon épouse. Ce sont mes racines. Le pays de mes ancêtres. Comme j'aime aller au Maroc, à l'île Maurice, dans certains pays, je m'amuse. On mange, on discute, on se fait un golf, c'est mon bonheur. Je n'ai pas de responsabilité, ni de soucis financiers, je profite de la vie.

Rattrapez-vous le temps perdu ?

C'est un bonheur de faire ce que tu



# Michel Platini : « Je suis né dans le football, je mourrai dans le football »

Baptiste Desprez et Yves Thirard

Vainqueur de l'Euro il y a quarante ans, le mythique numéro 10 fait le tour de la planète « foot ». Avec malice et sans concession.

veux, tranquille. Je suis libre depuis trois ans. Quel privilège. Ma vie de footballeur a commencé quand je suis né, mon père était entraîneur, la famille de ma mère était dans le basket. Ils ne m'ont pas éduqué pour le sport.

Que vous disent les gens

que vous croisez en France ou ailleurs ? Je suis une légende. Pour les jeunes et les moins jeunes en France, je suis vu comme cela. J'ai un devoir de correction et d'exemplarité, parce que je représente quelque chose. Et pourtant, ces dernières années on m'a fait ch... avec ça.

Avez-vous conscience que vous faites

partie des piliers de l'histoire du football français qui ont marqué des générations ? Tous issus de l'immigration, entre vous, Kopa, Zidane et aujourd'hui Mbappé...

Oui. C'est aussi pour cela que je fais un musée à Jœuf. Ce sera le projet de l'immigration et du sport populaire, il faut encore que je trouve des financements. Je dois en parler avec la ministre de la Culture, Rachida Dati. Je suis l'initiateur de ce projet, après avoir refusé de faire un musée Michel Platini, je voulais plutôt un musée sur l'immigration, le football, le sport. Plus général.

Le football reste-t-il un

vecteur d'intégration ? Intégration par rapport à qui ? La société française ? Pas dans mon quartier, il n'y avait que des Italiens qui jouaient au foot à Jœuf. C'était des Ritals et des marconis (sourire).

Vous êtes une icône française...

Oui, je le suis devenu, mais je suis français. Je ne suis pas italien. Je suis un Français du monde. Je suis connu dans le monde entier, les gens, je pense, m'apprécient et me respectent, certains m'adorent. Je ne veux rien rendre à personne, mais je veux me blanchir de toutes les fausses accusations proférées à mon encontre (dans l'affaire du paiement de 2 millions de francs suisses accordés par Sepp Blatter, alors président de la Fifa, en 2011, pour un poste de conseiller) et Michel Platini doit être correct vis-à-vis de la jeunesse d'aujourd'hui.

On vous sent encore touché...

Moi ? Non. Ma famille a souffert. J'ai été blanchi en première instance et ils (le ministère public de la Confédération helvétique et la Fifa) ont décidé de faire appel. Je vous le dis en deux secondes, car je ne veux pas m'appesantir sur le sujet : en Suisse, la Fifa m'a donné un arriéré de salaire et la Fifa m'a mis au pénal, car elle m'a donné un arriéré de salaire. C'est vachement intelligent. En première instance, j'ai été blanchi, mais le but était de me virer des instances. Ils voulaient me dégrader et ne pas me voir (à la tête de la fédération internationale alors qu'il était président de l'UEFA). Ils ont trouvé un salaire, sauf que j'ai payé des impôts dessus et tout était correct. Cela a mis dix ans. Dix ans ! La justice médiatique a fait son boulot, puisque j'ai été dégage de l'UEFA. En France, j'ai le problème du déjeuner de Sarkozy à l'Élysée (le 23 novembre 2010), la justice a cherché un pacte de corruption entre l'ancien président et moi (au sujet de son vote pour le Qatar lors de l'attribution de la Coupe du monde 2022). Il n'y aura jamais rien. Point final. Je n'ai aucun pacte de corruption avec personne. Je ne vais pas demander à Sarkozy, moi président de l'UEFA à l'époque, pour qui je dois voter ! On m'a mis en garde à vue pour répondre à des questions, je suis sorti libre et depuis, je n'ai plus de nouvelle.

Comment ressort-on de ces dix années ?

Je m'en fous, je me défends, mais la famille prend très cher. C'était compliqué. Moi, je n'ai rien à me reprocher. Je dis la vérité. Que ce soit pour l'histoire de Sarkozy et du Qatar ou pour l'affaire de la Fifa, je ne mens pas. Ils ont essayé de me tuer et ils ont réussi. J'ai été viré. Les gars de la Fifa disaient que la procédure durerait huit à neuf ans et que je serai fin professionnellement, c'est ce qu'il s'est passé.

Est-ce la plus grande défaite de votre carrière ?

Non. Je ne le vis pas comme une défaite. Je n'étais pas certain de vouloir être président de la Fifa. C'était 50/50. J'y serai allé parce que 150 pays m'avaient donné leur engagement, mais mon épouse, mes amis n'étaient pas d'accord. C'est une vie de merde

en vrai, j'ai vu celle de Blatter (l'ancien président), tu passes ton temps dans les avions. Après, tu as un certain pouvoir. Pour revenir à votre question, je ne lâche rien. La contre-attaque est bien partie.

Ils ont voulu vous « abattre » ?

En Suisse, ils ont voulu me flinguer. En France, j'imagine qu'ils ont visé Sarkozy. Peut-être que certains ne voulaient pas que je mette mon nez dans les affaires de la Fifa... C'est tenu par la Suisse. On le saura un jour ou l'autre.

Racontez-nous ce déjeuner

avec Nicolas Sarkozy... Quand j'ai décidé de voter pour le Qatar et la Russie (Coupe du monde 2018) j'ai pensé que c'était bien de tenir informé le président de la République. Comme je l'avais fait avec Chirac en 2002 pour le Maroc. Je voulais qu'il sache pour qui le représentant français à la Fifa allait voter. Quand j'arrive pour ce déjeuner à l'Élysée, je découvre qu'il y a la fils de l'émir du Qatar qui est là, alors que je l'avais déjà rencontré plusieurs fois juste avant. Je n'ai jamais compris pourquoi il était là. Peut-être que Sarko a voulu montrer qu'il supportait le Qatar. D'autant que c'est moi qui avais formellement demandé le rendez-vous avec le président, pas lui.

Vous aimez être anti-politiquement correct...

Complètement. Je suis un artiste (sourire). J'ai voté le Qatar, la Russie ou encore le Maroc, car ce sont des pays qui n'avaient jamais organisé la Coupe du monde. Je me regrette rien. C'est un métier d'anticiper. Je suis pour des choses que j'estime bonnes pour le football. Pourquoi le Moyen-Orient ne pourrait jamais recevoir le Mondial ? La Chine ? Parce qu'elle a un dictateur à sa qu'il s'est passé.

**« J'ai toujours beaucoup aimé Zizou qui est différent, introverti. Il ne parle pas pour dire des conneries. Lui comme Deschamps ont une très bonne communication »**





Michel Platini lors des célébrations des 100 ans de la famille Agnelli à la tête de la Juventus, le 10 octobre 2023, à Turin.

tête ? Et le peuple chinois n'est composé que de dictateurs ? En Russie, le président Poutine l'est, mais son peuple a le droit de voir du sport.

**Entretenez-vous des rapports avec Gianni Infantino, président de la Fifa ?**  
Plus aucun. C'est lui qui m'a envoyé au pénal. Le même qui avait dit : « Je garde la place pour Michel quand il reviendra. » Je suis revenu et il m'a mis au pénal. Je n'ai pas une grande confiance en lui.

**Dans cette période de tumulte, certains politiques ont-ils continué de vous soutenir ?**  
Personne. Enfin si, Emmanuel Macron m'a envoyé des messages et a été très positif avec moi. Cela m'a beaucoup touché. J'étais surpris, car en principe, c'est un monde qui ne se mouille pas, ou uniquement quand ils ont besoin de toi. Pour l'anecdote, Macron est né le jour de mon mariage, le 21 décembre 1977 (*rires*). Sarkozy m'a mis un message quand j'ai été blanchi en Suisse. Hollande à l'époque m'a laissé tomber complètement. Je ne lui en veux pas. Ma maman m'a appris la fatalité. C'est comme ça.

**En tant que footballeur, sélectionneur, organisateur du Mondial 1998 et président de l'UEFA, vous avez côtoyé de nombreux présidents de la République. Quels souvenirs en gardez-vous ?**  
De très bons, à chaque fois, ils étaient contents de me recevoir et là pour m'engueuler (*rires*). Je leur servais un peu de marchepieds. Ils nous utilisent aussi, à nous après de les utiliser aussi. C'est un jeu. C'est comme les journalistes, c'est donnant-donnant. Pompidou, Giscard, Mitterrand ne parlaient pas de sport, aujourd'hui, cela a un peu changé.

**Lequel avez-vous préféré ?**  
Ce sont des générations différentes. Les Giscard, Mitterrand, Chirac ne parlaient pas de football. Sarkozy, Hollande et Macron sont plutôt fans.

**Quel regard posez-vous sur la société française ?**  
On est trop pris par ce que l'on reçoit

comme information. Il y a un tourbillon avec les chaînes d'info, tu prends trop de choses négatives dans la figure, comme les bagarres, les faits divers... À mon époque, il y en avait dans les mines, les bals et on n'en parlait pas autant. Maintenant, cela fait le tour du monde en deux minutes. Les gamins sont très individualistes avec les réseaux sociaux, l'utilisation des portables. On a perdu le respect. Il y a des choses formidables comme déguelasses. Le monde est compliqué. Mais je m'y intéresse.

**Vous n'avez jamais été tenté par la politique ?**  
Non. Ni la religion d'ailleurs. Certains m'ont démarché à une époque, je ne vous dirai pas qui (*sourire*). Je n'ai pas besoin de la politique pour avoir du pouvoir. Mon nom et mon positionnement suffisaient largement pour peser. J'ai rencontré beaucoup de dirigeants de ce monde.

**Certains vous ont-ils marqué ?**  
Faire un tête-à-tête avec Vladimir Poutine, ce n'est pas rien. J'ai aussi rencontré Merkel, Arafat, Netanyahu, Zelensky... Il était M. Loyal dans un anniversaire d'un membre du comité exécutif de la Fifa. C'était un saltimbanque. Tu ne penses pas une seconde qu'il deviendra leader de l'Ukraine. J'ai vu, sur quarante ans, tous les dirigeants des pays de l'Est qui avaient des posters de moi dans leur chambre. Là, tu prends un coup de vieux. Ces dirigeants ne recevaient pas le président de l'UEFA, mais Michel Platini le footballeur. Plutôt, ils recevaient le président de l'UEFA, mais faisaient la photo avec Michel Platini (*sourire*). J'ai profité de mon statut pour faire avancer les choses.

**Vous avez quand même, depuis toujours, la mentalité du leader, du chef...**  
Je ne l'ai pas, mais je suis devenu chef. En 1984, avec les Bleus, je n'ai jamais fait l'équipe ou insisté pour un joueur. Jamais. Après, vu mon expérience, le fait que je marquais des buts, on se réunissait avec « Gigi » (*Alain Giresse*) et Bossis (*Maxime*) pour établir une stratégie, car on connaissait nos adversaires. Plus que Michel (*Hidalgo*), le sélectionneur

, car j'avais une structure italienne, lui était plus romantique. Nous étions plus terre à terre. Je suis devenu terre à terre, au bon sens du terme, avec mes années en Italie.

**On fête cet été les 40 ans de votre victoire à l'Euro 1984 avec les Bleus...**  
Cela m'évoque le temps qui passe, des souvenirs inoubliables et être entré dans le cœur des Français. On était les premiers. C'est le premier trophée d'un sport collectif dans notre pays, ce n'est pas l'aboutissement d'une génération, car on aurait dû gagner la Coupe du monde 1986, on était la meilleure équipe. 1982 et ce match contre l'Allemagne (*à Séville*) nous a permis de comprendre que l'on était bons. En 1984, on remporte l'Euro, car on est les meilleurs. Je suis en Italie, deux fois Ballon d'Or, Bordeaux et Nantes ont des bons joueurs, les Giresse, Battiston, Bossis, Amoros, Rocheteau, Tigana, Fernandez arrivent à maturité... On commence à avoir une équipe compétitive. Et on gagne.

**Prenez-vous le temps de vous retrouver avec les héros de 1984 ?**  
C'est trop rare. On s'est vus à l'enterrement de Michel Hidalgo. Loin des yeux, on est content de se revoir. Chacun fait sa vie. Ils ont changé de femme, de ville...

**Allez-vous regarder l'Euro 2024 ?**  
Pas tous les matchs forcément. Je ne me dis pas qu'en juin je dois forcément être devant ma télévision. Je ne suis plus dans le calendrier du football. Quand je cale un dîner un soir de match, je me dis merde, j'aurais dû choisir un autre jour.

**Que vous inspire l'équipe de France de Didier Deschamps ?**  
Si Deschamps a voulu rester avec la sélection et prolonger son contrat (*jusqu'en 2026*), c'est qu'elle est bonne. Il a du matériel et une sacrée génération en place. Aujourd'hui, diriger l'équipe de France est plus facile. Je ne suis pas fasciné par les entraîneurs. Un bon coach, c'est celui qui a des bons joueurs.

**Si on vous écoute, Deschamps ou un autre en Bleu, il y aurait eu les mêmes résultats ?**

Je ne dis pas cela. Pas comme ça. Mais je pense que c'est plus facile pour Didier Deschamps d'entraîner et de gagner avec l'équipe de France que la sélection de San Marin.

**Que vous inspire sa longévité depuis 2012 ?**  
Il fait très bien les choses. C'est parfait. Zinedine (*Zidane*), s'il reprend le poste après lui, le fera très bien aussi. Et vous, avec cette équipe-là, vous feriez très bien aussi (*rires*).

**Quelle relation avez-vous avec Zidane ?**  
On se voit de temps en temps. J'ai toujours beaucoup aimé Zizou qui est différent, introverti. Il ne parle pas pour dire des conneries. Lui comme Deschamps ont une très bonne communication.

**On vous sent sur la retenue concernant Deschamps...**  
Je ne le vois pas souvent, de temps en temps à une cérémonie, on se dit bonjour, on discute. Nos rapports sont bons.

**Où voyez-vous aller les Bleus à l'Euro ?**  
Je les vois gagner ! Ils ont le talent pour aller au bout. C'est fini, les époques où on disait qu'on ne passerait qu'un tour. On a des joueurs excellents, une grande génération, ils y vont pour remporter l'Euro.

**« J'aime beaucoup Griezmann. Beaucoup. Je l'ai trouvé magnifique au Qatar quand il a changé de répertoire et s'est mis au service de l'équipe de France »**

**Pour quel joueur allumez-vous la télévision ?**  
Mauvaise question.

**On va vous donner des noms...**  
Mauvaise liste (*rires*). On a eu dix ans de Ronaldo-Messi et maintenant on va avoir Mbappé-Haaland. Je crois plus en Mbappé qu'en Haaland. Il est très talentueux, va très vite, est efficace et devant le but, il excelle. Même s'il en rate, parce qu'il va trop vite. Ce n'est pas lui qui va régaler au milieu de terrain.

**Que vous inspire Kylian Mbappé en tant qu'homme ?**

Je ne le connais pas. Je vais vous dire une chose, je ne l'ai jamais vu jouer en vrai dans un stade. Je connais un peu son père que j'ai rencontré avec le Variétés Football Club. Tout ce qu'il fait, il le fait bien. Il est intelligent, il sait ce qu'il doit dire, ce qu'il doit faire. Kylian Mbappé est une entreprise avec toute une structure autour de lui, mais comme beaucoup de joueurs aujourd'hui. Ce n'est pas le seul. Tous les grands sportifs de haut niveau le sont.

**Est-ce qu'il vous impressionne ?**  
Personne ne peut m'impressionner. Il gère très bien ses moments de forme, de méforme.

**Kylian Mbappé est aussi connu pour ses prises de position (l'interview a été réalisée avant sa sortie médiatique et sa fracture du nez). Un sportif doit-il s'exprimer sur des sujets de société ?**  
Oui. C'est un citoyen et il a le droit de s'exprimer.

**En dehors de Mbappé, quel joueur appréciez-vous en équipe de France ?**  
J'aime beaucoup Griezmann. Beaucoup. Je l'ai trouvé magnifique au Qatar quand il a changé de répertoire et s'est mis au service de l'équipe de France. Il a dû gérer l'arrivée de Mbappé ces dernières années, Giroud ou Benzema devant, mais ce garçon est toujours dans l'altruisme, les autres avant lui. Il est intelligent, doté d'une vraie classe. Bravo M. Griezmann.

**Gardez-vous un regard d'enfant sur le football aujourd'hui ?**  
Non, cela a trop changé. C'est du business et plus du football. Quand je jouais, c'était encore du foot. La popularité mondiale de ce sport a fait arriver le business. Quand il est là, ceux qui aiment le business arrivent aussi. C'est inévitable.

**Prenez-vous plaisir à l'observer ?**  
Oui, c'est le joueur qui m'intéresse. Je le regarde comme un supporter et un amoureux du jeu. Le résultat, je m'en fiche, je me focalise sur le geste, le joueur qui fait de belles choses au bon moment.

**Pourquoi les numéros 10 comme vous sont-ils en voie d'extinction ?**  
Parce que les entraîneurs ont décidé de ne plus en mettre. Ce sont eux qui font évoluer le football. Lionel Messi est le dernier milieu de terrain un peu à l'ancienne comme on dit, et ils l'ont même mis sur le côté. Ronaldinho et Zidane ont été mis sur le côté. Si je jouais aujourd'hui, on me mettrait sur un côté aussi. Le football n'appartient plus aux joueurs mais aux entraîneurs. Attention, cela joue beaucoup mieux qu'à notre époque. Les matchs sont de meilleure qualité. Il n'y a plus de coups. Mais le meilleur gagne, il y a moins de suspense. C'est l'évolution.

**Vous aimeriez évoluer avec quel entraîneur et dans quelle équipe aujourd'hui ?**  
J'aimerais surtout être encore jeune et taper dans un ballon. À Jœuf, à Nancy, à Turin, à Paris, Manchester, je ne sais pas. Peut-être que je n'aurais pas fait la même carrière. Je m'attache peu aux équipes, je regarde les joueurs, c'est ce qui m'intéresse.

**Êtes-vous toujours un grand pourfendeur de la VAR ?**  
On a perdu beaucoup de naturel dans le football moderne, non ? C'est très stéréotypé. J'ai toujours été contre, et je le suis encore. Rien n'est plus naturel. L'arbitre n'est plus important, complètement déresponsabilisé. Ils lèvent le drapeau dix minutes après l'action. C'est pathétique de la part de tous ceux qui ont fait ça. Même le coup d'envoi, tu tapes en arrière maintenant. Depuis deux siècles, tu engages devant, un juriste arrive à la Fifa et change les choses (*rires*). Rien ne me surprend des bureaucrates qui sont au pouvoir. Aucun des derniers présidents de la Fifa n'a tapé dans un ballon. On sait que la soupe est bonne. Quand Infantino joue au football, il fait de la contre-publicité au football (*rires*).

**Quel regard portez-vous sur les Jeux olympiques de Paris ?**  
Je vais vous faire une révélation, la cérémonie que l'organisation souhaite réaliser sur la Seine, nous devions le faire lors de la Coupe du monde de football en 1998. On avait un plan pour la Seine. L'État nous l'avait refusé, pour des raisons de sécurité. Après, on s'est rabattu sur les mannequins géants et d'autres idées.

**Avez-vous été contacté pour ces JO à Paris ?**  
(*Sec et ferme*) Non.

**Cela vous plairait-il de porter à nouveau la flamme, trente-deux ans après Albertville ?**  
Personne ne me l'a demandé.

**Irez-vous à Paris assister à quelques épreuves ?**  
Non. Ce sera chez moi, devant la télévision. J'ai vécu des JO à Canal+, une très belle expérience à Barcelone et à Atlanta.

**Avez-vous un regret dans votre vie ?**  
En principe, je n'en ai pas. Mais si le Cosmos de New York avait encore existé à mon époque de joueur, j'allais aux États-Unis à la fin de ma carrière. Pour l'expérience de vie, New York... C'est mon petit regret. Cela m'aurait bien plu. Mais je n'aurais pas eu la vie trépidante, entre président de la Coupe du monde (1998), entraîneur, garde à vue, président de l'UEFA. J'ai même signé un autographe pendant ma garde à vue dans la geôle à un Ukrainien. Il m'a dit que les prisons françaises étaient meilleures que celles de son pays (*rires*).

**Qu'avez-vous gardé de votre carrière ?**  
Je n'ai plus aucun maillot ! À Nancy, on n'en avait qu'un par an... À la Juve, c'était deux par match, mais avant que je joue, les adversaires me demandaient le maillot. Je n'ai plus beaucoup de souvenirs. Quand ce n'est pas mon petit-fils qui me le pique. J'ai gardé les trophées et les Ballons d'Or quand même.

**Vous prenez beaucoup de choses avec légèreté...**  
La vie est belle. J'ai toujours été heureux. C'est mon éducation. ■

2 <sup>e</sup> JOURNÉE EURO				
GR. B	CROATIE	2-2	ALBANIE	
GR. A	ALLEMAGNE	mercredi	HONGRIE	
GR. A	ECOSSE	-	SUISSE	
GR. C	SLOVÉNIE	jeudi	SERBIE	
		15 h	beln	
GR. C	DANEMARK	18 h	beln	ANGLETERRE
GR. B	ESPAGNE	21 h	M6	ITALIE

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel  
carnetdujour@media.figaro.fr  
Téléphone  
0156 52 27 27  
sur notre site  
carnetdujour.lefigaro.fr

Reprise des annonces sur :  
carnetdujour.lefigaro.fr  
www.dansnoscœurs.fr

Tél Abonnements :  
0170 37 3170

communications

Venez fêter l'ouverture du **château Archambeau-Laloin** en assistant aux **Ballades à boire !** Un monologue assouffant de Bach à Bacchus, les mardi 9, jeudi 11 et samedi 13 juillet, à 19 h 30, ou aux **Ballades amoureuses** de la littérature, les mercredi 10, vendredi 12 et dimanche 14 juillet, à 19 h 30, interprétées par **Alain Carré** comédien, musicien de la langue française.

Réservation sur  
www.chateauarchambeau.com

deuils

Nozay (Loire-Atlantique).  
En union avec  
Christian de Grandmaison (†),  
son époux,

Florence et Antoine Thilberge,  
Marc de Grandmaison (†),  
Érik et Soline de Grandmaison,  
le lieutenant-colonel  
Emmanuel de Grandmaison,  
ses enfants,

Pierre et Marie,  
Martin et Camille, Quentin,  
Émilie, Agathe, Thais,  
Mathilde en religion  
sœur Marie Anne Colombe,  
Benoit, Henri (†),  
Mathieu, Louis,  
ses petits-enfants,  
Victor, son arrière-petit-fils,  
ont la douleur de faire part  
du rappel à Dieu de

Brigitte  
**ALLARD de GRANDMAISON**  
née Faure,

le 15 juin 2024,  
à l'âge de 90 ans, à Nozay.

La cérémonie religieuse  
sera célébrée  
en l'église Saint-Clair,  
place de l'Église, à Nozay,  
le vendredi 21 juin 2024,  
à 10 h 30.

Rennes. Mayotte.  
Noyal-sur-Vilaine.  
Nous sommes priés  
de faire part du décès du

colonel **Pierre AUDRAIN**  
chevalier  
de la Légion d'honneur,

survenu le mardi 18 juin 2024,  
à l'aube de ses 91 ans.

De la part de :

Jeanne Audrain,  
née Sabalot, son épouse,

Philippe Audrain,  
Béatrice et Alain Parmentier,  
ses enfants et son gendre,

Jacques Audrain,  
son frère,

ses petits-enfants  
et leurs conjoints,  
ses arrière-petits-enfants  
ainsi que toute la famille.

La cérémonie religieuse  
sera célébrée  
le vendredi 21 juin, à 14 h 30,  
en l'église Toussaints  
de Rennes, suivie  
de l'inhumation au cimetière  
de Noyal-sur-Vilaine.

Claire et Carole,  
ses filles,  
Basile Botfills,  
son gendre,

Jeanne et Louis,  
ses petits-enfants,

Claude Berthet,  
son père,

et Martine Mouglin-Berthet,

Dominique et Jean-François  
Narhey,  
Pierre et Carole Berthet,  
Isabelle et Didier Cheval

ainsi que ses neveux et nièces

ont la profonde tristesse  
de vous faire part du décès de

**Camille Jean BERTHET**

survenu à Paris, le 14 juin 2024,  
à l'âge de 70 ans.

La famille tient à rappeler  
le souvenir de  
Raymonde Berthet,  
sa maman décédée  
le 7 mai 2020,  
et Gérard Berthet,  
son frère décédé  
le 14 juin 2023.

Les célébrations auront lieu :

- ce jeudi 20 juin, à 10 h 30,  
en l'église Saint-Roch,  
à Paris (1<sup>er</sup>),

- le vendredi 21 juin, à 14 h 30,  
en l'église de Charmauvillers  
(Doubs).

*Camille restera à jamais  
dans nos cœurs.*

Georges (†) et Monique  
Chaboud-Rasson,  
ses parents,

Christian Chaboud  
et Bénédicte de Grandmaison,  
ses frères et belles-sœurs,

Victor, Louise, Lorraine,  
Léonard, Matthew, Peter,  
Yannick et Kiri,  
ses neveux et nièces,

Hélène Lagrange  
et Delphine Rateau,  
ses belles-sœurs,

ont l'immense tristesse  
de vous faire part du décès de

**François CHABOUD**

survenu le 5 juin 2024, à Paris,  
à l'âge de 57 ans.

La cérémonie religieuse  
sera célébrée  
le vendredi 21 juin, à 14 h 30,  
en l'église Saint-Léon,  
1, place du Cardinal-Amette,  
Paris (15<sup>e</sup>).

Margaux et Mathieu Chenoun,  
Héloïse Lejeune  
et Barthélémy Gentin,  
Ingrid et Adrien  
Gentin-Delage,  
ses enfants,

Aurèle et Adélaïde Chenoun,  
ses petits-enfants,

Daniel Gentin,  
son père,

Valérie et Frank Gentin,  
Corinne et Sylvain Gentin,  
Marie-Christine et Philippe (†)  
Marmin,  
Geneviève et Xavier Marmin,  
Caroline et Bruno Marmin,  
ses frères, beaux-frères  
et belles-sœurs,  
leurs enfants et petits-enfants,

les familles Gentin et Marmin

ont la tristesse  
de vous faire part du décès du

**docteur Benoit GENTIN**

le 17 juin 2024, à Nantes.

La cérémonie religieuse  
sera célébrée en l'église du  
Sacré-Cœur de l'Herbaultière,  
M. et Mme Cochin, l'île,  
le vendredi 21 juin, à 14 h 30.

A l'issue de la cérémonie,  
Benoît sera inhumé aux côtés  
de son épouse,  
**Bénédicte Marmin**  
(1964-2021).

barthelemygentin@orange.fr

M. et Mme Xavier  
de Gérard de Langalerie,  
M. et Mme Cochin,  
M. et Mme Paul Delpit,  
leurs enfants et petits-enfants

ont la tristesse de faire part  
du rappel à Dieu de

**Mme André  
de GÉRAULT de LANGALERIE**  
née Marthe de Vallois,

à Baugé-en-Anjou,  
le 15 juin 2024.

La cérémonie religieuse  
sera célébrée  
le vendredi 21 juin, à 10 heures,  
en l'église Sainte-Colombe  
de La Flèche (Sarthe).

L'inhumation aura lieu  
vers 15 heures, au cimetière  
d'Avrillé (Maine-et-Loire),  
dans le caveau familial.

Son épouse Jeanine,  
ses enfants,  
Éric et Aurore,

et ses petits-enfants,  
Philippe, Juliette, Lucille,  
Adam, Amélie et Richard,

ont la profonde douleur  
de vous faire part du décès de

**Jacques LECLERCQ**  
1942-2024,

survenu le 17 juin 2024.

L'inhumation, précédée  
d'une courte cérémonie,  
aura lieu  
ce jeudi 20 juin, à 15 h 15,  
au cimetière du Montparnasse,  
3, boulevard Edgar-Quinet,  
Paris (14<sup>e</sup>).

Virginie et Carl Husum,  
Bénédicte et Lolo (†) Tournay,  
Diane et Olivier Sulzer,  
ses enfants,  
Charles-Éric, Amaury,  
Anne-France et Léopold,  
Domitille, Louis,  
Mathilde, Jean, Pierre,  
ses petits-enfants,  
Côme, son arrière-petit-fils,  
Mme Lydie Bouquin,  
sa sœur,

ont la tristesse  
de faire part du décès de

**Mme Francine LEVASSEUR**

le 17 juin 2024, à l'âge de 85 ans.

La cérémonie religieuse  
sera célébrée en l'église  
de Saint-Crépin-Ibouvillers  
(Oise), le vendredi 21 juin,  
à 15 heures.

Amina Le Divellec,  
son épouse,  
son épouse et petits-enfants  
ont la tristesse  
de vous faire part  
du rappel à Dieu de

**Jacques LE DIVELLEC**  
commandeur  
de la Légion d'honneur,  
le 13 juin 2024,  
dans sa 92<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse  
aura lieu en l'église  
Saint-Pierre-du-Gros-Cailloou,  
à Paris (7<sup>e</sup>),  
ce jeudi 20 juin, à 14 h 30.

L'inhumation se tiendra au  
cimetière de Port-des-Barques  
(Charente-Maritime),  
le vendredi 21 juin, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Lyon. Loisy (Saône-et-Loire).

Son épouse,  
André Meunier,  
née Pegon,

ses deux fils,  
Hugues et Yves,  
ses deux petits-enfants,  
Marc et Marlène,  
ainsi que toute sa famille  
et ses amis

ont la tristesse  
de vous faire part du décès de

**Marc MEUNIER**  
colonel de réserve,  
chevalier  
de l'ordre national du Mérite,

qui nous a quittés  
à l'aube de ses 97 ans.

La cérémonie religieuse  
sera célébrée  
le lundi 24 juin 2024,  
à 10 heures, en l'église  
Saint-Martin de Loisy,  
suivie de l'inhumation  
au cimetière  
de Tassin-la-Demi-Lune.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Téhéran. Londres. Zellik.  
Bruges. Ostende. Los Angeles.  
Orlando. Gentilly. Gesvres.  
Saint-Germain-sur-Ille.

Parvin, Agnès, Manoucher,  
Darius, Yvonne,

ses autres neveux et nièces,  
ses petits-neveux  
et petites-nièces

et toute la famille

font part du décès de

**Shapour MOHTASHAMI**

survenu le 16 juin 2024,  
dans sa 88<sup>e</sup> année.

Une cérémonie d'adieu aura  
lieu le lundi 24 juin, à 13 h 30,  
à la maison mortuaire  
de l'hôpital Paul-Brousse,  
12-14, rue  
Paul-Vaillant-Couturier,  
à Villejuif (Val-de-Marne).

La famille remercie  
toutes les personnes  
qui s'associeront à sa peine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ses neveux,  
Laurent et Sylvain Coenca,  
leurs épouses,  
Brigitte et Marie Coenca,  
leurs enfants,  
David, Jonathan et Mickaël,  
et toute sa famille

ont la tristesse  
de faire part du décès de

**Mme Cécile PETITGRAND**  
née Hermalin,

le 15 juin 2024,  
à l'âge de 101 ans.

Les obsèques auront lieu  
ce jeudi 20 juin, à 15 h 15,  
au cimetière parisien  
de Bagneux (Hauts-de-Seine).

Moncontour (Côtes-d'Armor).

M. et Mme Jacques Dutreil,  
le capitaine de frégate (h.)  
et Mme Jean-François  
Montanié,  
M. et Mme  
Emmanuel Montanié,  
ses enfants,

ses petits-enfants  
et arrière-petits-enfants,

Mme Louis Estève,  
le capitaine de vaisseau (h.)  
Jean-Pierre Montanié,  
Mme Henri Montanié,  
le contre-amiral (2S) et Mme  
Benoît Montanié,  
ses belles-sœurs  
et beaux-frères,  
ses neveux et nièces

ont la tristesse  
de faire part du décès de

**Michèle MONTANIÉ**  
née Lejay,

survenu le 16 juin 2024.

La cérémonie religieuse  
sera célébrée  
en la chapelle de Gléon,  
à Villesèques-des-Corbières  
(Aube),  
le lundi 24 juin, à 16 heures,  
suivie de l'inhumation  
au cimetière familial.

Paris.  
Mme Hélène Dolfi,  
sa sœur,  
M. Robert Touboul,  
son frère,  
et leurs familles

ont la douleur  
de faire part du décès de

**M. René TOUBOUL**

survenu le 15 juin 2024,  
à l'âge de 77 ans.

Les obsèques ont eu lieu  
au cimetière du Montparnasse,  
à Paris (14<sup>e</sup>),  
le lundi 17 juin 2024.

M. Christopher Zieseniss,  
M. Peter Zieseniss,  
Mme Caroline Beatty-Moy,  
ses fils et sa fille,

Mme Patricia Zieseniss Bagot,  
M. Eric Bagot,  
sa sœur et son beau-frère,

Martha, Margaux,  
Karl, Chloé et Liam,  
ses petits-enfants,

ont l'immense tristesse  
de faire part du décès de

**Hubert ZIESENISS**  
chevalier  
de la Légion d'honneur,

survenu le 4 juin 2024,  
à l'âge de 83 ans.

La cérémonie religieuse  
sera célébrée en l'église  
de Choisel (Yvelines),  
ce jeudi 20 juin, à 15 heures.

souvenirs

Paris.

**Olivier Henri BONNEROT**

décédait le 20 juin 2023.

In memoriam.

Le 24 avril 2024.

**André LESCAILLIER**

nous quittait.

Il aurait eu 97 ans aujourd'hui.

Ses nombreux amis français  
et étrangers le gardent  
dans leur cœur.

En vente  
vendredi 21  
et samedi 22 juin  
avec votre Figaro



En couverture  
Nouveau Front populaire :  
le risque du pire

Culture  
Notre guide des festivals  
pour un été intelligent

Tourisme  
La Barbade, une île  
tout feu tout sucre



Collector MOHTASHAMI  
Allez,  
les Jeux !

Interview olympique  
Teddy Riner  
& Marie-José Pérec

Rêves d'or  
Notre portfolio exclusif  
signé Anton Corbijn

Les éditions du Figaro



Le Figaro Hors-Série :  
Pagnol

En vente actuellement

En vente chez votre marchand de journaux  
et sur [www.figarostore.fr](http://www.figarostore.fr)



LE FIGARO  
le carnet du jour  
MARIAGE  
Annoncez-le dans le Carnet du Jour  
Téléphone : 01 56 52 27 27  
carnetdujour@media.figaro.fr  
LEFIGARO.FR/CARNETDUJOUR





Des jeunes qui pratiquent l'urbex explorent un ancien sanatorium abandonné, à Gelos, dans le Béarn, en décembre 2021.

QUENTIN TOPIQUENTIN / IOPHANS / LUCAS

# L'urbex, cette aventure qui ne tient pas compte des propriétés privées



PAR  
**Madeleine Meteyer**

Is en parlent comme d'un visage. La maison des J. - en fait un château - est « très particulière, avec des traits reconnaissables ». Des bouquets de fleurs séchées. Un piano. Un escalier magistral. Depuis 2011, elle est inhabitée, une histoire d'indivision, les enfants sont brouillés. Fin 2023, un expert « qui la connaît bien » en voit passer des photos sur les réseaux sociaux et informe la famille. Alexis J., jeune séminariste, fouille internet pour comprendre d'où viennent les images. Il tombe alors « sur une autre photo de la maison, puis des vidéos... » Puis d'autres vidéos. Au total, les J. en comptent quinze sur YouTube. Des inconnus y commentent l'agencement d'une chambre, des portraits de famille, s'y adonnent à des rituels de spiritisme. « Ils ont appelé des fantômes dans la chambre de mes grands-parents », s'étrangle Alexis J.

« C'est du vandalisme », fustige sa tante, Françoise J., qui a appris avec stupeur qu'on pourrait lui répondre : « Non, Madame, c'est de l'urbex. » L'exploration illégale mais tolérée d'usines désaffectées, de maisons abandonnées. Ou réputées telles, s'indignent des familles avec lesquelles *Le Figaro* a pu s'entretenir. Qui tiennent à rappeler qu'en dépit des vols clos, de la poussière, elles restent les propriétaires de l'endroit. Que de telles intrusions relèvent de la violation de domicile mais peuvent aussi heurter leurs souvenirs intimes. Et mettre les visiteurs en danger. En mai, une « urbexeuse » de 17 ans est décédée en chutant d'une ancienne usine en Auvergne.

À Trébons, village des Hautes-Pyrénées célèbre pour son oignon, se trouve une maison étonnante. Immense, en gravier, construite et pas finie par Nicolas Katkoff, un médecin du coin. Pendant l'été 2022, l'homme est mort, et sa fille, Catherine, 38 ans, a hérité de l'endroit. Comme les J., elle a découvert l'urbex depuis l'inconfortable place de la propriétaire. Déposer des plaintes contre X est devenu une habitude. Pratiquée avec flegme, d'ailleurs. Car Catherine comprend que la maison de son père, un franc-maçon notoire, « attire » par son étrangeté. « Je déposais plainte pour me protéger au cas où l'un des urbexeurs se blesserait. » Un dimanche de 2022, la gendarme de Bagnères-de-Bigorre la convoque et Catherine suppose une nouvelle intrusion. Le sous-officier qui la reçoit lui apprend en effet que, dans la nuit, deux urbexeurs, Jo Urbex et Adrien Urbex, 400 000 et 200 000 abonnés sur YouTube, se sont rendus chez elle.

Quand elle demande à porter plainte, le gendarme répond qu'il aimerait d'abord lui poser des questions. Catherine pense alors, un peu gênée, au geste qu'elle a accompli trois semaines plus tôt : la dispersion des cendres de son père au sous-sol de la maison. Garder des cendres chez soi est interdit depuis 2008, le gendarme veut sans doute le lui faire remarquer. Mais non. Ce n'est pas ça. Le militaire lui présente « un

L'intrusion d'explorateurs dans des propriétés qu'ils estiment abandonnées met leurs propriétaires dans l'embarras. Ils craignent le squat, les vols et le vandalisme, dont il est très difficile de se prémunir.

squelette quasiment entier ». Stupéfaite, elle a le réflexe de plaisanter. « Je lui ai dit qu'à ma connaissance, tous mes anciens amants étaient encore en vie. » Le gendarme reste stoïque. Catherine se reprend, demande s'il y a des trous au bout des os. Si oui, précise-t-elle, c'est un squelette de médecine, « à l'époque des études de mon père, c'étaient de vrais os ». Il y a des trous au bout. La méfiance se dissipe. Mais le gendarme l'informe que les urbexeurs, eux, « ne vont pas en rester là ».

La vidéo que Jo Urbex et Adrien Urbex ont tournée chez Catherine Katkoff, diffusée le 25 novembre 2022, peu après sa convocation à la brigade, s'appelle *J'ai filmé des choses atroces dans ce temple*. Elle montre Jo Urbex et Adrien Urbex, la trentaine, l'un trapu, l'autre fin, pénétrer dans la bâtisse via un trou dans un mur. Un troisième homme les accompagne. C'est la nuit. Munis de lampes frontales, ils se promènent dans de gigantesques cavités en pierre, ce que Catherine Katkoff appelle le sous-sol. Manifestement très émus, ils se filment en train de découvrir un bâton de sauge brûlé, des inscriptions maçonniques, un cercle de poussière blanche au sol... « On dirait des couteaux de sacrifice », s'effare Jo Urbex au-dessus d'une kyrielle d'ustensiles. Quand on les voit découvrir le squelette comme pour la première fois, ils ont déjà prévenu les gendarmes - les brigadiers circulent en arrière-plan.

Après la diffusion de la vidéo, attirés par les JT et BFM TV qui ont repris l'information, les amateurs de bizarre convergent vers Trébons. Catherine Katkoff est désespérée. « Un va-et-vient incessant a commencé. C'était tous les jours des intrusions. Une fois, je me suis approchée d'une dame pour lui dire de partir et elle m'a répondu : "Vous savez ce qu'il s'est passé dans cette maison ?" À l'époque, Catherine a déjà écrit aux youtubeurs, qui n'ont pas répondu. « Je leur ai dit qu'il y avait une propriétaire, que c'était un squelette de médecine. Je sais qu'ils ont vu mes messages. Ils les ont commentés dans leurs vidéos. »

Dans une interview accordée au *Parisien*, diffusée le 2 décembre 2022, après les SMS donc, Jo Urbex ra-

conte l'exploration de la maison de Catherine comme s'il n'avait jamais eu vent des démentis. Il raconte avoir prévenu les gendarmes par crainte d'un « trafic d'os humains ». Incapable de faire taire les rumeurs, Catherine Katkoff contacte un avocat, M<sup>e</sup> Tristan Souldard. Ensemble, ils déposent « une dizaine de plaintes car les gens revenaient tout le temps malgré l'installation d'une pancarte avec écrit "Ceci n'est pas une maison abandonnée, il y a des biens de valeur" », se souvient l'homme de loi, malgré la chaîne installée par la gendarmerie... « Il y avait plusieurs chefs d'infraction : vol de documents, atteinte à l'intimité de la vie privée, violation de la propriété privée... »

En 2023, le parquet de Tarbes a classé toutes les plaintes. Motif ? « Auteur inconnu, puisque rien ne permet d'imputer aux personnes contrôlées les dégradations ou les vols dénoncés par la victime », précise la juridiction au *Figaro*. La violation de la propriété privée n'a pas été retenue alors que, rapporte un gendarme de la brigade, « les gars qui se sont introduits ont vu leurs identités relevées ». Catherine Katkoff estime avoir été « balayée » par la justice. Pour décourager les importuns, elle a depuis collé un mot sur la porte de la maison. « Avec une adresse mail où ceux qui veulent visiter peuvent m'écrire. Je n'ai eu que quatre réponses et beaucoup plus d'intrusions. Je ne sais pas si ce sont des urbexeurs mais si oui, ils ne respectent pas leur propre code de déontologie. » Parce qu'ils cassent. Des fenêtres, des chaînes. Or chez les urbexeurs, on ne casse pas. On entre si c'est ouvert.

**« C'est la façon d'entrer et pas le fait d'entrer qui caractérise la violation de domicile »**

M<sup>e</sup> Mathieu Masse Avocat

Cette règle fait partie du cadre informel de la pratique. Lequel empêche les néoexplorateurs d'être poursuivis. Car « c'est la façon d'entrer et pas le fait d'entrer qui caractérise la violation de domicile », explique l'avocat Mathieu Masse. L'article 226-4 du code pénal dispose que l'introduction dans le domicile d'autrui à l'aide de manœuvres, menaces, voies de fait ou contraindres, hors les cas où la loi le permet, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. Rien n'interdit en revanche d'entrer dans une maison ouverte, de s'y promener même. « C'est pour ça », explique l'avocat, « que les urbexeurs n'ont pas d'autres choix que de prétendre s'être introduits parce qu'il y avait un trou ou qu'une fenêtre battait au vent. » Les urbexeurs sont aussi tenus de taire les adresses. Ceux qui, sur les groupes Facebook, en demandent comme on se fait suggérer un bistrot se font sèchement rabrouer. « Ça ne marche pas comme ça », s'agace Lucas, 21 ans, urbexeur depuis trois ans. Les maisons abandonnées peuvent être remplies de mobiliers. J'ai vu plein d'endroits se vider au fur et à mesure de mes visites. Si on prend des photos, on ne montre pas les façades. » Pourtant, secret de Polichinelle, plusieurs sites vendent, et à très bas prix, des coordonnées qui permettent au minimum de repérer une zone dans laquelle fouiller. Là encore, c'est illégal.

« Quand ils diffusent des coordonnées GPS des logements via des sites hébergés à Malte, ils commettent une infraction qui existe depuis l'assassinat de Samuel Paty : la diffusion d'informations permettant de commettre un crime et/ou un délit », précise M<sup>e</sup> Masse. Toujours pour « protéger » les lieux, qu'ils estiment traiter mieux que leurs propriétaires, les urbexeurs utilisent des surnoms. « C'est aussi une façon de conserver l'un des charmes de l'urbex : la découverte. » Sur internet, la maison des J. est appelée « le château au piano ». Un sobriquet qui ne l'a pas préservée de très nombreuses visites. Comme celle de Julien D. avec lequel *Le Figaro* s'est entretenu. Dans la « vraie vie », l'homme effectue des sondages. Sur YouTube, il est un « enquêteur du paranormal ». Il convoque les esprits dans des lieux désertés. Ses vidéos, très longues, où les esprits se font beaucoup attendre, sont regardées par quelques milliers de personnes. Dans celle tournée chez les J., et qu'il s'est abstenu de diffuser en intégralité, une voix off déclame, lyrique : « Jadis témoin de festivités flamboyantes et de secrets bien gardés, ces murailles se dressent désormais comme des sentinelles solitaires... »

Interrogé sur ce que pourraient ressentir les J. en voyant apparaître à l'écran des photos de leurs ancêtres, autre pratique réprouvée par l'urbex puriste, Julien D. se défend. Il explique que c'est « Disneyland, là-bas », que c'était ouvert quand lui est arrivé. Certains commentateurs lui parlent « d'irrespect » ? Il répond « en le partageant, on sauvegarde ce passé ». Quand les propriétaires, eux, le laisseraient tomber. À propos de la maison des J., il a cette réflexion : « Je pense qu'ils attendent que l'endroit brûle. Pour faire jouer l'assurance. » Françoise J. secoue la tête. « On n'a pas abandonné la maison. On essaie d'y passer, pour tondre... Elle était cadennaise... » En mai, la famille a porté plainte contre plusieurs personnes faciles à trouver en quelques clics. Ils doutent d'obtenir gain de cause. De toute façon, « le mal est fait », les images ont tourné.

Jo Urbex, à l'origine de la vidéo tournée chez Catherine Katkoff, 521 000 abonnés maintenant contre 400 000 à l'époque, admet qu'une propriété « tombée dans l'urbex » en « sort difficilement ». Après s'être fait dérober plusieurs caméras de chasse, Catherine Katkoff s'est résolue à proposer aux militaires de se servir de la maison comme terrain d'entraînement - ce qu'ils ont accepté. Cette occupation à temps partiel n'empêche pas les intrusions la nuit. Elle continue de porter plainte. Quand on demande aux urbexeurs comment les propriétaires peuvent marquer leur territoire, ils répondent en chœur « en entretenant ». En montrant qu'ils sont là. Jo Urbex assure aussi avoir supprimé une dizaine de vidéos déjà diffusées après s'être fait contacter par les héritiers. S'il a laissé celle du temple maçonnique, c'est parce qu'il a été accusé de l'avoir « falsifiée ». « C'est faux mais si je la retire... » on croira que c'est vrai.

Depuis quelques mois, Jo Urbex aime moins qu'avant explorer des maisons. L'histoire avec Catherine Katkoff l'a échaudée. « Maintenant, ça me fait bizarre de rentrer dans l'intimité des gens. Je préfère faire des lieux publics, les écoles abandonnées. » Là, il court moins le risque de « heurter ». ■

# «S'il arrive au pouvoir, le principal danger pour le RN est de devenir une nouvelle UMP»

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**Alexandre Devecchio**

LE FIGARO. - Depuis la dissolution surprise d'Emmanuel Macron, votre ancienne famille politique se déchire violemment sur la question des alliances avec le RN.

Comment en est-elle arrivée là ?

HENRI GUAINO. - Au fil des ans, LR avait cessé d'être une famille politique pour n'être plus, dans une société en crise fracturée de toutes parts, qu'un parti tiraillé entre des tendances contraires. L'issue était inéluctable : un jour, les tensions seraient trop fortes et éclateraient au grand jour. Nous y voilà. Mais la disparition des familles politiques est un phénomène général. Toutes les grandes forces politiques, Renaissance, Rassemblement national, LFI, ne sont plus que des partis en forme d'entreprises unipersonnelles dont la logique d'action est devenue purement sociologique, avec une longueur d'avance pour le RN. Les vieux partis de gouvernement, LR et le PS, eux, n'ont plus de chefs, de Chirac, de Sarkozy, de Mitterrand, pour en maintenir, temporairement au moins, l'unité. Mais, faute d'être de véritables familles politiques, les partis, aujourd'hui puissants, n'échapperont pas non plus à ce destin une fois que leurs leaders se seront retirés de la scène.

Est-ce la fin de LR ?

Soit ce qui reste de LR redevient gaulliste, soit il disparaîtra totalement. C'est le sort d'un parti qui, ne s'identifiant plus à une famille de pensée n'a plus d'identité et n'a pas de chef pour masquer ce manque. Ni pour les électeurs, qui n'arrivent plus à trouver une réponse à la question « Qui sont-ils ? », ni pour les élus et les militants qui n'arrivent plus à répondre à la question « Qui sommes-nous ? ». La « droite républicaine » tient plus du slogan qui cache mal un manque que de la définition d'une identité. Y a-t-il une droite non républicaine ? Et qu'est-ce que la droite ? Tout ce qui n'est pas la gauche ou le centre ? Mais Les Républicains sont issus de l'UMP, le grand parti de la droite et du centre. Et la droite, quelle droite ? L'orléaniste ou la réactionnaire, la libérale ou l'autoritaire ? Celle de l'argent ou celle de la tradition ? À quelle histoire, à quel héritage se rattache la « droite républicaine » ? Se définit-elle seulement comme un parti de gouvernement ? Par l'appartenance au « cercle de la raison » ? Mais tous les gouvernements depuis le tournant socialiste de la rigueur en 1983 ont revendiqué d'y appartenir...

Existe-t-il deux droites irréconciliables ?

Elles sont toutes difficilement conciliables sur le plan idéologique, quand elles ont encore une idéologie : depuis toujours, sur le fond, la droite libérale et orléaniste est inconciliable avec la droite de tradition, qui sont toutes les deux inconciliables avec la droite gaulliste ou bonapartiste, qui, en réalité, n'est pas de droite. Et, dans l'état actuel de la société et du monde, les divergences autour de l'idée que l'on se fait de l'homme, de la société, de l'État, de la nation, de ce que doit être le rôle de la politique et de ce qu'elle peut, rendent les positions encore plus difficilement conciliables.

Et la droite RN serait-elle inconciliable avec toutes les autres droites ?

Mme Le Pen résume cette qualification, et le noyau dur sociologique populaire de son socle électoral ne s'y reconnaît pas. Le RN a siphonné électoralement la base populaire du parti communiste et du RPR. Le principal danger pour lui n'est peut-être pas, comme le redoutent certains, dans un retour, à mes yeux improbable, aux sources idéologiques du Front nation-

nal, mais, à l'approche ou dans l'exercice du pouvoir, de devenir à son tour une sorte d'UMP nouvelle manière, après l'UMP façon Macron, qui finirait par se rallier, comme le parti socialiste à partir de 1983 et le RPR se muant en UMP, à la doctrine de la seule politique possible, se condamnant au même sort que ces derniers en perdant sa base populaire. Mais alors, où irait se réfugier la colère de cette dernière contre des politiques qui l'écrasent ?

De quand date finalement le déclin

de votre famille politique : du débat sur le traité de Maastricht, de la création de l'UMP ?

Du moment où est devenue dominante l'influence de ceux qui trouvaient le gaullisme ringard et un parti de notables plus convenable et plus docile qu'un parti de masse avec une large base populaire. Le oui à Maastricht qui a fracturé le RPR fut leur première victoire. Avec la création de l'UMP, ils ont gagné la guerre interne contre les gaullistes et ont quasiment fait disparaître de la scène politique non seulement la famille de pensée gaulliste, mais

**«Au contraire du RPR, le RN cherche à se couper de sa matrice historique originelle : d'un côté le culte du père, de l'autre, le meurtre du père. Cela change beaucoup de choses»**

aussi les familles libérales, démocrate-chrétienne et celle du Parti radical. L'ironie de l'histoire est que cette liquidation de la famille gaulliste a été opérée par des gens soi-disant très intelligents à l'orée d'une époque où, au regard de l'état du monde, le besoin d'une pensée gaulliste et d'une attitude gaullienne allaient se faire sentir avec de plus en plus d'insistance, au point où, comme je l'ai écrit, de plus en plus de gens mettent le nom de De Gaulle sur tout ce qui leur manque en ces temps troublés. Plus une intuition, certes, que des leçons précises tirées d'une histoire que peu de Français connaissent dans ses détails, mais quand même...

La crise politique actuelle n'est-elle pas une conséquence lointaine de la ratification du traité de Lisbonne ?

La ratification du traité de Lisbonne a été vécue par beaucoup de Français comme un déni de démocratie, c'est un fait, bien qu'elle ait été annoncée par Nicolas Sarkozy lors de sa campagne présidentielle. Mais il faut en finir avec un double mensonge : le traité de Lisbonne n'est pas la Constitution européenne qui serait revenue par la fenêtre après avoir été sortie par la porte, et le rejet de la Constitution européenne n'effaçait pas l'Acte unique ni le traité de Maastricht, qui a été le vrai moment de bascule de la construction européenne. L'Europe de l'Acte unique et de Maastricht a été le cheval de Troie de ce qu'il y a de plus délétaire dans la mondialisation et le carcan qui a conduit toutes les politiques à se ressembler par-delà toutes les alternances démocratiques, carcan qui, s'il n'est pas assoupli, va nous conduire à la pire crise de la démocratie depuis les années 1930. La Constitution européenne, on va la voir revenir pour de vrai, et en pire, avec les réformes institutionnelles que préparent le Parlement européen et la Commission.

Le Parti d'Éric Zemmour, Reconquête, a également imposé... Comment l'expliquez-vous ?

L'union de tout ce qui n'est pas la gauche ne peut se faire que par les électeurs autour du parti qui atteint une masse critique électorale suffisante pour apparaître à ces électeurs comme le vote utile contre ce dont ils ne veulent absolument pas. Reconquête, pour lequel, comme pour LR, la question sociale était un angle mort, reposait sur un socle sociologique et idéologique trop étroit pour atteindre cette taille critique, il a été vidé par le vote utile. Et, lorsqu'un parti s'affaiblit, sonne l'heure des trahisons.

Il y a des points communs entre le nouveau RN et le RPR : une forme de scepticisme à l'égard de l'Union européenne, une dimension sociale et populaire. En quoi le RN est-il si différent du RPR que vous avez connu ?

Il est certain que le RN occupe aujourd'hui une bonne partie de l'espace politique abandonné par l'UMP. Cela n'en fait pas pour autant un parti gaulliste. Il ne vous a pas échappé que la famille gaulliste, telle que je l'ai connue, était soudée autour d'une histoire commune incarnée par des hommes et des femmes qui avaient fait l'histoire, cette histoire qui allait du 18 Juin jusqu'à la lutte contre les tueurs de l'OAS, de la France libre et des maquis de la Résistance à la reconstruction d'un État digne de ce nom, en passant par la Libération et le programme du Conseil national de la Résistance. Les gaullistes avaient fait la sécurité sociale, le plan, l'aménagement du territoire, la Ve République. Une histoire qui n'avait pas accouché d'un catéchisme mais dont chaque gaulliste tirait des leçons pour le présent. Et quand Malraux proclamait : « Nous ne sommes pas la droite, parce que nous avons mis en œuvre le programme social le plus ambitieux depuis le Front populaire », quand Pasqua disait : « Si être pour l'autorité, c'est être de droite, je suis de droite ;

si être pour la justice sociale, c'est être de gauche, je suis de gauche », quand Chaban parlait de la « nouvelle société », quand Séguin parlait de la République, cela entraînait en résonance avec une histoire. Le RN, comme LFI, comme Renaissance, n'est pas une famille politique profondément ancrée dans une histoire comme le fut le RPR avant qu'il ne soit détruit de l'intérieur, ou jadis le parti communiste ou la SFIO du temps de Léon Blum. Au contraire du RPR, le RN cherche à se couper de sa matrice historique originelle : d'un côté, le culte du père ; de l'autre, le meurtre du père. Cela change beaucoup de choses. Mais c'est à l'épreuve du pouvoir, et non dans les discours de campagne et les programmes, que nous verrons à quel point. Nous verrons bien.

La dissolution nous a empêchés d'analyser les résultats des européennes. Que révèlent-ils ?

Que beaucoup de Français ont trouvé l'instrument de leur colère, que cette colère est profonde, que c'est la colère de ceux qu'une partie de la France d'en haut appelle avec une affreuse condescendance « les petits Blancs » et qui ne veulent plus être oubliés, méprisés, marginalisés économiquement, socialement, culturellement, qui en ont assez de souffrir, qui ne veulent plus être gouvernés comme ils l'ont été lors de la réforme des retraites. C'est une réplique politique en grand des « gilets jaunes » : on n'a jamais vu un scrutin où un parti à lui tout seul arrive en tête dans 93 % des communes. Ce serait une folie de ne pas la prendre au sérieux. Ce n'est pas propre à la France, cette révolte du « petit Blanc » qui se sent mal et méprisé par ceux qui décident pour lui. Il y a quelques jours, le très sérieux *The Economist* s'alarmait qu'il soit occulté dans la campagne législative en cours au Royaume-Uni. Et regardez les États-Unis...

Depuis de longs mois, vous mettez en garde contre la montée de la violence. Ce danger est-il plus que jamais présent ?

Encore une fois, toute société trop divisée finit toujours par essayer de se réunifier par la violence. La France ne se droïtise pas, elle se radicalise et elle se polarise autour de deux blocs qui ont de plus en plus envie d'en découdre, et pas seulement dans les urnes, avec un bloc central qui, au fur et à mesure qu'il s'affaiblit, joue de plus en plus en plus avec la politique du « diviser pour régner », qui est la pire de toutes. Dans les circonstances actuelles, la dissolution, loin d'apaiser et de clarifier, agit, on le voit, comme un accélérateur de la radicalisation de la société et de la montée vers la violence.

**«Cette dissolution, loin d'offrir une issue démocratique à la crise profonde que traverse notre société, ouvre un peu plus en grand une porte sur la violence et le chaos que les institutions pourraient avoir bien du mal à maîtriser»**

Que vous inspire l'alliance nouée par la gauche ? LFI souffle-t-il sur les braises ?

Elle ne fait que refléter l'état de notre société rongée par les peurs, les frustrations et les colères où chacun fait de l'autre le bouc émissaire de son malheur, où l'adversaire devient l'ennemi. Elle montre que, dans l'engrenage de la violence, chacun finit toujours par faire ce qu'il avait toujours exclu de faire et finit toujours par contribuer au pire.

Dès lors, comment éviter la guerre civile ?

Cela dépendra, pour l'essentiel, de la capacité à assouplir le carcan juridique, économique, intellectuel qui amène tous les gouvernements, quelles que soient leurs promesses électorales et même leurs convictions, à faire tous à peu près la même politique, en tout cas perçue comme telle, qui fait souffrir une partie croissante de la société qui n'en peut plus et qui finira par chercher la solution en dehors des urnes. Il nous faut cesser de croire que ce qui est arrivé aux générations d'avant ne peut plus nous arriver.

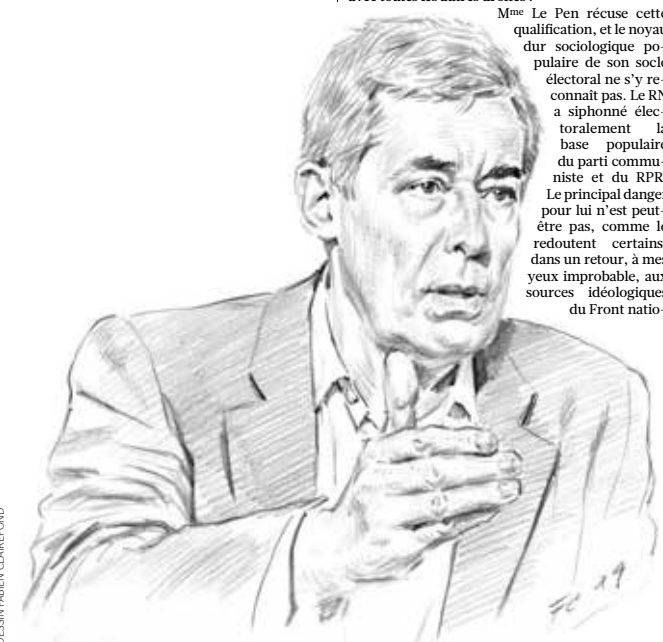
La fracture démocratique a été aggravée par l'alignement du centre gauche et du centre droit sur les politiques européennes. Faut-il voir l'arrivée probable du RN au pouvoir comme une soupe de décompression ?

Quel que soit le résultat de ces législatives, elles se feront, dans les circonstances actuelles, le climat de fièvre et quinze jours de campagne, un rendez-vous démocratique manqué, comme le fut d'ailleurs celui de la présidentielle de 2022 dont nous payons toujours les conséquences. Dans ce climat, dans le contexte institutionnel, le RN est-il bien placé pour assouplir raisonnablement le carcan ? Le voudra-t-il ? Le pourra-t-il ? L'histoire le dira. Mais cette dissolution, loin d'offrir une issue démocratique à la crise profonde que traverse notre société, ouvre un peu plus en grand une porte sur la violence et le chaos que les institutions pourraient avoir bien du mal à maîtriser. J'espère que l'histoire me donnera tort. ■

\* Dernier livre paru : « À la septième fois, les murailles tombèrent » (Éditions du Rocher, 2023).

## HENRI GUAINO

GRAND ENTRETIEN - Si le RN a conquis une partie de l'espace politique occupé jadis par le RPR, cela n'en fera jamais un parti gaulliste, analyse l'ancien conseiller spécial de Nicolas Sarkozy\*, qui alerte sur le risque pour le parti de Marine Le Pen de décevoir sa base en cas d'arrivée au pouvoir.





# Le pire serait une victoire du Nouveau Front populaire



CHRONIQUE  
Luc Ferry

Entre au pouvoir, victoire des extrêmes ! C'était prévisible. Les LR commencent-ils enfin à comprendre combien leur refus d'une alliance avec Emmanuel Macron alors qu'il avait perdu la majorité à l'Assemblée nationale était suicidaire ? L'accord passé en catimini par Éric Ciotti avec Jordan Bardella était inacceptable pour les fidèles de la « jurisprudence Chirac », mais ont-ils bien mesuré le risque qu'une victoire du Nouveau Front populaire, qui inclut désormais le NPA, ferait courir à la France ? « Ni Nupes, ni RN », d'accord, mais alors quoi ? Hara-kiri ? Place ouverte à un gouvernement LFI-NPA avec, pourquoi pas et tant qu'on y est, Sandrine Rousseau à la Dé-croissance, Rima Hassan aux Affaires étrangères, un fiché S à l'Intérieur, Poutou au Commerce, Besancenot aux Finances, Olivier Faure à l'Éducation et Quatennens à l'Égalité hommes/femmes ? Je plaisante à peine.

Selon l'Ifop, 92 % des personnes de confession juive considèrent que LFI fait monter l'antisémitisme : est-ce anecdotique ? Fort heureusement, quelques personnalités de gauche ont, contrairement à François Hollande et Raphaël Glucksmann, choisi de sauver l'honneur : Bernard Cazeneuve, Manuel Valls, Jérôme Guedj ou Renée Fregosi ont fait savoir combien ce Front populaire était une faute politique et morale qui ne pouvait en outre que bénéficier au RN ! Du côté des intellectuels, Raphaël Enthoven a déclaré que cette union était celle « des carpettes, des rêveurs et des antisémites », les trois qualificatifs renvoyant, pour les carpettes à Olivier Faure, pour les rêveurs à Raphaël Glucksmann (avant qu'il ne se trahisse lui-même), et s'agis-

sant des antisémites, au NPA et à la LFI pour l'ensemble de leur œuvre.

Bien entendu, ces personnalités de gauche ne soutiennent pas pour autant le RN, elles en appellent, comme je le fais depuis des années du côté des LR, à cette coalition qu'Emmanuel Macron aurait évidemment dû mettre en place quitte à dissoudre l'Assemblée en cas d'échec, mais en toute hypothèse seulement après les JO ! Face à la haine d'Israël, à l'adhésion à peine voilée du NPA et de LFI aux atrocités du Hamas, qualifié de « mouvement de résistance », des démocrates ont-ils vraiment eu tort d'annoncer que, en cas de duel entre la Nupes et le RN, ils voteraient pour ce dernier ? François-Xavier Bellamy n'a-t-

**En voulant montrer qu'il était le chef, le président-Narcisse, comme un enfant qui casse ses jouets, a organisé un chaos qui risque tout simplement de le submerger, et nous, hélas, avec lui...**

il pas eu raison d'annoncer qu'il « allait de soi » qu'il choisirait le RN ? Les succès remportés par LFI grâce à ses propos antisionistes ont même convaincu certains intellectuels de gauche d'en faire autant. C'est ainsi qu'Alain Finkelkraut a confié au *Point* que s'il le fallait, il pourrait, fût-ce à contrecœur, voter pour le RN « afin de faire barrage à l'antisémitisme » (sic !). Serge Klarsfeld a dit la même chose, des propos qui auraient semblé sidérants il y a trois ans encore, inimaginables avant le 7 octobre, mais qui enregistrent le

fait que l'antisémitisme est désormais passé d'un extrême à l'autre, un bouleversement sans précédent que, sauf erreur de ma part, aucun observateur n'avait anticipé.

Emmanuel Macron, à propos de l'accord envisagé par Éric Ciotti avec le RN, a cru bon de parler d'un « pacte avec le diable », comme si les 32 % d'électeurs qui ont voté pour la liste conduite par Jordan Bardella n'étaient que des suppôts de Satan, autrement dit des crétins et des salauds. Faut-il lui rappeler qu'il est le président de tous les Français et que la droite nationaliste, souverainiste et populiste représente aujourd'hui plus de 40 % des électeurs ? Pense-t-il sérieusement qu'en les traitant de crapules, il va les convaincre de « revenir à la raison » et de voter pour lui alors qu'il ne fait qu'attiser leur colère ? Et puisqu'il est au pouvoir depuis sept ans, voire depuis douze ans si l'on compte son passage chez François Hollande, pourquoi n'a-t-il jamais songé à s'interroger (autrement qu'en trois phrases lors d'une conférence de presse aussi tardive que répétitive...) sur les responsabilités qui sont les siennes dans la montée des extrêmes ?

Quoi qu'il en soit, la situation qui désormais se profile à l'horizon est plus qu'inquiétante, une crise politique majeure venant percuter l'organisation des JO, l'éventuelle mise en place d'un nouveau gouvernement mi-juillet avec un premier ministre et un ministre de l'Intérieur novices en charge de la sécurité des Français étant tout sauf rassurante. En voulant montrer qu'il était le chef, le président-Narcisse, comme un enfant qui casse ses jouets, a organisé un chaos qui risque tout simplement de le submerger, et nous, hélas, avec lui. ■

# Quand la branche décoloniale de LFI soutient la purge de Mélenchon



ANALYSE  
Eugénie Bastié

Jean-Luc Mélenchon connaît ses classiques. La purge qu'il a menée au sein de son mouvement La France insoumise rappelait les grandes heures du stalinisme, mais aussi celle de la révolution culturelle menée par Mao Tsé-toung. Mis à l'écart par les caciques du Parti communiste chinois, qui lui reprochaient les conséquences économiques désastreuses du Grand Bond en avant, le Grand Timonier avait utilisé la jeunesse fanatisée des Gardes rouges pour se remettre au pouvoir lors de la Révolution culturelle en 1966. De même, le leader vieillissant a fait appel à la jeunesse fanatisée sur Gaza pour l'appuyer dans son épuration.

Lundi, au meeting de Montreuil où François Ruffin condamnait l'attitude de Jean-Luc Mélenchon et prenait parti pour les purgés, la coqueluche des européennes Rima Hassan soutenait Mélenchon publiquement : « L'union ne peut pas tenir avec le poison distillé de la trahison. Pour la génération à laquelle j'appartiens, qui est intransigeante, il n'y a pas de gauche sans lutte antiraciste et décoloniale », affirmait-elle.

Car derrière les querelles d'ego et l'élimination de rivaux, il y a une vraie fracture idéologique qui se joue au sein même de La France insoumise entre les tenants d'une ligne ouvertement communautariste, antisioniste et décoloniale et ceux qui, tout aussi radicaux sur le plan économique (rupture avec le capitalisme, rejet de la social-démocratie), adoptent des positions plus mesurées sur les questions identitaires et sur Gaza.

Trois des purgés, Raquel Garrido, Alexis Corbière, et Hendrik Davi ont pour point commun d'avoir condamné sans ambiguïtés le caractère terroriste du Hamas et d'avoir refusé d'employer le terme de « génocide » pour qualifier ce qui se passe à Gaza, préférant parler de « risque génocidaire ». Corbière avait même osé affirmer : « Le Hamas n'est pas un mouvement de résistance » et refusé d'aller voir le film diffusé à l'Assemblée nationale par Aymeric Caron sur Gaza. « Quand on est élu par le 7 octobre, on est pas immédiatement un génocidaire, comme certains peuvent le dire », avait-il ajouté.

Résultats, les trois frondeurs ont été « grand-remplacés » par des candidats plus en phase avec le tournant islamogauchiste de La France insoumise : la médecin urgentiste Sabrina Ali Benali, qui évoque

sans complexe le « génocide à Gaza » à la place d'Alexis Corbière, Aly Djoura, élué à la mairie de Drancy qui voyait en Raphaël Glucksmann un candidat « sioniste », à la place de Raquel Garrido et Allan Popelard, un éditeur contributeur régulier du *Monde diplomatique* à la place d'Hendrik Davi.

Cerise sur le gâteau, La France insoumise s'est même octroyé le luxe de nommer en Seine-et-Marne Amal Bentoussi, fondatrice du Collectif Urgence, notre police assassine, qui écrivait : « On ne peut pas reprocher à un croyant d'être homophobe si sa religion le lui commande ». On croirait lire la penseuse indigéniste Houria Bouteldja, qui écrivait que l'homophobie dans les banlieues était « une résistance farouche à l'impérialisme occidental et blanc ».

**« Je me refuse à parler de purge. Je préfère la formule de "stratégie post-législatives". Car il s'agit de députés de l'aile droite et ultra-laïcarde de la FI, celle qui est prête à prendre langue avec les ennemis »**

**Houria Bouteldja**  
Fondatrice du Parti des indigènes de la République

Cette dernière avait déjà parlé en 2021 de Jean-Luc Mélenchon comme d'un « *butin de guerre* ». Elle rappelait qu'avant, le leader de gauche « était une espèce de laïcard de dingue ». Aujourd'hui, « il dit des choses qu'il n'aurait jamais dites, il y a quinze ans ». Lors de la campagne des européennes, principalement axée autour de Gaza, la même avait écrit : « La FI force l'admiration », « Dans la séquence, les députés de la FI jouent pleinement leur rôle, voire même le subliment, à tel point que l'émotion nous submerge ». À propos de la purge de Mélenchon, elle déclare : « Je me refuse à parler de purge. Je préfère la formule de "stratégie post-législatives". Car il s'agit de députés de l'aile droite et ultra-laïcarde de la FI, celle qui est prête à prendre langue avec les ennemis (dont Hollande ?) et faire dissidence contre le courant mélenchoniste qui, lui, ne conçoit la rupture qu'en réalisant l'alliance des beaux et des barbares, c'est-à-dire sans

sacrifier l'antiracisme, la lutte contre l'islamophobie et la Palestine. »

Frédéric Lordon, tête pensante du mouvement Nuit debout qui espérait faire la convergence des luttes entre les banlieues, les usines et les universités déclassées des centres-villes, affirme sur son blog du *Monde diplo* que Ruffin incarne la « gauche de droite ». Que peut-il bien être reproché au journaliste anticapitaliste, un des rares élus de La France insoumise à n'être élu ni en banlieue ni dans une métropole ? D'avoir émis des doutes sur la culpabilité de la police dans l'affaire Adama Traoré. Lors d'une rencontre au Havre en 2017, il avait osé déclarer face à Assa Traoré : « *Moi, je crois à l'enquête d'abord. Aujourd'hui, j'ai entendu les propos (d'Assa Traoré) et j'y étais déjà sensible puisque j'ai publié un papier, mais je ne vais pas me positionner avant d'être intimement convaincu.* » Une faute impardonnable pour la nouvelle gauche raciale.

La surmobilisation de l'électorat musulman (qui a participé à 77 % à la dernière élection présidentielle, contre 74 % de moyenne nationale, votant à 69 % pour Jean-Luc Mélenchon) a été la clé du score de Jean-Luc Mélenchon en 2022, de la razzia électorale de La France insoumise dans les banlieues (9 circonscriptions sur 12 en Seine-Saint-Denis, dont plusieurs gagnées à plus de 70 %) et du score supérieur aux européennes de 2019 de la liste LFI aux européennes 2024. Avec ces législatives, le mouvement poursuit sa mue en parti indigéniste.

Le purgé Alexis Corbière est l'auteur d'un ouvrage intitulé *Robespierre, reviens !*. Il y entreprenait de réhabiliter le meneur de la Terreur. Il aurait dû se souvenir qu'à gauche, le sort des guillotins est de finir guillotiné. ■

**le club**  
**LE FIGARO**  
**Idées**  
Ce soir à 22h30 sur  
**Le Figaro TV**, présenté  
par Eugénie Bastié

## LE FIGARO

**Dassault Médias**  
(actionnaire à plus de 95 %)  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris  
**Président-directeur général**  
Charles Edelstenne  
**Administrateurs**  
Thierry Dassault,  
Olivier Costa de Beauregard,  
Benoît Habert,  
Rudi Roussillon

**SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS**  
(société éditrice)  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris

**Président**  
Charles Edelstenne

**Directeur général, directeur de la publication**  
Marc Feuillée

**Directeurs des rédactions**  
Alexis Brézet  
**Directeur délégué de la rédaction**  
Vincent Tremolet de Villers

**Directeurs adjoints de la rédaction**  
Gaëtan de Capelle (Économie),  
Laurence de Charette  
(pole audiovisuel), Anne-Sophie  
von Claer (Style, Art de vivre, F),  
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,  
Photo, Revision, DA),  
Jacques-Olivier Martin (directeur  
de la rédaction du Figaro.fr),  
Étienne de Montety (Figaro  
Littéraire), Bertrand de Saint-  
Vincent (Culture, Télévision),  
Yves Thérard (Enquêtes,  
Opérations spéciales, Sports,  
Sciences).

**Directeur artistique**  
Pierre Bayle  
**Rédacteur en chef**  
Frédéric Picard (web)  
**Directeur délégué du pôle news**  
Bertrand Gie  
**Éditeurs**  
Robert Mergui  
Anne Pican

**FIGAROMÉDIAS**  
23-25, rue de Provence, 75009 Paris  
Tél. : 01 56 52 20 00  
Fax : 01 56 52 23 07

**Président-directeur général**  
Aurore Domont  
**Directeur, administration, rédaction**  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris  
Tél. : 01 57 08 50 00  
direction.redaction@lefigaro.fr

**Impression** L'imprimerie, 79, rue de Roissy  
93250 Tremblay-en-France  
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux  
ISSN 0182-5852  
**Commission paritaire** n° 0426 C 83022  
**Pour vous abonner** Lundi au vendredi de 7h à 18h :  
sam. de 8h à 15h au 01 70 37 31 70 Fax : 01 56 56 70 11.  
Gérez votre abonnement, espace Client : [www.lefigaro.fr/client](http://www.lefigaro.fr/client)  
**Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine**  
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end :  
Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.  
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.  
Ce journal est imprimé sur un papier 100% partiellement issu de forêts gérées durablement.  
sous le numéro FR 0110101. **Eutropisation** : P.P.T. 0,002 kg/tourne de papier.

Ce journal  
se compose de :  
Édition nationale  
16 pages  
Calendrier 16 pages  
Calendrier 2 semaines  
12 pages  
Calendrier 3 semaines  
12 pages  
Supplément littéraire  
8 pages  
Promo Portage  
Région Paris  
diffusion sur une partie  
du territoire national

# Jörg Wuttke : « Xi Jinping établit une économie de guerre »



Propos recueillis par  
**Sébastien Falletti**  
Pékin

Le président émérite de la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine livre un diagnostic sans concession sur l'état de la deuxième économie mondiale alors qu'il quitte Pékin après presque quatre décennies passées dans le pays.



« Si les Chinois veulent vendre chez nous, il faut leur imposer de produire dans l'Union européenne », affirme Jörg Wuttke.

Ce vétéran de la Chine, qui fut aussi représentant du géant allemand de la chimie BASF à Pékin, fait ses valises pour Washington où il rejoindra un cabinet de conseil. Ce fin connaisseur des arcanes du régime pointe les menaces pour l'Europe posées par le virage idéologique imprimé par le président Xi Jinping. Il appelle le Vieux Continent au sursaut.

LE FIGARO. - Les « surcapacités industrielles chinoises » sont-elles une menace ?  
JÖRG WUTTKE. - Les surcapacités sont mauvaises pour l'économie mondiale, mais aussi pour la Chine. Mais elle s'en fiche, tant elle a besoin d'exporter ! La Chine a construit trop d'usines, ses capacités sont énormes. Elle représente 60 %

des capacités industrielles mondiales, mais seulement 14 % de la consommation. L'obsession est de produire à bas coût pour tuer la concurrence, y compris en Chine où elle est sans pitié. In fine, vous faites très peu de profits, et n'investissez pas dans la R & D.

D'où le besoin de la Chine d'exporter...

Le pays a la capacité de produire 50 millions de voitures par an, mais n'en consomme « que » 23 millions et en exporte 5 millions. Donc si le marché européen se ferme, c'est un gros problème. Hormis cinq ou six constructeurs, la plupart perdent beaucoup d'argent.

Une centaine est vouée à la faillite. Le problème est que les entreprises survivent grâce au soutien de l'État, via des subventions et des prêts préférentiels. Elles ne vivent pas selon les règles du marché !

Quel est le moteur de cette fuite en avant ? C'est l'idéologie d'autosuffisance de Xi Jinping : « Ne soyons pas dépendants du monde, mais laissons le monde dépendre de la Chine. » Xi a placé la Chine en compétition directe avec les États-Unis et il est engagé dans une course contre la montre. Plus vite il réduit sa dépendance aux technologies européennes et développe des emplois, plus vite il rend l'Europe dé-

pendante de la Chine. Ses discours évoquent la « puissance », la « lutte ». Il veut établir une économie de guerre. Non pas pour mener un conflit, mais pour développer une économie intérieure robuste, à l'abri des pressions extérieures. Les conséquences pour les autres pays, il ne s'en préoccupe guère.

Vous avez vécu quatre décennies en Chine : quel est le principal changement ?

Je suis arrivé dans les années 1980. À l'époque, le pays était pauvre mais optimiste. Aujourd'hui, la Chine est plus riche mais devient pessimiste. Je laisse un pays gagné par le doute et matraqué par la propagande. Avant, les gens pensaient qu'ils étaient pauvres car ils n'avaient pas les capacités. Aujourd'hui, ils réalisent que c'est le système qui les empêche de devenir riches.

Quelle est l'ampleur du ralentissement chinois ?

La Chine traverse une période de transition délicate. Du fait de la crise immobilière, qui représente un quart de la croissance du PIB, il n'y aura pas de rebond rapide. Même si les ventes au détail ne sont pas si mauvaises, la demande intérieure reste trop faible par rapport à la production industrielle.

Existe-t-il une inquiétude au sommet du pouvoir chinois ?

La plupart des hauts cadres des ministères sont inquiets car ils connaissent leur affaire. Mais le Politburo refuse d'admettre qu'il y a une crise. Et les gens en dessous doivent s'aligner.

Quel est l'impact du ralentissement démographique ?

Il va être délicat de gérer le ralentissement du PIB à l'heure de transformations sociales gigantesques. La Chine est en crise de natalité. Plus de 16 millions de bébés sont nés en 2009, mais aujourd'hui le chiffre a presque fondu de moitié ! Du fait des incertitudes, de la hausse des coûts, les gens ne veulent plus faire d'enfants. Et cette année, 12 millions d'étudiants seront diplômés. Ou vont-ils trouver des emplois ? C'est stressant, car les Chinois comptent sur leurs enfants pour assurer leur propre avenir. Xi n'aime pas l'État-providence, qui risque de rendre les Chinois « paresseux ».

La Chine a-t-elle déjà atteint son pic ? L'économie chinoise est sur un plateau, mais je ne pense pas qu'elle ait atteint son pic, du fait de l'énorme effet de base. Nous devons prendre la Chine très au sérieux, même à l'heure du ralentissement. La comparaison avec l'Inde est frappante. Même si elle croît lentement, et que l'Inde poursuit son décollage, la Chine aura accru l'écart à l'horizon 2028 grâce à la taille de son économie.

L'Europe est-elle la victime collatérale de la confrontation sino-américaine ? La Chine a réveillé l'esprit compétitif animal des États-Unis. Les Américains parlent de compétition, mais en réalité il s'agit d'une confrontation. Ils sont déter-

minés à abattre leur rival. Ils mettront toujours la pression sur l'Europe pour qu'elle s'aligne, en lui demandant : « Vous êtes avec nous ou contre nous ? ».

Que peut faire l'Europe ?

Le président Macron a souligné la notion « d'autonomie stratégique ». C'est un grand mot, presque impossible à accomplir dans le monde actuel, mais nous devons nous renforcer. Nous ne pouvons influencer ni les États-Unis, ni la Chine. Tout ce que nous pouvons faire est de nous aguerir en réglant nos propres problèmes.

L'Europe doit-elle rester ouverte ? Doit-elle laisser les véhicules électriques inonder le marché ?

L'UE est le dernier grand marché ouvert de la planète. Elle doit le rester, mais avec une ceinture de sécurité, afin de rester compétitif. Si les Chinois veulent vendre chez nous, il faut leur imposer de produire dans l'Union européenne : « Vous êtes bienvenu, mais vous devez produire vos batteries, l'essentiel de la voiture sur place ! » Nous devons apprendre des Chinois en matière de localisation. Nous avons construit leur industrie automobile. À leur tour de construire nos véhicules électriques. Concernant les exportations, il faut imposer des mesures s'il y a des subventions, sans naïveté.

**« La Chine a réveillé l'esprit compétitif animal des États-Unis. Les Américains parlent de compétition, mais en réalité il s'agit d'une confrontation. Ils sont déterminés à abattre leur rival »**

La Chine est-elle le grand défi de l'Europe ?

La Chine représente un moment Spoutnik. Nous sommes devenus des nations de comptables, obsédés par les normes. L'Europe a trop régulé ! Nous devons nous reconcentrer sur la création d'emplois. Nous avons besoin d'un projet digne d'une mission sur la Lune. Quelque chose qui soit très difficile à atteindre, et pour lequel nos entreprises et gouvernements doivent joindre leurs forces.

Quelle est l'importance du rapprochement avec la Russie de Poutine ?

Le ciment est l'idéologie résolument anti-occidentale, plutôt qu'une logique économique. Ce partenariat conduit à une dépendance grandissante de Moscou. Pour la Chine, l'économie de la Russie est modeste, équivalente à celle de la province du Guangdong. Alors que pour Moscou, la Chine devient vitale pour sa survie. Pékin vend beaucoup mais achète très peu aux Russes, même sur le plan énergétique. Les Chinois ne veulent même pas du gazoduc Power of Siberia 2 car ils peuvent avoir la même chose du Turkménistan ! Mais, sur la question ukrainienne, Pékin penche pour Moscou, et tant qu'il en sera ainsi, elle perdra la confiance des Européens.

Craignez-vous un conflit au large de Taïwan ?

Je ne vois pas de menace immédiate de guerre. Pour une raison simple : un tiers des conteneurs chinois passent par le détroit de Taïwan et un conflit aurait un impact massif sur le delta du Yangtze, poumon de l'économie chinoise. Pourquoi déclencher une crise majeure dans une région vitale pour votre croissance ? Les préparatifs d'une invasion prendront des mois, et dès que Pékin massera ses navires sur les côtes de Fujian, le monde sera en alerte, les marchés s'effondreront. La Chine n'a pas intérêt à déclencher une guerre. Mais elle doit faire du bruit pour faire comprendre au monde qu'elle n'acceptera pas l'indépendance de Taïwan.

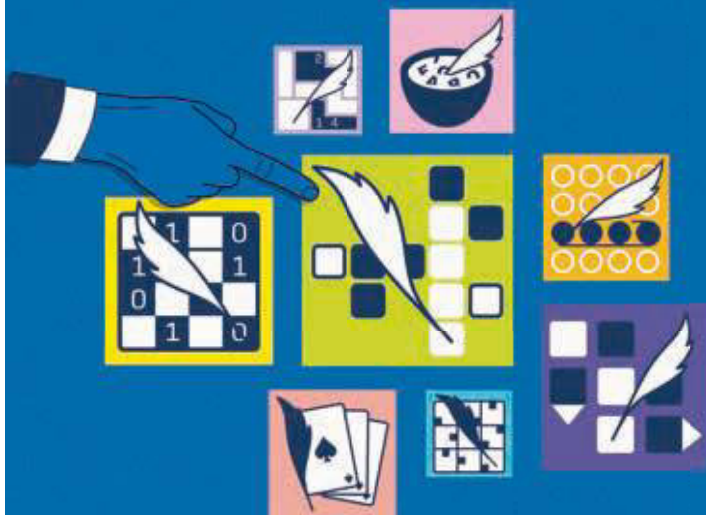
Le temps joue-t-il toujours en faveur de la Chine ?

La Chine n'a plus beaucoup de temps devant elle. Elle est devenue trop sûre d'elle-même. La question est de savoir si le leadership a besoin d'un choc pour réagir. Comme la Corée du Sud, qui a rebondi après la crise financière de 1997. Ou va-t-elle stagner pendant trente ans comme le Japon, mais sans avoir atteint la prospérité de l'Archipel ? ■

## LE FIGARO Jeux

### UN CLIC

MILLE DÉFIS GRATUITS !



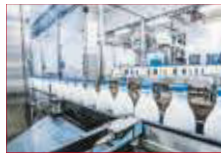
**7 jeux faciles d'accès et stimulants pour l'esprit.**  
Mots mêlés, Solitaire, Sudoku, Takuzu, Kemaru, 7 Lettres  
et Mots fléchés vous attendent.  
**Revenez tous les jours pour entraîner votre cerveau !**

[jeux.lefigaro.fr/](http://jeux.lefigaro.fr/)



# LE FIGARO

## économie



### AGROALIMENTAIRE

LE PLUS GROS LOBBY LUTTE  
POUR SA SURVIE

PAGE 23

### CINÉMA

LES SPECTATEURS MANQUENT  
À L'APPEL DANS LES SALLES  
FRANÇAISES

PAGE 25



## «Les programmes du RN et du Nouveau Front populaire sont dangereux», alerte le Medef

Dans un entretien au *Figaro*, le président de l'organisation patronale, Patrick Martin (ci-dessus), dit tout le mal qu'il pense des propositions des deux partis. «Alors que la situation des finances publiques est très tendue, que la concurrence internationale est forte et la conjoncture, molle, c'est le pire moment pour se lancer dans des aventures périlleuses», affirme-t-il. **PAGE 20**

le **PLUS** du  
**FIGARO ÉCO**

**IA**  
La propagande  
russe infiltre  
ChatGPT

PAGE 25

### LA SÉANCE

DU MERCREDI 19 JUIN 2024

**CAC 40**  
7570,20 -0,77%

**DOW JONES**  
38834,86 +0,15%

**ONCE D'OR**  
2320,00 (2320,00)

**PÉTROLE (Brent)**  
85,000 (85,390)

**EUROSTOXX 50**  
4885,42 -0,61%

**FOOTSE**  
8205,11 +0,17%

**NASDAQ**  
19908,86 +0,03%

**NIKKEI**  
38570,76 +0,23%

## La dérive des comptes publics de la France inquiète l'Europe

La Commission européenne sanctionne le déficit excessif français. Le désordre politique né de la dissolution préoccupe les marchés.

À douze jours du premier tour des législatives, alors que le Nouveau Front populaire et le Rassemblement national rivalisent de promesses dispendieuses tandis que le gouvernement prend de nouveaux engagements, la Commission européenne, conformément à son calendrier, adresse un avertissement sévère à la France. Bruxelles propose d'ouvrir une procédure pour déficit ex-

cessif. Il n'est pas question de sanction financière dans l'immédiat mais les règles européennes prévoient une «amende» de 2,5 milliards d'euros. Alors que la préparation du budget 2025 qui devait intégrer 25 milliards d'économies est stoppée par la dissolution, la BCE s'inquiète du risque croissant pour les finances publiques de la zone euro.

➔ DANS L'ATTENTE DU RÉSULTAT DES LÉGISLATIVES, BERCY SE RETROUVE INCAPABLE DE PRÉPARER LE PROCHAIN BUDGET ➔ LA BCE VIGILANTE SUR LE RISQUE DE CRISE DE LA DETTE EN EUROPE **PAGES 18 À 20**

## Air France et KLM, vingt ans de mariage émaillé de chamailleries

En 2004, quand Air France a repris 100 % de la compagnie nationale néerlandaise KLM, le groupe est devenu le premier transporteur aérien mondial, celui qui faisait le plus gros chiffre d'affaires. Il a glissé au sixième rang après

avoir connu un énorme trou d'air, en raison des mauvais résultats et des relations sociales dégradées chez Air France. Depuis 2018, le directeur général, Ben Smith, se démène pour que le transporteur retrouve son rang. **PAGE 22**

### > FOCUS

## LE CHINOIS LEAPMOTOR LANCE SA PRODUCTION EN EUROPE

C'est une première. L'usine Stellantis de Tychy, en Pologne, a commencé la production des premiers véhicules chinois fabriqués en Europe. «Nous confirmons que les premières unités de préproduction du modèle Leapmotor T03 (la petite voiture électrique dont le prix sera inférieur à 20 000 euros, NDLR) ont été assemblées avec succès sur le site de Stellantis à Tychy, en Pologne», a annoncé ce mercredi le groupe dirigé par Carlos Tavares. Les voitures «peuvent être assemblées dans n'importe quelle usine Stellantis dans le monde si elles sont économiquement viables», ajoute le groupe, qui avait révélé en octobre dernier un partenariat avec le constructeur chinois.

Stellantis a investi 1,5 milliard en prenant 21 % du capital de Leapmotor. Il est également devenu l'actionnaire majoritaire de Leapmotor International qui détient «les droits exclusifs de fabrication, d'exportation et de vente des produits Leapmotor en dehors de la Chine». En mai, les deux entreprises avaient présenté leur feuille de route. Elle prévoit qu'en septembre prochain, deux modèles électriques de Leapmotor, le petit T03 et le SUV C10, débarquent dans neuf pays d'Europe (France, Belgique, Italie, Allemagne, Grèce, Pays-Bas, Roumanie, Espagne et Portugal) grâce à un réseau de 200 points de vente. La décision de Bruxelles d'augmenter jusqu'à 38 % les droits de douane sur les véhicules électriques chinois importés en Europe a conduit Leapmotor à préférer la production locale. Tout au moins pour le moins cher de sa gamme. **VALÉRIE COLLET**

### L'HISTOIRE

## Nvidia, le champion de l'IA, sur le toit du monde en Bourse

Tesla, Meta, Google, Amazon, Apple... Le tableau de chasse de Nvidia, qui a détrôné chacun de ces géants américains sur les marchés financiers en l'espace d'un an, était déjà vertigineux. À la clôture des marchés à Wall Street mardi soir, le spécialiste des puces graphiques a atteint l'Olympe boursier, doublant la seule société encore devant elle, Microsoft. Sa capitalisation, qui atteignait 3 350 milliards de dollars mercredi, a été multipliée par neuf depuis janvier 2023. Une flambée inédite alimentée par l'essor de l'intelligence artificielle. Avec ses puces graphiques, qui se sont révélées les plus adaptées aux calculs informatiques complexes pour entraîner et exécuter les modèles d'IA, le groupe de San José est de très loin le principal bénéficiaire de la

dynamique en cours depuis le lancement de ChatGPT à l'automne 2022. En situation de quasi-monopole sur ce type de composants (sa part de marché atteint 80 %), il publie trimestre après trimestre des résultats records. Sur un an, à la fin des trois premiers mois de 2024, ses revenus avaient été multipliés par quatre et ses bénéfices par plus de sept pour atteindre 14,9 milliards de dollars. À Wall Street, les arbres ne montent pas jusqu'au ciel, rappelle le dicton américain. Certains analystes estiment que cette valorisation - 100 fois l'excédent brut d'exploitation contre 30 fois pour

Microsoft - est exagérée. Il n'empêche. Au-delà de couronner le véritable roi de l'IA, elle illustre les attentes sans bornes sur le potentiel de la technologie. ■

**LUCAS MEDIAVILLA**



## AGIR

sur tous les lieux de vie  
pour que chacun s'y sente bien

**PROPRÉTÉ**

**FACTOTUM**

**FACILITY MANAGEMENT**

**MAINTENANCE**

**SÉCURITÉ**

**HOSPITALITY**

Samsic Facility, on est bien ensemble

samsic-facility.fr

# L'avertissement de Bruxelles, en pleine campagne électorale, sur la dérive du déficit de la France

Anne Rovan Correspondante à Bruxelles et Anne de Guigné

Pendant que le RN et le Nouveau Front populaire rivalisent de promesses coûteuses, la Commission propose de placer la deuxième économie de la zone euro en « procédure de déficit excessif ».

C'est une mise en garde sérieuse de Bruxelles à la France. La Commission européenne suit, imperturbable, le calendrier de son « semestre européen » mais celui-ci est venu télescoper la campagne des législatives, laquelle n'était pas prévue au programme il y a dix jours. Si, officiellement, l'avertissement s'adresse au gouvernement de Gabriel Attal, il vise, en filigrane, les deux formations politiques données en tête des scrutins des 30 juin et 7 juillet prochains : le Rassemblement national (RN) et le Nouveau Front populaire (NFP).

La Commission européenne a ouvert la voie, mercredi, au lancement d'une procédure pour déficit excessif. À ce stade, il ne s'agit que d'une proposition. Mais il ne fait guère de doute que les ministres des Finances de l'UE approuveront formellement les analyses de l'exécutif européen lors de leur réunion du 16 juillet. Les déficits publics français ont atteint 5,5 % du PIB à fin 2023, un niveau significativement plus élevé que les 3 % de PIB exigés par les traités. Selon Bruxelles, ces déficits devraient encore représenter 5,3 % de la richesse nationale en 2024 puis 5 % en 2025.

Conséquence mécanique du cumul de budgets dans le rouge, le niveau de la dette publique devrait s'emballer, pénalisant l'économie française et faisant peser un risque réel sur la zone euro. « Dans l'ensemble, l'analyse de la viabilité de la dette indique des risques élevés à moyen terme, peut-on lire dans les documents de la Commission. Selon la projection de référence sur 10 ans, le ratio de la dette publique augmenterait continuellement pour atteindre environ 139 % du PIB en 2034 ». Il s'agit là d'une estimation du niveau de dette à politique inchangée, de quoi inquiéter les marchés. Même en simulant plusieurs scénarios prenant en compte un large éventail de chocs économiques, selon les experts de la Commission, « il existe une forte probabilité

que le taux d'endettement en 2028 soit plus élevé qu'en 2023 », met encore en garde l'exécutif européen. En résumé, non seulement la France n'est pas dans les clous mais elle s'en éloigne dangereusement. On est loin de l'optimisme affiché par Bercy dans sa copie envoyée à la Commission en avril qui prévoyait un pic d'endettement en 2025, avec une amorce de baisse, à 112 % du PIB en 2027.

Maigre consolation pour Paris, six autres pays de l'UE sont aussi sous la menace d'une procédure pour déficit excessif - Italie, Belgique, Hongrie, Pologne, Slovaquie et Malte - tandis que celle qui visait la Roumanie, avant la crise Covid de 2020, est remise en selle. Les niveaux de déficits ont ainsi été, en 2023, bien plus élevés en Italie (7,4 % du PIB), en Hongrie (6,7 %), en Roumanie (6,6 %), qu'en France. Autre motif de satisfaction, la Commission juge que la situation macroéconomique de la France s'améliore. Le pays passe ainsi de la catégorie « déséquilibres » à la catégorie « pas de déséquilibres ». D'importantes pénuries de main-d'œuvre avaient notamment été pointées l'an dernier.

## Des décennies de laxisme

Régulièrement visé par cette procédure jusqu'en 2017, Paris paie là des décennies de laxisme budgétaire. « Lorsqu'un Etat membre comme la France dépasse quatorze fois en quinze ans le seuil des 3 % de déficit, on ne peut plus parler de circonstances exceptionnelles », rappelait mercredi l'eurodéputé CDU et rapporteur du Parlement européen pour la révision de la gouvernance économique, Markus Ferber.

Selon les nouvelles règles de la gouvernance économique européenne adoptée en extremis fin 2023, Paris sera contraint de réduire la voilure à marche forcée, en diminuant le niveau du déficit structurel d'au moins 0,5 % chaque année, représentant selon le cercle de réflexion Bruegel 15 milliards d'économie par an. « Si la correction du déficit excessif nécessite un ajustement plus fort, une recom-

mandation portera sur cet ajustement plus élevé », a rappelé mercredi, le vice-président exécutif de la Commission, Valdis Dombrovskis. Paris, comme tous les autres États membres, devra adresser à Bruxelles ses plans budgétaires pluriannuels au plus tard le 20 septembre 2024. Et la Commission donnera en novembre ses recommandations pour le rétablissement des comptes publics. Si la France devait ne pas suivre le chemin dessiné par Bruxelles, elle s'exposerait alors à des sanctions financières qui représenteraient de l'ordre de 2,5 milliards d'euros par an. Au regard de l'importance des enjeux autour de la deuxième économie de l'UE et compte tenu du fait que les finances publiques de l'Italie - troisième économie - sont aussi dans une situation préoccupante, la Commission, si longtemps permissive, pourrait cette fois être amenée à sévir. « Il est trop tôt pour parler de mesures correctives, nous n'en sommes qu'au tout début de la procédure », a toutefois précisé, Valdis Dombrovskis.

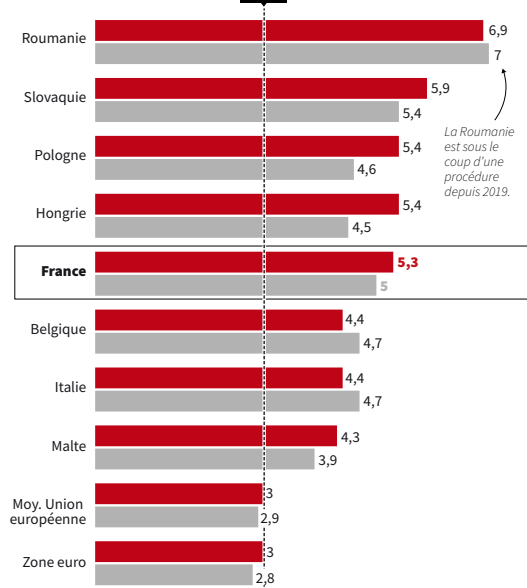
Le numéro deux de la Commission, bien que pressé de questions de la presse, s'est refusé à tout commentaire sur la situation politique en France, tout comme l'Italien Paolo Gentiloni, commissaire chargé de l'économie. « Nous sommes vraiment très inquiets », confie cependant, sous couvert d'anonymat une source européenne.

La dégradation des finances publiques françaises est un échec pour l'exécutif. Sur le volet des finances publiques, le bilan d'Emmanuel Macron ne brille pas. « La dépense publique française représente 57 % du PIB, huit points au-dessus de la moyenne de la zone euro, sans que la qualité des services publics soit toujours convaincante, et notre niveau de prélèvements obligatoires est l'un des plus élevés d'Europe. Cela ne peut perdurer », tancait en avril dans les colonnes du Figaro, le premier président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici.

La trajectoire, très optimiste, tracée par le gouvernement Attal pour les pro-

## Huit pays sous procédure pour déficits excessifs

Prévision du déficit public en % du PIB ● 2024 ● 2025  
Dans le cadre du Pacte de stabilité, les États s'engagent à maintenir leur déficit en dessous de 3 % du PIB



Source : Commission européenne, prévisions de printemps 2024

chaines années ne rassurait en effet pas vraiment. Dans le contexte des législatives, ces perspectives pourtant peu enthousiasmantes, ont pris soudain des couleurs d'eldorado. Les programmes

présentés d'une part par le RN et d'autre part par le Nouveau Front populaire non seulement annuleraient les modestes efforts amorcés pour rétablir les comptes publics finances publiques mais ils pour-

## Dans l'attente du résultat des législatives, Bercy se retrouve incapable de préparer le

Julie Ruiz Perez

Si on a beaucoup comparé le choix du président de dissoudre l'Assemblée à un coup de poker, à Bercy, sur les questions budgétaires, l'ambiance est plutôt au « rien ne va plus ». La fin de la campagne européenne devait être le « point de départ » d'un grand « sprint sur le budget 2025 ». La semaine précédant le scrutin, le ministre délégué au Budget, Thomas Cazenave, avait même commencé discrètement à recevoir certains de ses collègues du gouvernement pour trancher les décisions « politiques » du texte, selon son cabinet. Déjà, les élections européennes avaient décalé le chantier du budget de plusieurs semaines et Bercy était tenu de mettre les bouchées doubles pour préparer ce texte crucial dans le temps imparti.

Pour espérer atteindre les engagements budgétaires pris auprès de Bruxelles (atteindre les 3 % de déficit d'ici 2027)

après le dérapage des comptes l'an dernier (5,5 % de déficit contre 4,9 % prévu), le gouvernement devait fournir un effort inédit d'au moins 25 milliards d'économies dans le budget 2025, peut-être même plus, maintenant que l'instabilité politique a provoqué une hausse des taux d'emprunt français alourdissant la charge de la dette. Mais la dissolution de l'Assemblée nationale est venue percuter les travaux sur le prochain projet de loi de finances (PLF), remettant à plus tard des décisions qui s'imposent pourtant avec urgence.

## Des ministres en campagne

Concrètement, les travaux administratifs sur le budget sont désormais achevés. Les administrations des différents ministères, gestionnaires, conseillers des cabinets ont avancé tant qu'ils ont pu sur les sujets techniques : quels crédits ont été consommés ? Lesquels doivent être reportés ? Comment vont évoluer les dépenses contraintes ?...

Bref, tout ce qui ne demande pas de décision politique. Mais, ces travaux nécessaires ne constituent pas le cœur de l'élaboration du budget. « Un projet de loi de finances ce n'est pas de la comptabilité, c'est de la politique », décrypte un ancien directeur de cabinet. Or, tout a été suspendu par la dissolution.

« Difficile de faire un budget avec un gouvernement dont presque tous les ministres sont en campagne », soupire une source proche de Bercy qui ajoute « encore plus difficile de faire un budget quand le ministre du Budget est à Bordeaux ». Effectivement, le ministre délégué aux Comptes publics, Thomas Cazenave, est candidat à sa réélection dans la 1<sup>re</sup> circonscription de Gironde. Au lendemain de l'annonce du président, il était déjà « sur les places en train de tracter » indique un membre de son cabinet resté à Paris. « Nous sommes en train de revoir le calendrier du ministre, mais pour l'heure et sauf contre-ordre, les réunions bilatérales avec les autres

ministres s'arrêtent pour le temps de la campagne », indique une conseillère. « On ne peut tout simplement pas prendre de décisions budgétaires qui engagent l'avenir dans un moment où on ne sait pas qui sera au pouvoir dans trois semaines », reprend un autre, avant d'ajouter : « Après je dis ça, mais je peux être démenti dans quatre jours... »

Dans ce temps suspendu, pourtant, la machine de Bercy ne peut s'arrêter de tourner. Le budget est présenté chaque année la dernière semaine de septembre et, même si cette règle n'est écrite nulle part, « c'est la dernière date possible si on veut respecter toutes les contraintes du parcours parlementaire et adopter le texte avant le 31 décembre, qui pour le coup, est une date butoir absolue », décrypte un initié.

La Direction du Trésor et la direction de la Législation fiscale, les deux organes de Bercy en charge de l'élaboration du budget, ont donc dû envoyer deux circulaires aux administrations des

autres ministères afin de leur rappeler ce calendrier serré, malgré la période troublée. « Les premiers projets d'articles seront transmis au Conseil d'État dès la fin du mois de juillet », insiste Bercy dans son courrier daté du mardi 11 juin. De ce fait, « les projets d'articles fiscaux et budgétaires devront être transmis (...) au plus tard vendredi 12 juillet ». Or, un article qui n'a pas fait l'objet d'un arbitrage favorable en réunion intermin-

# 3% Montant du déficit

L'engagement budgétaire à atteindre d'ici 2027





« Il est trop tôt pour parler de mesures correctives, nous n'en sommes qu'au tout début de la procédure », a précisé Valdis Dombrovskis (au centre), le vice-président exécutif de la Commission, mercredi à Bruxelles.

LUKASZ KOBUS / EUROPEAN COMMISSION

raient même, appliqués en état, conduire le pays vers une crise de la dette comme l'ont connue l'Italie ou la Grèce il y a une douzaine d'années. Côté RN, le programme économique semble s'ajuster de jour en jour. Annulation de l'impôt sur le revenu pour les moins de 30 ans, baisse de la TVA... aucune de ces mesures coûteuses ne figure plus dans les priorités de Jordan Bardella, à en croire ses dernières déclarations. En revanche, le candidat à Matignon a assuré qu'il reviendrait à l'automne sur la réforme des retraites d'Emmanuel Macron et appliquerait ensuite celle de 2022 de Marine Le Pen, permettant à ceux ayant commencé à travailler le plus tôt de s'arrêter dès 60 ans. Une mesure qui à elle seule coûterait entre 10 milliards (estimation du parti) et 22 milliards (estimation de l'institut Montaigne). Le programme définitif est attendu dans les prochains jours.

Le Nouveau Front populaire a pour sa part présenté dès la semaine dernière un programme plus précis avec des dépenses stratosphériques. La socialiste Valérie Rabault, ex-rapporteuse du Budget les évalue à 106 milliards d'euros précisément. D'autres sources les estiment à 200 milliards minimum. En face, les hausses d'impôt (IR, CSG, ISF augmenté, fin de la flat tax, retour de l'exit tax...) devraient amener au budget de l'État quelque 80 milliards. Depuis une semaine, les marchés ont traduit l'inquiétude des investisseurs. L'écart entre le taux d'emprunt de la France et le taux de l'Allemagne a atteint un niveau inédit depuis 2017. Un autre avertissement. ■

## La BCE vigilante sur le risque de crise de la dette en Europe

Florentin Collomp

La Banque centrale européenne (BCE) accourrait-elle à la rescousse de la France si sa dette était attaquée par les marchés financiers en raison du chaos politique? Cela reste à voir. Épinglée mercredi par la Commission européenne avec sept autres pays européens, dont l'Italie, la Slovaquie ou la Hongrie, pour son déficit excessif, la France navigue en eaux troubles depuis le choc entraîné par la dissolution de l'Assemblée nationale, le 9 juin. Le niveau considérable de sa dette, plus de 3 100 milliards d'euros, la rend vulnérable à tout mouvement de défiance des investisseurs et pourrait entraîner avec elle toute la zone euro.

**« La France et l'Italie sont les deux animaux malades de l'Europe. La France a toutes les problématiques des pays du Sud »**

François Rimeu, Stratégiste au Crédit mutuel Asset Management

L'inconnu dans lequel est plongé le pays lui a déjà coûté 0,30 point de surcoût de sa dette depuis la semaine dernière, reflété dans l'écart de taux entre ses obligations souveraines et celles de l'Allemagne. Soit l'équivalent de près de 1 milliard d'euros par an en charge supplémentaire de la dette. Le taux des emprunts de l'État français est passé au-dessus de celui du Portugal et s'approche de celui de l'Espagne. Un coup de chaud qui a entraîné dans son sillage les taux italiens. « La France et l'Italie sont les deux animaux malades de l'Europe. La France a toutes les problématiques des pays du Sud », note François Rimeu, stratège au Crédit mutuel Asset Management. Alors que la dette française, détenue à plus de 50 % par des investisseurs étrangers, avait les faveurs des marchés comme alternative moins chère mais fiable à l'Allemagne, elle est en passe de se voir ravir ce statut par l'Espagne, qui a redressé ses finances publiques, comme le Portugal ou la Grèce. Un réalignement des primes de risque sur les dettes souveraines qui reflète les divergences des politiques économiques entre États.

Le risque d'une « crise de la dette » entraînée par une victoire du Rassemblement national ou du Nouveau Front populaire, brandi, comme un pompiers pyromane, par le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, est-il réel? La France n'est pas la Grèce d'il y a dix ans, contrairement à ce qu'on a pu entendre chez certains investisseurs ces derniers jours. D'une part, parce que sa situation économique et fiscale n'en est pas au point où Athènes se trouvait en 2012; d'autre part, parce que sa taille centrale dans la zone euro rend le risque à la fois plus conséquent et moins probable. « Lors des résultats du second tour des législatives, on peut s'attendre au calme plat, comme à un mouvement de panique », estime François Rimeu. La France peut être attaquée par les marchés et entraîner une crise financière plus ou moins passagère. Mais, contrairement à la Grèce en 2015, « il n'y a pas de risque de défaut ou de sortie de l'euro ».

Pour Nicolas Forest, directeur des investissements de Candriam, la France est dans « une situation incertaine, qui n'est pas systémique, mais préoccupante ».

L'écart de taux avec l'Allemagne, passé de 0,50 à 0,80 point la semaine dernière, pourrait encore se creuser jusqu'à 1 ou 1,5 point, ce qui ne manquera pas d'avoir des répercussions pour l'Italie. Les marchés ont toutefois en tête le scénario italien lors de l'arrivée au pouvoir de la chef du parti post-fasciste Fratelli d'Italia, Giorgia Meloni, en octobre 2022. Le « spread » entre les taux italiens et allemands avait alors bondi jusqu'à 2,42 points, avant de revenir à leur niveau actuel autour de 1,50 point. De la même façon, « nous sommes entrés dans une phase de dédialisation financière du Rassemblement national, à mesure qu'il réduit son programme de dépenses », constate François Rimeu. L'inquiétude des marchés se cristallise sur le programme de la gauche.

Sans pointer du doigt la France directement, la BCE sonne l'alerte sur le risque croissant pour les finances publiques des pays de la zone euro, dont sept ont été placés jeudi sous procédure pour déficit excessif. Les gouvernements doivent améliorer « immédiatement » leur situation budgétaire pour faire face aux défis majeurs qui les attendent, « en particulier dans les plus endettés, confrontés à des taux d'intérêt élevés et

aux risques qui y sont associés », affirme un article publié jeudi dans le bulletin mensuel de la BCE. Suivez mon regard.

Interrogée lundi, la présidente de la BCE, Christine Lagarde, s'est dite « attentive au bon fonctionnement des marchés financiers, mais ça se limite à ça ». En réalité, la situation en France est scrutée de près à Francfort. La BCE dispose de plusieurs outils pour soutenir un État dont les taux s'envoleraient de façon inconsidérée, en rachetant ses

obligations. Le premier, les Opérations monétaires sur titres (OMT), un programme créé par Mario Draghi en pleine crise de la dette, en 2012, n'a jamais servi. Il impliquerait une intervention dans le cadre du Mécanisme européen de stabilité (MES). À l'été 2022, la BCE a également mis sur pied l'instrument de protection de la transmission (TPI en anglais), conçu à l'origine comme un pare-feu pour l'Italie. Mais, pour en bénéficier, un État membre doit respecter le cadre de politique budgétaire fixé par la Commission européenne et ne pas être sous procédure pour déficit excessif. Inconcevable de voir la BCE venir en aide à un gouvernement qui défierait les règles communes de l'Union européenne. « Cela conduira à la mise sous tutelle de la France par Bruxelles et le Fonds monétaire international », anticipe Bruno Le Maire, dans une interview mardi, au quotidien *Le Monde*.

La France risque de se retrouver bien seule en cas de dérapage incontrôlé de ses finances publiques et d'attaques des marchés sur sa dette. « La BCE à court terme n'est pas en capacité d'intervenir face à un risque politique spécifique à la France », juge Nicolas Forest. À la fin du film, *Zorro finira peut-être par arriver, mais il faudra en passer par un moment de stress aigu qui n'a pas encore eu lieu.* Le vent de panique sur les marchés obligataires provoqué par la première ministre du Royaume-Uni, la conservatrice Liz Truss, en octobre 2022, est dans tous les esprits. ■



KIRILL NUDNITSKY / AFP

Nous sommes attentifs au bon fonctionnement des marchés financiers. On continue à être attentifs bien sûr, mais ça se limite à ça

Christine Lagarde  
Présidente de la BCE



Plus que des services, nous vous apportons du confort, de la convivialité et de la sérénité.



PROPRETÉ



FACILITY MANAGEMENT



SÉCURITÉ



FACTOTUM



MAINTENANCE



HOSPITALITY

Samsic Facility, on est bien ensemble

samsic-facility.fr

## prochain budget

térielle ne peut figurer dans le texte initial du PLF. Cette règle, qui s'applique toujours à l'heure actuelle, risque de grandement gêner le travail des ministères qui souhaitent inscrire des nouvelles mesures dans le budget puisqu'« il n'y a pas de réunion interministérielle » en ce moment, confirme-t-on au cabinet de Thomas Cazenave.

### Une échéance lointaine

Pour l'instant, « les directions des cabinets », explique-t-on laconiquement dans les couloirs de Bercy, en se chargeant des affaires courantes notamment de l'exécution budgétaire pour l'année 2024. Car, malgré tout, les équipes sont toujours censées surveiller les dépenses de tous les ministères comme le lait sur le feu afin de dégager 5 milliards d'économies d'ici la fin de l'année. Mais, pour certains, cette échéance paraît bien loin. Les cabinets ministériels mobilisés sur le budget (ceux de Bruno Le Maire et de Thomas

Cazenave), même en cas de victoire de la majorité, risquent de devoir quitter Bercy dans les prochaines semaines. Bruno Le Maire, en poste depuis sept ans, n'est pas candidat aux législatives et a fait récemment des confidences en forme d'adieu au gouvernement dans les colonnes du *Figaro*. « Mon avenir politique s'écrit différemment. Il faut savoir aller de l'avant », a-t-il déclaré. Pour Thomas Cazenave, l'avenir politique tient à une réélection dans un contexte où le camp Macron est à la peine dans les sondages et à « des équilibres politiques au sein de la coalition Ensemble qui seront de toute façon bouleversés », analyse un initié. Sur les allées gravillonnées du ministère, le pas des conseillers est moins pressé que d'habitude, presque distrait. « Je m'inquiète pour le pays, je m'inquiète pour mon ministre et, parfois, je dois bien admettre que je m'inquiète pour ma petite personne », confesse, songeur, un membre de cabinet. ■

# Patrick Martin : « Le RN et le Nouveau Front populaire sont dangereux pour l'économie »

Propos recueillis par Louise Darbon, Ivan Letessier et Marie Visot

**Le président du Medef estime que le pays est trop fragile pour se lancer dans « des aventures périlleuses ».**

Ce jeudi 20 juin, le Medef organise l'audition de toutes les têtes de partis et coalitions engagés dans la bataille des législatives. En plus des organisations patronales représentatives que sont la CPME et l'U2P, cette grande-messe devrait réunir la quasi-totalité des représentants patronaux et des fédérations professionnelles, pour donner l'occasion à chaque force politique en présence de défendre son programme économique. Dès 8 heures et demie, la Salle Gaveau, dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de la capitale, accueillera Édouard Philippe pour Horizons, puis Éric Coquerel et Boris Vallaud pour le Nouveau Front populaire, la gauche ayant peine à trouver un représentant unique pour sa coalition. Jordan Bardella, du Rassemblement national, interviendra ensuite, accompagné de son allié, Éric Ciotti, toujours président des Républicains. Il sera suivi de Bruno Le Maire pour la majorité présidentielle, Ensemble. Enfin, Bruno Retailleau, représentant les LR qui n'ont pas voulu de l'alliance avec le RN, clôturera la séquence. Alors que les armoiriers du patronat et sa timidité à prendre position après l'annonce surprise de la dissolution de l'Assemblée nationale ont été pointés du doigt, le Medef a décidé de sortir du silence pour clarifier son positionnement. Et appeler à davantage « de rationalité et de transparence dans le débat public », dit-il également dans une manifeste publié ce mercredi. L'organisation patronale y exhorte les responsables politiques à prendre conscience des réalités et faiblesses de l'économie française : une dette et une dépense publique les pires d'Europe et le taux d'impôison le plus élevé des pays démocratiques.

LE FIGARO. - Vous avez déclaré que les entreprises ont « plus que jamais besoin de stabilité, de visibilité ». Comment accueillez-vous la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale ?

PATRICK MARTIN. - Comme beaucoup, nous avons été sidérés par cette décision. Notre inquiétude, depuis la dissolution, est de passer d'une instabilité parlementaire à une autre qui serait pire encore. Nous avons une ligne de conduite et nous ne voulons pas en dévier : le Medef n'est pas un parti politique. De plus, les chefs d'entreprise doivent être attentifs à la sensibilité de leurs salariés et de leurs clients, ci-



« Notre inquiétude, depuis la dissolution, est de passer d'une instabilité parlementaire à une autre qui serait pire encore », déclare Patrick Martin.

toyons comme les autres. Nous attendions donc de connaître les programmes avant d'exprimer notre positionnement sur cette base. Passé l'effet de surprise, nous avons consulté nos adhérents et le point de vue que j'exprime

**« Nous n'avons pas à distribuer des bons ou des mauvais points. Mais nous avons des lignes rouges »**

traduit le leur. Certaines mesures économiques nous inquiètent beaucoup, au moment où la situation des finances publiques est très tendue, et où la concurrence internationale est forte et la conjoncture molle. C'est le pire moment pour se lancer dans des aventures périlleuses : le pays est déjà suffisamment fragile. La démocratie sociale peut permettre de réduire la fracture. La position du Medef consiste à dénoncer les incohérences à la fois du projet du Nouveau Front populaire et de celui du RN.

Au lendemain des élections européennes, vous avez déclaré qu'il fallait poursuivre les réformes. Est-ce un appel à reconduire la majorité présidentielle à l'Assemblée nationale ? C'est un appel à soutenir les formations qui défendent l'économie de marché, le libre-échange et un attachement à l'Union européenne, le tout en tenant compte de la réalité financière du pays. Au-delà de ça, nous n'avons pas à distribuer des bons ou des mauvais points. Mais nous avons des lignes rouges.

Pourquoi le Medef ne condamne-t-il pas les extrêmes ? C'est une chose de dénoncer les périls que représentent les programmes du RN et du Nouveau Front populaire. Notre rôle est de rappeler que les propositions économiques doivent être traitées sérieusement, rationnellement dans le débat politique. Je le redis, le programme du RN est dangereux pour l'économie française, la croissance et l'emploi, celui du Nouveau Front populaire l'est

tout autant, voire plus. Mais tous leurs électeurs ne sont pas des extrémistes. Ce sont, pour la plupart, des démocrates qui manifestent une colère et une frustration. Il serait irrespectueux et peu démocratique de les stigmatiser et de les désigner à la vindicte publique.

**« Tous les chefs d'entreprise sont conscients de la nécessité de l'Europe. En tant que mouvement d'entreprises, nous avons une légitimité économique et sociale : c'est à nous de faire la pédagogie nécessaire »**

Justement, comment jugez-vous le programme du RN, aujourd'hui en tête des sondages ?

Nous avons une divergence de vues considérable concernant l'ouverture au monde. Ce que propose le RN nous couperait de l'Union européenne alors même que le poids de la France s'amoindrit au Parlement européen. Nous avons déjà perdu de l'influence politique, on risquerait, en s'engageant sur cette orientation, de perdre de l'influence économique et juridique, à l'heure où l'Europe doit prendre en compte les impératifs économiques. Par ailleurs, nous sommes soucieux que la France travaille plus. Le rétro-pédalage sur la réforme de l'assurance-chômage et la réforme des retraites nous inquiète : ce serait très périlleux pour les finances publiques et cela irait à l'encontre de la nécessité de produire plus et de réindustrialiser. La France ne peut pas s'en sortir en s'appauvrissant ! Nous attendons que le RN s'explique sur ce point. Enfin, c'est le pire moment pour baisser de la TVA sur les produits énergétiques mais aussi pour revenir à l'ISF à travers un impôt sur la fortune financière. Cela irait à contresens de ce dont nous avons besoin : il faut mobiliser des capitaux considérables pour investir dans la décarbonation et la digitalisation de l'économie.

Craignez-vous encore plus le Nouveau Front populaire ?

Incontestablement son programme contient des chiffres rouges absolus pour les chefs d'entreprise. Il aboutirait à 200 milliards d'euros de dépenses publiques supplémentaires chaque année, financées par de l'impôt, ou par le déficit. Ça finira forcément mal. Nous nous mettrions en grande difficulté vis-à-vis de nos partenaires européens et cela aurait aussi des effets très négatifs sur les conditions de financement pour les acteurs privés et les particuliers, notamment en matière de logement. Les citoyens doivent se rendre compte combien cela serait néfaste pour l'économie française, leur pouvoir d'achat et l'emploi. Si un programme social-démocrate avait été présenté, notre positionnement aurait été différent. Or, ce programme composite est totalement incohérent.

Craignez-vous une crise de la dette ? Oui. Tout le monde n'a pas conscience

qu'une telle éventualité concernerait tous les acteurs, les entreprises comme les ménages. On a vu les marchés financiers réagir fortement après l'annonce de la dissolution. Il est probable qu'ils réagiront encore plus fortement si toutes ces mesures sont mises en œuvre.

Le Medef compte 50 % de TPE et PME, dont les patrons sont nombreux à considérer le RN comme une option envisageable. Cela vous inquiète-t-il ? Une part importante de nos adhérents est légitimement sensible aux enjeux d'ordre public. C'est notamment le cas dans le secteur du commerce, où beaucoup ont été victimes d'actes de vandalisme pendant les manifestations. Cela peut expliquer un certain intérêt pour le RN. Mais, dès lors qu'on leur parle d'économie, leurs yeux s'ouvrent. Aucun chef d'entreprise ne veut que l'économie ralentisse, que les taux d'intérêt explosent, que les charges augmentent ou que les impôts s'envolent. Tous, enfin, sont conscients de la nécessité de l'Europe. En tant que mouvement d'entreprises, nous avons une légitimité économique et sociale : c'est à nous de faire la pédagogie nécessaire.

Partagez-vous l'analyse de certains patrons, selon laquelle l'arrivée au pouvoir du RN n'aura pas de conséquences économiques, à l'instar de Giorgia Meloni en Italie ? Sur un plan strictement économique, c'est un pari risqué, qu'il vaut mieux éviter de faire ! Mme Meloni est libérale sur le plan économique - je ne crois pas, par exemple, qu'elle aurait proposé de revenir sur la réforme des retraites -, et elle est beaucoup moins antieuropéenne que ne l'est le RN. Il faudrait, pour que la comparaison soit pertinente, que le RN fasse un véritable aggiornamento, autrement dit un virage à 180 degrés, avant les élections, pour que ça change la donne...

La perspective d'une Assemblée nationale sans majorité absolue est-elle la principale menace ?

Ce scénario catastrophe est en tout cas dans la tête des chefs d'entreprise. Il accentuerait les difficultés, le renchérissement du financement et gripperait la machine. C'est pourquoi beaucoup de chefs d'entreprise ont d'ores et déjà suspendu des décisions d'investissement et d'embauche.

Quelles réformes prioritaires attendez-vous du prochain gouvernement ?

Nous attendons que la nouvelle réforme de l'assurance-chômage prenne effet, que les systèmes de soutien à l'économie qui ont fait leurs preuves (crédit d'impôt recherche, soutien à l'apprentissage...) ne soient pas retirés au risque de ralentir l'activité. Nous aimerions aussi la confirmation que la trajectoire de suppression de la CVAE sera tenue. Il est stupéfiant que la situation économique internationale soit si peu prise en compte dans les programmes, comme si la France était un îlot coupé du monde. C'est une vision fautive et dangereuse. ■

## Le secteur nucléaire s'interroge sur les incertitudes de l'après-dissolution

Elsa Bembaron

Les acteurs de la filière nucléaire font profil bas. Ils préfèrent éviter d'attirer l'attention sur un secteur qui s'inscrit dans le temps long. Les changements de majorité gouvernementale, et de cap, ne font pas bon ménage avec les stratégies industrielles conçues sur des décennies. Sous couvert d'anonymat, des acteurs du secteur se rassurent en mettant en avant le consensus national autour de l'atome. Le nucléaire civil connaît un véritable retour en grâce dans l'opinion publique française et dans une bonne moitié des pays de l'Union européenne.

« La filière a besoin d'un soutien continu des pouvoirs publics sur le long terme, d'une continuité d'action », alerte Valérie Faudon, directrice générale de la Société française d'énergie nucléaire (Sfen). Une partie des incertitudes actuelles figurent en réalité au passif de l'actuelle majorité et pas uniquement à cause de la dissolution inopinée. L'absence de programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), qui aurait dû être actée en juin 2023, vient aggraver la situation. « Sans un cadre légal clair, EDF risque d'avoir du mal à boucler ses financements », alerte un expert du secteur.

**Un programme déjà engagé**

EDF a déjà engagé quelque 3 milliards de dépenses liées au programme nouveau nucléaire pour financer des études, l'achat de terrains, passer des contrats auprès de sous-traitants, embaucher... Le décret autorisant le début des travaux de terrassement sur le site de Penly (Seine-Maritime) qui doit accueillir les premiers EPR2 vient d'être publié. Mais il manque un second décret d'autorisation de travaux en mer, certes moins important mais malgré tout nécessaire, qui devait être publié début juillet. Le sera-t-il en temps et en heure ? Rien ne permet aujourd'hui de l'affirmer.

Cet été, la direction interministérielle du nouveau nucléaire (DINN) devait valider avec EDF le design des réacteurs puis le nouveau coût du programme. La première estimation de 51,7 milliards d'euros est d'ores et déjà obsolète, la facture pourrait frôler les 70 milliards. Viendra ensuite le schéma financier qui devait être soumis à l'approbation de Bruxelles. Ce n'est qu'après le passage de toutes ces étapes que la décision finale d'investissement devrait être prise, fin 2024 début 2025. « Ce calendrier

aurait été plus facile à respecter dans un environnement politique stable », soupire un proche du dossier, qui espère que la DINN sera pérennisée.

L'actuel gouvernement a pris le parti de relancer l'atome avec le programme nouveau nucléaire annoncé par Emmanuel Macron en 2022 dans son discours de Belfort. Après avoir acté la construction de six réacteurs EPR, il a validé le 12 juin dernier celle de huit autres. Le premier d'entre eux devrait entrer en production en 2035, au plus tôt.

Le Nouveau Front populaire se garde bien de prendre parti sur le sujet. Et pour cause. Il est loin de faire l'unanimité dans ses rangs. Le PS et le PC sont en faveur de la relance du nucléaire quand EELV est réticent et LFI pour le moins incertain.

Au contraire, pour le RN, le programme du nouveau nucléaire n'est

pas assez ambitieux. Jordan Bardella prône une accélération. Il a évoqué 10 EPR2 en 2030, puis la construction de 20, voire 50, réacteurs supplémentaires. « On serait ravis d'accélérer mais il faut déjà commencer », commente Valérie Faudon de la Sfen. Difficile d'imaginer un brusque coup d'accélérateur pour une filière en plein renouveau. « Dix EPR2 en 2030 : ça n'a pas de sens », tranche un connaisseur du secteur. À lui seul, le défi des recrutements est immense. Le nucléaire emploie quelque 220 000 personnes en France et mise sur 100 000 embauches entre 2023 et 2030, dont 30 000 pour composer les départs à la retraite. Tous ces postes sont déjà difficiles à pourvoir. Faire davantage est irréaliste aux yeux de professionnels. ■



Paris, le 20 juin 2024

Madame, Monsieur,

Une fois encore, les élections européennes auront été détournées de leur objet. La mise en avant de thèmes de politique intérieure aura fait passer au deuxième plan les véritables enjeux. Mais, pire encore, l'attisement de la frilosité de nos peuples vieillissants au nom de la préservation de souverainetés nationales est une supercherie. Face aux défis auxquels nous sommes confrontés, seul un renforcement de la confédération de nos souverainetés, devenues régionales à l'échelle mondiale, pourra à terme épanouir nos libertés.

Le temps presse. Les enjeux ?

**Notre défense.** L'invasion de l'Ukraine a cruellement mis en évidence notre vulnérabilité. Incapables d'apporter un soutien décisif à un allié aux portes de nos frontières sans l'appui majeur des Etats-Unis, nous ne sommes pas en mesure de protéger nos territoires, notamment par l'absence d'un rideau sol-air efficace. Certes, nos budgets de défense sont insuffisants, mais ils font en outre la part belle à des achats auprès de fournisseurs non européens (80%). Aussi, les cinq plus grosses entreprises américaines d'armement pourvoient à 80% du budget défense Outre-Atlantique, contre 45% en Europe. Majorés, nos budgets défense doivent être coordonnés, favoriser la modularité de nos équipements et réduire leur part importée.

**Notre compétitivité.** Depuis des années, nous poursuivons une stratégie suicidaire combinant la recherche d'une baisse des coûts salariaux avec une stimulation du pouvoir d'achat par des plans de relance sans lendemain. Résultat ? Une consommation anémiée et un modèle social fragilisé. Nous nous devons de conduire une politique industrielle visant à réduire notre retard grandissant dans les technologies d'avenir telles que l'intelligence artificielle et les biotechnologies. L'Europe ne compte plus que quatre des cinquante plus importantes entreprises mondiales de technologie.

**Notre maîtrise des flux migratoires.** La non-maîtrise de ces flux est létale pour le tissu social de l'ensemble des pays européens et à la racine de la tentation du repli sur soi exprimé si vivement en ce dernier scrutin. Seule une politique d'immigration rigoureuse pratiquée par l'ensemble des pays de l'Union peut s'avérer efficace. Cette politique se doit également d'être conduite avec discernement, les trois quarts des entreprises européennes déclarant éprouver des difficultés de recrutements qualifiés.

**Une croissance verte.** Le fiasco de la conduite de nos politiques écologiques est affligeant. Sous la pression de leaders verts bien intentionnés mais décérébrés, l'essentiel de nos fournitures en matière d'énergies renouvelables est d'origine chinoise et, si l'on devait appliquer à la lettre les objectifs de production de véhicules électriques au moins 60% de notre parc automobile serait d'origine chinoise d'ici 2030 ! Qui plus est, l'absence d'incitation fiscale en Europe contraste avec le plan IRA américain qui pousse nos entreprises à délocaliser leurs investissements hors de nos frontières. Nous nous devons de favoriser les plans d'expansion verts sur notre sol et de protéger nos industries en pénalisant les importations ne répondant pas à nos normes écologiques.

Voilà un programme ambitieux et courageux, alors que la gouvernance européenne va être sévèrement mise à mal par le délitement du traditionnel couple franco-allemand. Aussi nous faut-il impérativement un président de la Commission Européenne dont l'autorité intellectuelle et la capacité de négociation ne sont plus à démontrer. **Mario Draghi** a évité en juillet 2012 l'implosion de la zone euro par son désormais historique « Nous ferons ce qu'il faudra ». Il est à même de relancer la construction européenne par ces projets refondateurs, qui nécessiteront de concilier les divergences souvent passées de nos Etats-Nations.

Dans cette attente que je ne souhaite pas démesurée, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération choisie.



Edouard Carmignac

**A**u bout de vingt ans de mariage, combien de couples ont explosé ? Air France et KLM, qui se sont unis en 2004, sont toujours ensemble.

Mais les jeunes mariés fringants de l'époque qui croyaient à l'amour éternel et en leur bonne étoile sont moins flamboyants. Qui s'en souvient ? Quand Air France a repris 100 % de la compagnie nationale néerlandaise KLM, le groupe est devenu le premier transporteur aérien mondial, celui qui faisait le plus gros chiffre d'affaires.

Aujourd'hui, si on regarde les résultats financiers du dernier exercice (2023), le groupe franco-hollandais ne pointe plus qu'à la sixième place avec 32,5 milliards de dollars de vente. Loin derrière le leader Delta Airlines avec ses 54,7 milliards de dollars. Sur le podium, on trouve deux autres groupes américains (American Airlines et United). Plus grave peut-être, Air France-KLM est devancé par son éternel rival en Europe, l'allemand Lufthansa qui avec 35,8 milliards de dollars est classé quatrième.

Mais cette régression interroge. Dès 2007, Jean-Cyril Spinetta, qui avait réalisé cette fusion et a dirigé Air France-KLM quasiment s'en discontinuer de 1997 à 2008 avant d'en devenir président, ne se faisait pas trop d'illusions sur la capacité de son groupe à continuer de faire la course en tête et se montrait visionnaire. « Dans vingt ans, Air France-KLM doit figurer parmi les dix leaders mondiaux du secteur, affirmait-il. Aujourd'hui nous sommes le numéro 1 mondial. J'espère que nous le resterons. Mais ce n'est pas l'objectif. L'important c'est de faire partie des compagnies qui comptent. Ce n'est ni acquis ni évident. En 2025, les compagnies chinoises auront une taille considérable. Il faudra aussi compter dans ce top ten quelques grands transporteurs indiens, au moins un japonais, trois américains, peut-être des compagnies du Golfe. La puissance de leur économie et de leur marché intérieur leur donne une vocation naturelle de figurer parmi ceux qui domineront le monde de l'aérien. Il faut donc créer les conditions pour qu'un groupe européen à fortes racines françaises soit également présent. » En clair, Air France-KLM avait pris de l'avance car il était le premier à initier la consolidation du secteur. Mais dès que les autres suivraient le mouvement, le classement risquait d'être moins flatteur.

**« Le transport aérien en Europe va connaître la même consolidation que les États-Unis. À la fin, il restera quatre acteurs : Ryanair, Lufthansa, Air France-KLM et IAG »**

**Michael O'Leary**

Directeur général de Ryanair

De fait, quand Delta a racheté Northwest en 2008, que United a croqué Continental en 2010 et qu'American Airlines a mis la main sur US Airways en 2013, ces acteurs américains ont dépassé Air France-KLM. Mais, dans le même contexte, Lufthansa a mieux tiré son épingle du jeu. Directeur général du groupe depuis 2018, le Canadien Ben Smith, qui connaît par cœur le secteur pour y avoir fait toute sa carrière, insiste sur les défauts de Roissy, beaucoup plus difficile à opérer que les hubs de ses concurrents directs (Frankfurt pour Lufthansa et Heathrow pour British Airways). « À Charles de Gaulle un avion met quatre heures pour aller à l'atelier de maintenance. C'est du jamais vu dans les autres grands aéroports européens. À Amsterdam, c'est 45 minutes », dit-il, d'un ton tranchant. « À Charles de Gaulle, 10 % de nos avions moyen-courriers et 5 % de nos long-courriers ne sont pas accessibles directement par une passerelle, beaucoup plus que dans des aéroports européens comparables », réchérchait Anne Rigail, directrice générale d'Air France.

Mais, si on vient le titiller sur la gestion d'Air France-KLM avant son arrivée, Ben Smith se montre aussi acide sur ses prédécesseurs. « Air France-KLM a fait un investissement de 300 millions dans Alitalia qui ne s'est pas révélé très fructueux », souligne-t-il. Une opération réalisée par Pierre-Henri Gourgeon, qui sera resté un peu plus de deux ans et demi à la tête d'Air France (janvier 2009-octobre 2011) avant d'en être éjecté faute de résultats probants. Et, dans la décennie 2010, les patrons successifs du groupe ont consacré une énergie folle sur le dossier Alitalia, se



D'après les résultats financiers de 2023, le groupe Air France KLM a dégagé un résultat opérationnel en forte hausse (1,7 milliard d'euros) mais inférieur à celui d'IAG (3,5 milliards d'euros) et de Lufthansa (2,7 milliards d'euros). UTRECHT ROBIN/ABACA

## Entre Air France et KLM, vingt ans de mariage émaillés de chamailleries

Jean-Yves Guérin

Celui qui était le premier transporteur aérien mondial lors de la fusion en 2004 a glissé au sixième rang aujourd'hui. Depuis 2018, son directeur général, Ben Smith, se démène pour remettre le groupe à sa place.

demandant pendant des années s'il fallait racheter cette compagnie. Une mauvaise cible car la société italienne a fini par faire faillite faute d'avoir réduit suffisamment ses coûts. Les autres grands groupes européens, eux, ne se sont pas trompés : Lufthansa a racheté essentiellement des pépites comme Swiss en 2005 ou Austrian Airlines en 2009. Quant à IAG, constitué à partir de British Airways, il est revenu sur les taulons d'Air France-KLM en s'offrant en 2010 Iberia, qui lui a aussi apporté la low cost Vueling, et en acquérant l'irlandais Aer Lingus en 2016.

Dans cette saga, deux patrons ont été à la hauteur du défi. Sous la direction avisée de Jean-Cyril Spinetta, Air France-KLM est resté leader mondial des transporteurs aériens jusqu'en 2008, dégageant des profits confortables en réalisant plus de synergies que promis. Même satisfecit pour le Canadien Ben Smith. En quelques années, il a stoppé la chute d'Air France-KLM et remis le groupe dans la bonne direction malgré la pandémie de Covid. Mais la comparaison avec ses pairs montre que, s'il est revenu dans la course, rien n'est gagné. En 2023, le groupe a dégagé un résultat opérationnel en forte hausse (1,7 milliard d'euros) mais inférieur à celui d'IAG (3,5 milliards d'euros) et de Lufthansa (2,7 milliards d'euros). N'empêche, il est dans le peloton de tête. « Le transport aérien en Europe va connaître la même consolidation que les États-Unis, répète souvent le patron de Ryanair, Michael O'Leary. À la fin, il restera quatre acteurs : Ryanair, Lufthansa, Air France-KLM et IAG. »

En apaisant le dialogue social, Ben Smith a réussi à stopper les grèves très coûteuses et permis à Transavia France de développer sa flotte au-delà de quarante appareils, le seuil fixé précédemment. Résultat, cette low cost disposera de 81 avions basés dans l'Hexagone à la fin de l'année. De son côté, sa cousine Transavia Hollande exploite cinquante appareils. « L'année dernière, nous avons dégagé un profit net », insiste Marcel de Noodje, directeur général de Transavia Hollande.

En revanche, la marque Transavia, qui regroupe Transavia Hollande et Transavia France, a encore perdu 97 millions d'euros. La preuve qu'il y a

encore beaucoup de pain sur la planche pour faire passer cette dernière dans le vert. À mettre aussi au crédit de Ben Smith, la simplification des marques avec la disparition de Joon, une compagnie long-courrier à coûts modérés, ou la suppression de Hop!. L'autre chantier consiste à redresser la marge de KLM, tombée l'année dernière à 5,4 % contre 5,9 % chez Air France. Comme le système d'activité partielle mis en place par la France pendant le Covid n'avait pas d'équivalent aux Pays-Bas, KLM a fait partir proportionnellement plus de salariés qu'Air France. Et quand la reprise a été beaucoup plus rapide que prévu au printemps 2022, la compagnie hollandaise a dû recruter dans l'urgence. « Nous avons souffert d'une pénurie de personnel et d'une inflation très marquée », explique Marjan Rintel, directrice générale de KLM.

Les interrogations sur la réduction du nombre de vols à l'aéroport d'Amsterdam souhaitée par le gouvernement précédent fait aussi planer des doutes sur son développement. Le nouveau cabinet, qui sera nommé la semaine prochaine avec comme premier ministre un populiste de droite, semble plus pro-business que le précédent. On s'attend donc à ce qu'il revienne sur cette réduction du nombre de rotations à Schiphol. Mais sans en avoir la certitude. Si Air France-KLM doit encore jouer des coudes pour revenir sur le devant de la scène, c'est que le groupe a connu un énorme tour d'air entre le départ de Jean-Cyril Spinetta et l'arrivée de Ben Smith. Symbole de cette descente en piqué, le transporteur aérien binationnal a affiché des pertes consécutives pendant sept exercices consécutifs avant de renouer en 2015 avec de maigres bénéfices, pénalisés par les difficultés d'Air France. Alors que KLM avait été rachetée en mauvaise posture par la compagnie tricolore alors très en forme, le rapport s'est inversé au bout de quelques années.

La compagnie porte-drapeau de la France s'est illustrée par de mauvais résultats quand son allié batave rendait une copie propre. Air France a mis trop de temps pour réagir face à la montée en puissance des low cost (Ryanair, Easyjet) et des transporteurs du Golfe (Emirates, Qatar Airways...) qui inves-

tissent le segment du haut de gamme. Le siège du groupe est à Paris et le patron est toujours français. Plan « Transform 2015 », « Plan Perform 2020 », « Plan Trust together »... les directeurs généraux ou PDG qui se succèdent à la tête d'Air France-KLM (Alexandre de Juniac, puis Jean-Marc Janaillac) ont peu ou pas d'expérience du transport aérien. Ils appliquent les mêmes méthodes pour remettre Air France sur les rails. Une potion amère à base de réduction des coûts et de suppressions de postes. Sans jamais de licenciements : l'État, actionnaire minoritaire, ne l'accepterait pas.

**« L'impact des grèves est désastreux sur la clientèle et son appréciation sur la compagnie, mais aussi nos finances, notre réputation ainsi que sur nos rapports en interne »**

**Pieter Elbers** PDG de KLM

Ainsi, 14.200 emplois ont disparu chez Air France entre 2009 et 2014 sans que les résultats soient au rendez-vous. Le différentiel de coûts par rapport à ses concurrents européens a baissé mais pas suffisamment car Lufthansa et IAG ont aussi travaillé le sujet. Et KLM, qui est beaucoup plus petit qu'Air France, a longtemps contribué beaucoup plus aux performances du groupe que sa conjointe bleu-blanc-rouge : en 2015, la compagnie centenaire d'Amsterdam a généré les deux tiers du résultat opérationnel du groupe. En attendant, le climat social s'est dégradé côté Air France. En 2014, une grève de quatorze jours menée par les pilotes contre le développement de Transavia France se traduit par un manque à gagner supérieur à 300 millions d'euros. En 2015, la vidéo montrant le DRH d'Air France pris à partie par des syndicalistes qui lui arrachent sa chemise fait le tour du monde.

En 2018, une nouvelle grève de quinze jours est menée par les pilotes. Le PDG Jean-Marc Janaillac joue alors son destin à pile ou face. Il organise un référendum à Air France auprès des salariés

sur son projet d'augmentation des salaires. Et il prévient qu'au cas où il se serait mis en minorité, il quittera son poste de PDG du groupe binationnal. Cela ne rate pas, il perd ce référendum et démissionne dans la foulée. Forcément, cette accumulation de crises côté français agace au plus haut point les Néerlandais qui ont le sens du consensus. Et, plus les débordements s'accroissent, plus la méfiance se renforce du côté des Bataves.

Le sujet est suivi de près par le gouvernement hollandais car avec le port de Rotterdam, l'aéroport d'Amsterdam et KLM font partie des joyaux du royaume. Dès 2015, le ministre hollandais des Finances de l'époque prévient que l'État pourrait monter au capital du groupe pour défendre les intérêts du pays. Sa plus grande crainte : que Schiphol devienne un aéroport de seconde zone et perde sa fonction de hub alors que cela relie ce petit pays au reste du monde. Même le PDG de KLM, Pieter Elbers, critique l'approche du patron du groupe, Jean-Marc Janaillac. « L'impact des grèves est désastreux sur la clientèle et son appréciation sur la compagnie, mais aussi nos finances, notre réputation ainsi que sur nos rapports en interne », déclare-t-il.

Le sommet de l'incompréhension est atteint quand les Pays-Bas montent au capital d'Air France-KLM en 2019 à la hauteur de la France (14 %) sans prévenir ni Bercy ni l'Élysée. Finalement, la réconciliation est mise en scène par les deux gouvernements, conscients qu'Air France et KLM ont leur destin lié et ne peuvent pas afficher en public leur désaccord. Et, à force de patience et d'acharnement, Ben Smith a obtenu le départ Pieter Elbers, le PDG de KLM, qui ne jouait pas le jeu du groupe. À la place, il a choisi Marjan Rintel, beaucoup plus consensuel, qui vient une fois par semaine à Roissy pour échanger avec les équipes d'Air France ou du holding.

Cela suffira-t-il pour que le groupe binationnal reste dans le peloton de tête alors que Turkish Airlines, subventionné par son gouvernement, ou Ryad Airlines, porté à bout de bras par l'Arabie saoudite, veulent se faire une place au soleil ? En tout cas, Ben Smith fera tout pour y arriver. ■



Olivia Détrouat  
et Manon Malhère

**Affaiblié par le départ de deux gros adhérents, l'Ania, qui regroupe 19 000 entreprises de l'alimentaire, élit ce jeudi son nouveau président.**

**É**lection sous tension : ce jeudi, le principal syndicat de l'agroalimentaire en France, l'Association nationale des industries alimentaires (Ania), doit élire son président alors que la structure traverse une grave crise. Tout a émergé fin mai, avec l'arrivée sur le bureau de l'actuel président, Jean-Philippe André, d'un courrier de démission. Un des principaux membres de l'Ania, la Fnll (fédération des industries laitières), qui regroupe des géants tels que Lactalis, Danone, Bel ou Savencia, y annonçait sa décision de quitter l'instance le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

L'annonce a été suivie par celle d'un autre adhérent historique, celui des Brasseurs de France. Ce dernier, qui regroupe 500 brasseurs dans l'Hexagone, reste flou sur les raisons de son départ. Mais la démission soudaine de la Fnll, un des piliers du lobby historique du secteur, ressemble bien à une scission en bonne et due forme. « Ces dernières années, nous avons demandé une refonte de l'Ania, justifie François-Xavier Huard, qui pilote la Fnll depuis deux ans et demi. Le service rendu n'était pas à la hauteur, notamment sur la réactivité et la capacité de l'association à porter des positionnements communs sur des sujets aussi importants que la transition écologique, la réutilisation de l'eau ou encore les négociations commerciales. »

#### « Nous avons besoin d'une Ania forte »

De fait, l'Ania, qui regroupe 19 000 entreprises (à 90 % des PME) réalisant 212 milliards d'euros de chiffre d'affaires, avait lancé un chantier en début d'année. Le but : moderniser et faciliter la gouvernance d'une institution gigantesque, regroupant 32 syndicats de métiers et 17 associations régionales. Mais, à la demande de certains adhérents, comme l'Alliance 7 qui regroupe les confiseurs, les chocolatiers ou fabricants de café, le chantier a été repoussé pour le confier au futur président, le mandat de Jean-Philippe André qui présiderait à la destinée de l'Ania depuis trois ans s'achevant ce jour.

Au-delà de ce report, qui a semblé frustrer les industriels du lait, l'élection attendue de Jean-François Loiseau, président de la coopérative céréalière Axérel, a achevé de crispier certaines positions. Issu de la filière cé-



La Fédération des industries laitières (Fnll), qui regroupe des géants tels que Lactalis, Danone, Bel ou Savencia, annonce quitter l'Ania le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

## Le plus gros lobby de l'agroalimentaire lutte pour sa survie

réalière (Intercéréales), il est seul candidat au poste. Après la décision inattendue de son prédécesseur il y a quatre mois de ne pas se représenter pour un nouveau mandat de trois ans, le syndicat n'a apparemment pas réussi à faire émerger une nouvelle candidature faisant consensus. « La Fnll représente les intérêts des grands groupes privés, remarque un fin connaisseur des arcanes du syndicat. Cette fédération, comme les fabricants de grandes marques, doutent du fait qu'ils puissent être bien défendus par quelqu'un issu du monde coopératif. »

Des observateurs extérieurs citent également les divisions internes sur certains positionnements à défendre, comme la consigne dans le secteur de la boisson. Autre sujet qui a affaibli l'Ania : l'affaire du bisphénol A dans les contenants alimentaires, pour laquelle l'Ania ainsi que la Fiac (conservateurs), Pact'Alim (ex-Adepale, qui regroupe les fabricants de produits alimentaires élaborés comme les glaces, conserves...) et le syndicat des fabricants de boîtes ont été condamnés à 20 millions d'euros

d'amendes par l'Autorité de la concurrence, en janvier dernier.

Dans ce contexte, l'enjeu sera d'arrêter les départs des adhérents pour éviter l'implosion de l'Ania. Mais aussi de lancer des réflexions sur ces sujets de long terme, alors que depuis trois ans, « nous avons parfois été plus pompiers que constructeurs », reconnaît Jean-Philippe André. Si l'élection du nouveau président, qui doit recueillir les deux tiers des voix de la cinquantaine de votants ce jeudi, devrait être, bon an, mal an, actée, reste à savoir quelle sera l'ampleur du soutien au futur chef de file.

#### Continuer à peser dans le débat public

Dans les coulées de la Fnll, certaines voix poussent, malgré les luttes internes, à ne pas voter contre le seul candidat, afin de ne pas saper d'entrée de jeu sa légitimité. Et à se donner quelques mois avant de claquer définitivement la porte. Car nombreux sont les adhérents de l'Ania à le reconnaître : « Nous avons besoin d'une Ania forte ». Or l'absence de représentation dans ses rangs d'une

filière aussi stratégique que celle du lait ne pourrait que la fragiliser. Sans compter que les deux derniers départs priveront le syndicat de 30 % de son budget - la Fnll cotisait à elle seule 600 000 euros par an à l'Ania.

Au-delà des questions financières, cruciales pour la pérennité de la structure, l'enjeu sera de continuer à peser dans le débat public. Car cette attrition des membres n'est pas nouvelle, la dernière décennie ayant vu le départ de l'Ania en 2020 de Pact'Alim (ex-Adepale) ou celui des fabricants de spiritueux. De son côté, l'Ilec, qui regroupe, elle, une centaine de multinationales de l'alimentaire et de fabricants de grandes marques, a été très active. Elle a mené un travail de fond sur les relations entre industrie et commerce. « L'Ilec ne répond pas complètement au sujet de l'agroalimentaire », estime-t-on dans les coulées de la Fnll.

En face, les grandes enseignes ont en effet affiné leur force de frappe syndicale, la Fédération du commerce de la distribution (FCD) s'étant considérablement renforcée ces derniers mois. La

grande distribution alimentaire, qui y était farouchement opposée, ne pouvait pas rester sans rien faire après l'adoption de la loi Descroizaille en 2023 (inspirée par l'Ilec, ce texte plafonne les promotions dans les rayons des produits d'hygiène et de beauté). Après plusieurs mois de discussions, les distributeurs Leclerc et Intermarché - des acteurs cruciaux du secteur - ont ainsi rejoint la FCD en mars dernier, et y siègent aux côtés d'Auchan, Casino ou encore Carrefour. La puissante fédération compte également parmi ses membres d'importants acteurs du non alimentaire, comme Leroy Merlin et Action. Layla Rahhou, la nouvelle directrice générale de la FCD qui a remplacé Jacques Creysse en mars dernier, aura la délicate tâche de préserver cette consolidation.

Si elle est maintenue après les élections législatives, la réforme EGAlim 4, qui porte sur les relations commerciales entre agriculteurs, industriels et distributeurs, sera le premier test pour mesurer le rapport de force réel issu de ce nouveau paysage syndical, au sein de la vaste filière alimentaire. ■

## La Commission européenne suspend 400 génériques

Marie Bartnik

L'entreprise indienne qui a évalué ces médicaments est mise en cause. Soixante-douze sont commercialisés en France.

**C**ertains médicaments génériques actuellement commercialisés en France pourraient en être provisoirement bannis. Le 24 mai dernier, la Commission européenne a annoncé la suspension de l'autorisation de mise sur le marché de 400 génériques testés par la société indienne Synapse Labs, en raison de « l'insuffisance des preuves concernant la fiabilité des données d'essai » communiquées par cette société.

Synapse Labs n'est pas un fabricant de médicaments génériques, mais un CRO, pour « contract research organization ». Il s'agit d'un acteur de la chaîne pharmaceutique dont le rôle consiste à réaliser des tests d'efficacité pour les laboratoires, qui, de leur côté, font fabriquer et commercialisent les médicaments. C'est la qualité des analyses conduites par la société indienne que la Commission européenne pointe du doigt. Tous les génériques testés par Synapse Labs et

vendus au sein de l'Union européenne (UE) sont donc concernés par la suspension annoncée fin mai. Parmi la liste des médicaments publiée par la Commission européenne et relevée par *Les Échos*, 72 génériques sont commercialisés en France, a précisé l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM). Dans l'Hexagone, tous les laboratoires qui vendent des génériques ont eu recours aux services de la société indienne. Sept médicaments pointés du doigt par la Commission sont, par exemple, commercialisés par Biogaran, le leader des génériques dans l'Hexagone, et qui produit à hauteur de 50 % en France et de 90 % en Europe. Huit le sont par le laboratoire Arrow, racheté en 2014 par l'acteur indien Aurobindo, cinq par Sandoz ou Viatris, un par Teva. Les médicaments concernés servent à traiter des pathologies aussi diverses que le VIH, le cancer du sein ou la schizophrénie.

L'alerte est venue de l'Agence espagnole des médicaments, qui a incité l'agence européenne, l'EMA, à se pencher sur le sérieux des tests réalisés par Synapse Labs. « À la suite de son évaluation »,

**« Les fabricants devront fournir des données montrant que leurs médicaments génériques libèrent la même quantité de substance active dans l'organisme que les médicaments de référence »**  
La Commission

tion scientifique, l'EMA a établi que les tests effectués sur les médicaments génériques en question ne répondaient pas aux exigences strictes de l'UE en matière de preuves pour démontrer qu'ils sont équi-

valents aux médicaments de référence », souligne la Commission. L'EMA avait pointé du doigt dès décembre 2023 « des irrégularités dans les données des études » conduites par Synapse Labs, ou encore « des insuffisances dans leur documentation ». Ce qui est en jeu est l'efficacité de ces médicaments, mais pas leur niveau de sécurité sanitaire. En France, « il n'y a pas de risque identifié pour les patients traités », a précisé l'ANSM s'agissant des 72 médicaments visés dans l'Hexagone, dans un communiqué paru le 7 juin dernier.

Pour obtenir la levée de cette suspension, « les fabricants devront fournir des données montrant que leurs médicaments génériques libèrent la même quantité de substance active dans l'organisme que les médicaments de référence », précise la Commission. La plupart de ces médicaments sont essentiels aux patients qu'ils traitent. Les systèmes de santé sont par ailleurs déjà confrontés à des pénuries

de médicaments réguliers, en raison d'une demande mondiale plus importante que la production ne peut fournir.

La Commission européenne n'entend donc pas les retirer du marché du jour au lendemain. Chaque pays peut reporter de deux ans cette suspension, en fonction de la criticité du médicament, de l'existence ou non d'alternative sur le marché national. « Cette période de transition permet de concilier la nécessité de disposer de ces données importantes sur les médicaments commercialisés dans l'UE et celle d'assurer un approvisionnement continu en médicaments essentiels pour les patients », explique la Commission européenne. En France, c'est à l'ANSM qu'il revient de conduire cette analyse. Elle dispose d'un mois, jusqu'au 24 juin, pour le faire. « Certains laboratoires ont d'ores et déjà soumis les résultats de nouvelles études de bioéquivalence. Nous évaluons actuellement ces données », souligne l'ANSM. ■

**Ingrid Vergara**

La start-up lève 18 millions d'euros pour développer ses processeurs basés sur le nanotube de carbone.

**L**e lieu a été choisi avec minutie. Dans un sous-sol très profond de la montagne Sainte-Geneviève, à deux pas du Panthéon (Paris 5<sup>e</sup>), la start-up française C12 a installé une salle blanche pour isoler au maximum des vibrations et des perturbations électromagnétiques les procédés de production de ses processeurs quantiques.

Dans le domaine de l'informatique quantique, qui joue avec les propriétés physiques de l'infiniment petit, plusieurs technologies s'affrontent. Les fondateurs de C12, les jumeaux Pierre et Matthieu Desjardins, sont deux polytechniciens, ont fait le choix des nanotubes de carbone comme éléments de base de leur processeur qui servira à développer un ordinateur quantique. « *Un matériel exceptionnel* », selon eux, qui permet de construire des qbits – l'unité de stockage de l'information – avec une faible probabilité d'erreurs.

### « Un petit bijou d'ingénierie »

À partir d'un savoir-faire développé au sein du laboratoire de physique de l'École normale supérieure de Paris et avec le CNRS, C12 développe une méthode pour insérer ces nanotubes de carbone dans des puces en silicium classiques et les transformer ainsi en processeurs quantiques, afin d'accélérer des calculs très complexes. « *À long terme, nous voulons construire un ordinateur à grande échelle et tolérant aux erreurs* », rappelle Pierre Desjardins, le directeur général de C12.

Pour atteindre ses objectifs, la société vient de lever 18 millions d'euros



# Quantique : le français C12 monte en puissance

auprès des fonds Varsity Capital, EIC Fund, Verve Ventures et d'investisseurs historiques comme 360 Capital, Bpifrance et BNP Paribas Développement. En 2021, elle avait déjà levé 10 millions d'euros. C12 monte depuis en puissance. En fin d'année dernière, il a ouvert une première ligne de production pour fabriquer des processeurs quantiques ainsi qu'un mini-data center afin de les opérer. « C'est un petit bi-

jou d'ingénierie. Nous sommes sur des technologies de pointe à chaque étape», rappelle Pierre Desjardins. Cette nouvelle levée de fonds va permettre à la société d'accélérer ses travaux de R & D et les partenariats de codéveloppement avec des industriels.

Cl2 travaille déjà par exemple avec Air liquide sur des problématiques de gaz pour l'industrie des semi-conducteurs. Simuler parfaitement une réac-

tion chimique fait partie des problèmes très complexes aujourd'hui inatteignables pour des supercalculateurs informatiques classiques et que promet de résoudre un jour un ordinateur quantique. « Nous construisons leur avantage quantique », sourit Pierre Desjardins.

La jeune pousse souhaite accélérer des partenariats comme celui-là pour faire progresser sa technologie et ses compétences. « Nous avons identifié les

**La start-up C12 a installé une salle blanche pour isoler au maximum les procédés de production de ses processeurs quantiques des vibrations et des perturbations électromagnétiques.** C12

acteurs qui peuvent être intéressés, dans le secteur de la chimie et de l'énergie », explique l'entrepreneur. Dans un monde où l'énergie est limitée alors que les besoins vont exploser, que ce soit avec l'IA générative ou les véhicules autonomes, l'ordinateur quantique, beaucoup plus frugal à ce niveau-là, aura aussi un rôle à jouer.

## Cinq start-up en course

En mars dernier, C12 a été retenue par le ministère des Armées et le secrétaire général des programmes d'investissements pour le programme Proqima (inspiré du programme Ultra lancé par les Britanniques pendant la Seconde Guerre mondiale). Ce dernier vise à doter le pays de deux prototypes d'ordinateurs quantiques de conception française à horizon 2032, avec une puissance de 128 qubits logiques, soit de premières commandes publiques pour l'écosystème national. C12 sera en compétition avec Pasqal, Qandela, Qobly (ex Siqance) et Alice & Bob. « Les cinq start-up sont sur la même ligne de départ, ce qui montre bien l'état du marché de l'informatique quantique aujourd'hui », souligne Pierre Desjardins. « L'exigence de livrer ce produit va nous obliger à renforcer nos processus qualité, ce qui est important pour une start-up industrielle comme la nôtre », ajoute-t-il.

Dans cette course à laquelle se livrent une poignée d'acteurs dans le monde, les fondateurs de C12 ont une vision : que le nanotube de carbone sera pour l'informatique quantique ce que le silicium a été pour l'informatique traditionnelle dans les années 1950, c'est-à-dire le matériau qui a permis de libérer son potentiel de calcul. Il reste encore plusieurs haies technologiques assez hautes à franchir sur le chemin, mais la jeune société est en bien convaincue : elle a le potentiel de pouvoir devenir « *un champion mondial* » dans le secteur. ■

# L'Occitanie, un terrain de jeu pour les fonds d'investissement

**Guillaume Mollaret** Montpellier

Selon France Invest, ils ont investi 1,15 milliard d'euros en 2023 pour accompagner 131 entreprises de la région.

**Y**a-t-il un lien de cause à effet ? L'Occitanie, quatrième région de France créant le plus de richesse selon l'Insee, est également le troisième territoire français, derrière l'Île-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes, en montant consacré par les fonds d'investissement aux entreprises. Selon France Invest, une association regroupant notamment 450 sociétés de gestion, 1,15 milliard d'euros ont, en 2023, été investis par des fonds d'investissement pour accompagner 131 entre-

prises d'Occitanie dans leur amorçage, leur croissance, leur développement ou leur transmission.

Est-ce l'arbre qui cache la forêt? Le rachat de 82 % de l'entreprise de service numérique Scalian par le groupe Wendel pour 557 millions représente à lui seul la moitié des opérations en valeur. « Certes, convient-on chez France Invest, le niveau d'investissement en Occitanie en 2023 est le plus haut niveau jamais observé, mais ce niveau d'investissement se maintient depuis trois ans dans la région ».

alors qu'il a baissé au plan national passant de 17,95 milliards en 2021 à 14,93 milliards en 2023. » L'association note également que l'Occitanie se distingue par la diversité de son tissu économique. « Bien que l'on recense plus de sièges sociaux dans la région toulousaine, il y a dans cette région, contrairement à d'autres, moins de concentration de capital-investissement autour d'une seule métropole, commente Bertrand Rambaud, président de France Invest et du fonds Siparex. Montpellier, Nîmes, Castres, et Perpignan se distin-

guent également par le nombre d'entreprises accompagnées par des fonds. »

Actionnaire et directeur général délégué des chantiers navals Grand Large Yachting, une ETI d'un millier de salariés dont le siège se trouve à la Grande-Motte (Hérault), Benoît Lebizay, apprécie que figurent au capital des fonds régionaux tels que l'Occitan IXO Private Equity et le breton Epopée Gestion, issu d'un territoire où le groupe compte également quelques chantiers. « Avoir des fonds régionaux à notre capital marque une volonté de nous territorialiser. On sait pouvoir compter sur eux afin de favoriser le dialogue avec les collectivités locales, ce que l'on ne sait pas toujours faire en tant qu'entrepreneurs. Leur connaissance du tissu industriel est également un plus car ils peuvent nous présenter des fournisseurs potentiels que l'on n'avait pas forcément identifiés », détaille le dirigeant. Alors que l'entreprise prévoit la construction d'un nouveau chantier naval en Occitanie, du côté de Sète ou de Canet-en-Roussillon, elle espère aussi que l'ancrage territorial de son capital pourra peser dans des négociations. « On crée un tas de facilités pour installer des entreprises étrangères en France. A minima, quand on est déjà installé en région avec un capital régional, nous pouvons espérer les mêmes égards », estime Benoît Lebizay.

au capital. Une opération baptisée Management buy out (MBO).

En début d'année, la plateforme de financement participatif dans les énergies renouvelables Enerpif, installée à Montpellier, a, elle, été rachetée à 100 % par des fondateurs, jusque-là associés à Sofiaro, la société d'investissement du Crédit agricole en Occitanie-Est, et deux familles, offices régionaux. L'opération, d'un montant de 4,5 millions d'euros, avait permis aux fonds de réaliser une plus-value de 200 %, environ puisque, entre 2016 et 2019, les levées successives s'élevaient à 1,5 million d'euros. *« En région, les fonds nous accordent une écoute. Quand nous sommes allés à Paris présenter notre projet à des fonds installés là-bas, nous avions face à nous des stagiaires dont je doute qu'ils comprennent notre business model... »*, explique Sophie Scantamburlo-Contreras, cofondatrice de Scop3, une société héraltaute spécialisée dans la vente de mobilier de bureau reconditionné ayant récemment levé 5,2 millions auprès d'investisseurs tous issus de son territoire. *La présence de fonds en région permet d'avoir directement accès à leurs dirigeants qui, eux, comprennent vite l'intérêt d'investir à nos côtés.* »

Si trouver des fonds à 100 % régionaux en amorçage relève du possible, la chose devient en revanche plus complexe dès lors que le ticket d'investissement dépasse les 10 millions... « *Quand on cherche un tel ticket, il faut savoir sortir de son berceau tout en travaillant avec des gens avec qui l'on s'entend bien. L'intuitu personae demeure très important dans le choix de ses partenaires. Noria, notre principal partenaire, est un fonds evergreen, c'est-à-dire qu'il n'a pas de date de clôture et accepte la venue de nouveaux investisseurs. Dans notre cas, c'est précieux* », confie Pierre-Alexandre Cichostepski, cofondateur d'Elements green, un producteur montpelliérain d'énergie renouvelable ayant rassemblé 50 millions en guise de seconde levée, l'an dernier. ■

## LA SÉANCE DU MERCREDI 19 JUIN

LE CAC	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP ECH	31/12		JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP ECH	31/12
ACCOR	38.44	+145	38.98	38.37	0.304	+111	LVMH	70.78	-044	71.14	703.3	0.06	-163
ALCANTARA	91.02	-054	91.52	90.53	0.097	-106	MICHELIN	37.08	-036	37.49	3.15	0.01	+123
AIRBUS	147.94	-012	146.78	147.62	0.011	-584	ORANGE	9.43	-073	9.446	9.348	0.209	-48
ARCELORMITTAL SA	21.99	-045	22.33	21.99	0.286	+435	PERNOD RICARD	129.35	-13	130.95	128.95	0.173	-103
AXA	30.47	-02	30.74	30.39	0.138	+332	PUBLICIS GROUPE SA	101.05	+146	101.45	99.54	0.172	203
BNP PARIBAS ACTA	58.71	-126	59.99	58.58	0.257	-62	RENAULT	50	+13	50.42	4.96	0.297	35.48
BOUYGUES	11.03	-18	11.38	31	0.176	-906	SAFRAN	2008	-094	2031.	200.8	0.129	25.92
CAP Gemini	38.33	-024	38.46	38.235	0.164	-289	SANT GOBAN	746	-011	75.32	74.4	0.178	+191
CARREFOUR	13.93	-107	14.45	13.875	0.368	-591	SANOFI	86.62	-191	88.24	86.86	0.088	-32.8
CHRYSLER	13.96	-005	14.11	13.81	0.094	-894	SAATCHI & SAATCHI	27.19	-072	27.19	225	0.001	-10
DANONE	58.92	-57	59.4	58.86	0.143	-041	SCOR ELECTRIC	22.07	-16	22.5	22.015	0.48	-8.14
DASSAULT SYSTEMES	34.75	-31	35.22	34.55	0.137	-214	SECTEUR GENERALE	19.894	-015	19.276	18.95	0.064	-102
EDF	40.5	-03	40.94	40.37	0.18	-25.19	STMICROELECTRONICS	38.21	-652	40.065	38.105	0.241	-55.55
EDFENERG	13.21	-068	13.37	13.155	0.249	+701	TELEPERFORMANCE	10.13	-12	10.233	99.9	0.316	23.29
ESSILORLUXOTTICA	104.1	-131	203.7	203.6	0.061	-12.39	THALES	154.35	+085	155.05	153.35	0.074	+5.23
EUROPEAN SCIENT.	52.42	-169	53.3	52.42	0.162	-111	TOTALENERGIES	61.78	-047	62.64	61.74	0.163	-209
HERMES INTL	2727	-038	2728	2702	0.107	+805	UNIBAN ROADMOM-W	72.58	-03	73.3	71.98	0.14	+8.46
IFM	396.6	-06	398.9	396.25	0.21	-23.66	VEOLIA ENVIRONN	28.56	-38	28.73	28	0.12	-3.8
LEGEND	436.65	-111	440.6	4312	0.048	-31	VINCI	100.4	-01	100.95	99.54	0.191	-117
L'OREAL	92.42	-064	90.44	93.14	0.079	-072	WINDISI SE	9.772	-021	9.862	9.738	0.249	+0.99

LES DEVISES		MONNAIE	1 EURO =	L'OR	VEILLE	31/12
AUSTRALIE		DOLLAR AUSTRALIEN	16125	AUD		
CANADA		DOLLAR CANADIEN	14757	CAD		
GBR BRETAGNE		LIVRE STERLING	0,8446	GBP		
HONG KONG		DOLLAR DE HONG KONG	8,3905	HKD	Lingot 78G	69 608,6E
JAPON		YEN	169,78	JPY	Lingot 78G	1 372,77E
SUISSE		FRANC SUISSE	0,9506	CHF	Lingot 50g	342,88E
ETATS-UNIS		DOLLAR	1,0749	USD	Lingot ONCE (31,10g)	2 706,54E
TUNISIE		DINAR TUNISIEN	3,366	TND	Lingot 7,5g	708,39E
MAROC		DIRHAM	11,03	MAD	Lingot 2,5g	184,74E
LIBAN		NOUVELE LIVRE TURQUE	347,95	LEV	20F NAPOLÉON	433,55E
EGYPTE		LIVRE EGYPTIENNE	51,216	EGP	20F SUISSE	425,5E
CHINE		YUAN	7,8005	CNY	SOVEREIGN	542,08E
INDIE		ROUPIE	95,682	INR	KIRGIZSTAN	2 316,33E
ALGERIE		DINAR ALGERIEN	164,801	DZD	50 PESOS	2 766,77E
					10 DOLLARS	13191E
					1000 LARS	1 473,61E



# Les cinémas français ressentent toujours les conséquences de la grève de Hollywood

Caroline Sallé

Un quart des spectateurs manquent à l'appel comparé à l'avant-Covid. « Vice-Versa 2 » devrait doper la fréquentation.

**A**ux États-Unis, le second volet de *Vice-Versa* a redonné le sourire aux exploitants de salles. En cinq jours, le film d'animation des studios Pixar, propriété de Disney, a déjà récolté 177 millions de dollars, auxquels s'ajoutent 157 millions de dollars à l'international pour un total de 334 millions. *Vice-Versa 2* a signé outre-Atlantique le plus gros démarrage de l'année, surpassant les 82,5 millions de dollars engrangés en mars dernier par le précédent leader du box-office, *Dune 2*. Il est même le seul film, depuis la sortie de *Barbie* en juillet dernier, à dépasser les 100 millions de dollars lors de son lancement.

Cette suite, qui plonge les spectateurs dans l'esprit et les émotions de Riley, l'héroïne devenue adolescente, a attiré non seulement les familles mais aussi un public de jeunes adultes. Lors du week-end de lancement aux États-Unis, les 18-34 ans ont représenté 37 % du public, selon Disney. Un soulagement pour le géant du divertissement : après une série de flops, le long-métrage dont le budget de production s'élève à 200 millions de dollars, propulsé à nouveau Pixar au sommet du box-office.

**« Entre 1<sup>er</sup> janvier et la fin mai, les cinémas ont enregistré 71,6 millions d'entrées, soit -11,6 % par rapport à la même période de 2023 »**

Centre national du cinéma

En France, la sortie mercredi de *Vice-Versa 2* devrait aussi faire grimper le nombre d'entrées en salle, alors que la fréquentation des cinémas est à la peine. Les projections en avant-première ont dépassé les 200 000 entrées et le marché parie que le film dépassera les 4 millions de billets vendus. « *Ca va faire du bien, reconnaît un acteur du secteur. Le début d'année a été très calme. Et le très attendu Furirosa, le cinquième volet de la saga postapocalyptique Mad Max, n'a pas joué le rôle de locomotive escompté.* » Hormis *Dune 2*, qui a franchi la barre des 4 millions d'entrées, *Kung Fu Panda 4*, à près de 2,4 millions de tickets ou encore *Bob Marley : One love*, avec 2 millions de billets vendus, les cinémas pâtissent

d'un manque cruel de blockbusters. La longue grève qui a paralysé Hollywood l'an dernier a des conséquences qui se font sentir aujourd'hui encore. Ce débrayage, le plus important de toute l'histoire des studios américains, a chamboulé le calendrier de sortie de nombreux films. *Avatar 3*, *Mission impossible 8* ou encore la suite de *Dirty Dancing*, initialement programmés en 2024, ont dû être reportés à 2025... Or, ce sont des locomotives essentielles qui permettent d'attirer le public vers d'autres affiches dans les cinémas. Les spectateurs se déplacent pour un blockbuster et reviennent pour voir une comédie française...

La vraie surprise du box-office est venue d'*Un p'tit truc en plus*. La comédie signée par l'humoriste et acteur

Artus est devenue le plus gros succès français en salle depuis la pandémie de Covid-19. Sortie le 1<sup>er</sup> mai dernier, elle a dépassé les 7 millions d'entrées et n'a pas encore terminé sa carrière. Certes, ce film a permis de doper la fréquentation des cinémas français, qui a totalisé en mai 15,6 millions d'entrées. C'est mieux que la moyenne des entrées enregistrées pour un mois de mai sur les exercices 2017 à 2019, c'est-à-dire avant la crise sanitaire. Cette locomotive reste bien seule toutefois pour tirer le box-office et *Vice-Versa 2* ne sera pas de trop pour faire revenir les spectateurs dans les salles obscures. Depuis le début de l'année, seuls onze films ont dépassé la barre du million d'entrées.

Preuve que le box-office souffre, entre 1<sup>er</sup> janvier et la fin mai, « les ciné-

mas ont enregistré 71,6 millions d'entrées, soit -11,6 % par rapport à la même période de 2023 », indique le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC). Ce qui représente 10 millions de tickets en moins. Il s'agit néanmoins d'un calcul optimiste. En effectuant une comparaison avec la situation d'avant la crise sanitaire, le tableau s'assombrit. Entre 2017 et 2019, la moyenne des entrées sur les cinq premiers mois de l'année s'établissait à plus de 93 millions. Autrement dit, près d'un quart des spectateurs manquent toujours à l'appel...

L'incertitude politique, l'Euro de foot et surtout les Jeux olympiques pourraient encore éloigner des salles une partie du public. Mais l'industrie a toutefois des raisons d'espérer. L'adapta-

tion d'un grand classique d'Alexandre Dumas, *Monte-Cristo*, la plus grosse production française de l'année avec une quarantaine de millions d'euros de budget, sortira le 28 juin prochain. Le quatrième épisode de la franchise à succès *Moi, moche et méchant* est attendu le 10 juillet. Tout devrait se jouer en réalité dans la dernière ligne droite de 2024, grâce à la déferlante de blockbusters annoncée. *Gladiator 2* ouvrira le bal en novembre, suivi de *Wicked*, adaptation de la comédie musicale à succès de Broadway avec Ariana Grande, *Valiana 2*, mais aussi *Sonic 3* en décembre, ou encore *Mufasa : le roi lion*. Suffisant pour repasser au-dessus de la barre des 200 millions d'entrées ? Les estimations de marché visent plutôt les 185 millions. Soit légèrement plus qu'en 2023. ■



Avec 177 millions de dollars, en cinq jours, *Vice-Versa 2* est le seul film, depuis la sortie de *Barbie*, à dépasser les 100 millions de dollars de recettes aux États-Unis lors de son lancement. PIXAR

## La désinformation russe a infiltré ChatGPT et les assistants IA

Keren Lentschner

Les principaux agents conversationnels favorisent la diffusion de faux récits, selon une étude de NewsGuard.

**L**a propagande russe a infiltré ChatGPT, Copilot et les autres assistants virtuels. Moins de deux ans après leur essor auprès du grand public, ils offrent un nouveau terrain de jeu aux artisans de la désinformation. « Les principaux chatbots répètent de manière convaincante, dans un tiers de leurs réponses, des récits fabriqués par des sites liés au Kremlin qui se font passer pour des médias d'information locaux », révèle une étude de la société NewsGuard, spécialisée dans la lutte contre la désinformation, qui a passé au crible les dix principaux chatbots d'IA (ChatGPT-4, Grok, Inflection, LeChat de Mistral, Copilot, Meta AI, Claude, Gemini, Perplexity...).

À dix jours des élections européennes et à cinq mois de la présidentielle américaine, et alors que la moitié de la planète se rend cette année aux urnes, ces résultats prennent un sens particulier. 2024 est la « première année électorale marquée par l'utilisation généralisée de l'intelligence artificielle, avec des acteurs malveillants qui font de l'IA une arme, et utilisent les nouvelles technologies accessibles au public pour générer des deepfakes, des sites d'information générés par IA et de faux appels téléphoniques ("robocalls") »,

constate McKenzie Sadeghi, en charge de l'IA et des ingérences étrangères chez NewsGuard. Les résultats montrent que, malgré les efforts déployés par les entreprises d'intelligence artificielle pour empêcher l'utilisation abusive de leurs chatbots à l'approche de diverses élections dans le monde, l'IA reste un outil puissant pour propager de la désinformation. »

Au total, 57 instructions ont été testées sur chaque chatbot par NewsGuard. Les instructions s'appuyaient sur 19 faux récits provenant de 167 sites d'info qui utilisent l'IA pour générer du contenu. Un réseau créé par John Mark Dougan. L'ancien shérif adjoint de Floride qui s'est réfugié à Moscou après avoir fait l'objet d'une enquête pour piratage informatique et extorsion de fonds, et qui est devenu un acteur clé du réseau mondial de désinformation de la Russie. « Ces chatbots n'ont pas reconnu que des sites tels que le Boston Times et le Flagstaff Post sont des fronts de propagande russe, amplifiant sans le savoir des récits de désinformation pour leur propre technologie à probablement contribué à créer, déplore McKenzie Sadeghi. Ce cercle vicieux signifie que les infos sont générées, répétées et validées par les plateformes d'IA. » Ces chatbots n'ont pas non plus

identifié des faux journalistes ou « lanceurs d'alerte » autoproclamés sur YouTube. Ni les photos ou logos générés par IA accompagnant les faux articles.

Comment expliquer une telle perméabilité de ces assistants virtuels aux fake news ? L'IA générative a démultiplié leurs moyens. « L'IA générative

**« Malgré les efforts déployés par les entreprises d'intelligence artificielle pour empêcher l'utilisation abusive de leurs chatbots, l'intelligence artificielle reste un outil puissant pour propager de la désinformation »**

McKenzie Sadeghi  
En charge de l'IA chez NewsGuard

permet de produire en masse et très vite des contenus, et de garantir ainsi qu'ils seront référencés dans une multitude de sites et créeront beaucoup d'audience, analyse Cyril Vart, associé au sein du cabinet EY Fabernovel. Plus besoin d'une multitude de petites mains comme

avant. Il est devenu très facile de fabriquer du contenu politique qui pourra inonder forums, sites et réseaux sociaux, sans qu'il soit toujours évident de distinguer le vrai du faux. »

En outre, ces technologies favorisent la diffusion de contenus similaires via la plupart des assistants conversationnels. « S'ils n'ont pas tous les mêmes algorithmes, la majorité de ces acteurs utilisent les mêmes bases de données, publiques et gratuites, pour entraîner leurs modèles de langage (LLM), ajoute Diego Ferri, également associé chez EY Fabernovel. Car il faut des volumes énormes de données qui coûteraient un prix très élevé. » Ces bases de données incluent des sites internet et des médias gratuits, des comptes en libre accès sur les réseaux sociaux, des plateformes comme Wikipedia.

Les recours aux assistants virtuels risquent-t-ils d'aggraver les risques de désinformation ? « Même s'ils sont désormais présents dans le quotidien, les assistants ne constituent pas encore la principale source d'information pour tous les utilisateurs », relativise Cyril Vart, qui rappelle qu'avant même l'avènement de l'IA générative, les fake news ont prospéré, notamment lors des élections américaines de 2016. « Nous avons été confrontés à des

problèmes similaires au début des moteurs de recherche, rappelle l'expert. Nous nous demandions si nous pouvions faire confiance à la liste de résultats fournis par Google. Nous avons appris à nous en servir, à trier les résultats, à faire abstraction des liens sponsorisés... Avec les assistants virtuels, il faudra sans doute un plus grand effort d'éducation pour permettre au grand public d'interpréter les sources et ne pas tout prendre pour argent comptant. »

Les experts appellent notamment à renforcer la régulation, en mentionnant systématiquement l'utilisation de technologies d'IA. Mais pas seulement. « Pour qu'un LLM soit public, il faudra être transparent sur la nature des bases de données utilisées », ajoute-t-il.

Les géants de la tech savent qu'ils sont attendus au tournant, en particulier cette année électorale. Ils doivent continuer à éduquer leurs modèles de langage et ajouter des garde-fous pour éviter les dérives. En février dernier, vingt d'entre eux se sont engagés à lutter contre les contenus créés par IA visant à tromper les électeurs. Meta, Microsoft, Google, OpenAI, TikTok ou encore X ont promis de « déployer des technologies pour contrer les contenus nuisibles générés par l'IA ». ■



# MODE WEEK-END ACTIVÉ



**LE FIGARO**  
week-end

La culture de la liberté depuis 1826

Personnalités, entretiens, reportages grand format, culture,  
art de vivre... découvrez l'actualité autrement

**Le vendredi et le samedi chez  
votre marchand de journaux.**





**MODE MASCULINE**  
À PARIS, LOUIS VUITTON  
FAIT LE SHOW AVEC UN CASTING  
FORT ET UN ÉTÉ 2025 ALLÉGÉ EN LOGO  
PAGE 29

# LE FIGARO et vous

**DANSE**  
À MONTPELLIER DANSE, WAYNE  
MCGREGOR MONTRE « DEEPSTARIA »,  
UNE PIÈCE RÉALISÉE AVEC  
L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE  
PAGE 31

## Chic, élégant et confortable : le camping change d'ère

Les Français  
se laissent séduire  
par l'hôtellerie  
de plein air,  
dont les prestations  
concurrencent  
désormais les clubs  
de vacances.

PAGE 28



Ushuaïa Villages-Au Bois Joli,  
en Bourgogne.

## « Les Quatre Saisons » hors du temps au Lido 2

Ariane Bavelier

La salle des Champs-Élysées utilise l'immersif  
pour fêter les 300 ans de la partition de Vivaldi.

Mais que viennent donc faire *Les Quatre Saisons* au Lido 2 Paris ? Elles s'invitent dans une scénographie immersive, pensée à deux mains par le chef d'orchestre Jean-Christophe Spinosi et Jean-Luc Choplin, directeur artistique du lieu. Elles s'invitent pour fêter le 300<sup>e</sup> anniversaire de la partition de Vivaldi et ouvrir une divagation poético-numérique sur l'avenir de la planète. « *Le Lido est en pleine mue, quittant les plumes pour les comédies musicales. J'ai voulu tenter une nouvelle expérience* », affirme Choplin, toujours ouvert à l'air du temps.

Celui-ci l'a mené des minimalistes américains qu'il programmait à la Sainte-Baume pour un festival tenu par des jésuites à Los Angeles, chez Disney, et au Châtelet. Pragmatique, il n'a pas programmé de spectacle pendant l'été au Lido. Il a essayé quelques déboires avec les Champs-Élysées lorsqu'il dirigeait le Théâtre Marigny, assiéé par les « gilets jaunes ». Il sait l'usage de Paris erratique, et les JO accentuent la donne. « *On ne pouvait pas être sûr que les artistes réussiraient à rejoindre le théâtre le soir, ni le public* », dit-il. L'installation est d'emploi plus léger et lui permet de plonger à son tour dans cet « immersif » si à la mode.

### Un ballet de surprises

Et c'est parti pour une balade à travers les saisons pour laquelle Choplin semble se souvenir de son passage chez Disney. À part l'apparition d'Illco, le

fidèle toutou du patron, toutes les images sont dessinées. Choplin s'est attaché les services des artistes Nicolas Buffe, Robert Nortik, Étienné Mineur et ceux de l'intelligence artificielle pour un voyage qui relie, en trente-huit minutes, notre printemps 2024, avec ses mers où le corps de ballet des méduses grandit, et ses clairières croulant sous les fleurs, comme dans *Bambi*, à l'hiver 3024, où le spectateur se retrouve constellé de flocons et les pieds pris dans des lames de brouillard tandis que la planète tourne sur elle-même, prise sous les glaces. Entre-temps, on aura vécu l'été 2224 avec l'Arc de triomphe ensablé, et l'automne 2524 avec un ballet de drones autour de la tour Eiffel pavoisant l'urgence du changement climatique.

Les surprises vont bon train dans ces *Jeux des quatre saisons* qui traversent mille ans. Vivaldi, enregistré par l'Ensemble Matheus et augmenté de bruits déjà contenus dans la partition, même ce bal singulier où le temps cyclique perd le nord. Le théâtre du Lido est-il le bon endroit pour l'expérience ? Le spectateur n'est pas couché dans l'image. Il la voit sur écran, devant lui. Comme on contemple une œuvre d'art, avec en plus l'expérience sensorielle de la musique, du froid, de l'eau et des nuées. Une diversion au frais s'il fait trop chaud, et à l'abri s'il pleut, pour les 345 000 passants qui montent et descendent quotidiennement les Champs-Élysées. ■

« *Les Jeux des quatre saisons* », au Lido 2 (Paris 8<sup>e</sup>), tous les jours de 11 h à 20 h.  
www.lido2paris.com

**Exposition**  
13 juin  
— 1<sup>er</sup> sept. 2024



**Bijoux  
de scène**  
DE LA COMÉDIE –  
FRANÇAISE

COMÉDIE  
FRANÇAISE

LE  
CO  
LE  
des Arts  
Joailliers  
Avec le soutien  
de Van Cleef & Arpels

16 bis bd Montmartre  
75009 Paris

Entrée gratuite  
sur réservation,  
du mardi au dimanche  
de 11h à 19h.  
Nocturne le jeudi

Diadème de Rachel dans *Plaire aux perles et camées*, 1843  
© Coll. Comédie-Française - Photo :  
L'École des Arts Joailliers - Benjamin Chelly



# Révolution au camping : le nouveau chic des vacances



Valérie Sasportas

Fin le « cheap » et les clichés, l'hôtellerie de plein air réinvente un nouvel art de vivre qui séduit de nouveaux publics.

Les landes de Bringuiller, sur la presqu'île de Landrellec, à Pleumeur-Bodou (Côtes-d'Armor), s'ouvrent sur un vaste horizon marin. On y plonge en cheminant sur le sentier des douaniers (GR34), dans ce site naturel protégé déclinant à l'année des couleurs bleues, vertes, roses, jaunes comme dans un tableau. Cette nature iodée, pierreuse et herbacée est un trésor que les campings de Landrellec mettent en valeur chaque année à l'ouverture de la saison estivale. Et c'est cette merveille qui a séduit l'hôtelier Adrien Gloaguen et son épouse, Julie Revuz, pour reprendre le Camping du Port, municipal, qui était à vendre.

Depuis le 25 mai, cet ancien 2-étoiles s'offre une nouvelle vie, avec deux tentes lodges supplémentaires pour les randonneurs de passage, pédestres et cyclo touristes, mais pas seulement. Une déco cosy aux teintes acidulées, une literie confortable dans les chalets et mobile homes, des chaises longues sur les emplacements nus avec accès privatif à la plage, une bonne table d'accueil... La destination arbore désormais 4 étoiles. « Ce n'est pas du camping de luxe. Je veux que ceux qui venaient avant continuent », assure Adrien Gloaguen, qui promet de ne pas changer les tarifs. Il n'empêche, l'arrivée du fils du fondateur du Routard inquiète les habitués. « Pour eux, j'ai un défaut, être parisien. Et ils craignent que je transforme le lieu pour faire venir des glameurs. » L'entrepreneur s'en défend. L'endroit est bien monté en gamme. « Mais cette expression est piégieuse », intervient Nicolas Dayot, président de la Fédération nationale de l'hôtellerie de plein air (FNHPA), qui recense 7450 campings en France, dont 300 5-étoiles. Quelque 143 millions de nuitées en 2023 en font le mode d'hébergement collectif préféré des Français, en tout cas des vacanciers, la moitié des campeurs en ayant fait l'expérience entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 30 septembre. « Parler de montée en gamme est un faux ami, reprend-il, car, à cause de la référence hôtelière, on a l'impression que les campings mieux équipés, de meilleure qualité accueillent des gens plus riches. En réalité, on a transformé nos campings pour accueillir les mêmes, et une partie de ces transformations a permis d'accueillir une clientèle nouvelle qui louait des gîtes et des chambres d'hôtel. » Plus de piscines, d'aires de jeux, d'espace bien-être métamorphosent des lieux évoquant de plus en plus des hôtels-clubs au grand air. Vingt-cinq ans après les premiers ajouts aux campings d'hébergements localisés, là où on venait avec son propre matériel, ce n'est plus une tendance, c'est une révolution (douce).

Le phénomène en dit long sur le besoin de confort en plus de la convivialité ;

de sérénité en plus de la reconnexion à la nature. Le huis clos donne un sentiment de sécurité pour laisser ses enfants s'enhardir au grand air quand les parents vaquent à d'autres activités. « Les habitations légères, mobile homes, chalets, ont permis d'attirer des personnes qui n'étaient pas des campeurs, mais d'en faire même quand la météo ne s'y prête pas, et de rallonger la durée de fréquentation touristique », poursuit Nicolas Dayot, qui insiste sur un élément sociologique.

## Accueil soigné et décor qui enchante

« Les classes très populaires, qui font peu de visites, recherchent les équipements intérieurs, tandis que les catégories socio-professionnelles supérieures, plus éduquées, préfèrent les emplacements nus et explorent abondamment les alentours ». Le frisson de l'aventure, mais un service hôtelier. Les plus modestes des campings y ont perdu des plumes. En dix ans, la moitié des implantations à la ferme et sur ère naturelle ont disparu. « Sur 1600 en 2014, il ne reste plus que 800 campings 1 ou 2 étoiles, faute de clients et parce que la pratique s'est déplacée », poursuit Nicolas Dayot. Pour autant, les emplacements nus, pour 300 à 400 euros la semaine, sont ceux qui partent en premier. Adrien Gloaguen promet dans son camping des « vacances dehors, version confort ». C'est un novice. Il découvre qu'un petit immeuble ne se gère pas comme un petit village. « Ce qui m'a le plus surpris, c'est d'abord le nombre. Dans un hôtel de 40 chambres, vous avez 80 occupants. Mais, un camping de 100 emplacements, ce sont 600 personnes ! Et puis la moindre réparation, une personne à voir...

vous faites des kilomètres ! J'ai compris pourquoi la directrice circulait toujours à vélo. » Son étonnement s'impose à la faveur d'une concordance d'inaugurations. Quelques semaines avant le camping de Landrellec, a ouvert en effet le septième hôtel du groupe Touriste, Château d'Eau, en plein quartier des salons afros à Paris. À partir de 129 euros la nuit, la chambre est singulièrement abordable pour la capitale, et cette accessibilité, l'accueil soigné et un décor qui enchante composent les fondamentaux de l'hospitalité que ce nouveau campeur (nos éditions du 19 avril 2023) transposait à l'hôtellerie de plein air. Lui, préfère le mot « camping ». « Je le trouve très beau », prêche ce converti, qui prend le contre-pied des professionnels du secteur. Huttopia, Slow Village, Yellow! Village, La Venise Verte ou encore Ushuaïa Villages relèguent le mot derrière la marque, ne sachant que trop bien sa connotation « cheap », « pop » et « bidochon ».

« Huttopia réalise le fantasme du camping sauvage et confortable », déclare un pionnier, Philippe Bossanne, qui a cofondé en 1999 avec son épouse, Céline, cette marque indépendante de campings nature et villages forestiers. Ce spécialiste de l'écotourisme a été retenu pour participer à la 3<sup>e</sup> édition du Festival des Cabanes à la Villa Médicis, qui se tient jusqu'au 29 septembre dans les jardins historiques de l'Académie de France à Rome, (Italie). L'élégante simplicité d'Huttopia séduit des urbains qui aiment lâcher prise. Sans forcément partir loin. Les Bossanne, couple lyonnais, ont misé sur la périphérie de la cité des Gaules pour leurs dernières implantations. Après le camping urbain de Dardilly l'été

## Un cadre exceptionnel entre forêt et océan tout près de la dune du Pilat, en Gironde, le 4-étoiles Huttopia Arcachon réalise « le fantasme du camping sauvage et confortable », selon les mots de son cofondateur, Philippe Bossanne.

MANU REYBOZ/HUTTOPIA

dernier, un nouvel Huttopia vient d'ouvrir au cœur du parc naturel régional du Pilat, à quarante-cinq minutes de Lyon. Leur indépendance est totale. Mais cela devient rare. La montée en gamme oblige beaucoup à se rassembler pour exister aussi auprès d'un public qui ne connaît pas les codes. Ainsi en est-il des dix-sept premiers Ushuaïa Villages qui ont ouvert ce printemps.

## Marque repère

Imaginé par Olivier Lachenaud, en partenariat avec TFI Licensing, cette nouvelle franchise s'appuie sur l'imaginaire véhiculé par « Ushuaïa », émission star de la fin des années 1980 et de la décennie suivante, qui a marqué l'histoire de la télévision. Les plus anciens se souviennent du souffle haletant de Nicolas Hulot, qui emmenait les téléspectateurs aux quatre coins du monde, 100 mètres sous la mer ou très haut dans le ciel, suscitant l'émerveillement. « Ushuaïa Villages, c'est avant tout l'aventure d'une communauté de propriétaires indépendants qui se retrouvent dans des valeurs », explique Olivier Lachenaud. Le fondateur de Campings.com surfe sur le succès de l'adaptation d'une autre marque repère télévisuelle à des campings franchisés, Camping Paradis. Si bien que, après avoir injecté aux sites réels des ingrédients de la série pour que les fans de la « fiesta boom boom » la retrouvent, c'est le phénomène inverse qui se produit : la réalité a dépassé la fiction, dont les audiences augmentent à chaque fin d'été. Avec Ushuaïa Villages, tout a été inventé, avec une scénographie qui veillera à ne pas verser dans le parc d'attractions. « Ce ne sont pas seulement des campings, mais aussi des hébergements insolites, et des expériences immersives, dans la gastronomie locale, l'artisanat, poursuit Olivier Lachenaud. Au-delà de la scénographie, la réussite de chaque village repose sur la personnalité, attachante, des propriétaires qui détiennent les secrets des lieux. » Cette nouvelle enseigne profite de l'engouement pour les vacances très « slow », en reconnexion avec la nature. Mais « où commence le camping ? », s'interroge Aymeric de Rorthays, directeur général du Vieux Campeur, équipementier d'alpinisme et de randonnée. Certes, « le camping, ce n'est pas qu'une tente », comme le dit le slogan de sa dernière campagne de publicité. Mais, « dormir sous la tente, c'est sacré ! », garantit ce marcheur fan des bivouacs qui assure les plus beaux matins du monde. ■



À Chisseaux, au cœur de la vallée de la Loire et de ses châteaux, l'Ushuaïa Villages La Buissonnière Lodges propose des hébergements insolites et bien équipés. USHUAÏA VILLAGES

+ CARNET DE ROUTE

## CAMPING LIBERTÉ LANDRELLEC

En Bretagne, au bout de la presqu'île, ce 4-étoiles propose 96 emplacements dont 76 mobile homes, roulottes et terrains nus. Esprit lobby à l'accueil, et literie digne de l'hôtellerie, déco en block de couleurs d'inspiration marine y compris dans les parties communes (sanitaires et laveries), salle de sport, une piscine intérieure et deux bassins extérieurs, terrain de foot et de pétanque, kayak et paddle à la location. Cuisine locavore au restaurant de fruits de mer, qui sert les huîtres de l'ostréiculteur



LAURENCE REVOL

voisin et les fromages de la bergerie à côté. À partir de 39 € la nuit en emplacement libre. Compter pas moins de 700 euros pour une semaine en juillet en mobile homes confort pour 4 personnes. Tél. : 02 96 15 30 40 ; campingsliberte.com

## HUTTOPIA PAYS DE CONDRIEU

Pour se mettre au vert dans le parc naturel du Pilat. Cabanes de trappeur, chalets, ou encore cahutes, hébergement unique entre tentes et chalets, pour dormir sous la toile et vivre sur une terrasse en bois. Logements équipés de cuisine, de plancha sur la grande terrasse ou de mobilier de jardin, certains de salles de bains, et tous sous les arbres ou face aux vignobles. Piscines couverte et ouverte, café comptoir et une pléiade d'activités au grand air. Compter autour de 800 euros en moyenne pour 7 nuits jusqu'à 5 personnes. Tél. : 04 84 31 11 12 ; europe.huttopia.com

## USHUAÏA VILLAGE, CAMPING AU BOIS JOLI

Aux portes du parc régional du Morvan, à mi-chemin de Vézelay et du château de Guédelon, en Bourgogne, ce 4-étoiles entre forêt et prairie s'impose comme une destination familiale en pleine nature. Espace aquatique avec piscine extérieure, pataugeoire et de nombreux équipements pour les enfants. Activités pour tous à l'intérieur comme à l'extérieur de l'établissement (randonnée vélo dans le marais). Tentes premium insolites et mobile homes avec spa. Compter 800 € en moyenne pour une semaine en juillet jusqu'à 6 personnes. Tél. : 02 52 56 03 99 ; https://ushuaia-villages.com

## CAMPING LA VENISE VERTE

Au cœur du Marais poitevin, dans le village de Coulon, ce camping écologique familial 4-étoiles propose 84 emplacements ainsi que 33 écolodges et tentes aménagées tout équipées, pouvant accueillir jusqu'à 5 personnes. Un camp de base idéal pour les randonneurs et cyclistes qui peuvent rayonner sur les 300 km de canaux, pistes et chemins balisés. À partir de 80 € la nuit sous tente prête à l'emploi pour 2 occupants et compter 200 € en moyenne les deux nuits en écolodge pour 4 personnes. Tél. : 05 49 35 30 36 ; camping-laveniseverte.fr





Louis Vuitton

JOHANNA GERONJELTIS

Il y a tout juste un an, Pharrell Williams présentait sa première collection pour Louis Vuitton sur le Pont-Neuf. Une superproduction devant 1850 invités, alors un record, et un parterre de stars (LeBron James, Lewis Hamilton, Kim Kardashian...) qui faisait entrer le numéro un du luxe mondial dans une nouvelle dimension, plus pop que jamais. Depuis, chez le malletier, on aime à dire que l'on est non pas une maison de mode, mais une « maison de culture » - entendez « culture pop », donc. Ce qu'embrasse ce nouveau show pour l'été 2025, qui se tenait mardi soir à 20h30 tapantes au siège de l'Unesco, à Paris. Les rues environnantes sont bouclées, des médiateurs rassurent les riverains gênés par l'afflux des invités et des fans de la marque et des stars présentes, dont Victor Wembanyama, Sabrina Carpenter, Michael Fassbender et Alicia Vikander ainsi que moult rappeurs. À l'intérieur, le Globe symbolique, érigé sur la Piazza de l'Unesco, entouré des drapeaux de toutes les nations, fait office de décor.

« En cette année olympique, où tous les regards seront rivés sur Paris, j'avais envie de rendre hommage à l'humanité au sens large », explique Pharrell Williams à une poignée de journalistes après le show. C'est pour cette raison, par exemple, que la palette de couleurs reflète celle des différentes carnations : du noir, du marron foncé, du marron plus clair, du beige, jusqu'au blanc... » Ce qui se traduit par un défilé de tenues entièrement noires portées par les mannequins à la peau la plus sombre, les silhouettes marron par les carnations mates, et ainsi de suite. Une sorte de ton sur ton qui pose question, mais, visiblement, l'Américain ne voit pas malice dans ce parti pris.

Au-delà du casting, ce vestiaire de l'été prochain n'a rien de conceptuel, il est au contraire très direct et efficace, sans complication excessive ni, il faut le souligner, abus de logo. C'est d'ailleurs la tendance générale dans la maison que d'« élever » la marque vers un luxe moins ostentatoire et, pour ce faire, moins utiliser le fameux Monogram. Pharrell, qui a découvert la maison dans les années 1980 à travers les costumes et les looks à logos déments du tailleur de Harlem Dapper Dan, rend hommage à cette esthétique avec des vestes en jean à monogramme sur les épaules, des manteaux de (vraie) fourrure, des imprimés damier imitant du python... Au regard des clients présents dans les rues du défilé, qui n'aiment rien tant qu'afficher leur appartenance à ce club Louis Vuitton homme, cela ne doit pas manquer de leur plaire.

Toutefois, l'essentiel de cette collection est bien plus épuré, elle devrait séduire des hommes plus discrets, mais également les clients actuels, qui eux aussi se sont sans doute lassés de ces signes extérieurs de LV. Le luxe, selon le malletier, se niche désormais dans de sublimes blousons de cuir à détails motard, des costumes croisés noirs qui tombent juste, des imperméables en gabardine d'une simplicité inhabituelle, des pantalons légèrement évases à la ligne

## À Paris, différentes visions de mo(n)de

Matthieu Morge Zucconi

Un luxe épuré et franc pour Pharrell Williams chez Louis Vuitton; des basiques à personnalité signés Auralee; l'essence du style français par Lemaire... Un été 2025 à toute allure.

seventies, des parkas techniques et des surchemises de travail. On voit même la filiation avec le gentleman à la Ralph Lauren dans une veste peignoir en soie.

Dans une maison comme Louis Vuitton, ce qui fait le gros du business, ce sont les accessoires : là, aucun souci à se faire. Les

chaussures (babies Mary Jane, bottines à bout carré dans l'air du temps, chaussures de foot...) sont très réussies. Du côté des sacs, Pharrell, qui a fait un carton avec sa version colorée du Speedy, déploie la palette avec des roses pâles et des verts anis ultradésirables. Autre signe d'« élévation »

évident, les modèles historiques ou plus récents (Alma, Christopher, Neverfull) sont tous, cette fois, fabriqués en cuir. Donc de meilleure qualité et plus chers, ce qui plaira au chiffre d'affaires. Toute maison de culture qu'on soit, le cœur du brief, pour un directeur artistique, c'est ça.

Chez Auralee, les enjeux sont différents. La marque japonaise fondée en 2015 par Ryota Iwai est un secret d'initiés, qui ne défile que depuis deux saisons. Ici, pas de fantaisie ni de grand spectacle, juste du vêtement, beau, simple, et donc remarquablement attirant. C'est l'obsession de tous les hommes qui aiment s'habiller : où trouver un beau manteau, une chemise dans la bonne popeline, un pantalon beige à l'épaisseur parfaite... Et, si beaucoup de marques se sont positionnées sur le créneau du basique bien pensé, peu le font avec autant de personnalité qu'Auralee. Dans cette galerie de portraits inspirée d'un « parc urbain, où se croisent des gens de tous horizons », tout est histoire de détails : la poche ticket à rabats sur le devant d'un pantalon, la rigidité d'un col, le placement d'une

épaule de veste, des poches plaquées sur un bomber de cuir, un bout de manches vichy qui dépasse ce qu'il faut, une cravate légèrement dénouée pour ne pas faire trop strict... Même ton juste du côté des couleurs, le jaune beurre frais d'un pull, un rouge cardinal qui attire le regard, un bleu ciel pas fade, un indigo superbe. Ce n'est pas de la mode, c'est du style. « Il faut que je commence à m'habiller comme ça ! », sourit l'acheteur d'un e-shop américain, en se frayant un chemin pour sortir du défilé. On ne peut que lui donner raison.

Une marque de basiques bien pensés, c'est souvent ce à quoi on a pu réduire Lemaire par le passé. Dans les sélections de bien des grands magasins et autres multimarques exigeants, la marque française est une valeur sûre, un cran au-dessus en termes de mode que les Japonais d'Auralee. Ici aussi le vêtement est de qualité, bien conçu, réel, portable. S'il fallait comparer les deux, la marque française serait un peu plus expérimentale dans les volumes, un peu plus radicale aussi, avec la dose de nonchalance toute parisienne qui fascine à l'étranger. Ainsi, aux États-Unis ou en Asie, pour les fans de mode, le style français, c'est aujourd'hui Lemaire. Et presque rien d'autre... « Notre mode est toujours ancrée dans le réel, car on pense qu'il est important, quand on ouvre son placard, d'avoir des pièces dans lesquelles on se sent bien, qu'on a envie de porter et qui donnent confiance en nous, décrypte Christophe Lemaire en coulisses. Des complices, en bref. Mais avec quelque chose en plus, des petits pas de côté, comme lorsque l'on utilise des matières militaires sur des blazers, du denim de manière différente. » C'est là toute la particularité des créations du duo de directeurs artistiques, Christophe Lemaire et Sarah-Linh Tran. Pour cette saison, présentée dans les bureaux de l'entreprise, place des Vosges (« où ont été conçus tous les vêtements que l'on voit sur le podium »), les formes sont connues, archétypales souvent (le gilet de reporter, le blazer croisé, le pardessus, le pantalon cinq poches, la chemise western, la veste en denim), mais avec le détail en plus (la poche, l'épaule tombant harmonieusement, le grammage de laine, la sangle qui permet de porter une veste à l'épaule comme un sac) pour qu'on ait envie de celui-là et pas d'un autre. Très réussis, les blousons en cuir, notamment un superbe modèle gris évoquant la veste des sous-marins allemands dans les années 1970, l'une des pièces cultes du vestiaire militaire. À la femme, le duo trouve aussi une sensualité nouvelle au fil des robes fendues, des ensembles seconde peau portés avec des porte-jarretelles jamais vulgaires, des pièces aux épaules dénudées... Une féminité pas forcée qui va bien avec l'esprit Lemaire. « Nous voulons simplifier l'allure, reconnaît Sarah-Linh Tran. Travailler moins sur les accumulations de couches, avoir une silhouette plus définie, plus allongée, toujours élégante. » Applaudissements fournis. ■



Lemaire



Auralee

GUILAUME BOLLAS/AURALEE



# Être ou ne pas être un personnage

Anthony Palou

Au Vieux-Colombier, Marina Hands met en scène «Six personnages en quête d'auteur», de Pirandello. Culte mais raide.

Nous entrons dans la plus célèbre pièce de Pirandello comme dans un moulin et nous en sortons, tels ces *Six personnages en quête d'auteur*, rincés. Dans un bel espace bi-frontal propice, au Vieux-Colombier, c'est le chaos, le bordel des répétitions ainsi que l'avait sans doute imaginé, en 1921, Pirandello. Il y a ici, à gauche, un piano vertical et quatre chaises; sur la droite, une table sur laquelle sont posées des bouteilles d'alcool et, à côté, une table de régie. Au centre, une scène surélevée comme un ring. Coraly Zahonero joue l'assistante, Nicolas Chupin est l'acteur. Ils attendent l'actrice (Claire de la Rüe du Can) et le metteur en scène (Guillaume Gallienne). Coraly allume un papier genre d'Arménie. Une fumée envahit rapidement la salle. Quelques quintes de toux ici et là.

Elle dit, c'est le début de la pièce sans début véritable : «*Normalement les acteurs sont ponctuels. (...) Il doit y avoir des problèmes de météo...*» Guillaume Gallienne, désabusé, fait son apparition par une porte sur la gauche. Il porte des lunettes de soleil, une paire d'espadrilles. Il a une gourde à la main. Peu après, l'actrice Claire de la Rüe du Can descend les marches côté droit. Elle est vêtue d'une élégante salopette. Tout lui sied, y compris la salopette. Elle a oublié sa gourde. Gallienne dit : «*Claire a oublié sa gourde, la gourde!*» La répétition peut commencer. Il s'agit d'une pièce de Pirandello, *Le Jeu des rôles*.

Très vite un personnage qui était assis dans le public prend la parole. Il s'agit du père (Thierry Hancisse) : «*On est à la recherche d'un auteur.*» Réponse du metteur en scène Gallienne : «*D'un auteur? Quel auteur? (...) Mais il n'y a pas le moindre auteur ici, tout ce qu'on répète est vieux.*» Le père, insistant : «*Oui, mais s'il n'y a pas d'auteur, vous pourriez tenter le coup.*» Réponse de Gallienne : «*Non, mais vous plaisantez!*» Non, il ne plaisante pas, c'est tout le problème.

Les six personnages ont des choses pas très avouables à déclarer, mais ne peuvent plus taire leur secret de famille qui ne sent pas la rose. Est-il encore nécessaire de le présenter? Allons-y, feuilletons un mode d'emploi que nous avons sous la main : un père de famille (Thierry Hancisse, donc), après avoir encouragé sa femme (Clotilde de Bayser) à le quitter pour suivre un autre homme, se retrouve par hasard client



Les six personnages de la pièce de Pirandello ont des choses pas très avouables à déclarer. CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE/COLLECTION COMÉDIE-FRANÇAISE

de sa belle-fille (Adeline d'Hermey) condamnée par la misère à se prostituer pour le compte d'une couturière, Madame Pace par ailleurs employeuse de la mère. Capito?

## Quincaillerie organisée

C'est le premier volet du drame qui sera «joué» ou plutôt vécu par les personnages eux-mêmes devant des acteurs devenus spectateurs. Lors du second volet, nous apprenons que la fillette (Margot Desforges), sœur de la belle-fille prostituée, se noie sous le regard de son frère (Siméon Ruf), qui se suicide tandis que leur beau-frère, le fils légitime (Adrien Simion), assiste au drame dont il ne veut pas être personnage. Un peu compliqué? Non, pirandellien, comme disent les théâtres.

Les voix de Thierry Hancisse et d'Adeline d'Hermey percent les tympans. Ils sont à fleur de peau, écorchés, découpés au bistouri et sans anesthésie par un Guillaume Gallienne effaré qui excelle dans la vraie-fausse décontraction, successivement et presque sans transition calme, ironique, stupéfait, volontaire, maître et pourtant esclave de son plateau. Lorsqu'il déclare au père : «*Tout ça m'intéresse beaucoup. J'ai l'intuition, je dis bien l'intuition, qu'il y a tout ce qu'il faut pour faire un beau drame.*» Nous ne pouvons pas ne pas penser à la société spectaculaire dans laquelle nous errons. L'imaginaire et le réel, le vrai et le vraisemblable. La réalité des personnages est confondue dans l'illusion du théâtre.

Étrangement la liberté du théâtre dans le théâtre invite non pas à la sou-

plesse mais à une certaine raideur et grandiloquence. Son intérêt est moins artistique qu'il n'y paraît, et nous avons tendance à l'aborder pour de mauvaises raisons : celle d'un soi-disant coup de génie de l'auteur. *Six personnages en quête d'auteur* repose sur un principe certes astucieux, mais une idée ne fait pas toujours l'ouvrage. Ces *Six personnages*, jeu de miroirs, se transforme en une énorme masse de quincaillerie organisée : les acteurs deviennent spectateurs, les six personnages spectateurs, sceptiques de leur drame représenté, et le spectateur, le jouet du farceur Pirandello - dont on peut légitimement préférer à ses *Six personnages*, sa courte et admirable pièce moins verbuse sur le réalisme féminin en amour *Je rêvais (peut-être)...*

Tous ces personnages qui veulent se réveiller non pas d'entre les morts mais d'entre les vivants, qui désirent être encore plus vivants qu'ils ne le sont, finissent par lasser. Cette pièce, voilà le problème, repose sur un principe boiteux - la mise en abyme théâtrale, etc. - qui résiste à n'importe quel metteur en scène. Celle de Marina Hands - saluons en passant la vivifiante traduction de Fabrice Melquiot -, est loin d'être inintéressante. Elle nous ramène à notre époque, où l'on n'existe plus si nous n'avons pas accès aux réseaux sociaux. Un vivant non représenté est un zombi hors les murs. Pire, un invisible. ■

*Six personnages en quête d'auteur*, au Vieux-Colombier (Paris 6<sup>e</sup>), jusqu'au 7 juillet. [www.comedie-francaise.fr](http://www.comedie-francaise.fr)

## Avec ManiFeste, l'Ircam reste la clé de la création musicale

Christian Merlin

Déployé dans divers lieux parisiens, le festival a de nouveau cherché à mettre en avant des œuvres ayant du sens.

Toute l'année, l'Ircam travaille dans l'ombre à l'élaboration d'outils pour faire encore progresser l'univers sans limites du son électronique. Sous la direction de Frank Madlener, l'institut le fait en élaborant et en commercialisant des logiciels et en vendant ses services à l'industrie, développement que n'avait peut-être pas imaginé le fondateur, Pierre Boulez, mais qui lui permet d'assurer sa pérennité alors que les budgets de la culture sont toujours plus contraints. Mais cela n'empêche pas l'Ircam de continuer parallèlement à accompagner la création musicale la fois inventive, comme en témoigne une fois de plus cette année son festival ManiFeste, qui essaie tout au long du mois de juin dans divers lieux parisiens, du Châtelet à la Cité de la musique, en passant par les maisons mères que sont l'Ircam et le Centre Pompidou, éloignés de quelques mètres.

Le titre, rassembleur, de l'édition 2024 est «Action!», qui peut désigner aussi bien l'ordre donné par le réalisateur au moment de tourner la scène d'un film que le côté performatif de la musique quand elle se marie à d'autres expressions artistiques liées au spec-

tacle et à la représentation. C'est ainsi que le festival a commencé au Châtelet par une soirée susceptible de rallier un large public, pas forcément familier du petit monde de la création électronique. Coup d'envoi spectaculaire, dans un dispositif qui ne l'est pas moins, mais qui nous a rapidement paru tourner à vide. Désormais bien connu en France pour être régulièrement à l'affiche du Festival Musica, à Strasbourg, le Danois Simon Steen-Andersen est malin, insolent, cultivé, et il aime se griser de sa propre virtuosité. Avec Trio, il dispose sur scène un cheeur (Les Métaboles, dirigé par Simon Proust), un big band de jazz (ce lui du conservatoire de Paris, dirigé par Léo Margie) et une grande formation symphonique (l'Orchestre de Paris, dirigé par Brad Lubman, qui coordonne le tout).

Cet orchestre à trois dimensions interagit avec un film, conçu par Steen-Andersen, où se télescopent en un montage rapide des images d'archives musicales de la télévision allemande convoquant, parfois pour une seconde, les chefs d'orchestre les plus légendaires et les jazzmen les plus mythiques. L'humour est omniprésent,

avec la nostalgie en arrière-plan, mais ce qui domine est la dextérité de la synchronisation entre l'image et le son, d'où l'impression troublante que c'est Carlos Kleiber ou Sergiu Celibidache sur l'écran qui déclenchent l'attaque de l'orchestre présent sur scène. Ce serait jouissif si l'on n'avait pas compris le procédé au bout de dix minutes alors qu'il en dure cinquante et, surtout, si l'on ne quittait la salle en se

**«Il n'est pas de création sans constitution d'un répertoire, c'est ce que nous rappelle opportunément ManiFeste en reprogrammant des pièces qui ne sont plus de la musique «contemporaine»**

demandant : «À quoi bon?» Car, à part le plaisir gourmand de jouer avec les références en démontant le mécanisme, on n'est pas sûr d'avoir saisi le propos, si ce n'est que l'histoire de la musique n'existerait plus que de manière fantomatique.

La recherche de sens, il y en avait beaucoup, en revanche, dans les autres

concerts de l'édition 2024 de ManiFeste auxquels nous avons assisté, avec des compositeurs qui n'ont pas renoncé à l'idée de créer une œuvre existant par elle-même : projet qui retrouve l'ADN de la manifestation et que nous ne parvenons décidément pas à trouver démodé. D'autant que, si ces œuvres ont un début, un milieu et une fin, le recours à l'électronique leur permet de déplacer les limites du temps et de l'espace. Parfois de manière trop conventionnelle, comme le décevant *Visions*, de Matteo Franceschini, linéaire et prévisible. Parfois de manière troublante, voire fascinante, s'agissant d'*Inside*, d'Aureliano Cattaneo. L'œuvre offre une heure de gloire au sensationnel Nicolas Crosce, contrebasiste de l'Ensemble Intercontemporain, mais c'est surtout une manière nouvelle d'envisager la forme concertante. Caressée, effleurée ou frappée, la contrebasse provoque ou réplique à plusieurs doubles schizophréniques que sont l'ensemble instrumental et l'électronique, mais aussi les micros piézoélectriques et transducteurs, qui envoient les sons dans l'instrument même et le font circuler dans deux contrebasses «fantômes», disposées de part et d'autre. La

voix de l'instrumentiste vient se superposer à ce captivant récit musical, comme le fera celle du flûtiste Matteo Cesari dans *Konter*, d'Eva Reiter, qui fait de la flûte-contrebasse un mélange d'animal préhistorique et de machine infernale.

On aura à chaque fois été époustouffé par l'engagement et la présence des interprètes. Léo Warynski dirige *Multilatérale* avec une empathie intime pour l'univers de chaque compositeur, permettant au magnifique *Eterno vuoto*, de Pasquale Corrado, de nous hanter encore après l'écoute. Et la chef Lin Liao met une énergie explosive à stimuler l'Ensemble intercontemporain, en particulier dans les toujours explosifs *Trois ManiFestes*, du si talentueux Luis Fernando Rizo-Salom, mort à 42 ans seulement. Un an de plus que le génial Fausto Romitelli, dont le lancinant *Amok Koma*, créé en 2001, n'a pas pris une ride. Car il n'est pas de création sans constitution d'un répertoire, c'est ce que nous rappelle opportunément ManiFeste en reprogrammant des pièces qui ne sont plus de la musique «contemporaine», à supposer que le mot ait un sens. ■

ManiFeste, jusqu'au 22 juin. [www.manifeste.ircam.fr](http://www.manifeste.ircam.fr)



Depuis toujours, le chorégraphe travaille avec l'aide d'ordinateurs. Il a passé un cap dernièrement avec le show *Abba*, qui a déjà attiré 8 millions de spectateurs dans la capitale anglaise. Il s'empare aujourd'hui de l'IA.

LE FIGARO. - Qu'est-ce que représente *Deepstaria* dans votre carrière ?

WAYNE MCGREGOR. - On pourrait dire que ça m'a pris trente ans pour faire cette pièce, car depuis mes débuts, je travaille à créer avec l'aide d'ordinateurs. J'ai choisi ce titre, car *Deepstaria* est une sorte de méduse, un animal qui change de forme et s'épanouit dans les profondeurs de la mer. La méduse est aussi un symbole d'immortalité, et de nombreux entrepreneurs investis dans la tech travaillent aujourd'hui sur l'immortalité. *Deepstaria* met en scène un dialogue entre immortalité et espace sous-marin. Dans son processus, elle pose la question de savoir comment la créativité peut être aidée par l'IA. Et la musique de Nicolas Becker est intégrée au processus.

Comment avez-vous fonctionné ?

J'ai travaillé pendant sept ans à construire un système d'IA. J'y ai mis toutes mes archives et vidéos, pour que l'IA puisse créer du matériel physique dans le style spécifique de chaque danseur. Un danseur danse dans un studio spécial équipé de cinq caméras et d'un système de capteurs et data du mouvement. L'IA le reconnaît, identifie son mouvement, va vers les archives, développe des propositions et les réinterprète. Dans les studios, on utilise ce nouveau vocabulaire. Cela a donné naissance à des centaines d'idées. Avec *Deepstaria*, pour la première fois, on a décidé de tenir compte de la « signature physique » de chacun : depuis des siècles, on le sait, chaque voix est unique, la manière dont chacun bouge est unique.

Les danseurs acceptent-ils d'être dirigés par l'IA ?

Ils ne le sont pas ! On a plein d'idées caricaturales sur l'IA. L'une d'elles est que l'être humain serait exclu du processus. Ça n'est pas vrai. C'est un outil, au même titre qu'un poème ou une pièce de musique qu'on met dans un ballet. L'IA ne construit pas la pièce : c'est juste un moyen d'ouvrir de nouvelles possibilités, de nous aider à bousculer nos habitudes. Dans le passé, on avait des livres de référence où chercher de nouvelles pistes. L'IA travaille et répond en temps réel, et anticipe ce que sera le pas suivant. C'est la richesse du projet et j'interviens tout le temps : j'ai construit l'IA, les questions à lui poser, les codages. C'est moi qui façonne la pièce. Dans le studio, les danseurs et l'IA travaillent en même temps. On construit à mesure.

**« Comme Leonard de Vinci a introduit de nouvelles étapes technologiques et changé le cours de l'histoire, l'IA introduit de nouvelles relations entre les œuvres artistiques et les sciences »**

Est-ce que dans le spectacle on voit l'IA au travail ?

Toutes les IA sont très sophistiquées et invisibles. *Deepstaria* aura lieu en même temps sur scène et dans le métavers. Les expériences dans le second ne doivent pas être le simple miroir de la première. Ce serait réducteur d'obtenir avec l'IA un fac-similé de la vie réelle, il faut être plus nuancé. Cependant n'ayez pas peur ! Comme Léonard de Vinci a introduit de nouvelles étapes technologiques et changé le cours de l'histoire, l'IA introduit de nouvelles relations entre les œuvres artistiques et les sciences. J'espère que le résultat sera très humain. Et très intéressant.

Quelles sont les conquêtes accomplies par l'IA pour figurer un corps réel ?

On travaille depuis longtemps à comprendre comment construire des systèmes d'intelligence artificielle qui vivront la présence d'un corps réel dans le studio. C'est-à-dire qui tiennent compte de l'« empathie intentionnelle », cette faculté qu'a l'interlocuteur de lire au seul mouvement de votre corps ce que vous allez dire. Les robots n'en ont aucune. C'est une question intéressante pour l'IA. Comment saisit-elle



## Wayne McGregor : « L'IA nous aide à bousculer nos habitudes »

Propos recueillis par Ariane Bavelier

Concepteur du show londonien « Abba » et grand lecteur de science-fiction, le chorégraphe crée à Montpellier Danse « *Deepstaria* », première pièce réalisée avec l'intelligence artificielle.

**« Je n'imagine pas les limites du pouvoir de l'IA mais j'aime bien l'aventure. Dans vingt ans, j'aimerais savoir ce qui va se passer et ce dont je suis sûr, c'est que les artistes doivent être dans le jeu », déclare Wayne McGregor.** PÅL HANSEN

l'intelligence physique, comment la teste-t-elle à travers la technologie, comment la remodele-t-elle, comment tient-elle compte de l'extrême sophistication de notre comportement ?

Plus l'IA réussit à imiter et reproduire notre réalité physique, plus il y a de raisons de s'inquiéter, non ?

Il y a une implication philosophique. Quelles sont mes données-data physiques ? À qui appartiennent-elles ? Qui peut les commercialiser ? Il est impératif de le comprendre pour suivre ce que les ordinateurs vont faire avec. Dans le futur, les danseurs pourront être répliqués par des IA comme des avatars, ce qui arrive déjà avec les acteurs, d'où la longue grève de Hollywood l'an dernier. Soit ils refuseront. Soit ils seront intéressés et alors ils devront dire comment concevoir le système qui numérise leur data physique et définir comment la protéger en tant que leur signature.

Y a-t-il des limites ?

Il n'y a pas de limites. On a construit un énorme show, *Abba*, avec des avatars dans un théâtre édifié exprès pour pouvoir contrôler tous les angles : 8 millions de tickets ont été vendus en un an. On est très fiers d'*Abba* : c'est la première fois que, dans un théâtre, on a l'impression d'avoir des présences réelles et des interactions entre elles alors que les personnages sont uniquement faits de lumières. Cela ouvre sur la possibilité dans le futur de vaincre la solitude, par exemple, en créant une version « avatar » de la personne qui vous manque. Pour *Abba*, on était avec des corps en 3D. À la première, on ouvrait avec *Abba* en 1970 et on terminait avec les chanteurs d'aujourd'hui, et pendant le spectacle, les vrais *Abba* se produisaient sur scène sans rupture ! Il est vrai qu'on a passé quinze semaines à façonner la data physique de chacun des membres du groupe avec l'IA.

Vous voyez une suite ?

On pourrait créer un musée de la danse où renaîtraient les danseurs morts. Par exemple à partir d'un film de Trisha Brown, le visiteur pourrait faire surgir grâce à l'IA un avatar de la chorégraphe en 3D en train de danser. Et déterminer s'il la veut minuscule ou grande nature. On pourrait même la faire avec Nijinski, dont on n'a que des photos et pas de films, à condition de renseigner l'IA sur la manière dont il bougeait. Le potentiel de cette technologie nous ouvre sur une façon différente de penser à la présence humaine.

Vous pensez être au bout de ce que l'IA peut offrir à la danse ?

Je n'imagine pas les limites du pouvoir de l'IA mais j'aime bien l'aventure. Dans vingt ans, j'aimerais savoir ce qui va se passer et ce dont je suis sûr,

c'est que les artistes doivent être dans le jeu. Moi, je n'y avais jamais eu accès dans un théâtre. J'ai travaillé avec pour la première fois sur *Harry Potter*. Ici, à Londres, dans mon lieu, on a un labo de recherche qu'on ouvre à six jeunes chorégraphes, codeurs ou danseurs qui n'ont pas accès à tous ces outils d'IA et de motion capture. Ils vont faire des projets fantastiques.

L'an dernier, on a vu votre *Dante Project* à l'Opéra de Paris. Pouvez-vous encore travailler de manière traditionnelle sans recourir à l'IA ?

Sans aucun problème. J'ai toujours créé de manière prolifique, je suis juste conscient de la difficulté que j'éprouve à sortir. Je viens de signer *MaddAddam*, une adaptation de la trilogie de Margaret Atwood pour le Ballet du Canada,

repris à Covent Garden à Londres en novembre puis à Paris. Elle était venue voir *Genus* à l'Opéra de Paris et m'avait écrit une lettre magnifique à propos de sa jeunesse et sa relation avec Darwin. J'ai sauté sur l'occasion pour lui demander d'adapter sa trilogie. Encore de la science-fiction ! ■ *Deepstaria*, à Montpellier Danse (34), du 22 au 24 juin.

au 16 septembre 2024

du 12 juin

**AU CŒUR DE LA COULEUR**

Chefs-d'œuvre de la porcelaine monochrome chinoise (8<sup>e</sup>-18<sup>e</sup> siècle)

Avec des prêts exceptionnels de la collection Richard W.C. Kan / Zhuyuetang

MUSÉE GUIMET

LOEWE

MUSÉE NATIONAL DES ARTS ASIATIQUES - GUIMET

# «Présumé innocent» : au nom des femmes

Constance Jamet

Jake Gyllenhaal reprend le rôle incarné en 1990 par Harrison Ford dans le thriller culte de Scott Turow. Une relecture habile post-MeToo.

**A** l'aube des années 1990, Hollywood ne jurait que par les thrillers érotiques qui émuillaient le box-office : *Liaison fatale* et *Proposition* indécente, d'Adrian Lyne; *Basic Instinct*, de Paul Verhoeven, avec Sharon Stone; *Diabolique séduction*, avec Alicia Silverstone. Des portraits d'hommes, installés dans la vie, perdant pied au contact d'une femme fatale - mante religieuse qui les poussent aux décisions les plus extrêmes. Ces schémas dysfonctionnels paraissent désormais datés, caricaturaux, voire misogynes. Dans une industrie, où tout se recycle, les studios ont cédé à la tentation du remake modernisé post-MeToo. Avec des personnages féminins plus fouillés ne cédant pas à l'hystérie. L'an passé, Paramount proposait une relecture de *Liaison fatale*, avec Joshua Jackson. Apple TV+ a décidé de réinterpréter *Présumé innocent*, le roman culte de Scott Turow, porté à l'écran, en 1990, par Alan J. Pakula, avec Harrison Ford.

Il faut des nerfs d'acier pour remettre au goût du jour ce classique. Fin connaisseur des arcanes du système judiciaire américain, l'ancien avocat David E. Kelley (*Ally McBeal*, *Big Little Lies*, *Anatomie d'un scandale*) est l'homme de la situation pour raconter la descente aux enfers de Rusty Sabich. Procureur en vue de Chicago, il incarne la réussite : rhéteur implacable, maison avec piscine, marié, deux enfants. Lorsque sa collègue Carolyn est retrouvée assassinée, il est chargé du dossier. Mais n'ose avouer avoir entretenu une liaison orageuse avec la victime. Une fois découverte, cette omission, ainsi qu'un faisceau d'éléments troublants, transforme le magistrat en suspect numéro un, pour la plus grande joie de ses rivaux. Desser-vi par son orgueil, ployant sous le jugement de ses proches trahis, il aura fort à faire pour convaincre collègues et jurés de son innocence.

Jake Gyllenhaal (*Brokeback Mountain*) donne sa hargne à cet homme acculé qui a succombé à la passion et à l'obsession. Et vit dans la douleur la révélation de sa



**Rusty Sabich (Jake Gyllenhaal) et Carolyn Polhemus (Renate Reinsve) : une complicité aussi intelligente que charnelle.** APPLE TV+

masculinité toxique. Pas toujours capable de contrôler ses frustrations. Une violence sourde jaillit de ses contre-interrogatoires et porte à ébullition la Coccotte-Minute de David E. Kelley.

## Lutte de pouvoir et d'ego

Le scénariste, qui épouse l'évolution de la médecine légale et de la place centrale des preuves ADN, livre une partition habile en ajoutant pléthore de personnages secondaires inédits à la trame de Scott Turow, jusqu'à faire douter du dénouement attendu. Il muscle aussi ses

personnages féminins. Plus qu'un objet de fantasme, Carolyn, campée par la Norvégienne Renate Reinsve, éclatante dans *Julie (en 12 chapitres)*, s'impose comme une professionnelle ambitieuse, pleine d'empathie pour les enfants, même si elle a perdu la garde du sien. Une contradiction de plus chez cette femme aventureuse prête à louvoyer, que l'on devine tourmentée avec laquelle Rusty noue une complicité aussi intellectuelle que charnelle. Le puzzle et les zones d'ombre de sa vie défilent au gré des flash-back et des points de vue de ses collègues. Barbara, l'épouse de Rusty, jouée par Ruth Negga, acquiert également une vie intérieure. Au-delà de la mère dévouée et de l'épouse bafouée, David E. Kelley laisse entrevoir une ar-

tiste qui se bat contre la pitié et redécouvre son libre arbitre et ses desirs.

Exploration des sacrifices consentis au nom du mariage et de la vie de famille, cette version de *Présumé innocent* se délecte aussi des luttes de pouvoir et d'ego qui agitent les prétroires. L'animosité entre Rusty Sabich et Tommy Molto, son rival moins talentueux au poste de procureur adjoint, est particulièrement savoureuse. Cet adversaire aigri est interprété par Peter Sarsgaard, beau-frère de Jake Gyllenhaal à la ville ! ■

**«Présumé innocent»**  
Huit épisodes sur Apple TV+  
Notre avis : ●●●○

## Château de Fontainebleau : l'histoire de la vraie demeure des rois

Blaise de Chaballier

Un documentaire fouillé retrace la transformation d'un relais de chasse médiéval en un bijou d'architecture de la Renaissance.

**P**our Napoléon, qui le réhabilite en 1804, rien ne peut surpasser le château de Fontainebleau. Il s'agit même, selon l'Empereur, de « la vraie demeure des rois, la maison des siècles ». Toute la magnificence de ce domaine apparaît au fil de ce documentaire éclairant, écrit par Mélody Leclair et réalisé par Olivier Philippe.

Au commencement, ce lieu ne paie pourtant pas de mine. C'est en effet un simple relais de chasse médiéval, lové toutefois au cœur d'un formidable massif forestier, qui attire l'attention de Saint Louis, qui s'y rend volontiers pour chasser à courre. Puis, pendant la guerre de Cent Ans, de 1337 à 1457, l'endroit est délaissé au point de tomber en ruine. Il faut attendre l'avènement de François I<sup>er</sup>

pour que la forteresse en péril se métamorphose en un bijou de la Renaissance. Le roi lance une première campagne de travaux de 1528 à 1530. Des bâtiments du Moyen Âge subsiste le donjon, seul vestige des origines toujours debout aujourd'hui. Sur les fondations d'antan sont bâtis les premiers éléments d'un château qui ne cessera d'être agrandi et magnifié au fil des siècles. Mais déjà, en deux ans, un palais sort de terre autour de la cour ovale, auquel on accède par la somptueuse porte dorée, haute de 34 mètres. François I<sup>er</sup> ne s'arrête pas là. En 1531, le roi rachète l'emplacement d'une ancienne abbaye et y fait ériger quatre nouvelles ailes disposées autour d'une cour rectangulaire fermée. La surface du château est alors multipliée par quatre et devient la

plus vaste demeure royale, devant Chambord. Notons, dans la foulée, la création d'une somptueuse galerie de 60 mètres de long qui relie la cour Ovale et la cour rectangulaire. Cette passerelle couverte, véritable prouesse architecturale construite 150 ans avant la galerie des Glaces, à Versailles, éblouit tous les royaumes d'Europe. De quoi attester que le palais est placé sous le signe de la mesure par le souverain mécène des plus grands artistes italiens et ami proche de Léonard de Vinci. À tel point que l'artiste légue au roi *La Joconde*. Le tableau reste exposé à Fontainebleau jusqu'en 1666.

Henri II imprime, lui, sa marque en faisant construire une salle de réception monumentale dans l'une des ailes de la cour Ovale. Et c'est à Henri IV que l'on

doit la construction du Grand Canal. Cet ouvrage titanesque de 1200 mètres de long et de 37 de large, pour une surface de 46 000 m<sup>2</sup> préfigure, là encore, ce qui sera réalisé à Versailles.

## Développement tentaculaire

À Louis XIII, on doit notamment la création du célèbre escalier en fer à cheval, tout récemment restauré. Quant à Louis XIV, il demande à André Le Nôtre d'unifier les parterres, avec à la clé un résultat grandiose : la création d'un immense jardin à la française placé dans l'axe du Grand Canal. Même à Versailles, le génial jardinier ne fera pas aussi bien. Enfin, après que son oncle a sauvé Fontainebleau, Napoléon III et Eugénie y passent leurs étés et créent un ravissant

théâtre privé de 430 places. Après avoir vu ce film, agrémenté de commentaires de spécialistes, de scènes de fiction muettes et de schémas qui permettent de suivre le développement tentaculaire du palais, on comprend la justesse du jugement de Napoléon. Oui, ce château apparaît bien comme une envoûtante maison de famille, celle des 34 rois et des 2 empereurs qui s'y sont succédés. Celle, finalement, de tous les Français, qui se présentent en nombre pour visiter ce domaine à nul autre pareil. ■

**«Fontainebleau, mégastructure royale»**  
À 20h50, sur Histoire TV  
Notre avis : ●●●○

## MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

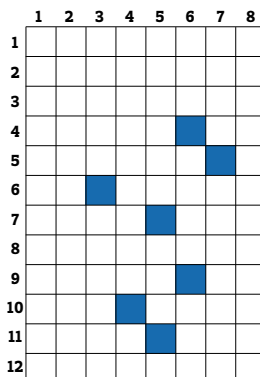
### PROBLÈME N° 6636

#### HORIZONTALEMENT

1. Résistants de l'Olympe. - 2. Exagère ses mérites dans la conversation. - 3. Menace de tomber par morceaux. - 4. Est souvent aux abois. Milice ou société. - 5. Portions de tripes. - 6. Dans une série d'exclusions. Sort froidement du canon. - 7. Siège mal. De quoi faire la peau. - 8. Va mourir. - 9. Donna matière à réfléchir. Soldat américain dans notre régiment. - 10. Un rien familial. Successeur d'Oleg le Sage à Kiev. - 11. Feuille qui fait la couverture. Sort rarement de sa réserve. - 12. Prisées dans le showbiz.

#### VERTICALEMENT

1. Lentes progressions intérieures. - 2. Elle offre une garantie de qualité. - 3. Débarasse des ordures. Support de la presse. - 4. Combustible nucléaire. En effet. - 5. Belle d'Offenbach. Jour qui passe. - 6. Avance l'heure du départ. C'est un point de vue qui se respecte. Permet de couper le fil. - 7. Gaulois ou italienne, selon le sens. Les plats du jour y manquent de relief. - 8. N'ont pas tous l'âge de la retraite.



### SOLUTION DU PROBLÈME N° 6635

**HORIZONTALEMENT** 1. Découche. - 2. Éviction. - 3. Sabreras. - 4. Ille. Eze. - 5. Lue. ér. - 6. Le. Émane. - 7. Usages. - 8. Mou. FC. - 9. Ive. Sari. - 10. Cœur. - 11. Nutation. - 12. Stations.

**VERTICALEMENT** 1. Désillusions. - 2. Évalués. Veut. - 3. Cible. Ameuta. - 4. Ocre. Ego. Fat. - 5. Ute. Émeus. Ti. - 6. Céreras. Agio. - 7. Hoazin. Fréon. - 8. Ensemencions.

### LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION

## SUDOKU

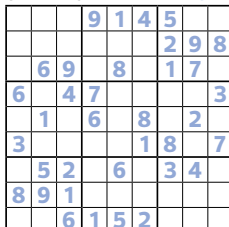
RCI JEUX

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9.

Chaque jour un peu plus difficile

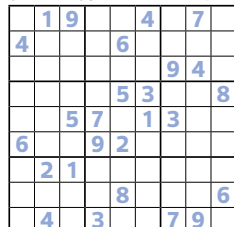
### GRILLE 4792

FACILE



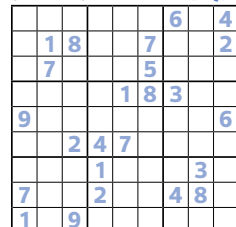
### GRILLE 4793

DIFFICILE



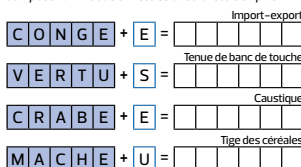
### GRILLE 4794

DIABOLIQUE



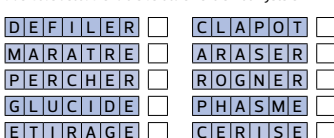
## LETTRES/EN/PLUS

Composez un mot de six lettres avec la lettre en plus.



## LETTRES/EN/MOINS

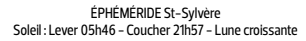
Dans chacun des mots horizontaux, rayez une lettre afin de créer un mot nouveau et reportez cette lettre dans la colonne vide. Vous découvrez alors verticalement le mot mystère.



SOLUTION DES MOTS MÉLANGÉS

LE MOT À TROUVER EST : TOSER.



[illegible]

# L'avocat rock'n'roll de Johnny Hallyday



PAR  
Léna Lutaud

Après avoir été musicien auprès d'Antoine, de Dick Rivers et de Sacha Distel, Jacques Verrecchia, admirateur inconditionnel de Jean-Philippe Smet, est devenu son avocat. Il vient de publier ses Mémoires.

**A**u pic de la guerre entre David Hallyday, Laura Smet et Laetitia Hallyday, il se tenait debout au fond du tribunal de Nanterre. Incognito. Pour rien au monde, il n'aurait manqué ces audiences où planait l'ombre de son cher Johnny. Drapé dans sa robe noire, Jacques Verrecchia jaugeait sans concession ses confrères à la barre. « J'y suis allé de mon propre chef et j'étais catastrophé de ce que j'entendais. Le seul vraiment doué était Pierre-Jean Douvier, le spécialiste des trusts embauché par David Hallyday. » Jacques Verrecchia a côtoyé le rocker pendant cinquante ans. D'abord comme musicien, puis comme ami intime et enfin comme avocat de 1982 à 2007. Passé ce record de longévité, il est évincé sans explications. Ils se reverront en 2013, comme si rien ne s'était passé, à la sortie d'une salle de musculation à Los Angeles, où tous deux se sont installés.

En ce mois de juin où une messe géante est organisée à La Major à Marseille en hommage à Johnny, Jacques Verrecchia publie *Avocat du patron*, aux Éditions Mareuil. Un livre de confidences, parfait pour l'été. « Ce n'est pas une biographie de plus, mais ce que j'ai vécu. Je veux faire accéder les gens à la vie quotidienne de



Jacques Verrecchia a côtoyé le rocker pendant cinquante ans.

Johnny. » Son récit décrit toute une vie vécue à travers Johnny Hallyday. Sur son téléphone, il a conservé des messages vocaux de son ami et les réécoute de temps en temps. La photo en couverture

dit tout de leur rapport : Johnny regarde l'objectif en s'appuyant avec confiance sur l'épaule de son ami. Ce dernier baisse le visage comme pour mieux rester dans l'ombre. « Je me suis sacrifié », dit l'intéressé, qui avait des photos bien plus belles, comme celle où ils posent bras dessus, bras dessous, bronzés, crinière au vent sur le yacht *Only You*.

Par secret professionnel et désireux d'être « fédérateur », ses 305 pages contiennent peu de révélations et de règlements de comptes, à l'exception d'un coup de griffe contre Eddy Mitchell. « Cela m'a fait plaisir », glisse André Boudou, le père de Laetitia Hallyday. Les anecdotes sont nombreuses. Celle où Catherine Deneuve s'endort dans la chambre d'hôtel de Johnny où débarque Sylvie Vartan, ivre de colère, est digne d'un vaudeville. Celle où Johnny drague Estelle au tout début de sa relation avec David est étonnante. La scène où il reprend à sa fiancée Leah une casquette pour, sans états d'âme, l'offrir à Adeline, la nouvelle élue de son cœur, est gratinée. Les quiproquos avec Florent Pagny, la solitude, ses mauvaises blagues faites à Patrick Bruel, son rapport aux restaurants, aux femmes de sa vie... tout y est.

Depuis la mort du rocker, le 5 décembre 2017, Jacques Verrecchia a avalé bien des coulures. Il est d'abord « oublié » par les organisateurs de l'hommage à l'église de la Madeleine le 9 décembre 2017. Il y va quand même, la police le laisse passer. Deux mois plus tard, quand éclate la guerre de succession autour du « Grand », il se croit de nouveau oublié. « J'avais pourtant géré le départ de Johnny d'Universal France puis négocié son contrat mirifique chez Warner Music », dit-il en ravalant sa fierté. « Jacques est vraiment un ami, il aimait sincèrement Johnny », précise André Boudou. Jacques est spécialiste des droits musicaux et du droit de la presse, le dossier succession était compliqué, il n'avait pas ce savoir spécifique. » Dans l'ombre, Jacques Verrecchia réconforte par courriel la veuve de son ami. Il assiste par ses propres moyens aux hommages à Toulouse comme à Bercy. Quand André Boudou change les conseillers juridiques de sa fille car « on allait dans le mur », il lui demande son aide. Ce dernier devient l'avocat de Jade et Joy Hallyday jusqu'à la fin de la guerre avec David et Laura en janvier 2020.

Sa première rencontre avec leur père remonte à 1961. À 12 ans, Jacques Verrecchia accompagne sa mère, Lysiane, à l'Olympia, où le rocker se produit en costume lamé or et nœud papillon. Lysiane achète tous les 45 tours de l'idole. Six ans d'écart et un monde séparent son fils de la star. Né dans une famille d'émigrés italiens, Jacques Verrecchia a grandi dans l'Est parisien. Après dix ans de solfège et de piano, il s'est mis à la guitare électrique en écoutant les Beatles et Elvis. Au Golf Drouot, où a débuté Johnny, il joue avec son groupe, Les Rockers. Soutenue par le guitariste de Chuck Berry, la formation comprend le futur directeur de production et l'un des futurs choristes de Johnny. Lui et Jacques Verrecchia se côtoient comme musiciens. Ils partagent des plats de spaghettis et du hach afghan. Notre futur avocat fait carrière auprès d'Antoine, de Dick Rivers, de Michel Delpech et de Sacha Distel. Antoine lui finance son 45-tours solo, « Nous sommes tous des acteurs. Le croquer de La Belle Vie l'emmène en tournée mondiale. « Je n'ai rien vu du Brésil, à Copacabana comme à Rio, j'étais plongé dans mes livres de droit. Sacha Distel m'encourageait et m'envoyait sa Rolls à la descente de l'avion pour que je puisse étudier de jour et jouer la nuit. »

**« Ce n'est pas une biographie de plus, mais ce que j'ai vécu. Je veux faire accéder les gens à la vie quotidienne de Johnny »**

En 1980, à 31 ans, il prête serment. « J'ai passé le barreau pour défendre les musiciens. Dans les années 1970, le métier d'artiste était très dur, raconte-t-il. Nous étions souvent payés en liquide en sortant de scène. Ne pas être déclaré, c'est ne pas accumuler de points retraite et être sans Sécurité sociale. Le système des intermittents n'existait pas, les loges non plus. » Aux États-Unis, ce type de spécialisation existe depuis longtemps. Pas en France. Son premier client est Johnny, qui, pour lui faire plaisir, lui donne des petits contrats commerciaux. En 1990, il le fait monter sur scène à Bercy pour *Blue Suede Shoes* devant 15 000 personnes. Quand l'idole présente ses musiciens, on entend : « Le seul avocat qui joue du rock'n'roll... Mon avocat... Jacques Verrecchia. » Ils passent leurs vacances ensemble à Ramatuelle, à Courchevel. Ils font tout ensemble : écumant les salles de sport, la route 66 en Harley. Quand Adeline épouse Johnny, les enfants de Jacques Verrecchia sont ses enfants d'honneur. Après des tribunaux, où Johnny Hallyday est persona non grata pour « procédures abusives », Jacques Verrecchia renverse la vapeur. La presse people est au summum de sa puissance. Grâce à son avocat parti en croisade contre les paparazzis, Johnny va gagner des centaines de milliers d'euros en dommages et intérêts nets d'impôts. C'est ce que le rocker dépense en quelques semaines mais peu importe. Il a besoin d'argent, notamment pour payer les 50 000 litres de fuel du *Only You*. En 1998, Verrecchia gravit un échelon. Il décroche la restitution des droits de Johnny sur *Toute la musique que j'aime*. Des lors, le respect est total. Sur une idée d'André Boudou, Verrecchia gère la rupture avec Universal puis le contrat chez Warner. En 2007, l'usure du temps l'éloigne du premier cercle. Jacques Verrecchia se concentre sur ses autres clients, Isabelle Adjani, Alain Delon, Marisa Berenson...

Depuis le décès de son ami, Jacques Verrecchia est en pèlerinage. De la photo de Johnny en chapeau de cow-boy sur le mur ocre de son hôtel préféré dans l'Utah à l'exposition qui vient de fermer ses portes à Paris, il va partout. Quand le biopic de Jalil Lespert sera prêt, il sera évidemment le premier à se précipiter au cinéma. ■



UN DERNIER MOT **Par Étienne de Montety**

## Masque (mas-k') n. m. Loup pour l'homme.

S'étant cassé le nez, Kylian Mbappé devrait jouer les prochains matchs de l'équipe de France avec un masque.

Le mot vient de l'italien *maschera*, qui signifie « faux visage ».

Au lieu d'être défait après ce coup du sort, Mbappé a préféré s'en amuser, demandant même à ses *followers* des idées de masque.

Soit dit en passant, jusqu'ici c'était le numéro de téléphone de la star qui était masqué. On imagine les prochains matchs, transformés par la fantaisie du joueur en véritable mascarade...

Cependant, ce ton badin masque mal le désarroi du capitaine de l'équipe de France : que pourra-t-il faire sur le terrain ? Ou plutôt : existe-t-il pour le football un masque de faire ? Son jeu de tête, par exemple, devrait s'en trouver amoindri.

En tout cas, s'il revient sur le terrain masqué, tous les regards se tourneront vers lui : il sera la mascotte de la compétition. ■

**HUBLOT**

OFFICIAL PARTNER  
EURO2024

**HUBLOT**

BIG BANG e GEN3  
UEFA EURO 2024™



# LE FIGARO littéraire



## GÉRARD GUÉGAN

LES GRANDES RENCONTRES  
QUI ONT CHANGÉ SA VIE :  
GIONO, MILLER...

PAGE 4

## HISTOIRE

LES ACCORDS DE MUNICH  
VUS PAR L'ÉCRIVAIN DIPLOMATE  
MAURIZIO SERRA

PAGE 6



# Rebonjour tristesse

**DOSSIER** Il y a soixante-dix ans, Françoise Sagan surgissait avec un premier roman qui surprenait et séduisait par son ton nouveau et sa liberté. Une légende était née. **PAGES 2 ET 3**

## Série noire et années sombres

**B**ernhard Schlink s'est révélé aux lecteurs par un roman remarquable et poignant, *Le Lit-seur*. Il y explorait vigoureusement le passé de son pays, l'Allemagne. On le retrouve dans *Brouillard sur Mannheim*, titre choisi pour la version française dans la « Série noire ». Le titre allemand est *Selbs Justiz*, ce qui signifie deux choses : « La justice de Selb », nom du héros du livre. Ou « se faire justice ». On dira qu'on prend les deux acceptions, tant le livre constitue une formidable enquête policière autant qu'une introspection sur la vie d'un homme.

Gerhard Selb est un ancien procureur qui a exercé entre 1933 et 1945. Il est sollicité par Korten, son vieil ami de lycée qui dirige la RCW, pour enquêter sur un piratage informatique dans l'entreprise. À Mannheim, la RCW est reine. Elle règne sur la ville par sa dimension et son poids économique. Qui à Mannheim pourrait se dire indépendant d'elle ? Le voudrait-on, on ne serait pas indemne des émanations chimiques qui sortent de ses cheminées. Enquêter sur RCW, c'est enquêter sur une ville et son histoire. C'est remuer la mémoire souillée de toute une société.

Le roman procède par parties. D'une fuite d'origine informatique, on passe à une alerte chimique peut-être sous-estimée volontaire-

ment par la direction, puis on bifurque sur une mort mystérieuse. Plusieurs fois, on pense l'affaire close. Et le brave Selb en repos. Elle l'est mais connaît aussitôt des rebondissements sinon des approfondissements : et l'on en vient à l'étude par Selb de la responsabilité de la firme et de ses cadres durant l'ère nazie.



### LA CHRONIQUE d'Étienne de Montety

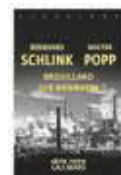
Bernhard Schlink a été professeur de droit. Cette formation lui confère à l'évidence une grande perspicacité pour élaborer ses romans, et un style précis, percutant. Sa matière de prédilection est assez présente dans le roman : procès, position de la Cour constitutionnelle sur tel ou tel sujet, Selb est fréquemment confronté à ce « respect du droit » qui fut un des arguments de fer des nazis, comme si tout ce qui était légal était par essence légitime. Après la guerre, il est resté à la fois l'armature de la RFA et sa fragilité : comment faire à une société un examen de conscience si l'on se réfugie en permanence derrière des lois, sans en étudier l'esprit, et les conséquences ?

Et puisqu'il est question de lois, Schlink

connaît sur le bout des doigts celles du roman policier : associé à Walter Popp, il déborde largement ce genre littéraire. Selb est un antihéros, un homme vieillissant qui oscille en permanence : il est tantôt vaillant, tantôt vieillard et tantôt conquérant. Mais les auteurs font aussi entrer dans leurs réflexions de la sociologie et de la philosophie politique.

Le lecteur se trouve plongé dans les tréfonds d'un pays : il y a le climat de Bade-Wurtemberg, la neige, le Rhin, la pollution chimique, autant d'éléments constitutifs de l'histoire qui nous est racontée, comme l'est

le passé. Mais qu'on n'envisage pas dans ce roman d'assister à un combat du bien contre le mal, un triomphe de l'amour face au cynisme politique ou économique. À peine quelques pans de l'histoire seront soulevés et un peu de lumière apposée sur les événements. Pour le reste, le brouillard est persistant sur Mannheim et sur l'histoire des hommes. ■

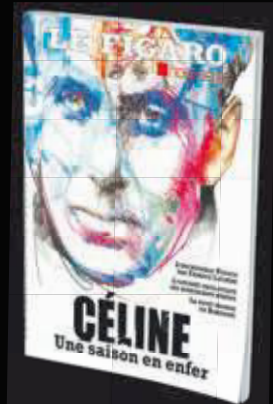


**BROUILLARD SUR MANNHEIM**  
De Bernhard Schlink  
et Walter Popp,  
traduit de l'allemand  
par Martin Ziegler,  
Gallimard,  
« Série noire »,  
370 p., 13,50 €.

## LE FIGARO

VOUS RÉVÈLE LES DESSOUS DE LA CULTURE **hors-série**

### CÉLINE, UNE SAISON EN ENFER



14,90 € 164 pages, actuellement disponible  
chez votre marchand de journaux et sur [www.lesfigarostores.fr/hors-serie](http://www.lesfigarostores.fr/hors-serie)

Retrouvez Le Figaro Hors-Série sur X et Facebook



# 15 mars 1954 : une bombe nommée « Bonjour tristesse »

Isabelle Spaak

Récemment, une jeune fille inconnue marchait dans les rues avec un tee-shirt estampillé « I Love Sagan ». Sous le cœur imprimé sur le coton, une citation de *Bonjour tristesse*. Denis Westhoff en a été très touché. Mais il faut quelques minutes au fils unique de Françoise Sagan, son ayant droit moral, pour retrouver la phrase de mémoire. Le temps de feuilleter *Bonjour tristesse*, qu'il a lu maintes et maintes fois, voici les mots exacts. Page 21 d'un roman qui en compte 188 : « Je connais peu de choses de l'amour : des rendez-vous, des baisers, des lassitudes. » Tout Sagan en deux lignes. La musique, la mélancolie, la simplicité. La fronde, aussi. Car s'enhardir à associer la lassitude avec l'amour quand on est une primo-romancière de 17 ans (18 ans à la parution du livre), n'est pas donné à tout le monde. Ni de toucher aussi juste, quel que soit l'âge. Quelle que soit l'époque. Même soixante-dix ans après sa parution, le 15 mars 1954 chez Julliard, grâce au flair de son fondateur.

Car il n'a fallu qu'une nuit à René Julliard pour se décider à publier *Bonjour tristesse*. Et ce, avant même d'en avoir achevé la lecture. Passer à côté d'un tel manuscrit aurait été impensable. En dépit de la date de naissance de la romancière. Car « Françoise Quoirez, 167, boulevard Malesherbes. Carnot - 59 61. Née le 21 juin 1935 » est mineure. Au petit matin, René Julliard téléphone toutefois au numéro indiqué. C'est un dimanche. Faute de pouvoir parler à Françoise Quoirez, qui dort encore, il envoie un télégramme : « Rendez-vous dix-sept heures, ce jour, aux Éditions Julliard. » L'éditeur veut se rendre compte au plus vite de quoi il retourne. Est-il possible que ce soit une adolescente qui décrive avec tant de talent et d'immoralité les mœurs d'une bourgeoisie si oisive ? Il s'agit sans doute d'un homme - usant d'un pseudonyme. La suite est connue. René Julliard rencontre la jeune Françoise Quoirez l'après-midi même. Le contrat est signé dans la foulée. Il lui propose 25 000 francs et lui conseille d'opter pour un nom de plume. Françoise trouve Sagan au hasard d'un volume de Proust qu'elle est en train de lire. Car elle lit beaucoup, lit tout. Proust, Dostoïevski, Sartre, Colette...

Le 24 mai 1954, deux mois après sa sortie, *Bonjour tristesse* est couronné par les dix-sept jurés du prix des Critiques. Parmi lesquels, Jean Paulhan, Georges Bataille, Roger Caillois, Marcel Arland, Jean Grenier, Maurice Nadeau et, une seule femme, Dominique Aury. Le roman a déjà été vendu à 8 000 exemplaires. Sagan devient un phénomène. « Alors qu'elle habitait encore chez ses parents, elle a été photographiée, interviewée, invitée, sollicitée. Elle était très timide, elle en a été épouvantée, s'est mise en retrait », raconte son fils. Ses pairs s'insurgent.

Dans *Ma vie entre les lignes* (La Table ronde, 1982), Antoine Blondin s'agace de ce foïn autour de Sagan, qui occulte ses qualités d'écrivain. « Quand cessera-t-on de lui poser les questions (...) qu'on réserve aux grands malades, aux prévenus notoires ou aux contribuables prépondérants, pour s'avisier du respect humble et passionné qu'elle voue à la littérature... ? »

Mais comment résister à la gloire ? En moins d'un an, il s'écoule plus de 1 million de *Bonjour tristesse*. « Quinze mille exemplaires se vendent chaque jour aux États-Unis et, dans le même temps, Françoise Sagan gagne 2 millions », se réjouit René Julliard dans *Le Figaro littéraire* en mai 1955. En même temps que la « corrida » enfle, le « mythe » Sagan se met en place. Les copains, le casino, les boîtes de nuit, le whisky, la flambe... L'été 1958, à Saint-Tropez, alors petit village calme où elle vient se reposer, Sagan est pîstée par les paparazzis qui ont débarqué en meute pour photographier Brigitte Bardot, qui vient de tourner *Et Dieu... créa la femme*, de Roger Vadim. Bâ se terre. Sagan est une aussi belle proie que l'actrice. Elle aussi est libre, elle aussi incarne la nuit, la fête, les libertés conjuguées au féminin. Sa légende fera l'affaire des photogra-

phes, satisfera les badauds qui se relient sur l'écrivain.

## Des dizaines de millions d'exemplaires

« Il y a encore des gens qui résument ma mère à cette image. Heureusement, plus grand monde ne s'en souvient. Et elle parlait du succès comme d'une "voilette", parfois commode pour se dissimuler, mais il avait aussi, en partie, phagocyté les qualités du livre, ça l'a vexée. De nos jours, *Bonjour tristesse* est devenu un classique. Il faut l'avoir lu comme il faut avoir vu la Joconde au Louvre ». Selon les chiffres transmis par l'institut GfK au Figaro, les Français en ont acheté 750 000 exemplaires depuis 2003 (soit quelque 23 à 28 000 par an, avec un pic lors du décès de Françoise Sagan, en 2004). Selon Adrien Bosc, le nouveau directeur général de Julliard, le total des



**BONJOUR TRISTESSE**  
De Françoise Sagan, Julliard, 176 p., 18 €.



**LE MIROIR ÉGARÉ**  
De Françoise Sagan, Le Livre de poche, 192 p., 7,70 €.



**DERRIÈRE L'ÉPAULE**  
De Françoise Sagan, Le Livre de poche, 208 p., 7,90 €.

31 ans, Simon Johannin (*L'Été des charognes*, 2017) ait déclaré sa flamme à Sagan lors de son passage à « La Grande Librairie ». Pour célébrer les sept décennies de *Bonjour tristesse*, Adrien Bosc a choisi une parution en demi-format conforme à l'original. Mais avec une nouvelle couverture signée d'Aline Zalko, l'illustratrice du dernier livre de Nicolas Mathieu, *Le Ciel ouvert*, publié au printemps.

*Bonjour tristesse* donne-t-il donc toujours le ton ? Aujourd'hui comme hier ? Il faut le croire. Malgré plusieurs années de mise à l'écart, dans les années 1990, « une zone d'ombre », s'atriste son fils. « Ma mère était malade, poursuivie par le fisc et avait perdu tous ses amis, dont Jacques Chazot, Peggy Roche, son frère et sa mère. »

Mais c'était hier. Denis Westhoff s'est battu depuis la mort de sa mère pour réhabiliter son œuvre, la remettre au premier plan. La jeune inconnue au tee-shirt qu'il a croisée dans les rues de Paris et le très talentueux Adrien Bosc ne sont pas les seuls à s'afficher en Sagan aujourd'hui.

Tres récemment l'ayant droit a été sollicité par l'humoriste et youtubeur, Jérémy Lorca, si passionné par *Bonjour tristesse* qu'il en a fait adapter des extraits en musique pour son prochain



seul scène. « Comme à chaque fois qu'on s'intéresse à l'œuvre de ma mère, concède Denis Westhoff, j'y ai été très sensible. Pas pour des questions d'argent, mais parce qu'il est agréable de penser qu'elle a des choses en commun avec la jeune génération. C'est plutôt charmant, je trouve. C'est dire à quel point *Bonjour tristesse* est une surprise permanente, c'est très étonnant, il a une fraîcheur... »

Preuve aussi de « la modernité et de l'intemporalité » de l'œuvre de sa mère, que, de « de livre en livre, aura exploré inlassablement deux thèmes universels en qui chaque être humain peut se reconnaître : l'amour et la solitude. Un étant l'antidote de l'autre. »

Denis Westhoff est tout aussi heureux qu'une adaptation contemporaine « très sensible » de *Bonjour tristesse* sorte d'ici à la fin de l'année au cinéma. C'est dire la pertinence toujours vive du livre et de son propos. Premier film réalisé par l'écrivain d'origine indienne installé au Canada, Durga Chew-Bose, il aura été l'occasion pour l'ayant droit et, à ce titre, producteur exécutif du film, de faire profiter l'équipe de son « savoir saganesque » sur les ambiances, le décor, mais aussi pour atténuer l'importance d'une scène « trop sensuelle, pas du tout Sagan » durant laquelle Cécile embrassait son amoureux sur la plage. L'occasion d'exprimer ses réserves sur la version

cinématographique précédente signée Otto Preminger en 1958. Un film hollywoodien qui a donné une fausse image et très incestueuse de *Bonjour tristesse*, avec David Niven (dans le rôle de Raymond, le père) et Jean Seberg (dans celui de Cécile, sa fille). Dans le film, les deux acteurs « s'embrassaient tous les matins sur la bouche », se rebelle Denis Westhoff (« On m'en parle encore »). Rien de tel dans le livre. Bien au contraire. Même si le personnage de Cécile est « complexe », reconnaît le fils de Sagan.

« Est-ce que vous êtes Cécile ? », questionnaient les journalistes de l'époque. « Mais, non, je vous assure, j'ai tout inventé » répondait la jeune romancière.

La maison blanche louée sur la Côte d'Azur ? À 17 ans, Sagan ne connaît que la côte basque, où elle est allée en vacances avec ses parents. Le père play-boy ? « Certes, mon grand-père adorait ma mère, qu'il surnommait Kiki. Oui, il lui arrivait de partir en week-end avec sa femme en torpédo, mais c'était un homme très sévère, très dur, il ne courait certainement pas les jupons et, s'il était drôle, son humour pouvait être cinglant. Si quelqu'un a servi de modèle à Raymond, ce serait un héros fitzgeraldien. »

Denis Westhoff préfère le dire, au risque de choquer, il trouve le personnage de Cécile « antipathique, égoïste, égo-centrique, capricieux, possessif, lunati-

que et, pour tout dire, pas très futé. » Elle a beau avoir 17 ans, envie de s'émanciper et incarner les aspirations de toute une génération. Et ce bien avant la révolution de mai 1968, le MLF et « MeToo ». « Cécile a fait l'amour avec Cyril, sans en être amoureuse, sans penser une seule seconde qu'elle risquait de tomber enceinte ou qu'elle aurait un jour le devoir de l'épouser. Ma mère a bousculé les codes de l'époque. C'est ça la révolution de *Bonjour tristesse*. »

Il n'en demeure pas moins que Cécile « est machiavélique, vraiment », poursuit le fondateur du prix Françoise-Sagan, créé, en 2010, pour honorer la mémoire de sa mère et son amour des livres. Cécile n'est « pas généreuse, pas affectueuse, très calculatrice. Et surtout paresseuse, tout l'inverse de Sagan ». D'ailleurs le « charmant petit monstre de 18 ans » décrit par François Mauriac, c'était « Cécile, pas ma mère » insiste son fils. Cécile est un personnage sorti tout droit de l'imagination de Sagan. Et non son incarnation.

## Un pavé d'insouciance et de cruauté morale

Dans la tribune publiée par François Mauriac en une du *Figaro* le 1<sup>er</sup> juin 1954, l'académicien, sans jamais nommer *Bonjour tristesse* ni son auteur, ne remet d'ailleurs nullement en cause « le mérite littéraire indiscutable » qui « éclate dès la première page » de ce « livre cruel », ni





# Aimez-vous Sagan ?

**DOSSIER** Six romancières nous donnent leur point de vue sur la femme et l'écrivain.

Françoise Sagan, à Paris sur les quais de la Seine, en 1954 ou 1955.

JACQUES ROUCHON / AKG-IMAGES

même le « dévergondage de l'adolescence féminine, plaie d'une époque où les plaies ne se comptent plus », mais il s'interroge sur l'opportunité d'avoir récompensé une si « terrible petite fille » en des temps si troublés.

Centré autour des personnages de Raymond, jeune veuf encore jeune et séduisant, et, Cécile, sa fille et meilleur camarade, « délicieux petit animal des bois... à la cervelle d'oiseau... élevée dans un climat de liberté totale... et même d'amoralité », écrivait le critique Jean Prasteau dans *Le Figaro*, *Bonjour tristesse* est un pavé d'insouciance et de cruauté morale qui tombe au plus mal. La bataille de Dien Bien Phu (du 13 mars au 7 mai 1954) a mis les troupes de l'Union française à genoux, la France pleure ses morts et la fin de son empire. Mauriac pose la question du « splendide isolement » des écrivains.

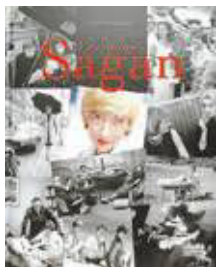
Comment devenir romancière ? Il suffit de rater ses examens, brocarde encore Jean Prasteau à propos de ce livre écrit « par une étudiante de 18 ans » qui s'est lancée dans l'écriture par dépit d'avoir échoué à sa première année d'université.

En 2024, Joyce Westhoff, la petite-fille de Sagan, qui n'a pas connu sa grand-mère, ni lu *Bonjour tristesse*, ainsi qu'aucun de ses romans, est plongée dans les mathématiques. À 17 ans, elle y excelle. Une fille de son temps. ■

## En mots et en images

Denis Westhoff est l'auteur de cet album richement illustré. De 1954, année de parution de *Bonjour tristesse*, à 1984, année qui marque son arrivée chez Gallimard, où elle publie, grâce à Françoise Verny, *Avec mon meilleur souvenir*, son fils revient sur les grands moments, joyeux ou dramatiques, qui ont marqué la vie de sa mère.

**LES ANNÉES SAGAN, 1954-1985**  
De Denis Westhoff, Gourcuff Gradenigo, 224 p., 39 €.



## Stéphanie Polack :

« Elle ne fut pas l'écrivain qu'elle voulait être »

**S**agan n'est pas si facilement aimable. Elle a eu le génie involontaire – autant dire la grâce – d'inventer la jeunesse en France avant qu'elle ne soit importée d'outre-Atlantique. Elle préfigure quelque chose des années 1960 dans le cœur engoncé de l'après-guerre : la vitesse, la sexualité affranchie, la légèreté et le drame, les substances, le jeu. Tout ce qu'on a lu sur elle cent fois. Sagan avait le talent rapide, à la fois facile et subtil – parfois un peu factice.

Elle est née de l'éclatant *Bonjour tristesse* en 1954 et de l'accident qui l'a précipitée en Aston Martin aux confins de la mort, puis dans les torpures de la morphine et un premier mariage – avec l'éditeur Guy Schoeller. Ce qu'elle faisait de sa vie rétro-éclairait son œuvre. Elle rendait par-là, vibrante, une certaine

mythologie parisienne. C'est l'aspect le plus déprimant de Sagan aujourd'hui : elle renvoie au milieu littéraire l'image de ce qu'il croit ou a cru être, celle de l'esprit, de la liberté dilettante, du chic



RICHARD DIMAS © JF PAGA

secrettement sombre. Cela paraît à moitié faux. Si Sagan séduit, pour moi, c'est qu'elle portait haut ses apparentes contradictions : il y avait quelque chose de bourgeois dans son anticonformisme, de provincial dans son snobisme, de négligent dans sa facilité. Elle en avait conscience, son intelligence jouissait d'une acuité souvent redouta-

ble. Elle parlait de son œuvre « agréable et bâclée ». Sagan n'était pas l'écrivain qu'elle voulait être – peut-être aussi à cause de son horreur de la solitude.

Elle aurait voulu être Proust et a emprunté à l'un de ses personnages son nom d'auteur : Quiroz devient Sagan. La bourgeoisie du Lot se retourne en dandysme. À force de lire Proust et de se heurter à elle-même, elle est devenue cette écrivain entêtante, sobre, fine. Sagan était légère et douloureuse, elle tissait des liens forts avec les gens en ne voulant pas aimer. On a beaucoup parlé de « scandale » la concernant, mais elle ne le cherchait pas, et le scandale tient plutôt chez elle en ce constat simple, outrageant en soi : elle était vivante. ■

Stéphanie Polack vient de recevoir le prix Flaubert pour « *Les Corps hostiles* » (Grasset).

## Julia Kerninon :

« Une présence bienveillante »

**J'**ai écrit mon premier roman avec en tête une anecdote que je ne parvenais pas à résister, qui racontait comment un écrivain débutant va rendre visite à Truman Capote et Carson McCullers, et ne saisit qu'à la fin de son séjour que les



LEONCLASTE

grands verres d'eau que boivent les deux écrivains contiennent du gin pur. Quand mon livre a obtenu le prix Françoise Sagan, j'ai plongé dans l'œuvre de l'auteur, et j'ai alors découvert qu'elle était le personnage principal de cette histoire, décrite dans *Derrière l'épaule*. J'aime l'idée de Françoise Sagan en présence fantôme et bienveillante, dont on ne peut mieux honorer la mémoire qu'en s'efforçant d'écrire aussi librement qu'elle a vécu. ■ Dernière parution : « *Sauvage* » (L'Iconoclaste, 2023).

## Anne Berest :

« Libre, drôle et courageuse »

**S**agan est pour moi l'image, le nom même de la liberté. Toute sa vie, elle fut une femme libre, drôle et courageuse. J'aime son humour et sa façon de sourire face à l'adversité, sa façon de toujours



MARECHAL/AURORE/ABACA

mettre un peu de soleil dans l'eau froide, pour reprendre un de ses titres. D'ailleurs, elle avait le génie des titres ! L'un de mes livres préférés est *La Chamade*. Son influence dans ma vie est majeure – elle a beaucoup compté pour moi. Pour plein de raisons. Dans ma vie professionnelle et personnelle. ■ Anne Berest a préfacé « *Derrière l'épaule* » et « *Le Miroir égaré* » qui paraissent au Livre de poche.

## Mélissa Da Costa :

« Sans filtre, lucide »

**E**lle parle beaucoup de la jeunesse d'aujourd'hui. Son côté sans filtre, lucide et sarcastique. Pour les jeunes qui ont du mal avec les classiques, son écriture est accessible. Ses phrases sont simples, incisives.



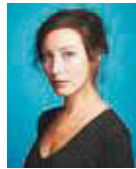
JERMAN LUCHE/ABACA

Il n'y a pas de mani-chéisme dans ses personnages. Tous ont une part d'ombre, d'ambiguïté. Côté personnalité, les interviews d'elle sur YouTube montrent quelqu'un de très humble, de timide et modeste. À rebours de l'image sulfureuse qu'on peut avoir d'elle. C'est un petit bout de femme timide, les épaules basses, que je trouve très sympathique. ■ Dernière parution : « *Les Femmes du bout du monde* » (Albin Michel, 2023).

## Céline Laurens : « Moraliste tout en délicatesse »

**L'**une des grandes forces de Françoise Sagan réside dans sa probité d'écrivain à ne pas juger ses personnages, à ne pas les caricaturer. À nous faire saisir l'essence d'un homme dans de petites choses, au détour d'une phrase, d'un geste, ou d'un regard. Moraliste tout en délicatesse, l'écrivain a la pudeur de s'effacer pour mieux nous laisser percevoir, l'ambiance y gagne toujours. Je pense à des livres comme *La Chamade*, ou *Un peu de soleil dans l'eau froide*, plus qu'à *Bonjour tristesse*. À sa grande acuité psychologique se mêle cette « sprezzatura » qui lui

est particulière ; cette mélodie un peu désinvolte entre franchise et légèreté, pour éviter la gravité et l'affectation. Sagan ne pose pas. Profondeur ne rime ni avec intellectuelisme ni avec cynisme, elle taquine son sujet pour l'épanouir. En une variation éternelle-



ment recommencée, on tourne en la lisant autour de ce milieu social aisé qui

est le sien. On sent sa pitié, son amour, pour les mous, les faillibles, les inconsistants et les lâches. Les vrais et les faux vitalistes sont démasqués. Oisiveté ? Liberté ? Bon nombre de ses personnages font l'effet de grands enfants dans un bac à sable qui serait celui de la vie d'adulte – « Tu veux jouer avec moi ? À quoi ? À la passion ça changera ? » – puis leur nature profonde les rattrape. Sagan n'a pas été de ceux qui s'économisent. Ni dogmatique, ni frivole, toujours entre deux bises, son œuvre y a gagné une éternelle jeunesse. ■

Publie « *La maison Dieu* » en août chez Albin Michel

## Katell Faria : « À la fin de l'envoi, elle touche ! »

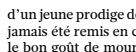
**J'**e n'ai pas oublié *Bonjour tristesse*. Non, je n'ai pas oublié ce petit roman qui se déroule tranquillement, sans en avoir l'air, comme un serpent sous le soleil, puis nous percuté froidement ; ce roman aux faux airs de bluette dont l'on sort secoué comme s'il avait touché, l'air de rien, au cœur de la tragédie.

En le relisant aujourd'hui, je suis frappée de la maturité dont Sagan a fait preuve au moment de l'écriture. Comment peut-on, à seulement 18 ans, saisir avec tant de finesse les travers, les faiblesses, les penchants de la nature humaine ? Il ne faut pas se fier à l'apparente banalité de son histoire ni à la simplicité de son style : sa sobriété, loin

d'affadir le drame, ne le rend que plus déchirant.

Il paraît qu'au terme de sa vie Sagan déplorait de n'être pas parvenue à écrire son « grand livre ».

Elle n'aurait pas dû se tourmenter. Ce livre existe : *Bonjour tristesse* – ce « mince roman », comme elle l'appelait – est un coup de maître. Celui



d'un jeune prodige dont le génie n'aurait jamais été remis en cause si elle avait eu le bon goût de mourir à 27 ans, comme

Jimi Hendrix, Kurt Cobain ou Amy Winehouse.

Au fond, qu'importe la fin pathétique à laquelle ses nombreux excès de drogue, de vitesse, de jeu et d'alcool l'ont menée. Sagan n'a pas triché. Pas sur l'essentiel. Elle a mené sa vie comme un pari, en toute conscience. Lucide du début à la fin, même dans sa forme de folie. Comme si elle avait su dès 19 ans ses paradis perdus.

Adieu jeunesse. Bonjour Tristesse. ■ Publie « *Aux vents des mers australes* » chez Stock.

Propos recueillis par Alice Devey et Bruno Corty.

## Crise de foi

**C'**est un temps que les moins de 20 ans ne peuvent pas connaître. Un temps où le Parti communiste français recueillait près de 20 % des voix aux élections législatives et restait capable d'envoyer 80 députés à l'Assemblée nationale. Le temps perdu des « derniers effluves, les plus amers, de l'âge d'or industriel et politique du pays ».

Stéphane Bonnefoi avait 6 ans en 1978. Un millésime que son grand-père, « Maurice-le-Rouge », a jugé exceptionnel. Cette année-là, une voix sortit du poste de radio de sa salle de bains à tour à tour annoncé la mort d'un homme d'État italien partisan d'un compromis entre les démocrates-chrétiens et les communistes, Aldo Moro, puis celle de deux papes, Paul VI et Jean-Paul II... On avait la dent dure, en ce temps-là, et aucune pitié pour ceux d'en face...

**STÉPHANE BONNEFOI**

**Un récit tendre et grinçant sur son enfance communiste.**

**Sébastien Lapaque**

Mesurant ce que son enfance communiste a eu de grandiose et d'absurde à la fois, Stéphane Bonnefoi a attendu d'avoir passé 50 ans pour oser la raconter. Il cherchait sans doute la bonne distance. Il l'a trouvée, tendre et grinçant à la fois, ironique et sentimental, moqueur comme un merle et mélancolique comme un cormoran.

**«Ce salopard va nous bouffer»**

On n'est pas sérieux quand on a 6 ans : il n'avait rien d'un incrédule ou d'un incroyant lorsqu'il entendait son grand-père énoncer sur le ton de la récitation la ligne générale du mouvement communiste international à la table familiale. Né dans le village ouvrier de L'Ardoise, au bord du Rhône, à 60 kilomètres de la Méditerranée, il croyait à la force du prolétariat comme d'autres croient à la conception immaculée de la Vierge Marie. La crise de foi est venue à l'adolescence, sous le règne pourrissant et pour-

risseur de François Mitterrand, que son grand-père - un « stal » opposé à tout compromis, que ce soit avec les curés, avec les payans, avec les sociaux-démocrates ou avec les « hitléro-troskistes » du syndicat Force ouvrière - appelait « la couleuvre ».

«Ce salopard va nous bouffer», prophétisait-il. Maurice-le-Rouge ne s'est pas trompé. Dans un roman intitulé **Le dernier des communistes** De Stéphane Bonnefoi, Finitude, 110 p., 14,50 €.

Parti (Stock, 2000), François Salvaing a raconté de quelle manière les communistes avaient

été soumis au supplice de Tantale par les socialistes lors du premier septennat du Charentais aux canines linéées. Lors du second, il n'était plus question d'eux. André Lajoie a réuni moins de 7 % des voix à la présidentielle de 1988 et feu le «parti des 75 000 fusillés» n'avait plus que 30 députés au Palais Bourbon pour défendre les intérêts d'une classe ouvrière laminée par le tournant de la rigueur...

Déjà, la jeunesse communiste ne jurait plus que par les droits de l'homme et les causes lointaines. Terminé, les affiches proclamant : «Ils ferment nos usines. Ils investissent à l'étranger. Fabriquons français». La deuxième gauche identifiait les gagne-petit et les pue-la-sueur comme un obstacle à sa mission modernisatrice. Avec beaucoup de tact, et sans jamais être dupe des ravages provoqués en interne par les apparatchiks et le culte stalinien de l'appareil du Parti, Stéphane Bonnefoi dit ce que fut leur écrasement. ■

## Un hymne aux écrivains

**GÉRARD GUÉGAN**

**Les savoureuses évocations d'un passionné plein d'esprit.**

**Mohammed Aïssaoui**

**U**n auteur qui parle dans son livre de Jean Paulhan, Alphonse Boudard, Henry Miller et Jean Giono ne peut qu'inspirer le respect - il montre par là son penchant et sa curiosité tous azimuts. Une phrase de Paulhan qui fit les belles heures de la NRF lui sert d'ailleurs d'exergue pour nous donner une idée de son entreprise : « Qui veut se connaître, qu'il ouvre un livre. »

Dans *Le Chant des livres*, Gérard Guégan chante la littérature et les écrivains, et pourtant, dès la première page, on apprend que ce n'était pas évident au départ. « Dans ma famille, père chômeur un an sur deux depuis la fin de la guerre et mère brodeuse à domicile, les livres étaient rares hormis les livres de la NRF lui sert d'ailleurs d'exergue pour nous donner une idée de son entreprise : « Qui veut se connaître, qu'il ouvre un livre. »

**Promenade vivifiante** Ce «petit» récit que Guégan publie aujourd'hui (140 pages) est un hymne aux auteurs et même aux personna-



**Dans son ouvrage, Gérard Guégan accompagne son récit de réflexions sur l'écriture.** STÉPHANE CERRI

ges de roman - devant Jennifer, le garçon timide aurait voulu avoir l'audace de Julien Sorel face à Madame de Rênal...

*Le Chant des livres* est un véritable bijou, une promenade que nous invite à emprunter cet homme passionné des lettres. Il y a ses pensées, ses rencontres - vraies ou rêvées -, et ce qu'il aime et partage avec nous. Guégan est notre guide, et on ne le lâche pas.

Giono arrive très vite au cours de cette promenade. C'est que l'auteur du

*Chant du monde* fréquente « en amoureux » les mêmes quartiers de jeunesse que notre guide. « Il était le romancier qui engrangeait les plus petits détails pour cerner au mieux, quand il serait devant la page blanche, la tache de sang sur l'uniforme du hussard », dit Guégan à propos du maître de Manosque. S'ensuit un dialogue savoureux et plein d'esprit entre l'élève qui n'aime pas l'école mais aime lire et le fameux romancier - on parle crânement, on évoque Gide au grand étonnement de l'auteur du *Hussard sur le toit*, qui offre au garçon son livre *Refus d'obéissance*.

On ne peut malheureusement pas évoquer tous les sentiers de cette promenade vivifiante, qui est souvent ac-

compagnée de réflexions sur l'écriture. Ce faisant, le texte peut aussi se lire comme un portrait de Guégan par ses rencontres, par ses amours. Tout vaut le détour. Comme les chapitres « Monsieur Paulhan », « Les poubelles de Henry Miller », sa folle passion pour Rimbaud et la poésie, l'échange de haute volée avec Sollers sur Hemingway, ou avec Alphonse Boudard (qui vaudra à Guégan un rappel à l'ordre pour « lecture anticomuniste » !), la conversation avec Florence Delay, les conseils de Michel Mohrt : « Il n'y a qu'un écrivain qui puisse vous pousser à en découvrir un autre. » C'est exactement ce que fait Guégan avec ce *Chant des livres*. ■



**LE CHANT DES LIVRES** De Gérard Guégan, Grasset, 140 p., 16 €.

## Les vertus de la patience

**S**uzuko Niré a bientôt 16 ans. Elle est une adolescente comme toutes les autres de son âge. Elle a un père directeur d'une succursale d'une compagnie pharmaceutique, une mère céramiste et un frère, ingénieur automobile. C'est la mi-octobre. Alors que le muguet se fane, les feuilles rougissent, Suzuko doit décider ce qu'elle va étudier à l'université. L'histoire est banale sauf que Suzuko est amoureuse de son frère Tōru, 27 ans. Du moins de son cousin, car la mère biologiste de Suzuko est décédée peu après son accouchement et le père a épousé la sœur de la défunte. Sœur qui avait déjà un fils : Tōru.

Au Japon, la loi autorise le mariage entre cousins. Reste que Tōru ignore tout des sentiments de Suzuko. Et l'adolescente n'est pas très loquace. Mais tout devrait bientôt changer ; Tōru qui est parti travailler dans une compagnie d'ingénierie à Nagoya doit

**AKI SHIMAZAKI**

**Dans un tendre roman, l'auteur décortique les sentiments ambigus que peut ressentir une sœur pour son frère.**

**Alice Develey**

revenir à la maison en fin de semaine. Et Suzuko a enfin prévu de lui déclarer sa flamme. On en est donc à quelques jours de la venue de Tōru tandis que Suzuko remarque un petit moineau mal en point et décide de l'emporter chez elle. Il n'en faut pas moins pour que la jeune fille y voit un signe : « Tu es une jeune moineau blessée, moi, je suis une adolescente égarée. Pourquoi nous sommes-nous croisés aujourd'hui ? »

**Une plume douce et mélancolique**

Aki Shimazaki semble répondre à cette question. Il y a quelque chose de cassé chez chacun d'eux. Le petit oiseau incarne la blessure au cœur que ressent Suzuko. Elle se sent fiévreuse, brisée peut-être aussi un peu. Ses sentiments la dépassent et la submergent. Elle est jalouse, facilement irritable. C'est la vague adolescente, l'impossible rétention des émotions. Que pourrait bien faire la

jeune fille pour endiguer cet amour débordant ? C'est à ce moment-ci que l'auteur choisit d'éclairer le titre de son livre alors que



**URUSHI** D'Aki Shimazaki, Actes Sud, 144 p., 16 €.

Shimazaki a les mots pleins de parenthèses et d'astérisques, des phrases sim-

ples et dépourvues du moindre artifice mais qui exigent une lecture lente. Une lecture qui mime la temporalité de Suzuko et de sa famille. Voilà enfin Tōru qui arrive de l'aéroport. Il est suivi d'une ravissante jeune femme et de son frère. Se pourrait-il qu'il ait trouvé la sœur ? « Envisage-t-il de l'épouser ? » Le cœur de Suzuko se fêle un peu pour « lecture anticomuniste » !), la conversation avec Florence Delay, les conseils de Michel Mohrt : « Il n'y a qu'un écrivain qui puisse vous pousser à en découvrir un autre. » C'est exactement ce que fait Guégan avec ce *Chant des livres*. ■

On le constate à la lecture de ce livre : si l'on ne connaît jamais vraiment les personnes que l'on aime, on connaît encore moins leur cœur. Quels secrets abrite-t-il ? Pour quelle raison ne se sentent-ils pas capables de les confier ? Il y a beaucoup de tendresse qui se dégage de ces pages, y compris pour les personnes du troisième âge qui deviennent ici sous la plume douce et mélancolique d'Aki Shimazaki des amis, des confidents, des guides. Un joli roman sur les vertus du silence et de la patience. ■



# Les nourritures célestes

**MICHELLE ZAUNER**

Lorsque sa mère tombe gravement malade, l'auteur lui prépare des plats de son pays d'origine, la Corée. Elle continuera après la mort de sa mère. Émouvant.

Laurence Caracalla



**PLEURER AU SUPERMARCHÉ**  
De Michelle Zauner,  
traduit de l'anglais  
par Laura  
Bourgeois,  
Christian Bourgeois  
Éditeur,  
318 p., 22 €.

« Arrête de pleurer, garde tes larmes pour quand ta mère sera morte. » Michelle Zauner a, pour une fois, écouté cette injonction, et des larmes, elle en verse. Car sa mère n'est plus et elle ne s'en relève pas. Les livres sont, paraît-il, une consolation. Ils l'ont été en tout cas pour plus d'un million de lecteurs qui ont vu en cette histoire un peu de la leur : celle d'un deuil inacceptable. Dans cette autobiographie bouleversante, la jeune musicienne a trouvé les mots, universels et pourtant intimes, pour dire son chagrin, mais aussi sa reconstruction. Ses émotions, cruelles et douloureuses, elle les ressent davantage quand elle se rend dans un H Mart, une chaîne de supermarchés implantée aux États-Unis où l'on trouve à peu près tout ce qui existe en matière d'alimentation coréenne. Les odeurs, les marques de chips, les énormes bocaux d'ail, tout lui rappelle sa mère, femme magnifique à la forte personnalité, née en Corée du Sud, mariée à un Américain.

Sa fille unique est son joyau, et elle exprime son amour inconditionnel à sa façon, la grondant quand elle devrait la consoler, l'invectivant pour son manque de coquetterie, jamais tout à fait satisfaite de son maintien. À une exception près : Michelle a trouvé le moyen de combler sa génitrice en se délectant des plats raffinés que celle-ci lui prépare chaque jour avec un soin tout coréen. À l'adolescence, Michelle se rebiffe, fait le mur, se couvre de tatouages, et, dès qu'elle le peut, fuit l'ennuyeux Oregon de ses parents. Quelques années plus tard, la nouvelle tombe : Chongmi souffre d'un cancer du pancréas. Michelle rentre illico, bien décidée à tout faire pour la sauver du pire, un pari perdu d'avance. Elle qui a longtemps vécu comme un fardeau ses origines coréennes sait d'instinct qu'il faut inverser les rôles. C'est à son tour de nourrir sa mère de « nurungji », de « gyeran jjim », et travaille d'arrache-pied pour préparer



Dans cette autobiographie bouleversante, Michelle Zauner a trouvé les mots pour dire son chagrin, mais aussi sa reconstruction.

BARBARA BRACKOVA

ces mets raffinés. Son entêtement à réussir ces plats, seuls remèdes possibles contre la fatalité, baumes impuissants contre la douleur, arrache des larmes.

## Relation tumultueuse

Avec cette expérience traumatisante, Michelle Zauner nous raconte plus que l'histoire d'un deuil, celle d'une réconciliation. L'amour que se portaient la mère et la fille est incontestable mais ne passait pas par les mots. L'auteur fait des merveilles en évoquant d'irrésistibles anecdotes sur leur tumultueuse relation, n'hésite jamais à se moquer d'elle-même, revient sur ses voya-

ges en Corée avec celle qui, dans son pays natal, ne ressemblait plus en rien à cette mère puissante.

Chacun doit trouver un chemin vers l'apaisement. Celui de Michelle Zauner passe par la nourriture. Son livre regorge de saveurs inconnues, de recettes sophistiquées et de geste précis. Un jour sans doute, le H Mart ne sera plus le lieu des pleurs mais celui de la convalescence. Les odeurs, les marques de chips, les énormes bocaux d'ail ne donneront pas le vertige, peut-être de simples regrets, en tout cas une certitude : cuisiner pour les siens est la plus belle des preuves d'amour. ■

## ET AUSSI

### Mélancolie Pessoa

Les Éditions Unes nous présentent un volume jusque-là indisponible séparément, *Passage des heures*, écrit pendant la Grande Guerre, sous l'hétéronyme d'Alvaro de Campos, dandy



**PASSAGE DES HEURES**  
De Fernando  
Pessoa,  
traduction  
collective  
du portugais,  
Éditions Unes,  
64 p., 17 €.

futuriste et mélancolique, «investigateur solennel de choses futiles», selon le mot du poète, et ce, dans une édition bilingue. Son admirateur le plus inspiré, Antonio Tabucchi, disait que la poésie de Fernando Pessoa, mort en 1935, à 47 ans,

constituait l'analyse la plus subtile, dolente et tragique de l'homme contemporain, mais aussi la plus lucide et impitoyable. La lecture de ce long poème sous forme d'ode «sensationniste», moins connu que *Le Gardeur de troupeaux* ou *Ode maritime*, en témoigne. L'auteur du *Livre de l'intranquillité*, prodigieux bréviaire de la nostalgie du possible, confie dans ce *Passage des heures*, au souffle si puissant, avec pour décor Lisbonne, Le Cap et Singapour : « Je porte dans mon cœur, / Comme dans un coffre qui ne ferme pas tant il est plein, / Tous les lieux que j'ai hantés, / Tous les ports où j'ai abordé, / Tous les paysages que j'ai vus à travers des fenêtres ou des hublots, / Ou depuis des dunettes, en rêvant, / Et tout cela, qui est tant, est si peu comparé à ce que je désire. » Baudelaire n'est pas très pas loin, son semblable, son vrai frère. Le seul. **THIERRY CLERMONT**

## AFFAIRES ÉTRANGÈRES

# Une famille dans les flots tumultueux



Par Éric Neuhoof

À vos gilets de sauvetage ! Direction le Wisconsin. Andrew J. Graff vous attend au bord de la rivière. Prêts à descendre le courant à bord d'un canot pneumatique ? Pagaie en main, le lecteur se demande comment tourner les pages. Il se débrouillera, car *Plein nord* vous entraîne d'emblée dans ses flots tumultueux.

C'est l'été 1993. Sam emmène sa famille à Thunderwater où son oncle possède une entreprise de rafting qu'il compte bien relancer. Son mariage est en crise. Ses finances sont au plus bas. Sam enseigne les arts plastiques à Chicago.

Swani, elle, est professeur de géologie. L'expédition commence mal. Leur camping-car percute un cerf. Sur la banquette arrière, les trois enfants sont excités comme tout. Le couple s'était rencontré dix ans plus tôt alors qu'ils étaient tous deux guides en Virginie-Occidentale. Ils avaient passé une nuit inoubliable sur un rocher.

Depuis, l'eau a coulé sous les ponts, sans jeu de mots. Sur place, les choses ne sont guère brillantes. Le club bat de l'aile. Le vieux Chip se déplace dans un nuage de marijuana. Une société concurrente envisage de s'installer sur les berges voisines. De son côté, une multinationale

tâte le terrain pour creuser une mine à ciel ouvert dans les parages. Bref, pour Sam, l'avenir n'est pas gagné. D'autant qu'il a négligé d'informer son épouse qu'il avait perdu son travail. Ce détail ne passe pas. Elle ne lui parle plus, s'établit dans un camping à proximité avec Darren, Dell et Dee-Dee. Sam repeint la grange, répare les embarcations. Au téléphone, les annulations se succèdent. La météo s'en mêle. Le pays subit des inondations comme il n'en a jamais connu. La nature a ses caprices.

La rivière se transforme en torrent.

Les habitants ne savent pas quel camp choisir, la compagnie qui leur propose de gros salaires ou les tenants de la tradition qui veulent préserver l'environnement. Il y aura des bagarres, des séjours en prison. Dans une prose énergique et imagée, Graff observe les déboires d'un homme à la dérive, qui tente désespérément de sauver ce qui lui reste de sentiments.

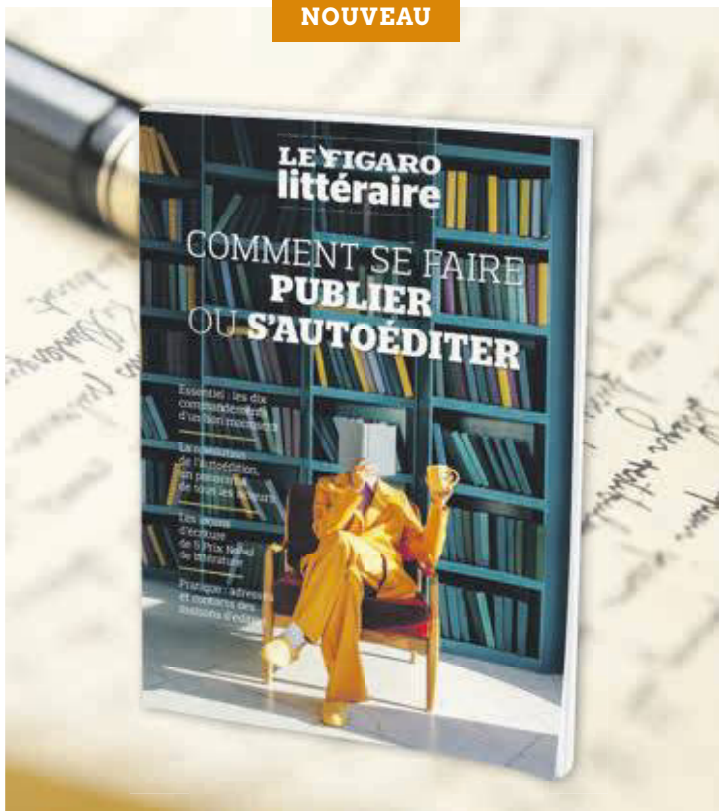
Le roman, très phytés, est l'équivalent littéraire de *Délivrance*. On coule. On suffoque. On refait surface. La surprise est de ne pas se retrouver trempé des pieds à la tête. Quel exploit !

Il y a de brefs moments d'accalmie, comme cet épisode où Sam tombe sur le jeu de dames que ses fils ont abandonné sur une table. « Darren choisissait systématiquement les pions rouges. Sam poussa un des pions noirs en avant.

- Tu me manques, mon grand. » Trois lignes et tout est dit. ■



**PLEIN NORD**  
D'Andrew J. Graff,  
traduit de l'anglais  
par Juliette Nivelt,  
Gallmeister,  
428 p., 23,90 €.



9€  
90

**HORS SERIE EXCEPTIONNEL EN VENTE ACTUELLEMENT**  
Chez tous les marchands de journaux et sur [www.figarostore.fr](http://www.figarostore.fr)



LA CHRONIQUE

Jacques de Saint Victor

## ESSAI

Une longue enquête de l'écrivain diplomate Maurizio Serra sur les journées qui déboucheront sur les accords de 1938 et leurs conséquences dramatiques.



**MUNICH 1938. LA PAIX IMPOSSIBLE**  
De Maurizio Serra,  
Perrin,  
404 p., 24 €.



Au premier rang (de gauche à droite) : Neville Chamberlain, premier ministre britannique ; Édouard Daladier, président du Conseil français ; Adolf Hitler ; Benito Mussolini et Galeazzo Ciano, ministre italien des Affaires étrangères, lors de la signature des accords de Munich, le 30 septembre 1938. BRIDGEMAN IMAGES

## Munich, le grand saut dans le vide des Européens

On parle souvent de l'esprit munichois pour résumer la lâcheté des démocraties face aux régimes autoritaires et, plus largement, l'esprit de démission. Mais que représentent véritablement ces accords de septembre 1938 à Munich ? On croit bien les connaître : le sacrifice par la Grande-Bretagne et la France de la région des Sudètes appartenant à la petite Tchécoslovaquie, État nouveau créé en 1919 et allié des démocraties, face aux exigences folles de Hitler et de son second, Mussolini. Suivant la politique d'apaisement instituée par le premier ministre britannique, Neville Chamberlain, Anglais et Français se seraient couchés devant les deux dictateurs. Et tous les députés qui, en France comme en Angleterre, ont voté en faveur de ces accords, sont restés au regard de l'histoire avec l'étiquette honteuse de « munichois ». Seuls quelques-uns, comme Léon Blum, ont su faire oublier cette marque d'infamie.

Mais, si le récit général de cette démission reste vrai, les détails de ces accords de Munich, tels qu'ils viennent

d'être décryptés dans une narration captivante et superbement inspirée de l'historien et diplomate italien Maurizio Serra, montrent que la question était en vérité bien plus compliquée qu'on ne l'imagine depuis 1938.

Bref, ce livre tout à fait remarquable, tant sur le fond que sur la forme, car le diplomate se double d'un écrivain à la plume toujours acérée, permet de mieux saisir les enjeux de ce moment charnière précédant la guerre. Insistons sur ce point : le livre de Maurizio Serra n'est pas un de ces nombreux essais d'histoire diplomatique précis et ennuyeux qui sont légion mais c'est un grand texte qui met en scène un véritable drame shakespearien.

### Un échec pour Hitler

Il illustre avec un talent de conteur autant les diners de gala que les réunions entre deux portes et l'auteur brosse de magnifiques portraits des principaux acteurs, Hitler, Mussolini, Chamberlain, Daladier mais aussi de personnages plus secondaires mais cruciaux. Le diplomate écrivain possède dans son récit très littéraire l'assurance de celui qui a connu les arriè-

eurs de la diplomatie et sait analyser les moindres sous-entendus de ces grandes négociations internationales.

Ce qui ressort de plus surprenant, dans le récit de Serra, qui insiste préablement sur les préparations de Munich, c'est qu'au fond, la conférence se révèle un échec pour Hitler. Le dictateur nazi était arrivé à Munich avec le plan radical de Ribbentrop mais il n'a pas réussi à l'imposer aux démocraties occidentales. À la dernière minute, Mussolini a su habilement substituer au plan Ribbentrop un document qui, s'il soldait le problème des Sudètes (de toute façon perdus), ne condamnait pas encore la Tchécoslovaquie dans son ensemble. Il y a évidemment des controverses incessantes entre historiens sur ce point mais la conclusion de Serra est simple : sans l'habileté de Mussolini, il n'est pas sûr que Britanniques et Français, malgré leur désir de sauver la paix à tout prix, se seraient couchés devant Hitler. Munich représente ainsi, selon Serra, « le dernier succès diplomatique » d'un duc qu'on découvre bien plus habile que l'image de « César de carnaval » laissée par la diplomatie française.

Chacun connaît les suites de ces accords malheureux, la courageuse et vaine résistance des Tchèques, le bref triomphe des « pacifistes », Halifax en Angleterre, Bonnet et ses amis en France.

L'historien évoque aussi les lâches tractations de Chamberlain avec Hitler dans le dos de la France, le soulagement compréhensible mais à courte vue des opinions publiques. Il balaye ainsi d'un revers de main les tentatives menées depuis les années 1990 par certains historiens de réhabiliter la politique d'apaisement de Chamberlain. Il confirme la consternation de Daladier à son retour au Bourget même s'il doute de son mot fameux - « *Quels cons !* » - face à la foule venue l'acclamer.

De même, on est surpris de découvrir que la grande tirade de Churchill - « *Vous aviez le choix entre le déshonneur et la guerre ; vous avez choisi le déshonneur et nous aurons la guerre* » - est purement apocryphe. Bref, une lecture indispensable pour tous ceux qui ne veulent pas se contenter d'une lecture émotionnelle et rétrospective de l'histoire. ■

## Être juif à Treblinka

Qui se souvient de Treblinka. La révolte d'un camp d'extermination, d'un certain Jean-François Steiner, qui paraît à Paris en mars 1966 ? Et pourtant ! Car il y aura bien un avant et un après la publication de ce livre, chez Fayard, qui se vend, en quelques semaines, à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires et se lit sur les plages de l'été 1966.

Son auteur, Jean François Steiner, a 28 ans et il passe, en quelques jours, de l'ombre à la lumière. Fils d'un déporté tué à Auschwitz, il relate dans ce roman-documentaire la révolte de quelques centaines de déportés condamnés à une mort imminente, qui, le 2 août 1943, vont parvenir à s'enfuir du camp d'extermination de Treblinka, où périront, entre 1942 et 1944, environ 800 000 juifs.

Dans *L'affaire Treblinka*, 1966. Une controverse sur la Shoah, Samuel Moyn, professeur de droit et d'histoire à l'université de Yale, nous relate les débats engendrés par ce récit préfacé par Simone de Beauvoir, qui provoqua un choc émotionnel et divisa la communauté intellectuelle française. Philippe Lesavre, qui a traduit l'essai de Moyn, paru aux États-Unis en 2005, nous en explique les enjeux dans sa préface. « Cette controverse reposait sur deux dissentiments. Le premier était le parti pris de Steiner présentant la révolte héroïque de Treblinka comme un rachat de la lâcheté des victimes juives du nazisme et instillant l'idée que ce double comportement leur était particulier. (...) L'autre dissentiment était la présentation d'un nouveau mode mémoriel où les victimes juives recevaient une attention spécifique alors que prédominait en France une vision universaliste (et antifasciste) assimilant l'extermination des Juifs aux autres crimes nazis, y compris la déportation des résistants. » Samuel Moyn

## ESSAI

En 1966, la publication de « Treblinka. La révolte d'un camp d'extermination », de Jean François Steiner, a changé notre regard sur la « solution finale ». Un universitaire américain relate la controverse provoquée, à l'époque, par ce livre oublié.

Paul François Paoli



Jean François Steiner, après avoir reçu le prix littéraire de la Résistance pour *L'affaire Treblinka*, le 25 mai 1966.

nous rappelle les quiproquos auquel ce livre a donné lieu.

Quand, dans *Les Temps modernes*, Simone de Beauvoir défend le récit sous l'angle sommaire d'une révolte d'opprimés, François Mauriac en fait lui aussi l'apologie dans son « Bloc-notes » du *Figaro*, mais dans un tout autre sens. Pour Mauriac comme pour l'ancien ministre gaulliste Edmond Michelet déporté à Dachau, il s'agit de reconnaître

l'évidence d'une persécution particulière dont les Juifs furent victimes. À l'opposé, l'ancien résistant David Rousset, auteur du livre culte *L'univers concentrationnaire*, reproche à Steiner sa lecture essentialiste de la révolte juive. Dans cet imbroglio auquel prennent aussi part Romain Gary ou le philosophe Emmanuel Levinas, auquel se réfère longuement Samuel Moyn, l'historien Pierre Vidal-Naquet fait pencher la balance

en faveur du livre en insistant sur la différence de nature entre les camps d'extermination dont fait partie Treblinka et des camps de concentration qui, tels Buchenwald, n'avaient pas pour finalité systématique la mort des déportés. « Il était d'accord avec Steiner pour dire que les détenus de Treblinka n'étaient pas simplement des combattants de la lutte antinazie. Ils étaient spécifiquement juifs dans leur soumission et finalement aussi dans leur rébellion. »

### Un livre qui tombe à pic

« Le juif athée, marxiste et français que je suis a connu dans sa tradition familiale de tels réflexes », écrivait Vidal-Naquet en 1966. Peu après, devenu spécialiste de la Shoah, Vidal Naquet changera son fusil d'épaule et désavouera avec virulence le livre de Steiner pour son aspect

pour son aspect « sensationnaliste », à l'instar de l'historien de l'antisémitisme Léon Poliakov. Un point de vue qui, à certains égards, sera aussi celui de Pierre Nora, qui imputera le mauvais accueil en France du livre de Hannah Arendt *Eichmann à Jérusalem*, dont il était l'éditeur, au tapage qui entourait le livre de Steiner.

Quoi qu'il en soit, le livre de Samuel Moyn tombe à pic pour nous rappeler qu'on ne peut utiliser les mots de génocide ou d'extermination à la légère, comme n'hésitent pas à le faire ceux qui, toute honte bue, comparent Netanyahu à Hitler. ■



**L'AFFAIRE TREBLINKA. 1966**  
De Samuel Moyn,  
traduit de l'anglais  
par Philippe  
Lesavre,  
CNRS Éditions,  
272 p., 25 €.



# La sarabande de Vilnius

## REPORTAGE

À quelques semaines de la Saison de la Lituanie en France, petit tour d'horizon d'une littérature qui a le vent en poupe.

Thierry Clermont  
Vilnius



**LA BIBLIOTHÈQUE DU BEAU ET DU MAL**  
d'Ugnė Radzevičiūtė, traduit du lituanien par Margarita Barauskaitė. Le Borne, Viviane Hamy, 352 p., 23,50 €.

**A**venue Gediminas, principale artère de la ville, qui débouche sur la place de la cathédrale et son beffroi datant du XVI<sup>e</sup> siècle. La terrasse du dernier étage du mythique hôtel Neringa offre une vue panoramique sur la capitale de la Lituanie, Vilnius, anciennement Vilna, puis Wilno, Vilnė en yiddish, et surnommée jusqu'à la Shoah, la « Jérusalem du Nord ».

Au loin, la tour Gediminas, vestige de l'ancien château médiéval et symbole de la ville, la colline des Trois-Croix, de nombreux cafés, les principaux musées de la ville, et d'innombrables églises baroques (ouvertes par les Jésuites), orthodoxes, ou de style gothique tardif.

Vilnius, plus de 500 000 habitants pour une population de près de 3 millions de Litoniens, soit le plus peuplé des trois pays Baltes, frontalier, sur son flanc sud, de la Pologne, de la Russie (l'enclave de Kaliningrad), de la Biélorussie et au nord de la Lettonie, et qui a accueilli depuis février 2022 plus de 80 000 réfugiés ukrainiens. Il y a quelques semaines, le pays a célébré le 20<sup>e</sup> anniversaire de son adhésion à l'Otan et de son intégration à l'Union européenne. Pour mémoire, rappelons que la Lituanie a été la première des quinze républiques soviétiques à déclarer son indépendance, dès 1990, après un demi-siècle de joug communiste.

Dans les années 1960, alors que la Lituanie était occupée par l'URSS, le Neringa était le lieu de rendez-vous de la bohème artistique et de nombreux écrivains. Y régnait un certain parfum d'Europe occidentale. Parmi eux, le poète et futur dissident Tomas Venclova et son ami Joseph Brodsky, Prix Nobel en 1987.

Grande figure intellectuelle engagée, profondément européen, Tomas Venclova (87 ans) avait été expulsé de

l'Union soviétique à la fin des années 1970, direction les États-Unis, à Yale, où il a enseigné pendant une trentaine d'années. Essayiste, traducteur, auteur d'un maître livre sur Vilnius, et son « *étonnante multiplicité de cultures* », il s'était lié avec un autre futur Nobel, le Polonais Czesław Miłosz (né en Lituanie), ainsi qu'avec les Russes Boris Pasternak, Anna Akhmatova, et Nadejda, veuve d'Ossip Mandelstam (rappelons-le, né à Varsovie, de parents lituaniens). Un de ses derniers recueils vient d'être traduit aux Éditions Circé : *Le Bois des Euménides*. Tomas Venclova, l'esprit toujours vif, le regard bleu d'acier, nous l'avons rencontré au cours d'un dîner, où se trouvaient la romancière Kristina Sabaliauskaitė, et l'attaché culturel de l'ambassade, Loïc Salfati, auteur d'un documentaire sur la Grande Synagogue, du XVII<sup>e</sup> siècle, détruite en partie par les nazis, puis rasée par les Soviétiques.

### Enfants exilés

Historienne d'art, nouvelliste, chroniqueuse, partageant son temps entre Vilnius et Londres, Kristina Sabaliauskaitė est auteur de best-sellers inspirés par les drames de l'histoire. Ainsi de sa tétralogie *Silva rerum*, ayant pour cadre la Lituanie du XVII<sup>e</sup> siècle, dernier pays européen à avoir été christianisé, suivi du diptyque *L'Impératrice de Pierre* (traduit à la Table Ronde). Polyglotte comme Venclova, elle y évoque notamment l'âge d'or du grand-duché de Lituanie, fondé au XIV<sup>e</sup> siècle, lié au royaume de Pologne dans une confédération appelée « république des Deux Nations », qui s'étendait de la Baltique à la mer Noire, et englobait la Biélorussie, l'ouest de la Russie, l'Ukraine et la Crimée. Un véritable empire, où cohabitaient Tatares, Ruthènes, juifs, protestants, qui permit d'ailleurs à ses troupes

de repousser les chevaliers teutoniques, puis de mettre plus tard en pièces la soldatesque ottomane qui assiégeait Vienne, en 1683. Un empire dépecé ensuite par les tsars et intégré à la Russie.

Intarissable, Kristina Sabaliauskaitė, passe aussi facilement de l'architecture baroque de Vilnius à l'influence polonaise, de la menace militaire de la Russie de Poutine aux vestiges du quartier où vivait le talmudiste dit le « Gaon de Vilna » et d'où furent transférés et exécutés entre 1941 et 1944 quelque 100 000 Juifs (qui constituaient plus du tiers de la population de Vilnius), dans la proche forêt de Ponary. « Vilnius, insiste-t-elle, est un palimpseste, où l'on perçoit les différentes strates de notre histoire aussi tragique que marquante, entre mémoire et oubli, repli nationaliste et ouverture cosmopolite. Une ville aussi discrète que mystérieuse, où les murs parlent à ceux qui savent écouter, notamment dans le silence de l'aube. » C'est sans doute cette attention au bruit et aux séculaires échos de la ville qui lui a inspiré le texte d'une cantate, *La Sarabande de Vilnius*.

Cette longue histoire, et ses strates de temps entremêlées, on les retrouve, mais sous une autre forme, sous une autre latitude, dans *La Bibliothèque du beau et du mal*, étrange et superbe roman de sa compatriote Ugnė Radzevičiūtė, d'ascendance germano-balte. Elle y conte les tribulations et les fantasmes d'un jeune dandy berlinois des années 1930, héritier d'un grand-père bibliophile, dont un des ouvrages a été relié avec la peau d'une aristocrate guillotinée. Quelque chose entre Oscar Wilde et Marguerite Yourcenar.

Marquée par les vagues successives de migrations, notamment vers les États-Unis dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, puis des déportations organisées par les Soviétiques entre 1944 et 1953, la Lituanie n'a pas oublié ses enfants exilés. Notamment Romain Gary, né à Vilnius, comme en témoigne une statue de bronze inspirée d'une scène de *La Promesse de l'aube*, le cinéaste expérimental new-yorkais Jonas Mekas, ou Leonard Cohen, dont les grands-parents étaient lituaniens. Sans oublier Emmanuel Levinas, natif de Kaunas.

La Saison de la Lituanie en France, qui se déroulera du 12 septembre au 12 décembre, nous donnera l'occasion de découvrir écrivains, dramaturges, cinéastes, photographes, danseurs. Du côté de la littérature, sont annoncés, un roman de Sigita Parulskis sur les collabos lituaniens antisémites (*Ténèbres et compagnie*, Agullo), un recueil de Tomas Venclova, un roman médiéval par Tomas Vaiseta (*Aux Forges de Vulcain*), l'œuvre poétique complète de Jonas Mekas (Éditions Nous), et un « Quarto » consacré au poète et diplomate Oscar Miłosz, cousin éloigné de Czesław Miłosz. Seul regret : la non-rédition du sulfureux roman de Ricardas Gavelis, *Vilnius Poker*, chef-d'œuvre absolu publié en 1989, traduit chez Monsieur Toussaint Louverture. ■

L'avenue Gediminas et la cathédrale, à Vilnius.

BORIS STROJIKO/STOCK.ADOBE.COM

## ET AUSSI

### Rêves d'ailleurs

En cette année 1938, alors que la tempête des hommes s'apprête à traverser l'Europe, une île ancrée au large du pays de Galles vit à l'écart des courants du siècle. Ce bout de rocher giflé par les



**SUR L'ÎLE**  
D'Elizabeth O'Connor, traduit de l'anglais par Claire Desserey, JC Lattès, 272 p., 21,90 €.

de phare polonais. Manod est la fille d'un pêcheur de homards.

Âgée de 18 ans, elle voudrait s'échapper de cette prison insulaire, gagner la grande terre, devenir enseignante.

Depuis la mort de leur mère, elle s'occupe de sa petite sœur, Llinos, une sauvagienne qui ne parle que le gallois des îles. Manod, elle, a appris l'anglais grâce à des religieuses et à des magazines féminins. Quand deux jeunes anthropologues formés à Oxford, Edward et Joan, débarquent sur l'île sauvage pour étudier un mode de vie en voie de disparition, cela lui vaut d'être recrutée comme guide et interprète.

Les chercheurs explorent l'île comme une réserve indigène. Ils savent déjà ce qu'ils veulent trouver. Du décalé, du pittoresque, de l'exotisme. Mais si les moutons mangeurs d'algues ou les plats de roussette sont « charmants » pour Edward et Joan, ils ont beaucoup moins d'attraits pour Manod. Un cadavre de baleine s'échoue sur la plage. Signe prophétique ? Symbole d'une culture moribonde ou d'un monde extérieur en décomposition ? Comme tout au long du texte, la romancière laisse ses mots derrière la brume. Au lecteur d'en souligner les contours. Elizabeth O'Connor a puisé une partie de son inspiration dans son histoire familiale, ses grands-parents étant originaires des îles irlandaises Blasket, inhabitées depuis 1954. Sur son île fictive, elle sait remarquablement poser une atmosphère et dessine subtilement les aspirations de l'âme humaine. La jeune romancière ose s'aventurer hors des sujets à la mode pour nous faire entrer dans un univers à la fois rude et mystérieux. À sa manière brillante, elle revisite les rêves d'ailleurs des existences à l'étroit.

ARNAUD DE LA GRANGE



# La ville du Nord qui est l'enfer sur terre

**L**ivre après livre, avec la régularité d'un métronome, l'ingénieur de formation Franck Thilliez, 50 ans, vingt-quatre romans publiés depuis 2002, auteur de polar le plus vendu en France depuis plusieurs années, régle ses innombrables fans. Et 2024 ne sera pas l'année de sa chute. Loin de là ! On pourrait même dire, sans trop s'avancer, qu'avec *Norreville*, Thilliez, déjà installé au sommet du thriller français, gagne en épaisseur et élargit sa palette.

Raconter une histoire sombre, avec des tueurs pervers, terrifiants, il sait faire. Utiliser la littérature de genre pour partager avec le lecteur des éléments concrets, réels, des faits de société, sans paraître donner des leçons, est un exercice nouveau pour le romancier. Ici, il sera question de féminicides. En France, au départ, on a un détective privé, criminologue, Teddy, dont la femme a été tuée quelques années plus tôt, règle à sa façon l'affaire

## FRANCK THILLIEZ

Le maître du thriller français publie un roman situé dans le Grand Nord québécois, où des Amérindiennes sont victimes d'un tueur en série.

Bruno Corty

dite du « Chalumeau », surnom du tueur qui dissémine dans la région lyonnaise les cadavres de jeunes femmes qu'il prend plaisir à brûler atrocement. Et tout au nord du Québec, où une autre jeune femme est retrouvée dans la neige, non pas brûlée, mais vidée de ses organes. Il se trouve que la victime est la fille du détective français... Lequel va donc se rendre à Norreville, un territoire hostile, trois fois grand comme la France et huit fois moins peuplé. Une zone où le froid peut atteindre des températures de -50 °C.

### Un cauchemar qui devient réalité

La mort mystérieuse de la Française (attaquée par un ours ou un tueur sadique ?) est une affaire qui relève de Québec et il est décidé que la police métisse Léonie Rock se rendra sur place avec un légiste pour enquêter. Pourquoi elle ? Parce que l'homme qui a trouvé le cadavre de la Française est indien et que les tensions entre communautés sont telles

qu'une policière métisse devrait être plus facilement acceptée. Pour elle, c'est un cauchemar qui devient réalité. Des années plus tôt, à Norreville, elle et une copine ont été violentées par trois hommes et laissées pour morte dans la neige. Pour Noémie, une certitude : ces hommes étaient des flics. Les mêmes qu'elle va retrouver dans son enquête... Franck Thilliez est rentré d'un voyage dans le nord du

**NORREVILLE**  
De Franck Thilliez, Fleuve noir, 450 p., 22,90 €.

Québec avec l'envie d'écrire sur cette terrible immensité où l'homme est à la merci des éléments. Et puis, en se renseignant, il a découvert la création, il y a quelques an-

nées, d'une commission d'enquête nationale sur les violences faites aux femmes autochtones depuis plusieurs décennies. Un sujet sensible dont il a décidé de faire le fil rouge de cette histoire d'une grande noirceur dans laquelle le binôme composé du détective français et de la flicquette métisse fonctionne parfaitement.

Dans un décor grandiose où le froid, la neige, la forêt et les grands lacs imposent leur intimidante présence, un ou plusieurs monstres rôdent. Pour les Indiens, il ne fait aucun doute que le Windigo, créature de légende, cruelle, féroce, est de retour. Pour les enquêteurs, le fait que le tueur, sur internet, signe ses messages « Lynx », n'est guère plus rassurant. Tout en attendant son heure en surveillant les flics locaux, Léonie progresse dans une enquête complexe où de nombreux intérêts, politiques, économiques, sont en jeu. Après *Norilisk*, de Caryl Férey, *Norreville* est une nouvelle expérience extrême dont on ne ressort pas tout à fait indemne ! ■

# Se mettre au vert et au silence



**E**t si, cet été, nous nous offrons de vraies vacances... au sens premier du mot, un temps vacant, inoccupé, vide, déconnecté de nos cadences chronométrées et de nos liens virtuels ? Mais comment faire ? Pour se jeter dans le vide, on a besoin d'un guide ! Voici deux récits qui ouvrent une voie possible, *Une semaine de silence* de Florence Besson et *Marche au désert* d'Antoine de Suremain. La première a poussé la porte d'un centre jésuite pour suivre les exercices spirituels d'Ignace de Loyola ; le second s'en est allé à pied dans l'Aubrac et sur les Causses en ne se nourrissant que de ce qu'il glanait sur le bord du chemin. Des méthodes différentes mais des résultats similaires. En faisant le vide, ils ont fait le plein... de plénitude.

Florence Besson, 49 ans, est parisienne et journaliste dans un grand magazine féminin chic, *Elle*. Il y a quelques années, elle avait déjà ressenti le besoin de s'extraire d'une certaine vie mondaine, pris la tangente et s'en était allée passer un brevet agricole, rêvant de monter une ferme, de se sentir pleinement vivante, de venir en aide à la terre, aux bêtes et aux hommes. Elle l'avait raconté dans un livre intitulé *Toucher terre*.

**« Ce n'est pas parce que nous sommes aimables que nous sommes aimés, mais parce que nous sommes aimés que nous sommes aimables. Dieu ne nous aime pas pour notre utilité mais pour notre bonheur »**

**Florence Besson**

Dans « Une semaine de silence »

Cette fois-ci, lorsque son récit commence, elle est carrément à terre. Depuis qu'elle a fait un AVC et passé des semaines à l'hôpital, elle est tétanisée à l'idée que la mort rôde autour d'elle et que cet accident était peut-être un avertissement divin pour la remettre dans le droit chemin. Mais c'est quoi, le droit chemin ? Florence Besson avait une grand-mère catholique et garde des souvenirs plus ou moins heureux des messes de son enfance. Un jour, une amie lui a dit : « Tu es moitié catho, moitié déglingo », deux parties d'elle-même qui se faisaient la guerre. La semaine qu'elle raconte dans ce livre va les réconcilier et l'unifier. Non sans audace, en effet, elle s'est inscrite à une retraite d'initiation aux exercices de saint Ignace, une semaine en silence chez les Jésuites, au bord de la mer, en

Bretagne, un site somptueux. Après avoir touché terre, voici venu le moment pour elle d'être touchée par le Ciel. Au moment où elle avait senti son corps se paralyser, seule chez elle, elle avait crié : « Au secours ! » Ce souvenir la hante. Cet appel, n'est-ce pas au fond la première des prières, qui traverse la Bible ?

Antoine de Suremain, 31 ans, a un tout autre profil. Réalisateur et présentateur d'« Antoine l'aventure » sur Canal+, il est une star des réseaux sociaux depuis qu'en 2019 il a commencé à partager ses grandes marches à travers la France et son amour des paysages. Élevé en province, au Havre puis à Dijon, il eut une enfance marquée par le scoutisme, qui lui a donné le goût de la vie sauvage, et par la musique classique, qui a ouvert son imaginaire et ses sens à la beauté. Catholique, il l'est d'une seule pièce, comme un homme du Moyen Âge, sans se torturer, sans en faire tout un foin. Il n'en porte pas moins une inquiétude, bien qu'il ne s'épanche pas, ça n'est pas son genre. Il a cependant des points communs avec Florence Besson. Il vit maintenant à Paris où il étouffe ; comme elle, il a soif de vivre en grand et il est amoureux de la nature, dans laquelle il a besoin de se fondre de temps à autre en partant à l'aventure. En lisant leur livre, on pense au vers de Valéry. « Le vent se lève, il faut tenter de vivre. »

Comme d'autres marcheurs au long cours qui portent leur tente sur le dos, Antoine de Suremain a le goût de l'effort et cherche l'inconfort. De bons antidotes à l'amollissement du corps et de la conscience opéré par la vie moderne. Cette fois-ci, il a corsé le jeu en confiant à la flore sauvage le soin de le nourrir ! Mais qu'est-ce qui lui a pris ? Au mois d'octobre 2022, tournant comme un lion en cage dans son appartement, regardant la carte de France de Vidal de La Blache, il a tiré un livre de sa bibliothèque, *Le Manuel de la vie buissonnière* de Vianney Clavreul qui marcha du nord de la France jusqu'au Portugal en se nourrissant presque exclusivement de ce qu'il trouvait dans la nature. Incroyable mais vrai.

Antoine de Suremain se fixe une ambition plus modeste : marcher seul d'Aumont-Aubrac jusqu'à Saint-Guilhem-le-Désert, 240 km en dix jours, à travers des paysages d'une austérité grandiose. Au menu, pissenlits (il constatera que ceux des Cévennes n'ont pas le même goût que ceux du Gard), trèfles ou plantain en salade, épines de pin et menthe en infusion. Effet détox garanti, mais un peu malgré pour un grand gaillard, même si sur les conseils de Vianney Clavreul, il assaisonne ses herbes d'huile et de sel qu'il a emportés. Le troisième jour, deo

## RÉCITS

**À l'orée de l'été, un besoin de calme se fait sentir. Comment faire pour prendre la tangente, larguer les amarres ? Voici deux récits d'aventure intérieure.**

**Astrid de Larminat**

*gratias*, il tombe sur une profusion de châtaignes et de noix répandues sur son chemin. Il en charge ses poches... Cette nourriture offerte le remplit également de gratitude. Il l'agrémentera plus tard de coings cuits sur son réchaud (pas question d'allumer un feu de bois dans ces régions inflammables). Les jours passent, son estomac s'habitue, même s'il doit fuir en courant la tentation quand il passe une fois ou deux devant une boulangerie. Ce jeûne, ainsi que la solitude, le vide d'un trop-plein de satisfactions, de bruits, d'interactions. Ses sens réaffrétés, il est disponible. Ainsi, dans le silence réparateur des paysages déserts, « on distingue les murmures de l'univers et l'on ressent la présence du divin ».

**« On distingue les murmures de l'univers et l'on ressent la présence du divin »**

**Antoine de Suremain**

Dans « Marche au désert »

C'est souvent comme ça, lorsqu'on se lance dans une aventure un tant soit peu spirituelle, les premiers jours sont houleux et on a envie de prendre ses jambes à son cou. Antoine de Suremain n'y a pas coupé. Les premiers jours de sevrage au régime pissenlits sous la pluie n'ont pas été aisés. Florence Besson, elle, est d'abord éblouie par la beauté du lieu où elle arrive. Sa petite chambre monacale avec vue sur mer, c'est merveilleux. Mais, quand elle découvre le réfectoire le premier soir, elle a un choc esthétique inverse. Quelque cent personnes mangent leur soupe en silence le regard plongé dans leur assiette. Elle leur trouve à tous des têtes de vie trop rangée. Elle se sent différente. Elle aime les gens qui ont de l'altérité, une certaine élégance. Ici, les femmes qui donnent les enseignements (trois fois trente minutes par jour) sont en bermuda, polo, cheveux courts gris... C'est ça, son problème, se dit-elle, elle est fan de Jésus mais elle trouve le catholicisme sinistre. Alors elle se rappelle cette grand-tante, chez qui elle aimait séjourner, un peu vieillotte mais apaisante, qui avait dit un jour : « Les exercices de saint Ignace ont changé ma vie. » Pourquoi n'a-t-elle jamais oublié cette phrase ?

Et puis, il y a le silence, qui fait envie de loin, mais lorsqu'il s'agit de couper son téléphone, c'est un peu comme manger du trèfle. Le troisième jour, Florence Besson s'y résout : « Peut-être que le silence, on y entre comme dans un bain, comme dans des bras pour la tendresse, comme dans la paix. Peut-être que j'y verrai plus clair

**Après une semaine passée en silence chez les Jésuites, au bord de la mer, Florence Besson s'est réconciliée avec elle-même.**

SERGII MOSTOVVI/STOCK.ADOBE.COM

dans cette eau calme. » Elle comprend que se délester des mots c'est « comme ôter ses vêtements avant de prendre un bain chaud ». Que pour être lavé et restauré, il y a un préalable : se mettre à l'écart, se dépolluer, attendre, ne rien faire, se taire, être disponible, écouter, recevoir. Le cinquième jour, elle écrit : « Parce que je me tais, les oiseaux chantent. »

Tous les jours, elle rencontre en tête à tête son accompagnatrice qui l'invite à s'interroger : que désirez-vous ? Elle lui donne des « trucs » de jésuite. Par exemple, quand on est blessé par une parole ou une situation, se poser trois questions : qu'est-ce que ça m'a fait (l'émotion ressentie), enfin qu'est-ce que j'en fais : ma liberté.

Dans un autre registre, elle qui aimait Gaïa, la déesse forte et en colère, découvrira la Vierge Marie. Au fil des jours, sa « tempête intérieure » s'apaise, elle se sent consolée bien qu'elle pleure tout le temps. En fait, elle pleure « comme quand on retrouve quelqu'un qui est parti il y a trop longtemps ». Et puis, il y a des coups de tonnerre. Le premier, lorsqu'un prêtre dit que la Bible tient en une seule phrase : « Je suis venue pour que les brebis aient la vie et la vie en abondance. » (Jean, 10, 10) Et l'avant-dernier jour, quand elle entend ceci : « Ce n'est pas parce que nous sommes aimables que nous sommes aimés, mais parce que nous sommes aimés que nous sommes aimables. Dieu ne nous aime pas pour notre utilité mais pour notre bonheur. » Au-dedans d'elle, c'est un incendie. Son jour de feu. Joie, pleurs de joie. Elle a l'impression de renaître.

Ayant goûté aux « bienfaits de la marche alliée à l'ascèse », dans le calme ressourçant des hauts plateaux, Antoine de Suremain arrive à l'abbaye de Saint-Guilhem. Un lieu où « le silence est empreint d'une présence », où « le sacré et le sauvage se donnent la main dans une étroite intemporelle ». Une paix l'envahit, ainsi qu'« une joie immense, simple, une joie de l'instant ». Une joie déjà là mais à laquelle il n'était pas présent. Son périple, à l'affût d'herbes comestibles, a développé sa capacité d'attention. Simone Weil le disait : « L'attention, à son plus haut degré, est la même chose que la prière. » Florence Besson qui a un don pour les aphorismes le dit ainsi : « Croire, ce serait être attentif. » ■



**UNE SEMAINE DE SILENCE**  
De Florence Besson,  
Flammarion,  
156 p., 16 €.



**MARCHE AU DÉSERT**  
D'Antoine de Suremain,  
préfacé par Charles Wright,  
Salvator,  
192 p., 17,90 €.